

هكذا من لاجل



Le Monde

LE MONDE DES LIVRES

■ L'ombre
du Quichotte
■ Les maux
de l'édition



CINQUANTE-TROISIÈME ANNÉE - N° 16352 - 7,50 F

VENDREDI 10 OCTOBRE 1997

FONDATEUR : HUBERT BEUVE-MÉRY - DIRECTEUR : JEAN-MARIE COLOMBANI

■ Nouveau dispositif antipollution

En cas de pollution de l'air, la circulation des véhicules les plus polluants serait interdite dès le niveau d'alerte numéro 2.

■ L'avion de combat européen décolle

Le gouvernement allemand a décidé de commander 180 Eurofighter, permettant de lancer la construction de l'avion de combat européen concurrent du Rafale de Dassault.

■ Le procès Papon

Première audience : « Papon, Maurice, 87 ans, retraité... » Le procès marathon de l'ancien haut fonctionnaire a débuté le 8 octobre à Bordeaux.

■ Le village soumis à l'ADN



Après le meurtre de la jeune Caroline Dickinson, les habitants de Meine-Fougeres, lassés des soupçons, se sont réunis à accepter les tests d'ADN pour les hommes âgés de 15 à 35 ans.

■ La mafia s'enracine à Bombay

Les gangs s'installent maintenant dans des secteurs comme le cinéma et l'immobilier.

■ La Bundesbank relève ses taux

Le conseil de la banque centrale allemande a décidé, jeudi 9 octobre, de porter de 3 % à 3,3 % son troisième taux directeur officiel.

■ La mort de Georges Montaron

Directeur de l'Émancipation chrétienne de 1948 à 1996, cet avocat acharné de l'Union de la gauche est décédé, mercredi 8 octobre, à Paris.

■ Formule 1, grand prix incertain

Max Mosley, président de la FIA, explique au Monde la position de sa fédération sur la présence d'un grand prix de Formule 1 en France en 1998.

■ Cultures urbaines à La Villette

Durant un mois, le parc de la Villette à Paris fait connaître et reconnaître les créations de plus de 2 000 artistes issus des banlieues.

Allemagne, 3 DM; Autriche, 10 S; Belgique, 20 F; Canada, 25 \$; Danemark, 16 D; Espagne, 200 Ptas; États-Unis, 1 \$; France, 7,50 F; Grèce, 200 Dr; Irlande, 100 Ir£; Italie, 2000 L; Japon, 1000 ¥; Royaume-Uni, 10 £; Suède, 100 Kr; Suisse, 100 Sfr; Taiwan, 100 Nt\$; USA, 1 \$; Royaume-Uni, 10 £.

M 0147 - 1010 - 7,50 F



Sommet social pour l'emploi à Matignon

● CGT, CFTD et FO réclament une date-butoir sur les 35 heures ● Le gouvernement cherche à limiter les heures supplémentaires pour favoriser l'embauche des jeunes ● Martine Aubry est prête à réétudier le dossier de l'allocation de garde d'enfants

À LA VILLE de la conférence sur l'emploi, les salaires et le temps de travail, qui doit se tenir à Matignon, vendredi 10 octobre, les syndicats ont mis en garde le gouvernement contre tout recul sur la semaine de 35 heures. Louis Vianet, secrétaire général de la CGT, demande aux pouvoirs publics une loi-cadre qui fixerait la date-butoir de l'abaissement de la durée légale hebdomadaire à 35 heures, au plus tard au 1^{er} juillet 1999. Nicole Notat a manifesté son inquiétude dans un entretien au Parisien, jeudi 9 octobre. Également favorable à une loi, la secrétaire générale de la CFTD déclare que, vendredi soir, « il faudrait que chacun ait le sentiment d'avoir participé à la définition d'une politique nouvelle, en particulier pour la réduction du temps de travail ».

De son côté, Marc Blondel, secrétaire général de FO, estime que Lionel Jospin est le seul à pouvoir « prendre l'initiative » pour ramener la durée du travail à 35 heures. Ces inquiétudes syndicales ont été alimentées par les déclarations de



Martine Aubry. La ministre de l'emploi, dans un entretien au *Nouvel observateur*, souligne à plusieurs reprises qu'« il ne faut pas porter atteinte à la compétitivité des entreprises ». Devant les députés, Mme Aubry a indiqué, mercredi, que la forte limitation des heures supplémentaires serait « un des éléments clés » des négociations entre le patronat et les syndicats sur le temps de travail.

Préside par M. Jospin, la conférence sur l'emploi réunira les cinq confédérations syndicales représentatives - CGT, CFTD, FO, CFTC et CFE-CGC - et cinq organisations patronales - CNPF, CGPME, UPA (artisans), UNAPL (professions libérales) et FNSEA. Le premier ministre avait proposé, lors de la campagne présidentielle de 1995, une conférence salariale. Enfin, Martine Aubry a indiqué aux députés socialistes qu'elle est prête à réétudier le dossier de l'allocation de garde d'enfants à domicile (AGED).

Lire pages 8, 9 et 36 et notre analyse page 20

Un officier supérieur soupçonné d'être l'accusateur de François Léotard

LE MINISTRE de la défense, Alain Richard, a ordonné, mercredi 8 octobre, une enquête de la Direction de la protection et de la sécurité de la défense (DPSD) sur l'informateur des auteurs du livre *L'affaire Yann Piat, des assassins au cœur du pouvoir* (éditions Flammarion). Ce livre accuse François Léotard et Jean-Claude Gaudin - désignés clairement, sans être nommés - d'avoir été les « commanditaires » de l'assassinat, en février 1994, de Yann Piat, député du Var. Une première enquête avait été menée au ministère de la défense en 1996, après la parution dans *Le Canard enchaîné* d'articles évoquant cette accusation. Un officier supérieur d'active avait été soupçonné d'en être l'inspirateur. Il a été convoqué, jeudi, par les enquêteurs militaires.

Lire page 10 et notre éditorial page 20

Les hirondelles albinos de Tchernobyl

MÊME AU PRINTEMPS, il ne fait pas bon se rendre dans les environs de Tchernobyl. Les hirondelles, qui ont fait le voyage depuis les terres chaudes de l'Afrique, l'ont appris à leurs dépens. Certains de ces migrants élanés, aux plumes d'un noir bleuté, sont revenus blancs et frêles de leur séjour dans les plaines ukrainiennes. C'est ce qu'affirment Hans Ellegren, Gabriella Lindgren, Craig Primmer et Anders Pape Møller. Ces quatre chercheurs du département de génétique et de reproduction animale d'Uppsala (Suède) et du Laboratoire d'écologie de l'université Pierre et Marie Curie (CNRS-France) ont en effet observé des manifestations d'albinisme partiel sur des hirondelles capturées dans une région contaminée voisine de la centrale.

Certaines de ces hirondelles des chemins (*Hirundo rustica*), notent ces chercheurs dans un article publié par la revue *Nature* du 9 octobre, présenteraient des zones de plumes complètement blanches tant sur la tête que sur la gorge, le dos ou la queue. Un plumage qui, loin de les servir, les rendrait plus vulnérables, donc plus vulnérables, aux prédateurs.

Cette étude a également montré que ces oiseaux étaient plus fragiles et moins aptes à se reproduire. C'est bien là le fait le plus nouveau.

Certes, d'autres populations d'hirondelles qui migrent dans des régions non contaminées par Tchernobyl présentent aussi des cas d'albinisme, mais la fréquence d'apparition de ce caractère y est moindre. Enfin, le taux de mutations génétiques qui induisent l'apparition de plumes blanches chez ces animaux seraient deux à dix fois supérieur à celui observé chez d'autres populations.

Ce n'est pas la première fois que de telles altérations de gènes sont observées sur des animaux vivant près de la centrale ukrainienne. L'an dernier, un biologiste de la Texas Tech University, Robert Baker, affirmait avoir découvert de tels effets chez des campagnols sans qu'il puisse être démontré que cela affectait durablement leur vie. Une constatation qui allait dans le sens de l'étude de Nicolas Archipov sur trois vaches et un taureau ayant vécu dans la zone contaminée. Un an et demi plus tard, le minuscule troupeau avait donné

naissance à des veaux baptisés, non sans un certain humour, Alpha, Bêta, Gamma et Uranium 1. « On a constaté, déclarait le biologiste, des changements dans leur génotype. »

Toutes ces recherches sont essentielles pour qui veut mettre en évidence, après la terrible catastrophe, les conséquences génétiques de la radioactivité chez l'homme. Plusieurs études de généticiens britanniques, biélorusses et russes, ont en effet observé des taux de mutations deux fois supérieurs à la normale chez des enfants et leurs parents vivant dans des zones contaminées par l'explosion. Mais il fut impossible de lier à la radioactivité ambiante ces altérations également remarquées sur des populations non exposées. Des études supplémentaires sont donc nécessaires. Prudent, Philippe Voisin, chef du Laboratoire de dosimétrie biologique de l'Institut de protection et de sûreté nucléaire, recommande l'engagement de nouveaux travaux insistant sur le fait qu'il s'agit « d'un problème qui nous préoccupe tous ».

Jean-François Augereau

Le Conseil de l'Europe, un sommet inutile

La France accueille, vendredi 10 et samedi 11 octobre à Strasbourg, le deuxième sommet du Conseil de l'Europe, quatre ans après celui de Vienne. Jacques Chirac, le premier jour, et Lionel Jospin, le second, présideront les travaux des chefs d'État et de gouvernement des quarante pays membres de l'organisation, auxquels se sont ajoutés ceux de Géorgie, d'Arménie, d'Azerbaïdjan et de Bosnie-Herzégovine, tous quatre candidats à l'adhésion. Au-delà de l'intérêt que présentent les multiples thématiques prévues, on est en droit de s'interroger sur les retombées pour l'avenir de l'institution d'un ballet diplomatique d'une telle ampleur.

Pour Pierre Moscovici, ministre délégué aux affaires européennes, il s'agit de donner une « seconde jeunesse au Conseil de l'Europe », afin qu'il n'ait pas cette « sensation injuste de ne pas trouver sa place dans le concert des institutions ». À l'ombre de l'Union européenne (UE) depuis des lustres, il est désormais concurrentiel, voire dépassé, par l'OSCE (Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe) dans le domaine de la défense des droits de l'homme.

La majeure des résultats attendus suscite des doutes sur la réussite

de l'opération lancée par Paris sous le gouvernement précédent. Annexé à la résolution finale (quatre pages consacrées à la défense des libertés individuelles, l'abolition de la peine de mort et la lutte contre le racisme et le terrorisme), un plan d'action va être adopté lors du sommet. Il reprend en quatre autres pages les thèmes précédents, en y ajoutant la volonté des Quarante d'entendre le dialogue d'échanges humains, de lutter contre la corruption et la toxicomanie et de définir une « nouvelle stratégie de cohésion sociale ». En moins de vingt lignes, il est demandé à l'exécutif du Conseil de l'Europe de créer « une unité spécialisée dans l'observation, la comparaison et l'approfondissement des problèmes liés à la cohésion sociale ».

L'organisme de Strasbourg est passé maître dans l'incantation et, surtout, dans l'art de s'en contenter. Pas un sou supplémentaire au budget annuel (autour de 1 milliard de francs depuis des années, soit cinq cents fois moins que celui de l'Union européenne) n'est prévu pour relever le défi du chômage et de l'emploi.

Marcel Scotto

Lire la suite page 20

Souvenirs manipulés

DEPUIS une dizaine d'années, un phénomène inquiétant se développe aux États-Unis : de « faux souvenirs » d'innocence ou de viol durant l'enfance surgissent à l'occasion de psychothérapies, donnant lieu à des accusations et poursuites judiciaires. Aujourd'hui, un nombre croissant de patients se rétractent, accusant leurs thérapeutes de manipulation mentale. Où se situe la frontière entre fantasme et réalité ?

En Grande-Bretagne, le Royal College of Psychiatrists vient de trancher en faveur du principe de précaution : il est désormais interdit aux psychiatres d'inciter leurs patients à se remémorer un abus sexuel subi dans l'enfance.

Lire page 27

Dictateurs de père en fils



KIM JONG-IL

KIM JONG-IL a été investi, mercredi 8 octobre, secrétaire général du Parti des travailleurs de Corée du Nord. Personnage mystérieux, formé à l'ombre de son père, le feu maréchal Kim Il-sung, il accède ainsi formellement au poste de « dirigeant suprême » d'un des derniers régimes communistes totalitaires de la planète. La Corée du Nord est en état de banqueroute.

Lire page 2

International	2	Finances/marchés	25
France	8	Agronomie	27
Société	12	Jeux, médiologie	30
Cronos	15	Culture	31
Régions	16	Géologie	33
Horaires	17	Abonnements	34
Entreprises	22	Musique	34
Communication	24	Radio-Télévision	35

ASIE DU SUD-EST Fils et héritier de Kim Il-sung, Kim Jong-il prend officiellement en main les rênes de la Corée du Nord. ● LE NOUVEAU SECRÉTAIRE DU Parti des travailleurs

a su profiter des trois années de vacance à la tête de l'Etat pour renforcer son pouvoir, se ralliant notamment les faveurs de l'armée. Toute forme de contestation ayant appa-

remment disparu, Kim Jong-il doit désormais affronter les effets d'une situation économique dégradée et de la pénurie alimentaire. Les premiers signes d'une économie paral-

lèle apparaissent. ● LA STABILITÉ du régime semble toutefois garantie par l'encadrement rigide du pays et le respect de l'autorité d'un peuple confiné dans les idéaux socialistes et

les valeurs confucéennes. ● LE DÉFI à relever pour le nouveau leader nord-coréen sera donc de sortir le pays de l'ornière sans provoquer l'effondrement du régime.

La Corée du Nord inaugure le communisme dynastique

L'intronisation de Kim Jong-il, fils de Kim Il-sung, clarifie une situation politique dominée par le flou institutionnel. En dépit d'une dramatique faillite économique, le régime ne semble pas encore au bord de l'effondrement

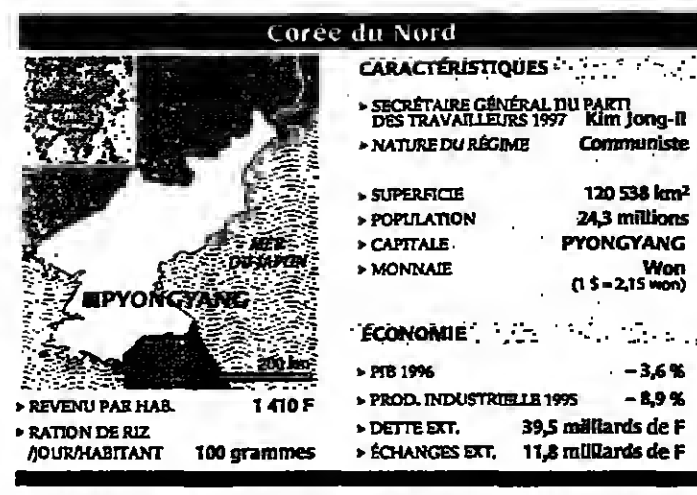
TOKYO
de notre correspondant
La désignation, mercredi 8 octobre, de Kim Jong-il, fils et héritier de Kim Il-sung, au poste de secrétaire du Parti des travailleurs contribue à normaliser les instances dirigeantes de la République populaire démocratique de Corée (RPDC). Après la mort en 1994 de son père Kim Il-sung, le régime a en effet connu trois années de vacance des deux fonctions suprêmes de l'appareil étatique : celles de secrétaire général du parti et de chef de l'Etat.
Si le poste de chef de l'Etat n'est toujours pas pourvu, du moins Kim Jong-il a-t-il désormais officiellement en main les rênes du pays, avec l'appui du parti et de l'armée, dont il est le commandant suprême, seule fonction qu'il ait occupée au cours de ces trois années et dont il avait été investi du vivant de son père.
Ce premier transfert dynastique du pouvoir dans un régime communiste renforcera-t-il les chances de survie d'un régime à bout de souffle qui préside aux destinées d'un pays en quasi-banqueroute écono-

mique ? Les interrogations restent entières : Kim Jong-il sera-t-il un Deng Xiaoping mettant son pays sur la voie des réformes ou bien s'enlisera-t-il dans le sillon idéologique paternel au risque de connaître un jour le sort d'un Ceausescu ?
ÉCONOMIE DE SUBSISTANCE
La période de deuil de trois ans a été un surcroît pour Kim Jong-il, lui permettant de consolider son pouvoir. Cette succession dynastique a été préparée depuis l'entrée de Kim Jong-il au secrétariat du parti en 1973. Elle a été mise en œuvre par son père et la vieille garde du régime soutenue par une partie de la jeune élite qui forme aujourd'hui l'entourage de Kim. Celui-ci a cultivé ses liens avec l'armée (1,4 million d'hommes) et récemment rejoint le haut commandement militaire. S'il y a eu des résistances, la succession semble aujourd'hui ne plus rencontrer d'opposition. Déjà aux abois, le régime ne peut guère espérer survivre à une lutte interne pour le pouvoir. Selon les réfugiés provenant de l'élite du régime, aucun

signe de crise politique n'est apparent. Officiellement aux commandes, Kim Jong-il va-t-il faire évoluer la ligne politique de la RPDC ? La nature totalitaire du régime ne semble pas devoir changer. Au cours des trois années de deuil, la propagande a porté à son comble le culte voué à Kim Il-sung en reportant les vertus du père sur le fils. Selon la plupart des observateurs de la RPDC à Séoul et à Tokyo, la détérioration de la situation économique et la famine ne mettent pas, pour l'instant, le régime en danger. Il ne fait guère de doute que la population souffre durement de la pénurie alimentaire. Mais l'encadrement rigide du pays, l'isolement des provinces les unes des autres, la répression policière (il y aurait 200 000 prisonniers politiques), l'endettement et l'endurance d'un peuple rude et mobilisé depuis un demi-siècle par une idéologie où se mêlent idéaux socialistes, patriotisme exacerbé et valeurs confucéennes de respect de l'autorité, assurent au régime une relative stabilité.
Y a-t-il des oppositions ? Vrai-

semblablement. L'augmentation du nombre des réfugiés qui passent clandestinement en Chine et les défections de personnalités appartenant à l'élite témoignent d'une dilution de la confiance à la base comme au pilier du régime. Selon des réfugiés, serait en outre apparue une dissidence de jeunes, plus individualiste qu'organisée, qui se traduirait par une petite délinquance. La banqueroute économique et la pénurie alimentaire ont enfin commencé à subvertir de l'intérieur le système collectiviste : une économie secondaire - parallèle à celle de l'Etat, quasiment paralysée - est apparue depuis un an. Les marchés libres alimentant une économie de subsistance fleurissent un peu partout. Si la nature du régime ne paraît pas devoir évoluer et si, pour l'instant, Kim Jong-il semble tenir en main le pays, le kimilsungisme (et notamment la doctrine d'autosuffisance : *juche*) est à bout de souffle. Autant que les catastrophes naturelles, ce sont le collectivisme (par la démobilité de la paysannerie) et une culture intensive épuisant les terres par une utilisation excessive d'engrais chimiques conjuguée à une déforestation inconsidérée qui ont conduit le pays à la famine.
Le dilemme de Kim Jong-il, qui fut déjà celui de son père, est de dé-

gager le pays de l'ornière sans provoquer l'effondrement d'un régime largement bâti sur l'ignorance des réalités extérieures dans laquelle est maintenue la population. Une tâche qui tient de la quadrature du cercle : le nouveau secrétaire tient sa légitimité d'un régime qui a conduit le pays à un fiasco économique, mais le réformer en suivant le modèle de



PROFIL
À L'OMBRE DE SON PÈRE
Agé de cinquante-cinq ans, Kim Jong-il, qui a vécu jusqu'en 1994 dans l'ombre de son père, reste un personnage mystérieux. Rares sont les personnalités étrangères qui l'ont rencontré. Il est paré de toutes les vertus et de toutes les qualités par la propagande (penseur de génie, metteur en scène, pilote de jet, stratège), et, à en croire l'agence centrale de presse, il bénéficierait d'une sorte de « mandat du Ciel » dont témoignerait l'éclatante inopiné de son plein automne de fleurs de poir pour saluer sa nomination à la tête du Parti des travailleurs... A l'étranger, il passe pour un homme irascible

qui serait à l'origine de plusieurs actions terroristes à l'encontre du Sud. Dans un livre publié en Corée du Sud, intitulé *Kim Jong-il, un homme étrange*, Jo Yang-hwan, professeur à l'université jésuite Sogang, à Séoul, et spécialiste des questions chinoises et nord-coréennes, a brossé un profil psychologique du jeune Kim en recoupant des entretiens qu'il a eus avec une quinzaine de Chinois et de Russes qui l'ont approché. « Ce serait une erreur de sous-estimer le personnage, nous dit-il. Bien qu'il ait des traits de caractère négatifs (tendance à la paranoïa qui peut nourrir des pulsions agressives), Kim Jong-il est intelligent et peut faire preuve de machiavélisme. » Apparemment peu désiré par sa mère, dont il fut privé encore enfant (elle est décédée peu après sa naissance), et ayant

grandi dans l'ombre du père et dans une hostilité ouverte envers sa belle-mère et ses demi-frères, Kim Jong-il est renfermé et taciturne. « Il souffre vraisemblablement d'un complexe d'infériorité vis-à-vis de la figure paternelle, dont il n'a ni le charisme ni l'autorité », avance M. Jo. « L'éducation qu'il a reçue de son père et des compagnons d'armes de celui-ci dans la guérilla contre les Japonais a cependant contribué à le doter d'une personnalité forte, puissante. Il est averti des réalités du reste du monde, comme le démontre son soud de s'entourer de technocrates ayant des expériences outre-mer. Le choix judicieux de ses plus proches collaborateurs est révélateur de sa clairvoyance. »

Un culte extravagant
La « dynastie » des Kim fait l'objet en Corée du Nord d'un culte de la personnalité proprement extravagant. La naissance en 1912 du père, Kim Il-sung, est quasiment traitée comme l'« année zéro » de l'histoire de la Corée du Nord ; selon le nouveau calendrier en passe d'être adopté par le régime, le pays vient d'entrer dans l'année 86, c'est-à-dire la « 86^e année » de feu le maréchal. Quant à son fils, Kim Jong-il, la propagande ne cesse de le célébrer comme le « sauveur et dirigeant paternel de tous les Coréens » ou comme « le plus grand des hommes que le Ciel ait jamais produits ». Il est présenté comme l'auteur de nombreux manuels d'art, de littérature et de cinéma. Il a même signé, un Guide du journaliste. (Corresp.)

la Chine équivaut à accélérer sa propre chute. La seule évolution notable du régime est d'ordre diplomatique. Confronté à l'effondrement de l'Union soviétique et à l'évolution de la Chine, Kim Il-sung a compris que la seule chance de survie de son régime était la menace potentielle qu'il représentait avec un programme nucléaire qui pouvait permettre à la RPDC de se doter de l'arme atomique.
En jouant de cette menace, Pyongyang a amené les États-Unis à la table de négociation et à l'accord de 1994 sur la fourniture de deux centrales nucléaires à eau légère (limitant les risques de détournement de l'énergie à des fins militaires) et d'une aide économique en échange de l'arrêt du programme nucléaire. Kim Jong-il a poursuivi la partie d'échecs entamée par son père. Avec succès puisque les centrales sont en construction. La RPDC ne survit en outre aujourd'hui que grâce à l'aide alimentaire internationale. Établir des contacts avec les États-Unis était le premier objectif des dirigeants nord-coréens, mais ceux-ci ont besoin pour relancer l'économie de l'aide financière et technologique des Coréens du Sud et des Japonais. Après avoir été suspendus plusieurs années, les pourparlers avec les Japonais ont repris en vue de la normalisation des relations entre les deux pays. Pyongyang entend obtenir de Tokyo des indemnités pour les dommages de guerre.
Une reprise du dialogue à haut niveau avec la Corée du Sud est l'autre grande question de l'ère Kim Jong-il. L'élection en décembre du successeur du président Kim Young-sam (que Pyongyang refusait de considérer comme un interlocuteur depuis la mort de Kim Il-sung, estimant qu'il avait manqué d'égards au défunt) pourrait être l'occasion pour Kim Jong-il de relancer l'idée d'un sommet entre les dirigeants des deux Corées qui était sur le point de se réaliser lorsque Kim Il-sung est mort.

Philippe Pons

Les conséquences des graves pénuries alimentaires sont très difficiles à évaluer

PÉKIN
de notre correspondant
Les récits de réfugiés nord-coréens parvenus en Chine concernant la situation alimentaire dans leur pays ont pris, ces temps-ci, un ton plus alarmiste que lors des premières arrivées, voici environ deux ans.
Il n'est pas pour autant possible de déterminer l'ampleur de la disette qui semble frapper - à tout le moins - certaines régions de l'extrême nord de la péninsule. Plusieurs envoyés spéciaux de la

presse sud-coréenne, japonaise et occidentale ont recueilli dans les districts chinois de la portion septentrionale de la frontière avec la Corée du Nord, près de la ville chinoise de Yanji, des témoignages et des chiffres fréquemment cités par les réfugiés ou leurs cousins établis de longue date en Chine : « 20 % de morts » par famine dans les districts nord-coréens dont certains sont originaires.
Ce chiffre est également cité par certains Chinois familiers de la ré-

gion frontalière. Mais il est à prendre avec les plus grandes précautions. Jasper Becker, auteur d'un livre sur la famine en Chine dans les années 1959-1961, envoyé spécial à la frontière coréenne du quotidien *South China Morning Post*, publié à Hongkong, a rapporté les propos d'un fils de la nomenklatura nord-coréenne affirmant que des documents internes du Parti des travailleurs, au pouvoir à Pyongyang, faisaient état de 1 million de morts sur une population totale estimée à 23,5 millions

d'âmes par la Corée du Sud. Le même auteur cite des réfugiés selon lesquels, dans les cours d'insurrection politique, les cadres du régime reçoivent la consigne d'encourager les Coréens à procéder dans l'idée que le pays pourrait survivre « même si 30 % de la population survivent » à la pénurie.
MAUVAISE RÉCOLTE
Des réfugiés ont encore affirmé avoir entendu parler de cas de cannibalisme : des agents du régime auraient vendu de la chair

prélevée sur des personnes exécutées.
La plus grande incertitude prévaut sur l'authenticité des témoignages recueillis auprès de réfugiés clandestins nuyés dans la masse des 1,9 million de Coréens de souche qui vivent dans la région frontalière. L'hebdomadaire japonais *Aero* estime plausible que, selon les termes d'un réfugié, le système de rationnement alimentaire se soit « complètement effondré durant l'année 1994 ». Le nombre des clandestins gagnant



LE "PAPON" DE M^E BOULANGER

Comment un collaborateur est-il devenu un "résistant" ?

Editions du Seuil

De 500 000 à 2 millions de victimes

Des chiffres variés circulent sur l'ampleur de la famine qui frappe la Corée du Nord, victime à la fois de la banqueroute économique et d'une succession de catastrophes naturelles. Selon l'organisation humanitaire chrétienne World Vision, la famine a déjà fait entre 500 000 et 2 millions de victimes. La Croix-Rouge allemande abonde dans cette évaluation très pessimiste en citant le chiffre de 10 000 décès d'enfants par mois. Alors que la Corée du Sud relativise la portée de la tragédie, le régime de Pyongyang ne dément pas les évaluations les plus sombres, dans l'espoir de recueillir l'aide internationale. En février, un officiel nord-coréen avait parlé de « pré-déastre ». De son côté, le Programme alimentaire mondial (PAM) se dit dans l'incapacité d'avancer des chiffres, mais admet que la situation « empire ».

Francis Deron

هكذا من العالم

LE MONDE / VENDREDI 10 OCTOBRE 1997 / 3

(Publicité)

Nous vous présentons Visteon. Avec un passé automobile de 94 ans et une vision d'avant-garde pour aborder l'avenir.

Nous sommes grands de 68 entreprises sur cinq continents, de 2.000 brevets homologués dans le monde entier et de 78.000 entrepreneurs.

A l'heure actuelle, nous avons développé une nouvelle vision faite sur mesure. Imaginez tout ce que cela peut représenter pour vous.

Et nous l'avons déjà fait.

Pour en savoir plus, composez votre indicatif d'accès aux États-Unis suivi de 313-396-5145. Et venez visiter notre nouveau site Web à l'adresse www.visteonet.com.

Bienvenue dans le nouveau monde de l'Automobile.

See the possibilities™



An enterprise of Ford Motor Company.

Les violents combats de Brazzaville touchent à nouveau Kinshasa

La République démocratique du Congo, ex-Zaïre, estime que le tir d'obus qui a touché le palais de Laurent-Désiré Kabila équivaut à une « déclaration de guerre »

DEUX SOLDATS ont été tués, mercredi 8 octobre à Kinshasa, par un obus tiré de Brazzaville, de l'autre côté du fleuve Congo. Kinshasa a réagi en tirant une série d'obus sur Brazzaville. Le vice-ministre de l'Intérieur, Faustin Munene, a affirmé que ce nouvel incident constituait une « déclaration de guerre » contre la République démocratique du Congo (RDC, ex-Zaïre).

La semaine dernière, vingt et une personnes avaient été tuées à Kinshasa par des obus en provenance de la capitale de la République du Congo, Brazzaville. L'obus de mercredi est tombé dans l'enceinte du Palais de la nation, où se trouve le cabinet du président Laurent-Désiré Kabila, tuant deux soldats et blessant grièvement un autre. Selon le ministère de l'Intérieur, l'obus « a été tiré par un BM 21, une arme de destruction massive ». Depuis le début des affrontements à Brazzaville, les partisans du président Pascal Lissouba ont utilisé ce type d'armes contre les partisans de Denis Sassou-Nguesso. Les belligérants du

Congo-Brazzaville se rejettent la responsabilité des tirs d'obus sur Kinshasa.

Pour identifier l'origine de ces tirs, les présidents Kabila et Lissouba ont décidé la semaine dernière de l'envoi d'observateurs militaires de la RDC à Brazzaville. Les partisans de M. Sassou-Nguesso ont dénoncé cette décision, estimant qu'elle constituait une implication de la RDC dans le conflit intercongolais.

OBSERVATEURS

Les Forces démocratiques et patriotiques (FOP), de Sassou-Nguesso, ont encore lancé, mercredi, une mise en garde au Congo-Kinshasa contre les conséquences d'un tel déploiement. Un groupe d'experts chargés de préparer l'arrivée des observateurs se trouve déjà dans la capitale congolaise. En outre, les partisans de M. Sassou-Nguesso ont affirmé qu'une « solution militaire » était l'unique voie pour le règlement du conflit.

A Brazzaville, mercredi, de violents combats continuaient d'op-

poser les partisans de M. Lissouba à ceux de M. Sassou-Nguesso. Ces derniers avaient lancé, mardi, une vaste offensive. Les combats se déroulent notamment près du centre hospitalier et universitaire, dans le centre-ville, et à l'ouest de la capitale, où les forces de Denis Sassou-Nguesso tentent de prendre le contrôle de l'aéroport de Maya-Maya. La radio congolaise a affirmé, mercredi, que l'aéroport, où aucun avion ne peut plus se poser, était toujours tenu par les forces de M. Lissouba.

La France « continue de soutenir plus que jamais la médiation entreprise par le président gabonais Omar Bongo » dans la crise congolaise, a affirmé mercredi le ministre français des Affaires étrangères, Hubert Védrine, lors d'une brève visite au Gabon, première étape de sa tournée africaine. Rejetant les accusations « non fondées », selon lesquelles la France soutiendrait Denis Sassou-Nguesso, M. Védrine a assuré : « La politique constante de la France, très claire et cohérente, est de ne pas s'immiscer dans des conflits internes. » - (AFP)

Le sommet Arafat-Nétanyahou a été centré sur la sécurité d'Israël

La rencontre d'Erez n'a pas abordé la relance du processus de paix

Les Etats-Unis ont jugé « encourageant » le seul fait que le premier sommet israélo-palestinien en huit mois ait pu se tenir, mercredi 8 octobre à Erez, au nord de la bande

de Gaza, même si cette rencontre n'a donné aucun résultat tangible. L'ambassadeur américain, Dennis Ross, a prévenu qu'il restait « beaucoup de travail à faire ».

JÉRUSALEM

de notre correspondant
La dernière fois que Yasser Arafat et Benjamin Nétanyahou s'étaient vus, avant la rencontre du 8 octobre, c'était le 9 février. Le premier ministre israélien s'était alors félicité du « bon esprit de coopération » qu'il avait trouvé chez M. Arafat et il avait réitéré « le ferme engagement » de son gouvernement dans le processus de paix. Deux semaines plus tard, le 26 février, le même homme annonçait la mise en chantier d'une onzième colonie juive - Har Homa - dans la partie arabe occupée de Jérusalem. Et le même espoir ressuscité s'effondrait à nouveau dans la poussière des bulldozers.

La dernière fois qu'Israéliens et Palestiniens ont annoncé la reprise des « contacts », au simple niveau des sous-comités chargés de mettre en œuvre les accords précédemment conclus et jamais appliqués par l'Etat juif, remonte au 28 septembre, à New York. Quarante-huit heures plus tard, le chef du gouvernement israélien annonçait la mise en chantier de plu-

sieurs centaines de logements supplémentaires dans la colonie juive d'Efrat, tout près de la ville arabe autonome de Bethléem. Et sans la nouvelle et forte pression américaine appliquée sur Yasser Arafat, tout aurait encore une fois capoté avant même de recommencer.

Instruite par ces précédents, l'Autorité palestinienne, qui attend toujours la mise en œuvre du second retrait militaire israélien des territoires occupés - lequel aurait dû, selon les accords signés, être terminé à la mi-septembre - ne peut se permettre d'entretenir trop d'espoirs. Pour reprendre la terminologie employée mercredi par Dennis Ross, l'ambassadeur américain qui est parvenu à obtenir le petit miracle de la rencontre du 8 octobre à Erez, près de Gaza, « il ne faut se faire aucune illusion, il reste beaucoup de travail à faire, beaucoup de divergences à aplacer ».

Même écho côté israélien. « La rencontre visait à "briser la glace" », résumait, mercredi, David Bar Ilan, le porte-parole du premier ministre. « Elle a atteint son objectif, ajoutait-il, mais si certains entendent de grandes espérances, je pense qu'ils seront déçus. »

DIVERSION

De fait, les conditions mises par les Palestiniens à la reprise du processus de paix n'ont pas encore été discutées. Il s'agit, comme le rappelle, mardi, Abou Alan, négociateur avec Israël et président de l'Assemblée palestinienne, de « l'arrêt de la colonisation, l'arrêt des appropriations de terres palestiniennes, des démolitions de maisons et des confiscations des permis de résidence des Palestiniens de Jérusalem-Est ». « Le sujet des colonies n'a même pas été abordé » lors de la rencontre de mercredi, qui « a été centrée sur les questions de sécurité (d'Israël) et sur la reprise de la coopération bilatérale en ce domaine », a indiqué M. Bar Ilan.

Alors, s'interroge un notable de l'OLP à Jérusalem-Est, « pourquoi Arafat s'est-il prêté en ce moment à une opération qui permet une nouvelle fois à Benjamin Nétanyahou de dévier l'attention israélienne et internationale loin de ses dernières turpitudes jordaniennes ? » Ancien membre de la délégation des négociateurs avec Israël et directeur de la dernière agence de presse palestinienne autorisée dans la partie arabe de la ville sainte, Ghassan Khatib répond en trois mots : « Forte pression américaine. »

Les Palestiniens « n'ont rien obtenu et il semble que notre gouvernement soit sur le point d'abandonner ce qui fut le rayonnement des accords d'Oslo, l'arrêt de toute colonisation », déplore-t-il. De source di-

plomatique occidentale, on ourrit un peu les mêmes craintes et on indique que l'Autorité palestinienne « n'attend pas grand-chose des discussions à venir ».

« OUBLIER » LE RETRAIT MILITAIRE

De fait, rien n'est encore joué. Les deux parties se sont certes mises d'accord pour reprendre le travail dans les neuf sous-comités de suivi créés pour discuter des détails de mise en œuvre des accords conclus. Mais pour ce qui concerne la reprise du processus de paix proprement dit, désormais centré, avec le soutien de l'Amérique, autour de la proposition israélienne d'ouvrir, « pour une période de six à neuf mois », des négociations intensives autour du statut définitif des territoires occupés - Jérusalem-Est comprise -, du sort des colonies juives et de celui des trois millions de réfugiés palestiniens qui ont tout perdu dans les guerres, les discussions doivent reprendre à Washington durant la troisième semaine d'octobre.

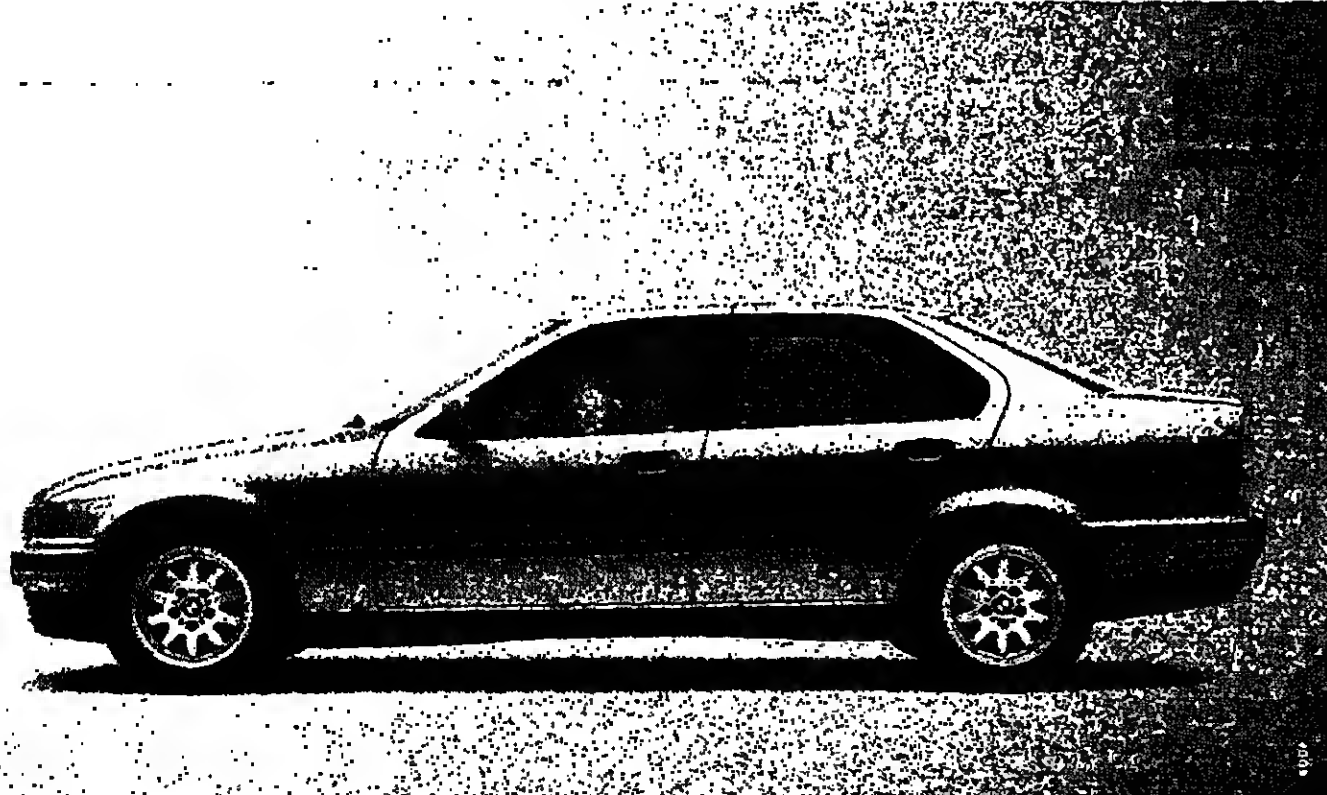
M. Nétanyahou souhaiterait que durant cette longue période de négociations intensives, les Palestiniens « oublient » les deux vagues de retraits militaires des territoires, prévus par les accords signés. Yasser Arafat, soutenu par les Etats-Unis, refuse. Il demande aussi que durant ces six à neuf mois, pas une seule maison nouvelle soit ajoutée aux cent quarante-quatre colonies existantes. Sur ce point, Washington se contente de réclamer de M. Nétanyahou un « arrêt de jeu », dont la constance et la durée doivent encore être négociées.

En visite officielle à Washington, le président israélien Ezer Weizman a demandé, mardi, au président Clinton d'organiser une sorte de session intensive israélo-palestinienne « à la Camp David », en référence aux négociations qui s'étaient terminées en 1979 par le traité de paix israélo-égyptien. M. Clinton « craignant, selon M. Weizman, de se brûler les doigts », ne s'est pas montré très réceptif à l'idée.

Encouragé par une partie grandissante de la communauté juive de son pays à exercer une pression soutenue sur M. Nétanyahou pour qu'il respecte les engagements pris par ses prédécesseurs, le président américain s'est contenté de déclarer mercredi : « J'espère, j'espère vraiment que les événements troublants des derniers jours (allusion à la tentative d'assassinat perpétrée par le Mossad en Jordanie) (ont) clarifié l'urgence de ramener le processus de paix sur les rails... »

Patrice Claude

Pour 1420F par mois, offrez à vos enfants une assurance vie dont ils pourront se vanter à l'école.



Avec la BMW Série 3 vous pouvez offrir à votre famille un nouveau type d'assurance vie : coussin de sécurité, ABS, prétensionneurs de ceintures, renforts latéraux... Du 5 septembre au 30 novembre, vous profitez en plus d'une offre exceptionnelle sur les berlines BMW Série 3. Exemple pour une berline BMW 316i d'une valeur de 141900 F* : Crédit, TEG 5,5 %, 72 mensualités de 1419,76 F, avec un apport de 55 000 F. Soit un coût du crédit de 15 322,72 F. Après acceptation du dossier par BMW Finance™. Pour tous renseignements :

N° Azur 0 800 316 316 <http://www.bmw.fr> - FINA partenaire de BMW.



*Prix conseillé pour tout BMW Série 3 commande et livrée avant le 5 septembre et le 30 novembre 97. Prix maximum conseillé de la berline BMW 316i au 11/93 : 141 900 F. TVA 20 % hors au capital de 170 000 F. PDS Ford 804-006-048. Le modèle présente deux équipements de série.

Le Monde DOSSIERS DOCUMENTS

Irrésistible mondialisation

Que recouvre réellement le concept de mondialisation ? Au sommaire : la déréglementation, l'explosion des flux financiers, le village global, commerce et transports, les multinationales, le libre-échange en question et le nouveau visage du monde.

La bataille de l'eau

L'eau douce se raréfie et de plus en plus l'offre ne répond plus à la demande. Longtemps considérée comme une ressource inépuisable, elle est devenue un bien rare, donc chère et source de conflit.

M UNE PUBLICATION DU MONDE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX

La mafia indienne s...

DEXI

La mafia indienne s'enracine à Bombay

Après le jeu et la prostitution, la grande criminalité infiltre le cinéma et les professions libérales. La police est mise en cause pour son impuissance

Une vague d'assassinats, fin août, à Bombay, a attiré l'attention sur la criminalisation de la politique et des affaires au cœur même de la capitale économique de l'Inde. La mafia y impose un régime de peur, voire de terreur. Elle bénéficie

de collusions avec certains partis politiques, et la police elle-même n'est pas au-dessus de tout soupçon. Un vent de panique souffle dans les milieux favorisés. La misère et l'urbanisation sauvage offrent un terrain favorable à l'éco-

nomie d'un tel gangstérisme. Installés à Bombay depuis des années, les gangs élargissent aujourd'hui leur champ d'activités - notamment à l'immobilier et au cinéma - et durcissent leurs méthodes.

BOMBAY

de notre envoyée spéciale
« Bombay est devenu le Chicago des années 20 au 30. La mafia contrôle chaque aspect de notre

REPORTAGE

La peur s'empare des nantis, qui s'efforcent de cacher leur richesse

« Pour être quelque peu exagérée à ce stade, cette affirmation d'un homme d'affaires traduit le malaise grandissant qui s'est emparé de la capitale économique de l'Inde. Le meurtre, fin août, en plein jour et au centre du quartier des affaires, d'un important entrepreneur du bâtiment, une semaine après celui du « roi des cassettes musicales », a fait souffler un vent de panique parmi les nantis, ceux après desquels la mafia cherche aujourd'hui les moyens de sa subsistance.

« L'extorsion n'est pas une nouveauté à Bombay, affirme M.A.A. Khan, un ancien officier de police recruté dans une agence de sécurité. Mais le champ d'action de la mafia s'est accru et les sommes en jeu sont devenues beaucoup plus importantes. » Présents à Bombay de très longue date, les gangs ont, au fil des ans et des changements économiques, diversifié leurs activités et durci leurs méthodes. Après que leurs aînés eurent épuisé les ressources des trafics en tout genre ou du jeu et de la prostitution, les gangs actuels se sont intéressés à l'immobilier, richesse inestimable à Bombay, puis au cinéma, et se tournent aujourd'hui vers ceux qui ont de l'argent, professions libérales incluses. « Il ne faut pas bon en ce moment exposer sa richesse, affirme Sujata, une jeune avocate. Si vous achetez une voiture, une maison, ou même simplement redécouvrez votre maison, « ils » le savent. Vous recevez un appel et vous n'avez plus qu'à payer ou trouver quelqu'un de plus important pour vous protéger. » Censée assurer l'ordre et la loi, la police est, dans la plupart des cas, la dernière prévenue et la majorité des personnes menacées se gardent de l'informer. Les deux dernières personnalités assassinées avaient chacune reçu des demandes financières précises, assorties de menaces, mais aucune d'elles n'en avait averti la police. « Nous n'avons pas confiance dans la police et nous avons peur qu'elle informe elle-même les gangsters », écrivent anonymement des habitants de Bombay, dans une lettre reçue récemment par plusieurs journaux. « Il est évident que certains policiers ont des relations avec la mafia », confie un policier.

DÉPOLITISER LES FORCES DE L'ORDRE

Pressé par New Delhi de rétablir le règne de la loi sous peine de se faire dessaisir, le gouvernement de l'Etat du Maharashtra, dont Bombay est la capitale, a brusquement remplacé, fin août, le préfet de police et renvoyé dix-neuf officiers. Le nouveau chef de la police a, lui, averti qu'il était prêt à supprimer la pègre et a appelé les victimes de chantages à « coopérer » avec la police. En quelques jours, une dizaine de gangsters ont été tués par une police qui ne fait plus dans le détail. Une méthode qui reçoit globalement l'approbation des habitants interrogés. Rétablir la confiance de la population dans la police demandera toutefois du temps et, de Paris général, la première chose à faire est de dépolitiser l'institution et de donner carte blanche à ses chefs pour agir.

« Quand le Shiv Sena - parti extrémiste hindou qui gouverne Bombay en alliance avec les nationalistes hindous du BJP (Bharatiya Janata Party) - est lui-même un gang, comment voulez-vous que la police agisse ? s'interroge un éditeur. Tous les partis politiques ont eu recours aux gangsters pour régler leurs comptes, poursuit-il. Ceux-ci ont su en profiter après. » « La criminalisation de la politique est la principale cause de la situation présente », écrit pour sa part, dans un



article intitulé « Bombay devient-elle Chicago ? », M. B. G. Deshmukh, un ancien haut fonctionnaire.

« La plupart des personnes assassinées jusqu'à maintenant, affirme sous le sceau de l'anonymat un policier, avaient des contacts avec la mafia. » Secrétaire générale de l'association des producteurs de Bollywood, le Hollywood indien à Bombay, M.K.D. Shorey ne nie pas les contacts de certaines personnalités du cinéma avec les gangs. « Mais, dit-il, il ne faut pas exagérer l'am-

plein. » En moins de six mois toutefois, deux personnalités de Bollywood ont été tuées, une a échappé de peu à une tentative d'assassinat grâce à ses gardes du corps, et une douzaine sont menacées. Une situation qui a conduit le monde du cinéma à réduire son train de vie ostentatoire. « Quand l'on sait que seulement 15 % des 800 films indiens produits annuellement - dont 125 à Bombay - font de l'argent, on peut s'interroger sur le financement du cinéma, affirme un critique. Il est évident que la mafia trouve dans le

cinéma un bon moyen de recycler son argent. »

La peur qui s'est emparée des nantis de Bombay fait l'affaire des officiers de sécurité qui se développent à grande vitesse dans la ville. Après avoir ouvert sa compagnie en juillet 1996, M. Khan a déjà sept cents employés, gardes du corps armés ou non armés, qu'il loue pour des sommes variant entre 3 000 et 8 000 francs par mois. « La demande s'est considérablement accrue ce dernier mois, dit-il, et je vois de plus en plus de gens totalement parqués envahir mon bureau. »

Pour M. Khan, qui a dirigé un temps la section antiterroriste de la ville, la seule et véritable solution pour venir à bout de la situation serait que le gouvernement lutte réellement contre la pauvreté. Bombay, qui abrite 60 des 100 plus grandes compagnies indiennes, continue en effet d'attirer chaque jour près d'un million de déshérités à la recherche d'un emploi. « 70 % des jeunes des bidonvilles n'ont pas d'emplois et constituent un réservoir inépuissable pour la mafia », affirme M. Khan.

En attendant, chacun tente d'échapper aux coups de téléphone menaçants, en se faisant le plus discret possible. « Les affaires, pour l'instant, ne semblent pas affectées, affirme un économiste. Mais il est évident que, si la situation empirait, cela aurait des répercussions sur une économie déjà au ralenti. »

Françoise Chipaux

De nouvelles preuves sur des massacres dans l'ex-Zaïre

BRUXELLES. L'observatoire international Human Rights Watch (HRW) et la Fédération internationale des droits de l'homme (FIDH) ont affirmé, mercredi 8 octobre, détenir « la preuve matérielle irrefutable » de massacres perpétrés dans l'est de l'ex-Zaïre (République démocratique du Congo) par les troupes du président Kabila et leurs alliés rwandais. Les deux organisations « ont photographié des fosses communes et des portions de route encore jonchées de corps en décomposition, dont des cadavres de femmes et d'enfants ». Les organisations affirment en outre que dans tout le pays, des Congolais « ont été forcés de participer à la disparition des preuves et ont été victimes d'intimidations, d'arrestations, de brutalités et d'assassinats afin de les empêcher de parler de ces massacres ». Les deux organisations affirment, en outre, que les Etats-Unis « connaissent l'intention du Rwanda d'attaquer des camps de réfugiés », et que « des témoins crédibles ont affirmé que des militaires américains ont entraîné et fourni une assistance à l'armée rwandaise sur le territoire congolais ». - (AFP)

DÉPÊCHES

■ ISRAËL : deux soldats israéliens ont été tués au Sud libanais, mercredi 8 octobre, lors d'attaques menées par la milice chrétienne du Hezbollah, a annoncé un porte-parole de Tshahal. Six autres soldats ont été blessés, dont un gravement. D'après les services de sécurité libanais, un membre au moins de l'Armée du Liban-sud, milice libanaise auxiliaire d'Israël, a également été tué. L'année 1997 est d'ores et déjà la plus meurtrière pour l'armée de l'Etat juif depuis qu'il a créé une « zone de sécurité » dans cette partie du pays du Cèdre. - (AFP)

■ SIERRA LEONE : le conseil de sécurité de l'ONU a imposé, mercredi 8 octobre, un embargo sur le pétrole et les armes à l'encontre de la Sierra Leone. Cette décision intervient plus de quatre mois après le coup d'Etat militaire qui a renversé le gouvernement du président Ahmed Tejan Kabbah. Le conseil « exige » que la junte militaire prenne « immédiatement des mesures pour céder le pouvoir ». - (Corresp.)

■ SÉNÉGAL : les indépendantistes casamançais du MFDC (Mouvement des forces démocratiques de Casamance) ont formellement démenti, mercredi 8 octobre, la mort de leur chef militaire, Salif Sadio, annoncée fin septembre par le journal gouvernemental Le Soleil. - (AFP)

■ ALGÉRIE : affirmant parler au nom d'Abassi Madani, le fondateur du FIS, actuellement en résidence surveillée et donc sans possibilité de communiquer, Ahmed Zaoui, représentant exilé du Front à Bruxelles, a accusé l'instance exécutive du FIS à l'étranger de « capitulation » face au régime algérien. Il a annoncé la mise sur pied, pour le remplacement, d'un Conseil de coordination du FIS à l'étranger. - (AFP Reuters)

■ INDONÉSIE : après la Thaïlande, l'Indonésie a fait appel, mercredi 8 octobre, à l'assistance du Fonds monétaire international et de la Banque mondiale. Depuis son frottement le 14 août, la roupie indonésienne a perdu 28 % de sa valeur par rapport au dollar. Toutefois, le programme d'aide à Djakarta devrait être plus réduit : il pourrait se situer dans une fourchette de 4 milliards à 6 milliards de dollars (24 à 36 milliards de francs), alors qu'une aide de 17,2 milliards a été accordée à Bangkok à la mi-août. - (Corresp.)

DEXIA

FORTE HAUSSE DES RÉSULTATS SEMESTRIELS
A 2,1 milliards de francs (+23%)

● Dextra : un groupe bancaire européen multispécialisé sur des métiers à faible risque

- Le financement des équipements collectifs. Il constitue le métier principal et la première contribution aux résultats de Dextra qui est présent dans la plupart des pays de l'Union européenne et qui possède déjà 10 % de part de marché en Europe.
- La banque commerciale généraliste y compris la bancassurance. Dextra a vocation à développer notamment les synergies entre les métiers de la banque et de l'assurance.
- La gestion d'actifs pour compte de tiers : un métier très rentable avec des perspectives de croissance élevées.

● Une nouvelle filiale internationale dédiée au "public finance"

Cette filiale va regrouper l'ensemble des activités internationales de financement des équipements collectifs exercées par le Crédit local et le Crédit Communal en dehors de leur territoire national respectif (total de bilan initial : 125 milliards de FRF).

● Un groupe bancaire en expansion

en millions de francs	juin 1996	Variation
Produit Net Bancaire	7 058	+ 7,72 %
Charges d'exploitation	- 3 885	+ 0,75 %
Résultat brut d'exploitation	3 173	+ 16,25 %
Corrections de valeurs et provisions	- 392	+ 33,60 %
Impôts	- 1 052	+ 9,81 %
Résultat net part du Groupe	1 713	+ 23,11 %

*Chiffres retraités pour une présentation économique sur les premiers semestres 1996 et 1997.

- Le PNB en hausse de 7,7 % est la preuve d'une forte activité de crédits et de dépôts.
- Les charges d'exploitation sont maîtrisées, en dépit des coûts nécessités par l'expansion du Groupe.
- Le coefficient d'exploitation du Groupe est en baisse : 51,5 % contre 55 % au 30 juin 1996.
- Le résultat net du premier semestre 1997 s'établit à 2 109 millions de FRF, soit une progression de 23 %. Hors impact de la récente majoration de l'impôt sur les sociétés en France, le résultat aurait progressé de 26 %.
- La rentabilité des fonds propres (ROE) passe de 12,5 % à 14,4 %.

● Une stratégie de croissance et de spécialisation

« Dextra continuera à conquérir des parts de marché dans le monde et à accroître sa rentabilité. Compte tenu de notre excellent niveau général d'activité en ce mois d'octobre, nous avons tout lieu de penser que les résultats annuels du groupe Dextra seront conformes à nos objectifs et donc très satisfaisants. »

François Narmon
Président

Pierre Richard
Président

LE GROUPE BANCAIRE EUROPÉEN
Le financement des équipements collectifs

L'action Dextra France

Dextra France est une société cotée en bourse sur le marché réglementé de Paris. Elle est membre du CAC 40. Les investisseurs peuvent acheter ou vendre des actions Dextra France sur le marché réglementé de Paris.

Contact :

Dextra France
B.P. 100
F-75991 Paris cedex 15
Tel : (33) 1 43 92 77 77
Fax : (33) 1 43 92 70 00
Internet : <http://www.dextra.com>
Numéro vert : 0800 35 5000
Club des actionnaires :
tél. : 01 43 92 77 45
305 ou 306 CLIFF

Helmut Kohl commande 180 avions de combat Eurofighter

Un axe Bonn-Londres se dessine dans l'aéronautique

BONN
de notre correspondant
C'est la plus grande commande militaire jamais réalisée par la Bundeswehr. Le cabinet du chancelier Helmut Kohl a décidé, mercredi 8 octobre, de commander 180 Eurofighter, l'avion de combat européen concurrent du Rafale de Dassault, pour 23 milliards de marks (77 milliards de francs). Les appareils, 140 chasseurs et 40 chasseurs-bombardiers, assemblés par l'allemand Dasa, seront livrés entre 2002 et 2014.

La décision allemande ouvre la voie à la production en série de cet appareil, dont le premier prototype a volé en mars 1994. Au total, 620 avions seront construits pour la défense des quatre pays partenaires (Allemagne, Grande-Bretagne, Italie, Espagne), contre 765 prévus initialement. Décidée en

l'ère Super Puma ou d'avions de transport de troupes Challenge. La commande d'un navire pour la marine est repoussée, une autre annulée. « Il ne va plus y avoir des avions dans l'armée allemande », commente une spécialiste du secteur.

ENJEUX INDUSTRIELS

Le Parti libéral (FDP), partenaire de la coalition de M. Kohl, avait vivement contesté l'Eurofighter, suggérant d'affecter son coût au désendettement de l'Etat. La commande était bloquée, le FDP menaçant de voter contre au Parlement. La situation s'est dénouée, notamment grâce aux gages qu'a donnés M. Kohl à ses alliés en décidant de baisser en 1998 l'impôt de solidarité en faveur des Länder de l'Est. Les parlementaires libéraux devraient, à quelques exceptions près, approuver la décision qui doit être soumise au Bundestag courant novembre.

Le Rafale français en service après 2001

La France a prévu d'investir 4,9 milliards de francs en 1998 pour le développement du Rafale, l'avion concurrent de l'Eurofighter. La mise au point de cet appareil, qui se veut polyvalent et remplace cinq types d'avions aujourd'hui en service, devrait coûter 47 milliards de francs, le quart étant à la charge des industriels. La première flotte à bord du porte-avions *Charles-de-Gaulle* devrait être opérationnelle en 2001 et le premier escadron en 2005 dans l'armée de l'air. Les livraisons devraient s'étaler jusqu'en 2019. A l'exemple, le prix à la production du Rafale de série est de l'ordre de 320 millions de francs, celui du Mirage 2000 étant de 200 millions. Le coût global de possession - c'est-à-dire les dépenses occasionnées par le développement, l'industrialisation, l'entretien et la durée de vie opérationnelle calculés sur vingt ans - d'une flotte de 294 Rafale, toutes versions confondues, est de l'ordre de 200 milliards de francs.

1988 avant la fin de la guerre froide, la construction de cet avion avait sans cesse été repoussée, notamment pour des raisons budgétaires. Chaque appareil coûtera, production et développement compris, 125,4 millions de marks (420 millions de francs). La Cour des comptes allemande avait dénoncé en septembre les dérives budgétaires du programme, reprochant à l'avion d'être dépassé et avait suggéré au gouvernement de ne commander dans un premier temps que 100 appareils. Celui-ci est passé outre.

Le ministère de la défense va devoir rogner sur d'autres budgets : la modernisation de missiles Patriot est repoussée, l'armée de l'air n'obtiendra pas de nouveaux hélicop-

Au-delà des aspects de défense, les enjeux immédiats sont industriels. Le gouvernement affirme que cette décision permettra de créer 18 000 emplois en Allemagne. Une centaine d'entreprises allemandes devraient bénéficier de la manne militaire. Argument classique pour défendre les commandes de l'armée, l'Etat affirme qu'il récupérera 70 % des sommes investies en impôts et cotisations sociales.

La commande va donner un coup de fouet aux partenaires industriels qui construisent l'appareil : British Aerospace (37,5 %), Dasa (30 %), l'italien Alenia (19,5 %) et l'espagnol Casa (13 %). Elle permet d'approfondir la coopération entre les spécialistes de la défense européens. A l'heure où l'Europe doit faire face à la concurrence du géant de l'aéronautique civile et militaire Boeing-McDonnell-Douglas, les Européens s'accrochent à la nécessité de regrouper leurs forces, dans l'aéronautique civile - c'est la restructuration du consortium Airbus -, mais aussi militaire.

La concurrence entre le programme Eurofighter et le programme Rafale, due à l'incapacité des partenaires européens à s'entendre dans les années 80 sur un projet commun, ne peut que donner des avantages aux Américains sur le marché mondial de l'armement. Les choses progressent à pas de fourmi, chaque pays voulant arriver le mieux armé possible à la table des négociations. Les Français auraient préféré avoir résolu le problème de la fusion entre Aérospatiale et Dassault avant de discuter. Les Allemands, avec l'Eurofighter, renforcent leur point faible qu'était l'aéronautique militaire. Ragallardis, ils peuvent aujourd'hui, par la voix du ministre de la défense, Volker Rühe, inviter les français à rejoindre l'axe Bonn-Londres qui se dessine dans l'aéronautique.

Ar. L.

Les 1 000 milliards de marks investis à l'est de l'Allemagne n'ont pas pu endiguer le chômage

Un cinquième de la population est sans emploi dans l'ex-RDA

Les statistiques publiées mardi 7 octobre par l'Office fédéral du travail de Nuremberg, témoignent de la persistance, dans l'est de l'Alle-

magne, d'un taux de chômage très élevé : 19,2 % de la population active. Les sommes considérables qui ont été déversées depuis la

réunification pour relancer l'activité économique et financer des emplois publics dans l'ex-RDA n'ont pas donné les résultats attendus.

BONN

de notre correspondant
Jamais les promesses du chancelier Helmut Kohl, qui s'était engagé à diviser par deux le chômage en Allemagne d'ici à l'an 2000, n'ont paru aussi vaines. L'objectif affiché en mai par les pouvoirs publics et les partenaires sociaux de créer, à partir de 1998, 100 000 emplois supplémentaires par an dans les territoires de l'ancienne RDA semble chaque mois plus difficile à atteindre, lorsque paraissent les chiffres du chômage. Les statistiques publiées mardi 7 octobre n'ont pas dérogé à la règle. Elles montrent une nouvelle dégradation du chômage, qui frappe désormais 11,7 % de la population active, contre 11,6 % le mois précédent, en données corrigées des variations saisonnières. Si la situation n'a guère évolué dans l'ouest du pays en septembre (taux de chômage de 9,9 %), elle n'en finit pas de se dégrader dans les nouveaux Länder (19,2 %, contre 18,8 % en août).

L'ancienne Allemagne de l'Est souffre de la récession qui frappe le bâtiment, après le boom consécutif à la réunification. En un an, 15 % des effectifs du secteur ont disparu, soit plus de 60 000 emplois. L'ex-RDA subit aussi la baisse du nombre des emplois d'intérêt collectif subventionnés par l'Etat (Arbeitgeberzuschüsse ou ABM), qui sont passés, selon les syndicats, de 191 000 fin 1996 à 156 000 aujourd'hui. « Si l'on compte les emplois subventionnés et les départs en préretraite, le chômage réel frappe près de 30 % de la population ac-

tive », juge sévèrement un haut fonctionnaire.

Si le fond semble avoir été touché à l'ouest de l'Allemagne, la situation devrait encore se dégrader à l'Est. Car, contrairement à leurs concurrentes occidentales, les entreprises de l'Est ne profitent guère de la hausse actuelle des exportations, tirée par la baisse du mark. Les nouveaux Länder n'exportent que 12 % de leur produit intérieur brut, contre 31 % pour les anciens Länder, selon les statistiques de l'OCDE. Un écart qui s'explique par la faiblesse du tissu industriel de l'Est et le manque de compétitivité de ces entreprises sur les marchés internationaux. Les créations d'emplois induites par les exportations, si elles se réalisent, auront surtout lieu à l'Ouest.

Sept ans après la réunification, cette contre-performance est décevante au regard des sommes gigantesques qu'a englouties l'Allemagne pour moderniser le pays modèle de l'ancien bloc communiste : 1 000 milliards de deutschemarks depuis 1990, soit chaque année près du tiers du PIB des territoires de l'Est. « La totalité du plan Marshall représenté en marks d'aujourd'hui entre 30 et 40 milliards de marks. C'est ce que nous transférons à l'Est en quelques mois, explique Jürgen Aretz, chargé à la chancellerie des nouveaux Länder. Mais le plan Marshall a servi uniquement à des investissements productifs ».

Les transferts à l'Est depuis la réunification ont en effet surtout servi à reconstruire les infrastructures du pays et à financer la solidarité

avec les Allemands de l'Est : retraite, Sécurité sociale, chômage. « Nous avons créé autant de lignes de téléphone en un an que la RDA depuis la guerre. Nous avons reconstruit 700 kilomètres d'auto-roues et 800 kilomètres de routes, rénové une maison sur trois. Les retraités de RDA, qui touchaient sous l'ancien régime entre 400 et 600 marks-est de retraite par an, perçoivent aujourd'hui 1 700 marks », explique M. Aretz, qui ne tarit pas d'exemples sur les efforts consentis - à juste titre selon lui - pour les populations de l'Est. En revanche, les investissements productifs de l'Est ont été beaucoup plus limités (entre 11 et 12 milliards de deutschemarks par an, selon l'économiste Die Zeit).

POLITIQUE DE RATTRAPAGE

Selon les cas, l'Etat allemand est accusé d'avoir trop favorisé le travail ou, au contraire, trop le capital. « Contrairement au travail, le coût du capital est très faible dans les nouveaux Länder, grâce aux subventions et aux avantages fiscaux accordés par le gouvernement fédéral. En conséquence, les industriels ont surtout fait des investissements de rationalisation de l'outil productif, pour substituer le capital au travail, plutôt que des augmentations de capacité créatrices d'emplois », juge un économiste. C'est ainsi que le pays a accordé des subventions considérables à des industries très capitalistes, comme la raffinerie de Leuna, l'usine de Saxe de Volkswagen ou les chantiers navals de la Baltique, relativement peu créateurs d'emplois.

Arnaud Leparmentier

La Suède confirme son refus d'adopter l'euro dès 1999

L'opposition conservatrice réclame la tenue d'un référendum

STOCKHOLM

correspondance

en Europe du Nord

Le gouvernement suédois devait présenter au Parlement, vendredi 10 octobre, une proposition de loi entérinant le refus du pays d'adhérer à l'Union économique et monétaire (UEM) dès son lancement, en janvier 1999. Cette décision, qui suit la ligne fixée en juin par le premier ministre social-démocrate, Göran Persson, est en contradiction avec l'engagement pris par la Suède, lors de son entrée dans l'Union, en 1995, de reprendre à son compte le traité de Maastricht. Mais M. Persson est conscient de l'impopularité actuelle de la monnaie unique dans le royaume, principalement parmi ses troupes.

Cette ligne ultra-prudente devrait être confirmée par l'Assemblée en décembre. D'autant plus facilement que les deux partis d'opposition (conservateur et libéral), qui espèrent encore pouvoir convaincre la Suède de prendre le train de la monnaie unique à son départ, y ont renoncé. Ils ont rejoint, mercredi, le camp de ceux qui réclament un référendum. Le chef du Parti conservateur, Carl Bildt, a suggéré que le peuple soit consulté sur la question dès juin 1999, en même temps que les élections européennes. Une façon pour lui de prendre l'initiative et de ne pas perdre trop de temps sur la route de l'Union monétaire.

Le premier ministre a flairé la manœuvre, en estimant trop bave la tenue d'une telle consultation, six mois seulement après le

lancement de l'UEM. Il n'en demeure pas moins qu'une éventuelle volte-face britannique sur le dossier pourrait pousser les Suédois à revoir leurs positions plus tôt que prévu. C'est ce qu'avait laissé entendre Göran Persson, fin septembre, à Bruxelles. L'essentiel pour lui, dans l'immédiat, est toutefois d'éviter que la monnaie unique ne se retrouve au centre de la campagne électorale en vue des législatives de septembre 1998. Pour les gagner, le chef du gouvernement minoritaire a ressorti les recettes sociales-démocrates classiques, qui pourraient être à même de faire oublier les critiques formulées à son égard jusque dans son électorat traditionnel.

Le premier ministre a donc multiplié les cadeaux ces dernières semaines : rétablissement de certaines bonnes vieilles prestations de l'Etat-providence, réduction du nombre de contribuables assujettis à un impôt « spécial crise », mesures destinées aux chômeurs... Au total, 9 milliards de couronnes (7 milliards de francs), habilement saupoudrés ici et là. Les allocations familiales seront relevées de 110 couronnes (86 francs) par mois et par enfant. Les allocations chômage et maladie seront de nouveau portées à 80 % du salaire (contre 75 % l'été 1997). Les visites chez le médecin seront gratuites pour les jeunes de moins de vingt ans, etc.

TAUX DE CHÔMAGE DE 8,4 %

Autant de baume sur les plaies de nombreux électeurs lassés par une course du chômage qui ne parvient pas à s'écarter. Cette année, ce taux devrait s'élever à 8,4 % de la population active (sans compter les personnes en formation). Or Göran Persson avait promis de le réduire à 4 % d'ici à l'an 2000.

Les conservateurs de Carl Bildt ont su tirer profit de ce point faible, à tel point qu'ils font quasiment jeu égal avec les sociaux-démocrates dans les sondages. L'un des soucis de l'ancien haut représentant en Bosnie, qui a effectué une rentrée politique tout en modération, sera d'attirer de nouveau à lui le petit Parti centriste (ex-agriculteur) d'ici aux élections. Ce dernier a annoncé qu'il cessait de

coopérer avec le gouvernement, pour se redonner une image indépendante pendant la campagne. Göran Persson souhaiterait néanmoins retrouver cet allié après le scrutin. Il y a mis le prix : la fermeture de deux des douze réacteurs nucléaires du royaume avant l'été 2001.

COMPTES PUBLICS ÉQUILIBRÉS

Le premier ministre a, dans le même temps, beau jeu de vanter l'assainissement des finances publiques. Le déficit budgétaire pour 1997 sera limité à 1,9 % du produit intérieur brut (contre 13 % au début des années 90), pour une

croissance de 2,3 %, une inflation de 1,1 % et une monnaie stabilisée. Mieux encore, les comptes publics devraient être équilibrés en 1998, avant de dégager régulièrement des excédents (0,5 % en 1999 et 1,5 % du PIB en 2000).

Telles sont du moins les prévisions du ministère des finances, présentées le 19 septembre dans le cadre du projet de budget 1998. Pour un peu, le royaume scandinave remplirait tous les critères de Maastricht. Seule la dette publique reste au-dessus du seuil imposé (77 % cette année, 74 % en 1998).

Benoît Peltier



VENTES PAR ADJUDICATION
Régisseur O.S.P. - 138, av. Charles de Gaulle
92523 NEUILLY SUR SEINE Cedex
TEL : 01.46.40.26.13 - FAX : 01.46.40.70.66

74 Vente au tribunal de Grande Instance de PARIS, le Jeudi 23 Octobre 1997 à 14h30 - EN TROIS LOTS
à **MEGEVE (Haute-Savoie)**
ds ens. imm. « **LE SPORTING** » - Route de Rochebrune
1^{er} LOT : LOCAUX à us. d'HOTEL « La Résidence » de RESTAURANT « Le Gourmandier » et de DISCOTHEQUE
« Le Pierrot » et dépendances, dont 31 boxes, piscine, 2 tennis, terrain de volley-ball et 2 fonds de commerce
LIBRES - MISE A PRIX : 1.200.000 F
(contre reprise à 300.000 F suivant inventaire du mobilier et matériel)
2^{ème} LOT : LOCAUX COMMERCIAUX et RESERVES au rez-de-chaussée (1^{er} niveau)
LOUES - MISE A PRIX : 150.000 F
3^{ème} LOT : APPARTEMENT 2 P.P. au 5^{ème} ét. avec mezzanine
LIBRE - MISE A PRIX : 150.000 F
M^{rs} Yves TOURAILLÉ, Av. à PARIS 9^{ème}, 48, rue de Cligny - T. : 01.48.74.45.85
M^{rs} PENET-WEILLER, Mand. Jud. 39, bd Beaumarchais à PARIS (3^e)
Visites : sur RV - Sé SOGIMALP (M. GAY) - T. : 04.50.21.04.98

92 Vente au Palais de Justice de NANTERRE, le Jeudi 23 Octobre 1997 à 14h - EN UN SEUL LOT
APPARTEMENT à PUTEAUX (92)
70 Bis et 70 Ter, rue de la République
LIBRE D'OCCUPATION
(avec entrée particulière au 70 Bis) - au rez-de-chaussée : entrée, 7 pièces, cuisine, salle de bains, wc, débarras, jardin non privatif accessible - CAVES occupées - 2 CHAMBRES au 5^{ème} étage de l'escalier B de 7 et 8 m²
MISE A PRIX : 500.000 F
S'adr. à M^{rs} HAZAN-ACHARD, Avocat à ISSY-LES-MOULINEAUX (92130), 4, rue Edouard Brault - T. : 01.46.38.74.90 - M^{rs} Michel KOHN, Avocat à VANVES (92170), 4, rue Ernest Laval - T. : 01.46.44.19.45
Sur les lieux pour visiter le LUNDI 20 OCTOBRE 1997 de 10h à 12h et de 14h à 16h

ILERI
Président
M. Raymond BARRE
Le "Sciences-Po" de l'International fête ses 50 ans en 1998
Préparation jusqu'à Bac + 5 (DESS) aux
CARRIERES PUBLIQUES ET PRIVEES DE L'INTERNATIONAL en France et à l'étranger
Un corps professoral hors pair assure "efficacité et sécurité"
INSTITUT D'ETUDE DES RELATIONS INTERNATIONALES
Etablissement privé d'enseignement supérieur fondé en 1948
Inscriptions : 12, rue des Sés-Pères, 75007 PARIS
Tél. 01.42.96.51.48 - Fax : 01.49.27.01.87

Depuis 1894
DU BEAU VETEMENT A LA SIMPLE RETOUCHE
LEGRAND
Tailleur sur mesure
Hommes et Dames
Nouvelles collections
Prix agréables
27, rue du 4-Septembre, Paris 2^e
Tél. : 01.47.42.70.61

L'invalidation du scrutin bouleverse le jeu de



هكذا من الجمل

INTERNATIONAL

LE MONDE / VENDREDI 10 OCTOBRE 1997 / 7

L'invalidation du scrutin présidentiel en Serbie bouleverse le jeu des partis politiques

Le pays n'a plus aujourd'hui ni président ni gouvernement

La commission électorale de Serbie a officiellement confirmé, mercredi 8 octobre, l'invalidation, pour cause de taux de participation insuffisant

(48,97 %), de l'élection présidentielle du 5 octobre. Vojislav Seselj, le leader extrémiste du Parti radical, a remporté 1 733 859 voix, soit 49,1 % des

suffrages exprimés, et Zoran Ljilic, le candidat de la coalition du président Milosevic, 1 691 354 voix, soit 47,9 % des suffrages exprimés.

BELGRADE

L'annulation de l'élection présidentielle qui s'est tenue dimanche 5 octobre en Serbie provoque un véritable tremblement de terre dans les états-majors politiques du pays. Les stratégies de tous les partis sont bouleversées, celle du parti de Slobodan Milosevic comme celle des ultra-nationalistes de Vojislav Seselj ou des mouvements dirigés par Vuk Draskovic et par Zoran Djindjic. Si l'annulation du scrutin pour raison d'abstention massive avait été envisagée par tous, personne n'y croyait vraiment et, surtout, nul n'en avait imaginé les conséquences.

Le premier problème est celui de la vacance du pouvoir. La Serbie n'a plus ni président ni gouvernement. L'Assemblée nationale élue le 21 septembre ne s'est pas encore constituée. C'est en principe son président qui doit assurer l'intérim en cas d'empêchement à la présidence de la République. Mais le président de l'Assemblée n'a pas encore été désigné; aucun parti ne disposant de la majorité, tractations et empoignades sont à prévoir entre les députés de la coalition au pouvoir (socialistes, gauche et Nouvelle Démocratie) et ceux de l'opposition (Radicaux de Vojislav Seselj et Mouvement du renouveau serbe de Vuk Draskovic principalement).

Dans ce contexte, «l'homme fort» de l'ex-Yougoslavie, Slobodan Milosevic, président depuis le mois de juillet de la République fédérale yougoslave (RFY, Serbie et Monténégro), ne dispose pas de

pouvoirs constitutionnels très restreints. Son prédécesseur, Zoran Ljilic, n'offrait le plus souvent que comme porteur de gerbes ou de décorations. De plus, la défaite de ce même Zoran Ljilic, dimanche, à l'élection présidentielle de Serbie, et la montée de l'opposition au Monténégro ont considérablement affaibli la marge de manœuvre de Slobodan Milosevic.

UNE MANIPULATION

Devant ce vide du pouvoir, et la perspective d'une nouvelle élection présidentielle dans les trois mois, les partis politiques doivent s'organiser et adapter leur stratégie face à l'autre résultat marquant du scrutin de dimanche: la montée en puissance de l'extrême droite nationaliste. L'hypothèse d'une manipulation de dernière minute conduite par le régime pour éviter l'élection de Vojislav Seselj est fréquemment évoquée à Belgrade.

Le scénario présenté le soir même des résultats par le dirigeant radical paraît plausible à de nombreux commentateurs: selon Vojislav Seselj, les socialistes de Milosevic auraient, dans un premier temps, «bourré les urnes» en provenance de la province du Kosovo (où les quelque 90 % d'Albanais boycottent tous les scrutins), pour ensuite faire marche arrière lorsqu'ils se sont aperçus que cette manœuvre aurait pour conséquence une participation supérieure à 50 %, donc la validation d'un scrutin qu'ils allaient perdre. Ces spéculations sont par définition invérifiables. En revanche,

chacun a remarqué que les socialistes ont reconnu avec une célérité très inhabituelle leur défaite et l'invalidation du scrutin.

Le Parti socialiste doit maintenant trouver d'urgence un nouveau candidat. L'échec de Zoran Ljilic et sa piètre prestation face à Vojislav Seselj lors du débat télévisé qui a précédé le scrutin le disqualifient a priori. Or Zoran Ljilic représentait pour Slobodan Milosevic l'assurance d'une fidélité qu'il va lui être difficile de retrouver chez un autre candidat. Le futur prétendant à la présidence devra être à la fois capable de l'emporter et suffisamment souple pour ne pas risquer de faire de l'ombre au président fédéral.

Les radicaux de Vojislav Seselj, forts de leur score mais quelque peu dépités d'avoir manqué de peu la victoire, veulent en déduire au prochain scrutin. Le leader de l'extrême droite a déjà fait savoir qu'il était candidat et que, cette fois, on ne l'éliminerait pas facilement. «Il est passé trop près de la victoire pour pouvoir maintenant y renoncer, et il se battra jusqu'au bout», commente un observateur.

COALITION BRISÉE

Cette perspective oblige les opposants démocrates à remettre en question pour le prochain scrutin leur mot d'ordre de boycottage et à présenter un candidat rassemblant un large «front populaire». «Si nous ne le faisons pas, reconnait le président du Parti démocrate, Zoran Djindjic, nous serons accusés de faire le lit des

ultra-nationalistes». Mais les dégâts causés dans la coalition Ensemble par les rivalités entre chefs ont considérablement diminué la crédibilité de cette opposition dans l'électorat.

Une partie de cette coalition Ensemble qui, l'année dernière, avait pris en main la contestation de rue, est en pleine crise: il s'agit de celle du Mouvement serbe du renouveau, dont le chef, Vuk Draskovic, a décidé de «lâcher» son ancien allié Zoran Djindjic, et de précipiter, à l'aide des socialistes, son limogeage de la mairie de Belgrade. Vuk Draskovic a d'autre part subi un échec cuisant dès le premier tour de l'élection présidentielle, le 21 septembre. Depuis, il ne cesse de répéter, malgré - ou à cause de - son isolement croissant, qu'il veut se «représenter pour être, cette fois, élu président de Serbie». Une ambition aliée à une trahison qui prive toute la coalition Ensemble de toute possibilité de se reconstruire.

Dans tous les états-majors, les réunions se multiplient pour envisager tous les cas de figure. Et ces derniers sont nombreux tant les alliances, même contre nature, et les changements d'étiquette ont toujours été pratiqués, comme dans les principaux partis en Serbie. «Il n'est pas exclu non plus, explique un observateur, que tout cela traîne en longueur beaucoup plus longtemps. Car la loi et les règlements, ici, sont tellement pointilleux et compliqués qu'ils permettent toutes les interprétations. Mais il ne faut pas oublier que cette situation, pour abusive qu'elle soit, reste dangereuse.»

Denis Hautin-Guiraut

Fidel Castro se dit prêt à tout

«sauf à renoncer au socialisme»

LA HAVANE. Les autorités cubaines «sont ouvertes à toutes les possibilités économiques, à part celle de renoncer au socialisme (...)» a déclaré, mercredi 8 octobre, Fidel Castro devant le 5^e congrès du Parti communiste cubain (PCC), à La Havane. Dans un discours fleuve de près de sept heures le premier secrétaire du PCC a justifié les libertés prises avec l'orthodoxie communiste depuis le précédent congrès en 1991, en affirmant que «le parti communiste cubain est libre (...) de faire quelques concessions admissibles pour atteindre ses objectifs révolutionnaires». En dépit des concessions faites au nom du pragmatisme, Fidel Castro a affirmé sa conviction que le capitalisme «n'a pas et ne peut pas avoir d'avenir moral, politique ou même économique». «C'est un système qui appartient à la préhistoire», a-t-il affirmé. - (AFP)

La communauté de Sant'Egidio soutient la proposition italienne de médiation en Algérie

VENISE. Une centaine de dignitaires musulmans, juifs, bouddhistes, chrétiens, hindous ont participé, du 5 au 7 octobre à Padoue et Venise, à une rencontre largement consacrée à l'Algérie, organisée par la communauté de Sant'Egidio, qui regroupe dix mille catholiques, majoritairement laïcs, en Italie et dans le monde.

Les participants se sont prononcés en faveur de la proposition de médiation faite le 4 octobre aux autorités algériennes par Lambertho Dini, ministre italien des affaires étrangères, qui a été accusé d'«ingérence» par Alger. - (Corresp.)

DÉPÊCHES

■ RUSSIE: Boris Eltsine a démis de ses fonctions son représentant en Tchétchénie, Ivan Rybkine, a indiqué mercredi 8 octobre un communiqué du Kremlin. Cette révocation intervient une semaine après l'expulsion, par les dirigeants tchétchènes, du personnel de la mission russe présente dans la République indépendante. M. Rybkine conserve toutefois son poste de secrétaire du Conseil de sécurité russe. - (Reuters)

■ KOSOVO: plusieurs professeurs d'université, enseignants et chercheurs français - dont Paul Garde et Pierre Hassner - lancent un appel, afin que le régime de Belgrade permette aux étudiants et lycéens de la majorité albanaise du Kosovo de retourner dans les locaux de leurs écoles et universités fermés par le pouvoir serbe depuis 1989. (Contact Marie-France Allain, revue Esprit, 01 43 04 92 90).

■ DÉVELOPPEMENT: sur le thème «La Faim, une arme», Action contre la faim (ACF), l'une des principales ONG françaises, organise le 15 octobre à Paris un colloque qui réunira, entre autres invités, Mohammed Sahnoun, envoyé spécial des Nations unies pour la région des Grands Lacs, Roberto Garçon, rapporteur spécial de l'ONU dans la république démocratique du Congo, Michel Rocard, l'ancien premier ministre, et Ahmedou Ould Abdallah, secrétaire exécutif de Global coalition for Africa (tél.: 01 53 80 88 88).

Les dix Croates qui se sont rendus au Tribunal pénal international plaident non coupables

LA HAYE

Les dix Croates qui se sont rendus, lundi 6 octobre, au Tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie (TPI) basé à La Haye, ont comparu mercredi pour la première fois. Ils ont tous indiqué qu'ils plaident non coupables pour les crimes retenus contre eux. Considéré comme le chef de ce groupe, Dario Kordic (trente-sept ans), ancien président de la Communauté démocratique croate de Bosnie (HDZ), est accusé de crimes contre l'humanité et de graves violations des lois et coutumes de la guerre pour des exactions commises, pendant le conflit croato-musulman, dans la vallée de la Lasva en Bosnie centrale. Il s'est estimé, par la voix de son avocat, «responsable mais pas coupable». Les trois autres dirigeants croates, Pero Skopljak (cinquante-quatre ans), chef de la police de Vitez au moment des faits,

Ivan Santic (cinquante-cinq ans), maire de Vitez à l'époque, et Mario Cerkez (trente-huit ans), officier supérieur des forces croates en Bosnie (HVO) pendant le conflit, ont adopté la même attitude, ainsi que les six anciens soldats du HVO, l'armée croate de Bosnie.

Tous sont accusés pour des faits datant de 1993-1994, lorsque l'armée croate a attaqué la région de Vitez, et notamment le village d'Ahmici, où vivaient de nombreux musulmans bosniaques. Selon les deux actes d'accusation liés à ces événements, «le HVO a d'abord bombardé Ahmici. Chaque maison musulmane a été incendiée et de nombreux civils désarmés ont été délibérément et systématiquement exécutés. Au moins 103 civils ont été tués, dont 33 femmes et enfants. Avant l'attaque du 16 avril 1993, 356 des 466 habitants du village étaient musulmans. Après, il n'en restait plus un seul».

Les accusés, contrairement à

certaines autres déjà jugés à La Haye, ne sont pas des lampistes. M. Kordic, ainsi que le général Tihomir Blaskic, qui s'est livré en avril 1996 et dont le procès, lié au même dossier, a déjà commencé, «détenaient pouvoir, influence, autorité et contrôle», relève le TPI. «Il se présentait comme un colonel du HVO; revêtait un uniforme du HVO; annulait les accords de cessez-le-feu lorsque les conditions ne lui convenaient pas; donnait des ordres pour l'arrestation ou la libération de musulmans importants détenus par le HVO; négociait le passage de convois humanitaires», poursuit l'acte d'accusation.

Pour la première fois, dorment dans la prison du TPI des personnes formant presque toute la chaîne de responsabilité impliquée dans un événement de la guerre en Bosnie, depuis les exécutants jusqu'au chef politique, en passant par de hauts responsables de l'armée, de la police, et de l'administration.

La tenue de ce procès représente une victoire certaine pour l'application de la justice internationale. En effet, jusqu'à récemment, Dario Kordic narguait le TPI. Inculpé depuis le 10 novembre 1995, il vivait luxueusement à Zagreb et, apparemment, en toute impunité. A son départ de Split, Dario Kordic avait déclaré que lui et les siens se sont livrés «volontairement». «pour prouver devant Dieu et les Croates» qu'ils sont «innocents». Mais pour cela, il aura fallu que les autorités de Zagreb soient soumises à d'intenses pressions de la part de la Communauté internationale, et particulièrement des États-Unis. La réaction de James Baldwin, porte-parole du secrétaire d'État américain Madeleine Albright, fortement impliquée dans l'arrestation des criminels de guerre, est claire. Qualifiant de «positif» le changement d'attitude des autorités de Zagreb, M. Baldwin a affirmé que cela sera «pris en considération» lorsque la Croatie demandera des crédits. Un prêt de 30 millions de dollars accordé par la Banque mondiale à Zagreb est actuellement bloqué par Washington.

Alain Franco

24 HEURES DU LIVRE DU MANS

20^e ANNIVERSAIRE 11 & 12 octobre 1997

avec, entre autres invités :

Christine Angot
Pierre Assouline
Marie Desplechin
Annie Ernaux
François Maspéro
Alain Nodoud
Jean-Jacques Pauvert
Pierre Péan
Marie-France Pisier
Jean-Bernard Poyu
Maud Tabachnik
Zep...

02 43 24 09 68



Nouveau Stylo Diabolo de Cartier
Plume or 18 carats ouvragée à la main.
5 largeurs d'écriture. Prix indicatif : 1490 F.

En vente dans les boutiques Cartier et chez les distributeurs agréés :
Drugstore des Champs Elysées : 133, avenue des Champs Elysées - 75008 Paris
Elysées Stylos Marbeuf : 40, rue Marbeuf - 75008 Paris
Galeries Lafayette : 40, boulevard Haussmann - 75009 Paris
Informations au 01 42 18 55 18

FRANCE

LE MONDE / VENDREDI 10 OCTOBRE 1997

SOCIAL La conférence nationale sur l'emploi, les salaires et le temps de travail se tiendra, vendredi 10 octobre à l'hôtel Matignon. Martine Aubry, ministre de l'emploi, estime que les 35 heures « ne doivent pas porter atteinte à la compétitivité des entreprises ».

● LES SYNDICATS s'interrogent sur la volonté réelle du gouvernement d'instaurer rapidement la semaine



de 35 heures. La CGT, FO et la CFTD réclament une date-butoir et mettent les pouvoirs publics en garde contre un échec de la conférence. ● LIONEL JOSPIN, qui avait proposé en 1995 une « conférence sala-

riale », a peu à peu élargi l'objet de cette réunion à l'emploi et au temps de travail.

● LES SYNDICATS de GIAT Industries à Roanne sont réservés sur la réduction du temps de travail opérée dans l'arsenal.

La prudence de M. Jospin sur les trente-cinq heures inquiète les syndicats

Le gouvernement estime que la semaine de trente-cinq heures ne doit « pas porter atteinte à la compétitivité des entreprises ». Martine Aubry veut s'attaquer aux heures supplémentaires. Plusieurs syndicats réclament une loi-cadre et une date-butoir

TROUVONS « des solutions nouvelles et audacieuses » pour atteindre un « objectif primordial » : « améliorer la situation de l'emploi dans notre pays ». C'est dans cet état d'esprit que le premier ministre, dans sa lettre d'invitation, demande aux partenaires sociaux de se rendre à la conférence sur l'emploi, les salaires et le temps de travail, qui doit se tenir, vendredi 10 octobre, à Matignon. Lionel Jospin donne ainsi le ton et fixe la priorité de ce sommet social, où il sera entouré de Martine Aubry, ministre de l'emploi et de la solidarité, de Dominique Strauss-Kahn, ministre de l'économie et des finances, et de Christian Sautter, secrétaire d'Etat au budget.

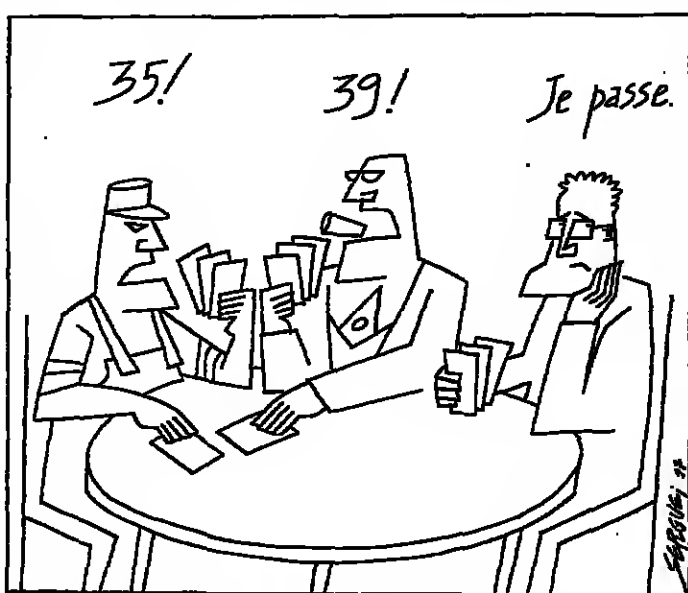
A raison de trois personnes par délégation, les syndicats (CGT, CFTD, FO, CFE-CGC, CFTC) et le patronat (CNPF, CGPME, UPA-artisans, UNAPL-professions libérales, FNSEA-agriculteurs) aligneront trente délégués dans la salle du Conseil où avaient été signés, en juin 1996, les accords de Matignon, alors que le pays était paralysé par la grève générale. M. Jospin ne déviara pas d'emblée la position du gouvernement, notamment sur le calendrier du passage aux 35 heures, pour ne pas donner à ses interlocuteurs le sentiment que la partie est jouée avant même d'avoir commencé. Le premier mi-

nistre n'en souhaite pas moins « fixer un cap », pour reprendre sa propre expression. Ce cap sera annoncé à la fin de la journée, même s'il semble exclu qu'il fixe une date-butoir pour le passage aux 35 heures.

Cette stratégie a été définie de manière à ce que les choix gouvernementaux n'hypothèquent pas l'avenir des négociations que M. Jospin souhaite voir s'ouvrir dans les branches professionnelles et les entreprises sur le temps de travail, les bas salaires, la retraite anticipée de certains salariés et l'embauche de jeunes. Ce dernier point est capital. Alors que l'emploi salarié s'est accru de 600 000 personnes entre 1990 et 1997, note un document publié, mercredi, par le ministère de l'emploi, celui des jeunes de moins de vingt-six ans « a diminué de plus de 700 000 pendant la même période », leur part dans l'ensemble de l'emploi salarié passant de 20 % à 14 %.

UNE VOIE PARMI D'AUTRES

Dans l'immédiat, M. Jospin poursuit donc un objectif simple : faire en sorte que la conférence marque le renouveau du dialogue social, qu'il juge aujourd'hui en déséquilibre. Responsables patronaux et syndicaux devront donc sortir de ce sommet avec la conviction que les négociations doivent être poursuivies.



vies. Au patronat, qui reste le partenaire le plus hostile aux projets du gouvernement et le plus imprévisible, M. Jospin veut montrer que la démarche retenue est pragmatique, même s'il lui rappellera que son objectif est bien d'arriver progressivement aux 35 heures hebdomadaires. Dans un entretien au *Nouvel Observateur*, M. Aubry se montre apaisante, déclarant à trois reprises qu'il ne faut « pas porter atteinte à la

compétitivité des entreprises » et que la baisse du temps de travail est « une voie, parmi d'autres, pour réduire le chômage ».

Négociations décentralisées, traitement différencié pour les PME, aides aux patrons, et même « une aide supplémentaire pour ceux qui veulent aller plus loin, au-delà des 35 heures », selon M. Aubry : le gouvernement n'arrivera pas les mains vides à la conférence. Les

heures supplémentaires seront aussi « un des éléments-clés » des négociations suivant ce sommet, a affirmé M. Aubry, mercredi, devant les députés. Elles représentent de 200 à 400 millions d'heures par an et l'équivalent de 110 000 à 230 000 emplois à temps plein. Une baisse de leur nombre permettrait, notamment, l'embauche des jeunes. Or, depuis des années, le patronat et les syndicats n'ont pas obtenu de leur base un mandat pour négocier des « heures sup » qui donnent de la flexibilité aux entreprises et un surcroît de revenus aux salariés.

Si l'on amadoue le patronat, que donner aux syndicats, qui sentent le gouvernement de plus en plus hésitant sur les 35 heures ? A la CGT et FO, qui réclament une nouvelle hausse du SMIC, après celle de 4 % en juillet, le gouvernement ne peut qu'opposer un refus poli. En revanche, il a déjà fait savoir qu'il souhaitait une relance des négociations sur les bas salaires. M. Aubry a aussi assuré qu'un dossier sur lequel les syndicats s'accrochent devrait avancer vendredi : le départ avant soixante ans de certains salariés ayant au moins quarante ans de cotisation-retraite, et qui n'ont toujours pas droit à l'allocation de remplacement pour l'emploi (ARPE). Il faudra toutefois que l'Etat s'engage dans cette extension de l'ARPE, aujourd'hui exclusive-

ment financée par le régime d'assurance-chômage. Pour le reste, les syndicats sont dans l'expectative et mettent le gouvernement en garde contre les risques d'une déception au soir de la conférence. Louis Viannet, secrétaire général de la CGT, multiplie les déclarations - mardi sur Europe 1, mercredi dans *La Croix* - pour défendre une loi-cadre fixant la date-butoir pour les 35 heures au plus tard au 1^{er} juillet 1999. Nicole Notat, secrétaire générale de la CFTD, laisse aussi poindre son inquiétude. « Ni pessimiste, ni optimiste », déclare-t-elle jeudi au *Parisien*, elle souligne que, vendredi soir, « il faudra que chacun ait le sentiment d'avoir participé à la définition d'une politique nouvelle, en particulier pour la réduction du temps de travail ».

Le secrétaire général de FO, Marc Blondel, a invité M. Jospin à « prendre l'initiative » sur les 35 heures, estimant qu'il est seul « en pouvoir juridique de définir la durée du travail ». Prenant les devants, la CFTC a annoncé qu'elle présentera une « loi d'orientation » sur le temps de travail lors de la conférence. La centrale chrétienne souhaite, comme la CGT, que les aides publiques soient « exclusivement » réservées aux entreprises créant ou maintenant des emplois.

Jean-Michel Beizat

Les avatars d'un projet ancien

EN OUVRANT, vendredi 10 octobre à Matignon, la conférence nationale sur l'emploi, les salaires et le temps de travail, Lionel Jospin aura la satisfaction de réaliser un projet déjà ancien, mais à géométrie fluctuante. Candidat socialiste à l'élection présidentielle, en 1995, il préconise « une conférence nationale salariale », afin de favoriser, à travers des négociations, « une augmentation maîtrisée des salaires ». Il dissocie le temps de travail de cette conférence et propose une durée hebdomadaire de 37 heures. Redevenu premier secrétaire du PS, M. Jospin reste fidèle à son idée. Le 21 décembre 1995, il reprend l'objectif d'une « hausse du pouvoir d'achat des salariés », là encore, au moyen d'une « conférence sololaire ».

En décembre 1996, dans le cadre d'une convention nationale, le PS adopte son projet économique. Il prévoit l'instauration d'une « conférence nationale des salaires », qui « indiquera les évolutions souhaitables pour que l'augmentation globale du pouvoir d'achat soutienne une relance non inflationniste ». Le temps de travail n'est pas inscrit à l'ordre du jour de cette conférence, mais fait l'objet d'une orientation très directive. « Dès le début de la législature, est-il indiqué, les socialistes proposeront, après consultation des partenaires sociaux, une loi-cadre qui, sans baisse de salaire, abaissera l'horaire hebdomadaire légal à 35 heures. » Aux partenaires so-

ciaux seulement « consultés » - selon une formule de l'accord PS-PCF du 29 avril -, la voie est fermement tracée : « Des négociations s'engageront sur cette base [de la loi-cadre] dans les branches et les entreprises et traiteront des créations d'emplois qui doivent l'accompagner. »

Devant la convention, le 15 décembre 1996, M. Jospin se montre précis. La réduction du temps de travail, dit-il, « reposera sur la loi et la négociation des partenaires sociaux ». « La première guldont les seconds, précise-t-il, les seconds concrétisant et appliquant sur le terrain la première. » En février, l'accord PS-Verts prévoit de mettre en œuvre les 35 heures « tout de suite » et de négocier sur les 32 heures pour y parvenir « dans le cadre de la législature ».

Le 18 mars, devant la presse, M. Jospin change de braquet. La conférence sur les salaires, indique-t-il, « sera en réalité une conférence des salaires, de la réduction du temps de travail et de l'emploi » afin de parvenir à « un véritable contrat social pour l'emploi ». « Choque année », l'Etat et les partenaires sociaux examineront la situation économique et définiront des « orientations », ensuite « transcrits dans les accords collectifs décentralisés ».

Pour les 35 heures, M. Jospin propose « un dispositif » en trois étapes : « l'adoption d'une loi-cadre par le Parlement ; des négociations décentralisées entre patronat et syn-

dicats dans toutes les branches et les entreprises ; une nouvelle loi, celle-là normative, qui tirera toutes les conséquences de ces négociations ». M. Jospin concède que la loi-cadre devra être « concisée » pour laisser un espace aux négociations, mais devra explicitement prévoir « la fixation à 35 heures, sans perte de salaires, de la durée légale hebdomadaire dans un délai de deux à trois ans ». Il envisage même les 37 heures par semaine « dès la première année ».

Adoptée le 2 mai, la plate-forme électorale du PS assigne à la conférence le but de « relancer la négociation collective » afin de « libérer du pouvoir d'achat ». Sur les 35 heures, la liaison loi-cadre/négociation est mieux articulée. Objectif ? « Ramener progressivement la durée légale du temps de travail de 39 heures à 35 heures, sans diminution de salaire ». Méthode ? Des négociations et une loi-cadre, « l'Etat ayant pour rôle de donner le cap et de fixer le calendrier ». Dans sa déclaration de politique générale, le 19 juin, M. Jospin définit une démarche plus pragmatique : « Ce sera la mission de la conférence nationale sur les salaires, l'emploi et le temps de travail d'établir un cadre général et de débattre de tous les aspects de ce processus [de passage de la durée légale à 35 heures]. »

Dans l'esprit de M. Jospin, la loi-cadre sur les 35 heures « avant la fin de la législature » devra être présentée « à l'issue de cette conférence » et servir de base aux négociations. Dans *Le Monde* du 16 septembre, le premier ministre rassure le patronat en indiquant que 35 heures payées 39, ce serait « anti-économique », mais il redit que « le gouvernement fixe un cap et un cadre, naturellement une date ». Le 26 septembre, dans *Libération*, M. Strauss-Kahn juge pourtant que « la mécanique importe peu » et met en doute l'utilité d'une loi-cadre, à laquelle M. Aubry confirme aussitôt son attachement.

Le lendemain, devant le conseil national du PS, M. Jospin assure qu'il donnera « la primeur » de sa méthode le 10 octobre aux partenaires sociaux, mais, au même moment, il signe la motion de la majorité du PS. Il y est question d'une loi-cadre qui « devra donner l'impulsion à ce moment historique ». Avec calendrier, mais sans date-butoir.

Michel Noblecourt

Les doutes des syndicats de GIAT Industries

ROANNE de notre envoyé spécial
GIAT Industries peut légitimement revendiquer le titre de précurseur de la réduction du temps de travail. Depuis 1990, avec ou sans loi Robien, avant et après la

REPORTAGE
Depuis 1990, l'arsenal a négocié, trois fois, des réductions du temps de travail

réduction spectaculaire des programmes militaires, le fabricant du char Leclerc a négocié à trois reprises avec ses salariés la diminution de leur temps de présence dans l'entreprise. Devenu un véritable laboratoire social et économique, GIAT tire un bilan contrasté de ces expériences : négatif sur le plan financier, encourageant sur le plan social, et réservé sur le plan économique.

Lorsque l'arsenal doit adopter, en 1990, le statut d'entreprise nationale de droit privé, cela l'oblige à passer de 39 heures à 38 h 30. La capitalisation de ces 30 minutes hebdomadaires permet de décaler trois jours de congés supplémentaires par an. « Le doigt dans l'engrenage », estime aujourd'hui Pierre Marcajous, directeur des ressources humaines de GIAT Industries. Car, pour toutes les négociations ultérieures, le principe de la capitalisation des heures, apprécié des salariés, empêche d'envisager une véritable réorganisation du travail, faute de réduction de la durée hebdomadaire.

En 1993, le plan d'ajustement industriel et social prévoit la suppression de 2 300 emplois sur un total de 12 500. Pour atténuer les rigueurs de ce plan, la direction propose de développer le temps partiel, à 80 % et 50 %. Les 1 300 salariés qui choisissent cette formule perçoivent respectivement 85,7 % et 62,5 % de leur ancien salaire. En échange d'une réduction théorique de 2 heures par semaine, transformée en fait en 11 jours de vacances supplémentaires, les salariés acceptent deux baisses successives de leur salaire, de 0,80 % chacune (1,75 % pour les ouvriers d'Etat, qui représentent 60 % des effectifs chez GIAT) ; 775 emplois sont sauvegardés. Mais avec la montée en cadence du

char Leclerc, la direction abandonne une partie du dispositif un an plus tard.

En 1996-1997, les annulations de commandes de munitions se multiplient ; la nouvelle loi de programmation militaire prévoit 406 exemplaires du char Leclerc, contre 1 400 lors des premières études en 1982 ! Le plan de retour à l'équilibre opérationnel (PRE) envisage 2 500 suppressions d'emplois. Une fois encore, la réduction du temps de travail « permet à la direction de faire accepter un nouveau plan social », estime la CGT, seule à s'y opposer. Elle doit permettre, cette fois, de sauver 600 emplois.

L'extension du mécanisme de la loi Robien aux entreprises qui réduisent leurs effectifs perturbe paradoxalement cette nouvelle négociation. La direction juge

« de fermer les usines 22 jours supplémentaires par an, au risque de rallonger les cycles de production et de désorganiser les chaînes, une grande partie des jours de congés supplémentaires est négociée entre les salariés et leur responsable hiérarchique direct. » En ne fermant pas l'usine, nous avons démontré que l'objectif était bien le partage du travail et non pas la baisse de la production », explique Brigitte Chausset, responsable du département mécanosoudure à Roanne. Les salariés coordonnent entre eux leurs absences.

Dans l'atelier d'assemblage, les ouvriers monteuses de tourelles ont accepté, pour rattraper un retard de production, d'abandonner leurs jours de RTT de septembre et octobre en échange d'une fermeture de l'usine du 1^{er} au 11 no-

Trente-cinq heures payées trente-neuf chez Cofinoga

La direction de Cofinoga, société leader dans le crédit à la consommation, a signé, le 30 septembre, avec la CFE-CGC, la CFTD et le syndicat autonome, un accord réduisant la durée du travail de 39 heures à 35 heures sans perte de salaire et avec création de 182 emplois, dans le cadre de la loi Robien. Les 2 000 salariés du groupe sont concernés, y compris les cadres. La réduction du temps de travail représente 22 jours de repos supplémentaires. Des concertations au plus près du terrain en fixent les modalités concrètes. Un compte épargne-temps permettra aux cadres d'en bénéficier plus facilement. En contrepartie, les horaires peuvent varier de 20 heures à 42 heures hebdomadaires - exceptionnellement 45 heures - et l'entreprise, à présent ouverte de 7 heures à 18 heures du lundi au vendredi, le sera de 8 heures à 20 heures du lundi au samedi.

L'accord, signé en janvier 1997, plus déséquilibré que celui de 1993, qui n'avait pas bénéficié d'aide publique. La baisse de salaires n'est, cette fois, que de 2 % pour une réduction du temps de travail de 10 %, qui est de nouveau capitalisée sous forme de 22 jours de congés supplémentaires, dits « RTT ». Certes, grâce aux réductions de charges sociales, la masse salariale baisse de 6,3 %, mais « le coût horaire est en progression de 4,1 % », regrette M. Marcajous.

Confrontée à la concurrence internationale, par exemple, dans la négociation en cours pour la fourniture de chars à l'Arabie saoudite, GIAT tente de compenser cette hausse du coût horaire par des gains de productivité. C'est peut-être au travers de ces efforts de réorganisation que le bilan de la réduction du temps de travail apparaît le plus positif. Pour évit-

vembre. La direction de GIAT a confié à une filiale de Renault le soin de réfléchir aux moyens de réduire les cycles. Il faut encore 650 jours ouvrés pour produire un char Leclerc, dont 10 exemplaires sortent chaque mois des chaînes.

André Gollard, délégué central de la CFTD, redoute une loi-cadre sur la durée hebdomadaire qui, « trop contraignante, risque de gêner la négociation ou sein de chaque entreprise ». Même la CGT locale doute. « Si cela s'accompagne de flexibilité, ce n'est pas créateur d'emplois », estime Christian Osette, administrateur salarié CGT. « S'il est normal que les entreprises soient redistribuer leur productivité sous forme d'heures de repos, affirme-t-il, l'état de délabrement industriel de GIAT Industries ne le permet pas. »

Christophe Jakubyszyn

22^e Edition du Guide Profession Politique
l'annuaire du Monde de la politique et des pouvoirs

avec l'INTEGRALITE du GOUVERNEMENT JOSPIN

- 2 tomes - 1300 pages.
- 9 rubriques : Présidence/Gouvernement, Institutions/Parlement, Députés/Sénateurs, Partis politiques, Ambassades, Europe, Régions, Départements, Villes.
- des milliers de photos et de biographies.
- un système de 4 mises à jour par an, unique sur le marché.

1137F HT **795F HT**

*Offre valable jusqu'au 15/11/97, hors frais de port et d'emballage.

appelez nous au : **01 46 29 29 30**

Pour la conférence nationale sur l'emploi, les salaires et le temps de travail, organisée vendredi 10 octobre 1997, à l'hôtel Matignon, le gouvernement a invité les représentants des syndicats de salariés (CGT, CFDT, FO, CFE-CGC, CFTC) et des organisations patronales (CNPF, CGPME, UPA, UNAPL, FNSEA) membres de la commission nationale de la négociation collective. Trente-quatre personnes seront réunies autour de la table, contre quarante-deux pour le sommet sur l'emploi qu'Alain Juppé avait organisé, le 21 décembre 1995, dans cette même salle du conseil, pour sortir des grèves et des manifestations de l'hiver 1995. Chaque organisation a droit à un conseiller technique, assis derrière sa délégation. Le gouvernement disposera lui aussi de ses conseillers.



Depuis que Lionel Jospin a annoncé, en juin, après sa nomination comme premier ministre, la tenue d'une conférence nationale dont l'objectif est « d'améliorer la situation de l'emploi » en France, les organisations syndicales et patronales ont eu le temps de préparer leurs propositions sur les trois thèmes retenus : l'emploi, les salaires et le temps de travail. Les syndicats sont favorables à une loi-cadre sur la réduction du temps de travail et à l'ouverture de négociations sur les bas salaires. Ils demandent aussi des mesures d'emploi qui permettraient de faire partir des salariés âgés, en contrepartie de l'embauche de jeunes. Les organisations patronales sont hostiles à une réduction du temps de travail, générale, obligatoire et à une date précise.

UNAPL
50 organisations professionnelles
fortes de 200 000 adhérents

L'Union nationale des professions libérales rassemble les organisations représentatives des professionnels du droit, de la santé et du cadre de vie. Elle a qualité de partenaire social depuis le 30 janvier 1997.

UPA
630 000 entreprises artisanales

L'Union professionnelle artisanale regroupe les confédérations de trois secteurs : le bâtiment (CAPEB), l'alimentation de détail (CCAD) et les services (CNAIS), qui défendent les entreprises de moins de dix salariés. Elle est en partie en concurrence avec la CGPME.

CGPME
400 fédérations ou structures professionnelles
regroupant plus de 3 500 organ. professionnelles

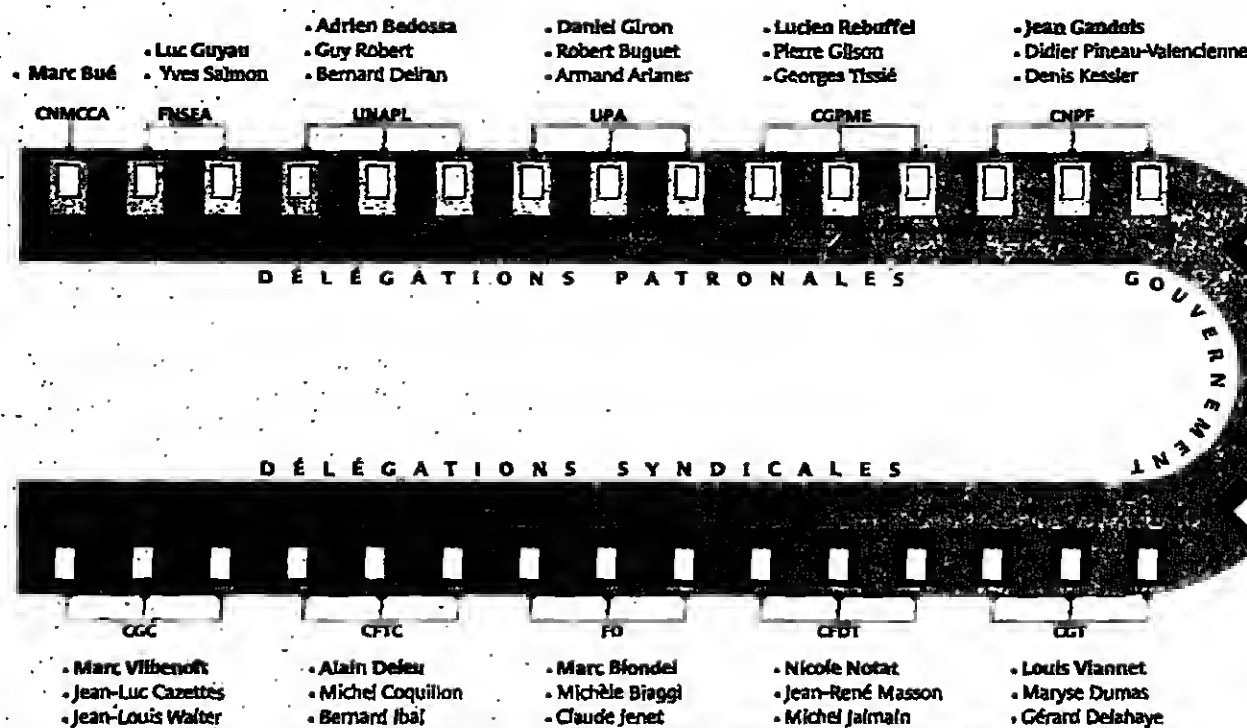
La Confédération générale des petites et moyennes entreprises regroupe des organisations patronales qui adhèrent souvent aussi au CNPF. Elle est surtout représentative dans le commerce de détail et les services.

CNPF
90 fédérations professionnelles,
160 unions patronales, aucun adhérent direct.

Le Conseil national du patronat français est l'organisation représentative d'environ 1 million et demi de chefs d'entreprise de tous métiers, de toutes tailles et de toutes régions.

FNSEA
390 000 adhérents

La Fédération nationale des syndicats d'exploitants agricoles (FNSEA) a été créée en 1946. Matignon a invité trois représentants du monde agricole, à se « partager » entre la FNSEA et la Confédération nationale de la mutualité, du crédit et de la coopération agricoles (CNMCCA).



Hôtel de Matignon
salle du conseil
vendredi 10 octobre

CFE-CGC
100 000 adhérents
(183 000 en 1996) tendance ↗

La Confédération française de l'encadrement-Confédération générale des cadres a été créée en 1944. Elle regroupe des personnels d'encadrement et des agents de maîtrise.

CFTC
100 000 adhérents
(100 000 en 1996) tendance ↗

La Confédération française des travailleurs chrétiens entend maintenir le caractère chrétien de son organisation. Elle demeure bien implantée dans l'enseignement privé et en Alsace-Lorraine.

FO
300 000 adhérents
(non communiqué) tendance ↗

Créée en 1947 par les réformistes de la CGT, Force ouvrière reste, hormis l'aéronautique, implantée essentiellement dans le secteur public et, de façon plus précise, chez les agents des trois fonctions publiques.

CFDT
600 000 adhérents
(700 000 revendiqués, en 1996) tendance ↗

Fondée en 1964, la Confédération française et démocratique du travail s'est développée dans les services, la santé, les collectivités territoriales, et veut désormais s'implanter dans les PME.

CGT
600 000 adhérents
(648 000 revendiqués, en 1996) tendance ↗

La Confédération générale du travail demeure la première organisation syndicale par les effectifs et l'audience électorale. Ses bastions demeurent les grandes entreprises publiques nationales (EDF-GDF, SNCF, la Poste, etc.).

* Sources : D. Lebée, Chercheur au CERAT, laboratoire associé au CNRS et à la FNRP (Grenoble)

Les trente-cinq heures

Le gouvernement

Dans sa déclaration de politique générale, Lionel Jospin avait annoncé une loi-cadre prévoyant la semaine de trente-cinq heures « avant la fin de la législature » (2002) et sans baisse de salaire. Toutefois, il estime que trente-cinq heures immédiatement payées trente-neuf, ce serait « anti-économique ». Le gouvernement estime qu'« il ne faut pas porter atteinte à la compétitivité des entreprises ». Dans son esprit, l'Etat doit « donner le cap et fixer le calendrier », mais il souhaite que patronat et syndicats engagent des négociations dès que la conférence sera achevée. Le premier ministre s'est penché sur les contreparties à donner aux entreprises, notamment en matière d'amélioration des horaires de travail.

Les délégations salariales

CGT

La CGT est favorable à la réduction du temps de travail, sans perte de salaire. Louis Vianet souhaite une loi-cadre « très précise » qui prévoit une « diminution générale et rapide » du temps de travail à trente-cinq heures, avec une date-butoir en « janvier ou, au plus tard, en juillet 1999 ». M. Vianet demande ensuite des négociations, dans les branches et dans les entreprises. La CGT est hostile à l'annualisation du temps de travail. Elle demande la mise à plat des excédents de charges, accordés aux entreprises. L'aide de l'Etat aux entreprises ne doit pas porter sur la réduction du temps de travail mais être conditionnée aux créations d'emplois.

CFDT

La CFDT est favorable à une loi-cadre sur la réduction du temps de travail qui permette l'ouverture de négociations, avant un passage à une durée légale réduite au 1^{er} janvier 2000. Cette loi n'a pas à « fixer des quotas de trente-cinq heures », afin de permettre aux négociateurs d'aller plus loin. M. Notat souhaite « une loi Robien avec un aboutissement généralisé, avec une amplification, qui ne se limite pas à trente-cinq heures, qui fait de la réorganisation du temps de travail ». La participation financière des salariés n'est « ni ex ante ni automatique ». La CFDT n'est pas hostile à l'annualisation du temps de travail qui va de pair avec une réorganisation du temps de travail.

FO

FO est pour une réduction de la durée hebdomadaire de travail à trente-cinq heures, « sans perte de salaire, de primes ou de rémunérations annexes, ni de pouvoir d'achat ». Elle demande l'adoption d'une loi-cadre précise sur l'objectif, la date d'effet et le maintien des salaires. FO est hostile « à toute forme de flexibilité qui conduirait à apprécier les horaires de travail sur une base annuelle, plutôt qu'à l'annualisation des salaires ».

CFE/CGC/CFTC

La CFTC est favorable à une loi d'orientation sur la réduction du temps de travail, qui encourage des négociations de branches sur les trente-cinq heures, avec maintien des salaires. La centrale chrétienne n'est pas opposée à l'annualisation du temps de travail. La CFE-CGC demande que le gouvernement fixe une « obligation de concorde » sur la réduction du temps de travail avant le 1^{er} janvier 2000, faute de quoi une loi-cadre fixera la démarche vers les trente-cinq heures, « sans perte de salaire ». Pour les cadres, la réduction du temps de travail doit s'appliquer « dans un cadre temporel large », sur l'année, voire sur plusieurs années.

Le patronat

CNPF

Le CNPF refuse toute loi obligeant les entreprises à passer aux trente-cinq heures à une date et selon des modalités précises. Il se dit prêt à négocier au niveau des branches professionnelles, mais surtout au niveau des entreprises, une réduction du temps de travail qui pourrait être en deçà ou au-delà des trente-cinq heures, en contrepartie d'un assouplissement de la réglementation, et notamment d'une annualisation du temps de travail qui permette de mieux utiliser l'outil. Il demande que la négociation seule fixe la façon dont sera supporté le surcoût de charges qui résultera de la réduction du temps de travail : baisse ou blocage des salaires, embauches, réorganisation de l'entreprise, accroissement de la productivité, augmentation du temps partiel, nouvelle gestion des heures supplémentaires, création d'un compte-épargne temps, etc.

CGPME/UPA

Défenseurs des intérêts des PME et des artisans, la CGPME et l'UPA refusent en bloc toute réduction du temps de travail. Elles estiment que le surcoût serait insupportable pour des entreprises très fragiles et jugent que l'application serait impossible en raison du petit nombre de salariés qui y travaillent. Elles déclarent que l'embauche pourrait être aidée par un assouplissement du droit du travail en matière d'annualisation (UPA) ou de licenciement (CGPME). Les artisans demandent à être totalement dispensés d'appliquer les trente-cinq heures et la CGPME propose que les entreprises dispensées de les appliquer soient celles de moins de deux cents salariés.

M. Jospin a annoncé la création de trois cent cinquante mille emplois-jeunes dans le privé, pour un coût annuel évalué à 15 milliards de francs par an. Il souhaite que les salariés ayant quarante ans de cotisation-retraite puissent partir avant l'âge de soixante ans, afin qu'on embauche des jeunes.

La CGT est favorable à l'extension du dispositif de préretraite contre embauche de l'ARPE (allocation de remplacement pour l'emploi). La CGT attend des propositions sur les emplois-jeunes dans le privé.

La CFDT est favorable à l'extension du dispositif de préretraite contre embauche de l'ARPE. Elle demande aussi un redéploiement des aides accordées aux entreprises.

FO demande la possibilité, par un financement substantiel de l'Etat, pour les salariés ayant commencé à travailler dès quatorze ans et ayant cotisé quarante ans, de cesser leur activité, avec obligation d'embauche en contrepartie.

La CFTC souhaite l'extension de l'ARPE. La CFE-CGC défend son « contrat de générations », qui permettrait le départ en retraite des salariés âgés de cinquante-cinq ans avec trente-huit ans et demi de cotisations.

Le CNPF estime qu'on peut améliorer son plan proposé en février et visant à faire passer de trois cent trente mille à quatre cent mille le nombre de jeunes recevant une formation en alternance (apprentissage et contrat de qualification). Il n'est pas favorable à l'extension de l'ARPE.

La CGPME estime qu'en aidant les PME dans certaines démarches administratives, comme la fiche de paie, elles seraient plus encouragées à embaucher. La CGPME et l'UPA se demandent qui paiera l'ARPE élargie.

Après avoir prôné M. Jospin estime aujourd'hui qu'il faut privilégier l'emploi. En rendant la croissance plus riche en emplois, on augmente la masse des salaires et on relance la consommation. Il souhaite une relance des négociations sur les bas salaires.

La CGT demande un nouveau coup de pouce pour le SMIC. Elle veut l'ouverture de négociations dans toutes les branches professionnelles sur les salaires ; avec l'augmentation du SMIC de juillet, la plupart des minima sociaux sont en dessous du salaire minimum.

La CFDT est favorable au relèvement des minima sociaux. De plus, pour M. Notat, les salariés vont obtenir une hausse de leur pouvoir d'achat de 1 % au moins par le transfert des cotisations maladie vers la cotisation sociale généralisée (CSG).

Marc Blondel réclame « une nouvelle hausse du SMIC de 2 % », une renégociation dans les branches des minima conventionnels, ainsi qu'une augmentation des minima sociaux (RMI, indemnités spéciales pour les chômeurs).

La CFTC défend le « juste salaire ». Le SMIC doit être relevé pour aboutir à un demi-plafond de la Sécurité sociale, ce qui le porterait à 6 860 francs nets par mois. La CFE-CGC défend une « politique salariale dynamique ».

Les négociateurs du CNPF n'ont reçu aucun mandat pour parler des salaires. L'article 2 des statuts du CNPF réserve la négociation salariale aux fédérations patronales et aux entreprises.

La CGPME et l'UPA ne sont pas compétentes pour en discuter.

Enquête dans l'armée sur les accusations contre deux anciens ministres

Le ministre de la défense, Alain Richard, a ordonné à ses services de mener des investigations pour identifier la source des accusations portées dans un livre contre François Léotard et Jean-Claude Gaudin au sujet de l'assassinat de Yann Piat, député du Var, en 1994

Alain Richard, ministre de la défense, a demandé, mercredi 8 octobre au soir, à la Direction de la protection et de la sécurité de la défense (DPSD), d'ouvrir une enquête sur l'informateur des auteurs du livre *L'Affaire Yann Piat, des assassins au cœur du pouvoir* (éditions Flammarion), qui est présenté par eux comme un cadre des armées. Les conclusions de cette enquête seront rendues publiques, selon M. Richard, qui, le matin même, avait cru pouvoir affirmer, à la sortie du conseil des ministres, que cette affaire n'était pas couverte par le secret-défense et que le livre ne concernait pas les militaires. Au ministère de la défense, on explique que cette volte-face est due au fait que M. Richard aurait été préalablement mal informé par ses services sans qu'il y ait eu de leur part « volonté d'occultation », selon le mot d'un proche du ministre, mais sans doute « manque de suivi du dossier ».

Dès le début de la parution, en 1996, des premiers articles dans *Le Canard enchaîné*, qui citait déjà la Direction du renseignement militaire (DRM) comme source, une enquête avait en effet été ordonnée à la DPSD. Elle avait abouti à identifier quatre ou cinq sources possibles - dont un nom qui reparaît constamment parmi les hypothèses - à l'origine des révélations de l'hebdomadaire. Puis l'enquête s'est enlisée, en partie parce que les articles du *Canard enchaîné* n'ont eu aucun retentissement à l'époque dans le milieu politique. Ce n'est que dans l'après-midi du 8 octobre, après les premières déclarations de M. Richard, que le dossier a été ressorti dans l'état où l'avaient laissées les investigations passées.

L'Affaire Yann Piat menaçait de prendre une dimension judiciaire, le ministère de la défense a ouvert le dossier, et cette initiative a donné lieu à l'annonce faite, en tout début de soirée, sur ordre de M. Richard, dont l'entourage affirme qu'il n'a pas apprécié le contretemps de ses services.

Dans l'attente de la nouvelle enquête confiée à la OPSO, on convient, au ministère de la défense, qu'un faisceau de présomptions se focalise sur le nom d'un officier supérieur d'active affecté à Toulouse, déjà au centre des investigations en 1996. Il a été convoqué pour être entendu à Paris. D'autres noms circulent, notamment ceux de cadres qui n'appartiennent plus à l'armée d'active et qui ne relèvent donc plus d'une enquête menée par la DPSO. La démarche normale sera, aujourd'hui, que leur hiérarchie convoque les intéressés pour vérification de leurs faits et gestes.

La OPSO, qui a pris la succession de l'ex-Sécurité militaire, occupe quelque 1 600 militaires et civils, dont certains peuvent être aussi des officiers de police judiciaire. A la OPSO, il revient le soin de réunir des informations sur les personnes, les marchés de la défense et sur les installations jugées « sensibles » du domaine militaire. Son rôle est de protéger le secret - y compris dans l'industrie de défense - et de se prémunir contre des incursions qui menaceraient la sécurité des armées.

De ce point de vue, la DPSO se distingue fondamentalement de la DRM, dont l'un des membres, anciens ou en service, sous le vocable à dessein non identifiable du « Général », serait à l'origine des révélations sur l'assassinat de Yann Piat selon les auteurs du livre. Sauf si l'un de ses collaborateurs se décidait à agir pour son propre compte et jouait en quelque sorte les franc-tireurs par rapport à sa hiérarchie, la OPSO, en effet, n'est pas équipée pour conduire des enquêtes poli-

tiques sur le territoire national. Ce n'est pas sa vocation. Elle a été créée en avril 1992 par Pierre Joxe, ministre de la défense, pour suppléer aux carences enregistrées par le haut commandement français durant la guerre du Golfe, en 1990-1991, et éviter de dépendre à l'excès de sources américaines.

Fort de 1 500 à 1 600 hommes, mais programmée pour atteindre quelque 2 000 collaborateurs à la fin du siècle, la OPSO est subordonnée au chef d'état-major des armées et elle est actuellement dirigée par le général de corps d'armée Bruno Elie, qui est un ancien attaché de défense près l'ambassade française à Moscou. Elle regroupe les deuxièmes bureaux de chaque armée, l'ex-Centre d'exploitation du renseignement militaire, le Centre d'information sur les rayonnements électromagnétiques, le Centre d'interprétation interarmées de l'imagerie, l'unité satellitaire Helios et la brigade de renseignement et de guerre électronique (BRGE) créée en 1993 pour obtenir des informations au plus près du dispositif adverse.

Compte tenu de ses équipements et de ses spécialistes, la OPSO travaille au profit des états-majors et elle est principalement tournée vers le recueil et l'exploitation du renseignement extérieur dans l'ordre tactique (la connaissance des éventuels théâtres d'opérations où l'armée française pourrait être engagée) et dans l'ordre stratégique (les menaces à venir et la prolifération des armements). C'est sur ce terrain-là que la OPSO peut entrer, parfois, en concurrence avec la Direction générale de la sécurité extérieure (DGSE) dont les activités de recherche, néanmoins, sont davantage orientées vers les domaines politique, économique, commercial, financier ou technique et dont les moyens d'action, sous l'autorité du ministre de la défense, sont clandestins avec, notamment, son service des opérations spéciales.

Après sa part, Jean-Claude Gaudin, Cécile Prieur

président de l'UDF, visant le parti gaulliste tout en s'adressant au gouvernement et au président de la République, suscite l'embarras au RPR, mais aussi chez les amis de M. Léotard. (Lire notre éditorial page 20.)

La droite RPR et UDF cache mal son embarras « Le Front national se gave », dit un élu du Var

DEPUIS la publication de la réplique indignée de François Léotard aux graves accusations portées dans un livre consacré à l'affaire Yann Piat (*Le Monde* du 8 octobre), la droite cache mal son embarras. Aucun responsable de l'opposition ne semble avoir prêté attention à l'interpellation du président de la République par le président de l'UDF, pas plus qu'à la mise en cause des « officines spécialisées » qui, depuis trente ans, continuent de « fabriquer du discrédit, de l'amalgame, du ridicule et de la mort ».

Après que Philippe Séguin se fut félicité de l'engagement d'une procédure judiciaire contre les deux auteurs du livre, le porte-parole de la direction du RPR, Nicolas Sarkozy, a affirmé, mercredi 8 octobre, dans les couloirs de l'Assemblée nationale, que « François Léotard est le président de l'UDF, il reste un homme politique de premier plan qui compte dans l'opposition et qui a toute sa compétence ». Évoquant la prise de position de Renaud Muselier, lui aussi membre de la direction nationale du RPR, qui, dans un entretien au *Figaro*, avait demandé à l'UDF de « revoir sa stratégie » pour les prochaines élections régionales (*Le Monde* du 9 octobre), le député des Hauts-de-Seine a précisé : « On ne peut pas dire que tout cela, c'est des calomnies, et en tirer des conclusions politiques ».

Afin de ne pas accrédi- ter l'idée que cette nouvelle affaire ne viserait qu'à déstabiliser le président de l'UDF, les dirigeants de l'opposition s'en sont tenus à une sorte de service minimum. Dès mercredi matin, M. Muselier a été rappelé à l'ordre par M. Séguin. Au sein de la direction du RPR, même les plus réservés, pour des raisons politiques, sur la candidature de M. Léotard à la présidence du conseil régional de Provence-Alpes-Côte d'Azur, condamnaient la déclaration de M. Muselier. Jeudi, sur RMC, le président de Force démocrate, François Bayrou, a commenté en ces termes les propos du député des Bouches-du-Rhône : « Ajouter le minable au honteux, ce n'est pas ce que je souhaite pour la politique française ». Le député des Pyrénées-Atlantiques a ajouté : « Ce que nous sommes en train de vivre s'apparente aux années 30 et, après les années 30, on sait ce qu'il y a eu ».

Même si certains, au RPR comme à l'UDF, continuent de penser que M. Léotard ne pourra pas être le meilleur porte-drapeau de la droite aux élections régionales, les responsables de l'opposition ont choisi de faire bloc autour de lui, en attendant que la procédure judiciaire désormais engagée établisse la manipulation à l'origine, selon eux, du livre d'André Rougeot et Jean-Michel Verne. « Les régionales n'ont lieu que dans six mois, nous n'avons pas à nous précipiter », explique Jean-François Mattéi, député (UDF-DL) des Bouches-du-Rhône et rival de M. Léotard pour la présidence du conseil régional.

Enfin, la droite a commencé à mesurer avec inquiétude le bénéfice que le Front national pourrait tirer de cette affaire sur la côte méditerranéenne. « Depuis deux jours, le Front national se gave littéralement », constate Jean-Pierre Giran, député et secrétaire départemental du RPR dans le Var. « J'ai froid dans le dos dans ce département. Ce qui tombe sur Léotard peut tomber sur n'importe lequel d'entre nous. Nous avons un devoir de solidarité maximale, parce que nous devons être solidaires de la démocratie face ou même adverse ».

Jean-Louis Saux

président de l'UDF, visant le parti gaulliste tout en s'adressant au gouvernement et au président de la République, suscite l'embarras au RPR, mais aussi chez les amis de M. Léotard. (Lire notre éditorial page 20.)

La droite RPR et UDF cache mal son embarras « Le Front national se gave », dit un élu du Var

DEPUIS la publication de la réplique indignée de François Léotard aux graves accusations portées dans un livre consacré à l'affaire Yann Piat (*Le Monde* du 8 octobre), la droite cache mal son embarras. Aucun responsable de l'opposition ne semble avoir prêté attention à l'interpellation du président de la République par le président de l'UDF, pas plus qu'à la mise en cause des « officines spécialisées » qui, depuis trente ans, continuent de « fabriquer du discrédit, de l'amalgame, du ridicule et de la mort ».

Après que Philippe Séguin se fut félicité de l'engagement d'une procédure judiciaire contre les deux auteurs du livre, le porte-parole de la direction du RPR, Nicolas Sarkozy, a affirmé, mercredi 8 octobre, dans les couloirs de l'Assemblée nationale, que « François Léotard est le président de l'UDF, il reste un homme politique de premier plan qui compte dans l'opposition et qui a toute sa compétence ». Évoquant la prise de position de Renaud Muselier, lui aussi membre de la direction nationale du RPR, qui, dans un entretien au *Figaro*, avait demandé à l'UDF de « revoir sa stratégie » pour les prochaines élections régionales (*Le Monde* du 9 octobre), le député des Hauts-de-Seine a précisé : « On ne peut pas dire que tout cela, c'est des calomnies, et en tirer des conclusions politiques ».

Afin de ne pas accrédi- ter l'idée que cette nouvelle affaire ne viserait qu'à déstabiliser le président de l'UDF, les dirigeants de l'opposition s'en sont tenus à une sorte de service minimum. Dès mercredi matin, M. Muselier a été rappelé à l'ordre par M. Séguin. Au sein de la direction du RPR, même les plus réservés, pour des raisons politiques, sur la candidature de M. Léotard à la présidence du conseil régional de Provence-Alpes-Côte d'Azur, condamnaient la déclaration de M. Muselier. Jeudi, sur RMC, le président de Force démocrate, François Bayrou, a commenté en ces termes les propos du député des Bouches-du-Rhône : « Ajouter le minable au honteux, ce n'est pas ce que je souhaite pour la politique française ». Le député des Pyrénées-Atlantiques a ajouté : « Ce que nous sommes en train de vivre s'apparente aux années 30 et, après les années 30, on sait ce qu'il y a eu ».

Même si certains, au RPR comme à l'UDF, continuent de penser que M. Léotard ne pourra pas être le meilleur porte-drapeau de la droite aux élections régionales, les responsables de l'opposition ont choisi de faire bloc autour de lui, en attendant que la procédure judiciaire désormais engagée établisse la manipulation à l'origine, selon eux, du livre d'André Rougeot et Jean-Michel Verne. « Les régionales n'ont lieu que dans six mois, nous n'avons pas à nous précipiter », explique Jean-François Mattéi, député (UDF-DL) des Bouches-du-Rhône et rival de M. Léotard pour la présidence du conseil régional.

Enfin, la droite a commencé à mesurer avec inquiétude le bénéfice que le Front national pourrait tirer de cette affaire sur la côte méditerranéenne. « Depuis deux jours, le Front national se gave littéralement », constate Jean-Pierre Giran, député et secrétaire départemental du RPR dans le Var. « J'ai froid dans le dos dans ce département. Ce qui tombe sur Léotard peut tomber sur n'importe lequel d'entre nous. Nous avons un devoir de solidarité maximale, parce que nous devons être solidaires de la démocratie face ou même adverse ».

Jean-Louis Saux

Lettre ouverte des salariés de Thomainfor à Monsieur le Premier Ministre

Monsieur le Premier Ministre,

A quelques jours d'une étape primordiale pour la survie de notre entreprise et de ses 1 000 salariés nous vous adressons ce message et vous demandons votre intervention.

Notre situation actuelle :

- Le 20 février 1997, THOMAINFOR (filiale à 100 % du groupe Thomson) spécialisée dans la maintenance des ordinateurs, l'infogérance de parc et l'intégration de solutions, a été bradée à deux investisseurs américains inconnus (société LGS).
- 4 mois plus tard THOMAINFOR dépose son bilan.
- Depuis le 26 juin nous sommes sous tutelle d'un administrateur judiciaire ayant pour mission de trouver une solution par voie de cession.
- Nous avons pris contact avec Thomson, le Ministère de l'Industrie et le Ministère de l'Emploi et aucune solution ne se dégage actuellement.

Ce que nous demandons :

La réintégration totale de THOMAINFOR dans le groupe Thomson, meilleur repreneur en termes de garanties industrielles et sociales pour notre entreprise.

Pourquoi Thomson ?

- Parce que la stratégie de diversification du groupe Thomson vers le civil passe par des entreprises comme la nôtre.
- Parce que nous sommes au cœur d'un métier en pleine mutation (Nouvelles technologies, l'intranet/Internet...) et que Thomson prend un risque majeur en abandonnant ce métier.
- Parce que notre portefeuille clients, composé pour 20 % par le groupe Thomson, 20 % par la Défense, 25 % par de grands clients publics et parapublics et par seulement 35 % de clients privés, est mis en péril en dehors de la filiation Thomson/Thomainfor.
- Parce que les synergies et les complémentarités existent au sein de la branche Systèmes Informatiques de Thomson CSF et de Thomson Multimédia.
- Parce que la responsabilité de Thomson dans ce scandale est immense.

Pourquoi nous vous interpellons ?

- Parce que, dans le cadre des projets de privatisation, les pouvoirs publics ont cautionné la « vente » de notre société à LGS.
- Parce que la politique de l'emploi proposée par votre gouvernement ne vous autorise pas à vous désintéresser du sort de 1 000 salariés.
- Parce que des événements récents à AIR FRANCE ont montré votre capacité et votre pouvoir à intervenir dans la gestion d'une entreprise nationalisée telle que Thomson.

Monsieur le Premier Ministre, pour toutes ces raisons, nous vous demandons d'agir pour éviter un gâchis industriel et social d'envergure. Dans l'attente de votre réponse que nous espérons satisfaisante, veuillez agréer, Monsieur le Premier Ministre, l'expression de notre confiance.

L'intersyndicale de la Société THOMAINFOR
3-5, avenue Morano-Saulnier - 78140 Vélizy

Pour la CGT
Denis Rodriguez

Pour la CFTD
Patrick Guenver

Pour FO
Frédéric Bittoun

Pour la CGC
Jean-Pierre Denis

هكذا من لامل

Les élus socialistes r
l'assiette de l'impôt de s

L'Assemblée nationale
le fonctionnement de la

Le Guide du Pouvoir

Cabinets ministériels, parlementaires, élus locaux, haut-fonctionnaires, dirigeants, journalistes...

11e édition (3 volumes) 980 frs TTC
Editions Jean-François Dumic
Tél. 01 42 46 58 10

Les élus socialistes renoncent à élargir l'assiette de l'impôt de solidarité sur la fortune

La commission des finances de l'Assemblée achève l'examen des recettes du projet de budget

Après un flottement, les députés socialistes sont en ordre de bataille sur le budget: la commission des finances a terminé, jeudi 9 oc-

tobre, au matin, l'examen de la première partie du projet de loi de finances pour 1998. L'opposition a dénoncé « un budget de campagne

électorale » y voyant une logique de « rupture », voire même d'« isolationnisme économique ».

LA COMMISSION des finances de l'Assemblée nationale a achevé, jeudi matin 9 octobre, l'examen de la première partie du projet de loi de finances pour 1998. Les socialistes sont en ordre de bataille, après avoir connu, la veille, un léger flottement, faute de directives du groupe. Mercredi, Dominique Strauss-Kahn, ministre de l'économie et des finances, et Henri Emmanuelli (PS, Landes), président de la commission, ont pris acte du fait que les députés socialistes renoncent à défendre un amendement élargissant l'assiette de l'impôt de solidarité sur la fortune (ISF) aux biens professionnels dépassant une valeur de 50 millions de francs. Ils ont aussi abandonné deux des trois amendements dur-

Dans la nuit de mercredi à jeudi, la majorité a adopté un amendement PS se contentant de ne pas revaloriser le barème de l'ISF en fonction de la hausse des prix. Ainsi, le patrimoine devrait être taxé au delà de 4,7 millions de francs et non de 4,75 millions. La commission des finances a également voté un amendement de Patrick Devedjian (RPR, Hauts-de-Seine), obligeant les chefs d'entreprise de plus de 75 ans à quitter leurs fonctions, faute de quoi ils paieraient l'ISF. Sur l'épargne, la majorité a renoncé à modifier le régime fiscal des stocks-options et à réduire de moitié l'abattement fiscal sur les revenus de placements financiers. En revanche, elle a adopté la taxation des plus-values réalisées sur les cessions de valeurs mobilières

(autres que parts et actions d'OPCVM) à partir de 50 000 francs de cessions annuelles. De même, les députés PS de la commission n'ont pas défendu leur proposition de limiter à 33 % de l'impôt sur le revenu l'ensemble des abattements fiscaux.

A l'initiative du rapporteur général du budget, Didier Migaud (PS, Isère), la commission a adopté « un dispositif de moralisation » de la loi Pons sur les investissements décaissés outre-mer. Elle a plafonné à 300 000 francs pour un couple ou à 150 000 francs pour un célibataire, la déduction possible au titre de l'impôt sur le revenu. Elle a interdit l'imputation des déficits au titre des bénéfices industriels et commerciaux sur le revenu global. Deux amendements sur la taxe d'habitation ont été adoptés. Le premier plafonne cette taxe à 1000 francs pour les revenus par part inférieurs à 20 000 francs. Le second rétablit les dégrèvements pour les foyers fiscaux payant moins de 16 940 francs d'impôt sur le revenu au lieu de 13 300 francs.

Enfin, la commission a suivi deux

propositions écologiques de Guy Lengagne (RCV, Pas-de-Calais). La première ramène au taux réduit de TVA (5,5 %) les achats d'électricité pour les véhicules électriques; l'autre rend déductible la TVA pour les véhicules utilisant comme carburant le gaz de pétrole liquéfié (GPL) et le gaz naturel.

M. Emmanuelli souhaite relever davantage le plafond de l'avantage fiscal accordé aux veuves, et célibataires ayant élevé seuls des enfants. Ce plafond fixé à 3000 francs par le gouvernement a été porté à 5000 francs par les commissaires aux finances. Une partie des élus socialistes considère que ce plafonnement est une « erreur politique ». Pour l'UDF, François d'Anbert (UDF-DL, Mayenne) a dénoncé « un budget de campagne électorale », « à l'approche idéologique » quand Pierre Méhaignerie (UDF-FD, Ille-et-Vilaine) estimait qu'à la différence de 1988, le gouvernement Jospin est entré dans une logique de « rupture », voir d'« isolationnisme économique ».

Caroline Monnot

Les députés adoptent deux textes sur l'exercice du droit de vote

LES DÉPUTÉS ont adopté, mercredi 9 octobre, deux projets de loi relatifs à l'exercice du droit de vote. Le premier, voté par le Sénat le 17 septembre, vise à permettre aux citoyens de l'Union européenne résidant en France de voter et d'être élus aux municipales. Il s'agit d'une transposition en droit interne d'une directive adoptée en 1994 par le Conseil européen (Le Monde du 19 septembre). Invité à défendre, pour son premier texte présenté au Palais-Bourbon, une conséquence du traité de Maastricht auquel il s'était opposé, le ministre de l'intérieur a indiqué que « l'étape d'aujourd'hui ne doit pas être comprise comme une sorte de diffusion de la citoyenneté ».

« Bien au contraire, cette "ouverture" à de nouveaux citoyens doit contribuer à un enrichissement du débat démocratique dans notre pays », a ajouté Jean-Pierre Chevènement.

Tous les groupes ont voté en faveur de ce projet de loi. Jacques Myard (RPR, Yvelines) s'est abstenu; Jean-Marie Le Chevallier (FN, Var) a dénoncé « une scandaleuse atteinte à la République française et à la démocratie ». Contre l'avis du gouvernement, les députés ont adopté deux amendements d'Alain Tourret (RCV, Calvados) supprimant toute mention de la nationalité des ressortissants européens sur les listes électorales. Ils ont

aussi supprimé les dispositions spécifiques concernant le Conseil de Paris, qu'avaient introduites les sénateurs. S'agissant d'un projet de loi organique, ce texte doit être adopté dans les mêmes termes par les deux Assemblées.

Dans la foulée, ils ont adopté, à l'unanimité, le projet de loi sur l'inscription automatique des jeunes de dix-huit ans sur les listes électorales, adopté par le Sénat le 23 septembre. Souhaitant que cette mesure soit applicable dès le 1^{er} décembre, comme s'y est engagé M. Chevènement, les députés ont rétabli le principe d'un croisement entre les fichiers du service national et ceux de l'Assurance maladie. Le Sénat avait différé l'entrée en vigueur de la loi en prétextant que le seul fichier du service national, les jeunes filles ne devant être soumises au recensement obligatoire qu'en 1999. Contre l'avis du gouvernement, qui y voit notamment une « inconstitutionnalité », les députés ont, à l'initiative de José Rossi (UDF-DL, Corse-du-Sud), étendu le dispositif aux jeunes âgés de dix-neuf à vingt et un ans, pour une période transitoire de trois ans. M. Chevènement s'est engagé à créer, par décret, un « livret civique », ou « guide du citoyen », qui exposerait aux jeunes électeurs la signification du droit de vote.

Jean-Baptiste de Montvalon

L'Assemblée nationale modifie le fonctionnement des régions

L'ASSEMBLÉE nationale devait adopter, jeudi 9 octobre, une proposition de loi visant à réformer le fonctionnement de vingt et un des vingt-deux conseils régionaux de métropole (exception faite de la collectivité territoriale de Corse). Ce texte, synthèse de quatre propositions de lois issues de la majorité comme de l'opposition, instaure un système permettant d'adopter le budget régional sans vote, en cas de blocage.

Inspiré du « vote de défiance constructive » allemand, le mécanisme prévoit qu'un projet de budget, non-voté dans les délais, serait désormais considéré comme adopté, à moins qu'une motion de défiance, comportant un nouveau projet de budget, n'obtienne la majorité absolue des suffrages de l'Assemblée régionale. La commission des lois a voté un amendement co-signé par Bernard Derosier (PS, Nord) et José Rossi (UDF-DL, Corse-du-Sud), qui supprime, dans la procédure, toute référence à un président de remplacement. En effet, Christian Estrosi (RPR, Alpes-Maritimes) a expliqué qu'il s'agit d'assurer « la stabilité des exécutifs régionaux » et d'éviter que le Front national ne puisse exploiter les situations créées par la remise en cause du président de région, lorsque son budget est repoussé.

Actuellement, seules deux régions sur vingt et une disposent

d'une majorité absolue. Adopté en 1985, le mode de scrutin proportionnel intégral pour l'élection des conseillers régionaux favorise l'émergence de minorités fortes, notamment Front national. Aussi, depuis 1988, des responsables politiques de droite comme de gauche réclament des modifications du mode de scrutin régional afin d'assurer des majorités plus stables pour ces assemblées. Faute de majorité, les budgets de deux régions, la Haute-Normandie en 1996 et l'Île-de-France en 1997, ont dû être administrés par le préfet.

Jean-Marc Ayrault, président du groupe socialiste, auteur d'une des propositions de loi sur la motion de défiance, reconnaît que ce système est une « compensation à la non modification du mode de scrutin régional », réclamée aussi bien par le PS que par le RPR et l'UDF. Mais, contrairement aux socialistes et aux néogauchistes, les responsables UDF souhaitent que le mode de scrutin régional soit modifié avant le renouvellement de mars 1998. Un amendement d'Adrien Zeller (UDF-FD, Bas-Rhin) sur ce point a été repoussé par la commission. C'est pourquoi l'UDF devait voter contre la proposition de loi sur le fonctionnement des conseils régionaux, alors que le PS et le RPR devaient l'adopter.

Fabien Roland-Lévy

La cote de popularité de M. Jospin enregistre un recul

SECON UN SONDAGE réalisé par Louis-Harris, les 3 et 4 octobre auprès d'un échantillon national de 1 002 personnes, et publié par *Valeurs actuelles* (daté 11 octobre), la cote de popularité de Jacques Chirac a progressé de 5 points en un mois tandis que celle de Lionel Jospin baisse de 3 points. La cote du président de la République redevenait positive, avec 47 % de bonnes opinions, contre 43 % de mauvaises (-2 points). Quant au premier ministre, malgré un recul de 3 points, il conserve un niveau élevé de confiance, avec 54 % de bonnes opinions contre 35 % de mauvaises (+8 points en un mois).

Selon une autre enquête, réalisée par Gallup, les 2 et 3 octobre auprès de 954 personnes pour *L'Express* (daté 9 octobre), la cote de popularité de M. Jospin reste positive (51 %) mais recule de 8 points par rapport au mois de juillet, alors que celle de Jacques Chirac perd 2 points, à 45 %.

DÉPÊCHES

■ EMPLOIS-JEUNES : la majorité sénatoriale RPR-UDF a décidé de rejeter, sans l'examiner, le projet de loi sur l'emploi des jeunes, qui est soumis, jeudi 9 octobre, au Sénat en seconde lecture. Une « question préalable » (refus d'examiner les articles du texte) devait être adoptée, pour protester, selon le rapporteur Louis Souvet (RPR, Doubs), contre le refus de l'Assemblée nationale « de prendre en considération les nombreuses dispositions insérées par le Sénat en première lecture ». L'Assemblée nationale statuera définitivement, lundi 13 octobre.

■ IMMIGRATION : Yvon Galot (PS, Cher) n'a pas participé à la conférence de presse organisée par huit députés (Verts, PC et PRS) de la majorité, hostiles à l'avant-projet de loi sur l'immigration (Le Monde du 9 octobre). Le député de la Gauche socialiste a affirmé par écrit que le président du groupe PS, Jean-Marc Ayrault, lui avait « demandé officiellement de se retirer ».

■ SÉNAT : le bureau du Sénat a nommé, mercredi 8 octobre, Jean-Claude Bécane secrétaire général du Sénat, à la suite du départ à la retraite de Jacques Ollé-Laprun. Hélène Ponceau devient secrétaire générale de la questure. En outre, le bureau du Sénat a nommé Jacques Rauline, directeur général des services législatifs, et Jean-Louis Héryn, directeur du service de la séance.

■ CONJONCTURE : le moral des ménages continue de se redresser, selon la dernière enquête de l'Insee, publiée jeudi 9 octobre. « L'indicateur résumé » de l'institution, qui présente le solde des opinions positives et négatives des ménages sur leur situation financière, se situait à -20 points en septembre, contre -22 points en juillet, -23 en juin et -32 en mai.

Nouveau : avec First Telecom, appelez l'Angleterre à prix réduits.

GB
1,00F
LA MINUTE
(ACCÈS LOCAL
INCLUS)

GB	USA	Allemagne	Canada	Australie	Japon
1,00 Fttc par minute	1,50 Fttc par minute	1,50 Fttc par minute	1,50 Fttc par minute	3,00 Fttc par minute	3,50 Fttc par minute

FIRST TELECOM

LE SPÉCIALISTE DE L'APPEL INTERNATIONAL : 0 801 37 66 66

JUSTICE Dès l'ouverture du procès de Maurice Papon, mercredi 8 octobre, l'un de ses avocats, M^e Jean-Marc Varaut, a demandé la remise en liberté de l'ancien secrétaire général

de la préfecture de la Gironde. La cour d'assises, qui a commis deux experts médicaux, se prononcera jeudi. **POUR** cette première audience, Maurice Papon a adopté le ton et les

allures d'un ancien serviteur de l'Etat. **LES JURÉS** ont été tirés au sort. Le jury compte cinq hommes et quatre femmes. La moyenne d'âge est de quarante et un ans. En raison

de la longueur des débats, neuf jurés de remplacement ont également été désignés. **À BORDEAUX**, ce procès est souvent accueilli avec des sentiments mitigés. Les plus âgés re-

doutent les débats sur la « ville la plus maréchaliste de France », tandis que les jeunes se disent intéressés par ce que leurs parents ou grands-parents ont « fait ou subi ».

L'avocat général demande le maintien en détention de Maurice Papon

Henri Desclaux a souligné que, cet été, l'accusé n'avait pas respecté les obligations de son contrôle judiciaire. M^e Jean-Marc Varaut estime que les conditions de détention de son client sont « inhumaines »

BORDEAUX

La justice fut ponctuelle. A 14 heures précises, mercredi 8 octobre, la sonnerie a retenti, et la cour est entrée. A la vue des hermines, les murmures se sont tus. Puis, sur ordre, flashs et caméras ont cessé leur office. Le président de la cour d'assises, Jean-Louis Castagnède, a alors demandé que l'on fasse entrer l'accusé.

Dans la salle, les regards fixent une porte sur la droite. Seize années d'attente. Seize ans, pour les parties civiles, soudain concentrées dans cet entrebâillement. Derrière la vitre blindée, Maurice Papon s'avance, un dossier à la main. Il n'a pas de menottes. Costume sombre, rosette à la boutonnière, l'ancien ministre approche encore, hésite, ne sait pas où s'arrêter, cherche l'autorité à qui s'adresser. Le président demande ses nom, prénom, âge et qualité. Maurice Papon coupe, n'attendant pas la fin des questions. « Papon, Maurice. Quarante-vingt-sept ans. Retraité. » Il s'assoit, dispose face à lui son dossier, un porte-livres en cuir, un stylo et ses lunettes. D'un regard, il balaye la salle : la cour, le ministère public, les parties civiles, représentées par plus de vingt-cinq avocats.

Mais déjà, devant lui, son conseil, M^e Jean-Marc Varaut, demande sa mise en liberté. Il donne

le ton. « L'épreuve depuis deux heures cette émotion biblique qui fait fondre les entrailles. Et d'évoquer les candidats de détention de son client et les cris des autres détenus. « A mort ! » — à la maison d'arrêt de Gradignan. « Contrairement à ce qui nous avait été annoncé, contrairement à ce qui fut fait pour un Barbie qui avait fui en Amérique du Sud, qui dut être enlevé et qui bénéficia d'un aménagement coûteux, contrairement à ce qui avait été dit, rien n'a été fait. » La plus vieille prison du monde », selon lui, dispose d'une cellule « d'un peu plus de dix mètres carrés avec une chaise maigre et branlante ».

LA LIBERTÉ EST LA RÈGLE

Et de poursuivre. « La cellule n'est pas médicalisée, comme pour Jacques Crocmarie. Cette nuit, trois fois, la lumière s'est allumée. Il n'a dormi que trois heures. Il a été pris de suffocation pulmonaire. Il a eu besoin de cet appareil que l'on place sous la langue en cas d'infarctus. Il vaut mieux être Bernard Tapie, au quelques autres, pour avoir des conditions appropriées. Si on veut qu'il se taise, on a trouvé les moyens ! » Enfin, il ajoute : « S'il devait ne pas survivre dans les jours qui viennent, sa famille et ses avocats poursuivraient ce qui constitue un traitement inhumain. »

Puis, M^e Varaut revient sur le ter-

rain juridique, luttant contre une « déferlante de presse » aboutissant, selon lui, « à une présomption de culpabilité ». Pour asseoir sa requête de mise en liberté, il affirme : « La liberté est la règle. » « On me dit que ma demande est rare. Mais ce qui est rare, c'est de juger un homme de quatre-vingt-sept ans ! » Au regard des critères de la Convention européenne des droits de l'homme, Maurice Papon n'a, selon lui, « pas été jugé dans un délai raisonnable ». « Un risque de pressions sur les témoins ? Ils sont tous morts. Une confrontation frauduleuse avec des accusés ? Maurice Papon est tout seul. »

M^e Varaut indique enfin que celui qu'il nomme « M. le ministre » a toujours répoudu aux convocations de la justice. « Sa vie fut l'obéissance à la loi. Alors, il vient. Même s'il est médicalement condamné. » L'avocat présente trois certificats médicaux de cardiologues affirmant que « l'insuffisance coronarienne majeure » dont souffre Maurice Papon — il a subi un triple pontage en 1996 — est incompatible avec des tensions même passagères et assure que « même une hospitalisation ne le mettrait pas à l'abri du stress ».

Le procureur général, Henri Desclaux, prend alors la parole. « Justice et exception ne font pas bon ménage », lance-t-il avec fermeté. « Il

faut traiter cette affaire comme à l'ordinaire. » Cadrant plus largement son action, il affirme vouloir tempérer les excès. « Ce n'est pas un Etat qui est jugé ici, encore moins une nation. Ce procès, c'est d'abord celui d'un homme qui, certes, a été l'instrument d'un régime — Vichy —, mais qui ne saurait répondre ni de Vichy ni de l'administration. » Henri Desclaux rappelle que Maurice Pa-

a de s'exprimer et d'avoir la parole en dernier. » Haussant le ton, il dit « n'avoir pas apprécié » la manière dont M. Papon s'est plié au contrôle judiciaire qui lui a été imposé en août. L'accusé se trouvait alors en Espagne, et il lui a fallu attendre une dizaine de jours avant de recevoir ses papiers d'identité. Ensuite, Maurice Papon a délivré une adresse où il ne résidait pas.

Cinq hommes et quatre femmes

Cinq hommes et quatre femmes ont été tirés au sort, mercredi 8 octobre, pour composer le jury chargé, avec les trois magistrats de la cour, de juger Maurice Papon. Les deux tiers ont moins de quarante ans. Le plus âgé avait sept ans à l'époque des faits. Ce sont un vendeur en biens d'équipements (26 ans), une femme sans profession (58 ans), une institutrice (39 ans), un employé (54 ans), un rédacteur juridique (31 ans), un cadre en ressources humaines (62 ans), une maîtresse auxiliaire (25 ans), une comptable (33 ans) et un électrotechnicien (39 ans).

En raison de la longueur exceptionnelle des débats, il a été procédé au tirage au sort de neuf jurés supplémentaires, qui pourront siéger en cas de défaillance d'un ou de plusieurs jurés titulaires. Ces jurés, qui assistent à l'intégralité des débats, sont âgés de 31 à 61 ans.

Papon est présumé innocent, mais cette présomption, ajoute-t-il, « ne passe pas par une mise en liberté ». « Je trouvais choquant qu'un accusé de crime contre l'humanité soit placé en liberté dès les premières heures de son procès. Le procès équitable ? Il tient dans l'impartialité des juges, dans la possibilité que l'accusé

« Les obligations du contrôle judiciaire ont été violées. Maurice Papon n'a manifesté qu'un intérêt limité pour la décision de justice le concernant. » Il se montre cependant sensible aux arguments « humanitaires et sanitaires », et demande que soient commis des experts. « Il est évident que, si le maintien en détention est de nature à faire courir un risque à la vie de Maurice Papon, nous ne le prendrons pas. »

Côté parties civiles, M^e Alain Jakubowicz, qui représente le B'nai B'rith et le consistoire de France, rappelle qu'aux assises « la détention est la règle ». Et d'évoquer les conséquences d'une éventuelle mise en liberté : en cas de condamnation, l'accusé demeurerait libre et atterrant l'examen de son pourvoi en cassation. Enchaînant

sur ce qui semble être la position dominante chez les parties civiles, M^e Francis Terquem, avocat de SOS-Racisme, ne paraît guère hostile à la demande, mais M^e Christian Charrère Bournazel, avocat de la Ligue contre le racisme et l'antisémitisme, se prononce pour le maintien en détention.

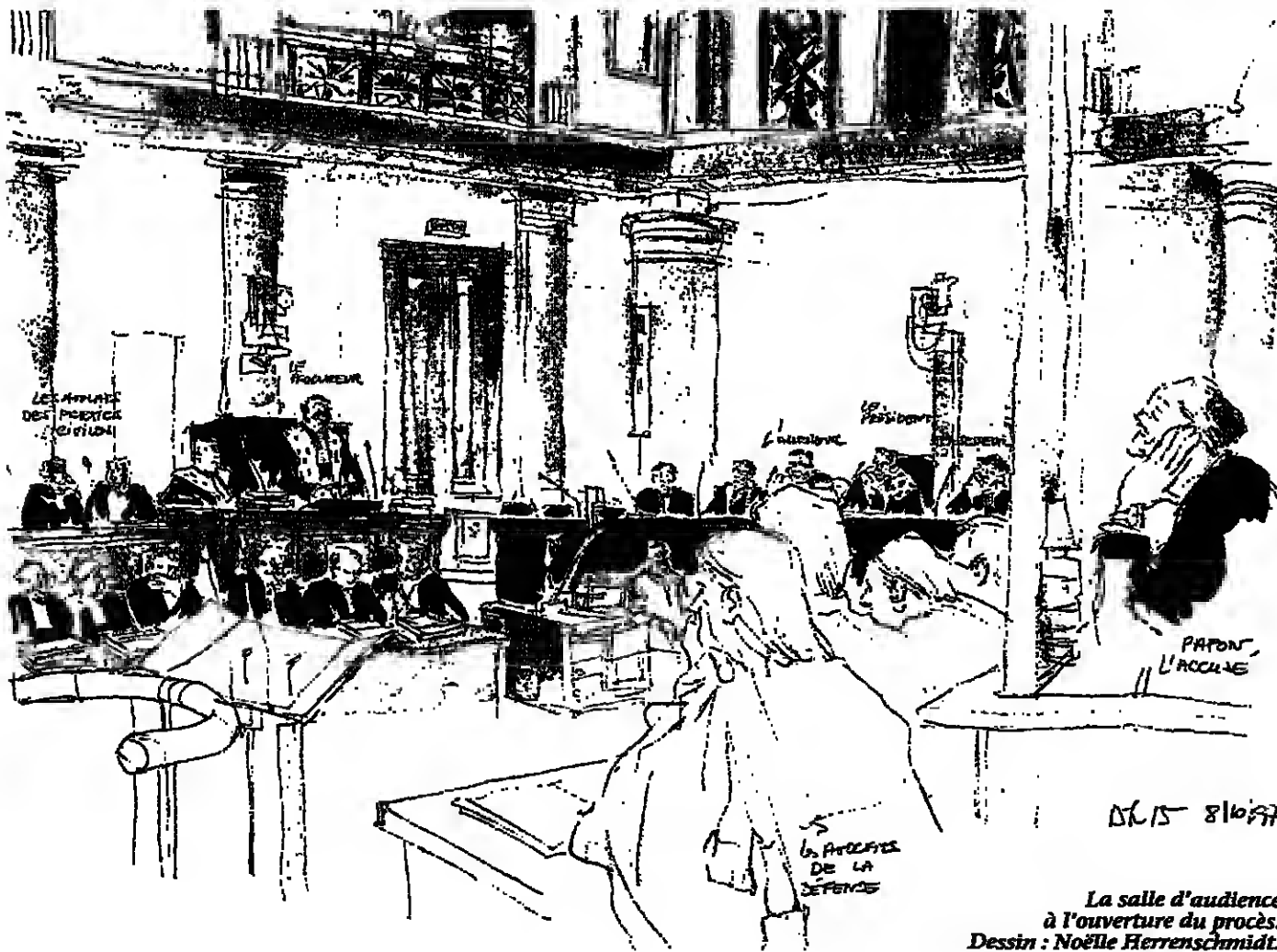
EXPERTISE SUR L'ÉTAT DE SANTÉ

Avant de se retirer pour délibérer, le président Castagnède invite Maurice Papon à s'exprimer. Répondant aux reproches concernant son contrôle judiciaire, il évoque la présence en août de sa femme. « gravement malade » en Espagne. « Ayant toute ma vie servi la loi, j'ai voulu pas à mon âge commencer à la trahir. » Et il poursuit : « La présente séance est figurative de ce que sera le procès. J'ai une voix, il y a eu vingt voix [les avocats des parties civiles, NDLR] pour répondre. Je demande l'égalité des armes. Pour que, physiquement, psychologiquement, et moralement, je puisse travailler avec mes conseils, sans avoir à supporter ce poids insupportable de la détention. »

Trente-cinq minutes plus tard, la cour sursoit à statuer et ordonne l'expertise de l'état de santé de l'accusé afin de dire si celui-ci est compatible avec la détention, « le cas échéant dans un établissement hospitalier ». Deux experts — un cardiologue et un médecin légiste — rendront leur rapport jeudi 9 octobre, à 13 heures.

La justice reprend alors son cours. Le jury est tiré au sort. Une haule de protestations surgit lorsque le public semble constater que l'un des avocats de Maurice Papon récusé des jurés dont les noms ont des consonances étrangères, voire juives.

Jean-Michel Dumay



La salle d'audience à l'ouverture du procès. Dessin : Noëlle Herrenschildt.

« Nous voulons savoir ce que nos parents, nos grands-parents, ont fait ou subi »

BORDEAUX

de notre envoyé spécial « Malheur à vous et à vos descendants ! » Avant de s'enfuir sur sa bicyclette, l'homme, âgé d'une

REPORTAGE

Avis partagés du public bordelais sur le procès historique qui se tient dans sa ville

soixantaine d'années, a lancé son anathème à l'adresse de la dizaine de militants juifs qui attendent devant le palais de justice. « Si je l'avais attrapé, il ne serait pas rentré chez lui en vélo », affirme un jeune qui porte un T-shirt orné de trois phrases : « Vichy voulait la France savoir. Papon signait. » Ce fut, mercredi 8 octobre, le seul incident ap-

paru au sein du public qui patientait pour assister au procès de Maurice Papon, à Bordeaux. Un public composé de quelques centaines de personnes disciplinées, qui acceptèrent sans rechigner de se plier aux strictes conditions de sécurité.

Cette sagesse étonne un étudiant italien qui a assisté, dans la Péninsule, au procès d'Erich Priebke. « Chez nous, pour de tels procès, il y a beaucoup plus d'ombrance, notamment quand les communistes sont là. » Il dit être veu pour « se rendre compte si, cinquante ans après, on peut vraiment juger une telle affaire ». Une grande partie du public, ou du moins celle qui s'exprime, semble certaine que Maurice Papon « doit payer » mais d'autres sont plus nuancés, voire totalement sceptiques, comme ce bordelais qui parle d'une « charlo-

tade ». Dès que l'on quitte le palais de justice, les opinions se font plus tranchées. Une chose est certaine : les Bordelais, comme les autres, ont à leur disposition de multiples informations sur le procès. Toutes les librairies et tous les kiosques à journaux proposent en vitrine les nombreuses livraisons éditoriales sur le sujet. Quant au principal quotidien de la région, *Sud-Ouest*, il a consacré depuis une dizaine de jours plus d'une page quotidienne au sujet, réalisant une série remarquable sur ce procès qui divise les Bordelais.

LES DÉS SONT PIPÉS

Comme si elle avait été habilement chloroformée, Bordeaux a peur de se réveiller après cinquante ans de réanesthésie. Pour que le procès, ultra-médiatisé, ne vienne redonner quelques couleurs

à l'image de « la ville la plus maréchaliste de France ». Pour de réveiller les cadavres du maire, Adrien Marquet, ministre de l'Intérieur de Laval, de l'archevêque, le cardinal Feltin, si loin de la repentance, et des négociants en vins, si proches des Allemands.

« On va remuer beaucoup de vase et cela ne va pas servir à la recherche de la vérité », estime une mère de famille, qui se définit elle-même comme « une bourgeoise catholique de droite mais très opposée à *Le Pen* ». « C'est un procès malpropre car on sent bien que la politique s'en est mêlée, que les dés sont pipés et que Papon sera de toute manière condamné. »

« Il y a un grand silence autour de moi dès que j'évoque l'affaire Papon, explique un médecin récemment arrivé dans la ville. Les Bordelais considèrent ce mauvais procès in-

tenté à leur ville comme une injustice et estiment que la plupart des villes de France ont eu la même attitude. »

De nombreux Bordelais affirment que ce procès vient trop tard. « Juger un homme de quatre-vingt-sept ans, à quoi cela sert-il ? Et comment, après tant d'années, peut-on avoir une vision claire des choses ? », s'insurge un commerçant. « Quand je pense que, pendant des dizaines d'années, Papon a eu tous les honneurs ! », lui rétorque, comme en écho, un étudiant.

L'INTÉRÊT DES PLUS JEUNES

Apparemment, les nouvelles générations semblent plus intéressées par ce retour sur image. « Nous voulons savoir ce que nos parents, nos grands-parents, ont fait ou subi », explique une lycéenne, qui

se plaint du mutisme de ses proches sur ce sujet. « Bien sûr, c'est important pour nous », souligne un jeune juif qui craint cependant que le procès ne révèle un antisémitisme qu'il estime « latent ». « Déjà, à cause des perturbations provoquées par le procès, je m'attends à ce que certains nous disent, et pas tous en plaisantant, que c'est « à cause de nous » qu'il y a des embouteillages à Bordeaux ! », ajoute-t-il.

Quant aux 10 millions de francs dépensés pour l'aménagement du palais de justice, ils font évidemment réagir. « Un milliard (ancien) en plus, avec tout ce qu'il nous a déjà coûté », grogne un chauffeur d'autobus avant de conclure, définitif : « Et, en plus, ce Papon, il n'est même pas bordelais. »

José-Alain Fralon

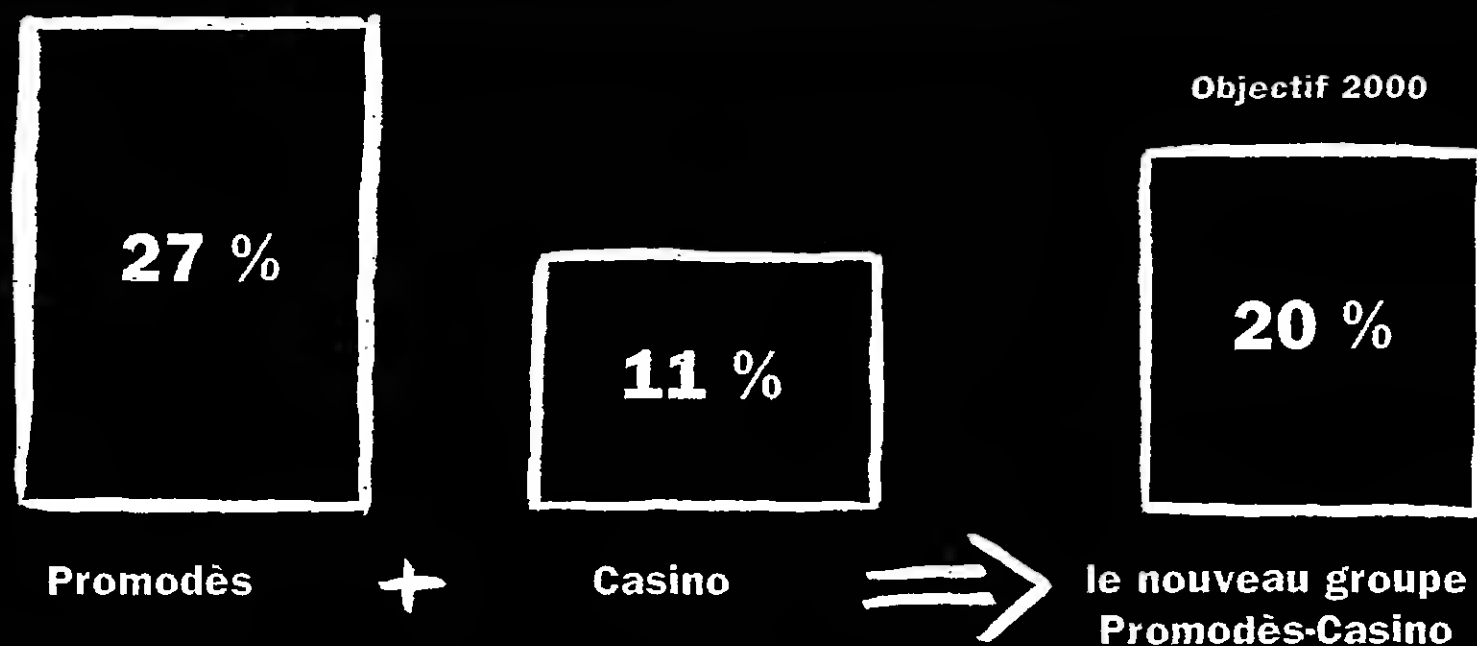
هكذا من الامم

(Publicité)

LE MONDE / VENDREDI 10 OCTOBRE 1997 / 13

Promodès + Casino

% résultat net/capitaux engagés en 1996



la rentabilité des capitaux engagés.

Promodès-Casino,

le renforcement mutuel et la

complémentarité des différents types de magasins des deux groupes, l'échange des savoir-faire, la croissance des volumes d'affaires engendrée, sont autant de raisons qui impacteront positivement la rentabilité des capitaux engagés du nouvel ensemble.

Promodès-Casino,

atteindra, dans un premier temps, une rentabilité des capitaux engagés

supérieure à celle de Casino aujourd'hui.

L'objectif étant de rejoindre à terme le ratio résultat net/capitaux engagés réalisé en 1996 par Promodès.

Promodès-Casino,

grâce à une excellence rentabilité pourra développer des opportunités dont bénéficieront l'ensemble des salariés en France comme à l'international.

Promodès-Casino,

un nouveau groupe, plus fort pour affronter une concurrence désormais mondiale.

Construisons, ensemble, l'un des leaders mondiaux de la distribution alimentaire

La note d'information portant le visa CQB n° 97542 en date du 1^{er} octobre 1997 est tenue, sans frais, à disposition du public chez les intermédiaires financiers ou sur simple demande au

N° Vert 0 800 83 84 85

 **Promodès**
TOUS LES VISAGES DU COMMERCE

L'opération de désamiantage de Jussieu, en panne depuis un an, est redéfinie

Une programmation « plus pragmatique », bien au-delà de l'an 2000, est annoncée

Bernard Dizambourg, président de l'établissement public chargé de conduire la restructuration du campus universitaire de Jussieu, a an-

noncé, jeudi 9 octobre, une redéfinition des travaux de désamiantage. Le plan annoncé en 1996 par François Bayrou n'a guère été suivi

d'effets, les obstacles techniques et administratifs se multipliant. Un nouveau calendrier des travaux est défini, bien au-delà de l'an 2000.

ABSENCE de volonté politique ou obstacles techniques et juridiques ? Un an après son annonce, le 30 septembre 1996, le plan d'urgence du désamiantage du campus de Jussieu adopté par François Bayrou, alors ministre de l'Éducation nationale, n'a pas tenu ses promesses. Et plus personne n'ose rappeler l'engagement pris, le 14 juillet 1996, par le président de la République. Ce jour-là, Jacques Chirac avait affirmé qu'« il n'y aurait plus un seul étudiant sur le campus avant la fin de l'année ».

L'ambition de réaliser ce chantier en trois ans pour une somme de 1,2 milliard de francs, avec un démarrage au printemps 1997, n'a guère dépassé le stade des intentions. Seule la pose de films de sécurité sur les plafonds a, semble-t-il, permis de limiter les effets de la désintégration de poussières d'amianta auxquelles sont exposés les 40 000 étudiants et 10 000 salariés des deux universités de Paris-VI, Paris-VII et de l'Institut de physique du globe. Les mesures effectuées par les bureaux d'hygiène et de sécurité tendraient à prouver que cette mesure transitoire, pour un coût de 9 millions de francs,

s'avère efficace. Sur 500 prélèvements effectués, seuls une dizaine ont dépassé la norme des 5 fibres par litre d'air.

S'il n'a pas été totalement abandonné, le plan Bayrou est, de facto, remis en cause. Farouchement opposé à cette opération avant son arrivée au ministère de l'Éducation nationale, Claude Allègre, ne s'est guère efforcé de la reprendre à son compte. A plusieurs reprises, il a toutefois confirmé « la restructuration du campus de Jussieu, dont le désamiantage n'est qu'un élément ».

BÂTIMENT PROVISOIRE

Pour autant, l'opération de désamiantage n'est pas abandonnée. Jeudi 9 octobre, Bernard Dizambourg, président de l'établissement public du campus de Jussieu, a présenté un calendrier plus « pragmatique » et plus proche, selon lui, des contraintes techniques, administratives et budgétaires. Ainsi, le désamiantage devrait être terminé sur la partie - et engagé sur trois autres - en 1998. Quatre autres barres, sur les trente-sept que compte le campus, seront concernées en 1999. L'essentiel du plan de



travaux, qui concernera les trois quarts du campus restant, débutera donc après l'an 2000.

L'an prochain, des personnels devraient être emmenés dans un bâtiment provisoire de 6 000 mètres carrés construit sur place par l'université Paris-VI et pour lequel un permis de construire a été déposé en août. Près de 800 chercheurs devraient aussi s'installer, à cette date, dans les locaux du Commissariat à l'énergie atomique (CEA), dans le 15^e arrondissement. Au total, sur 41 000 mètres carrés de locaux de remplacement envisagés, seuls 14 000 mètres carrés seront disponibles dans un premier temps. Il en faudrait entre 60 000 et 80 000 mètres carrés lors de la période de plein rendement du chantier.

En fait, l'établissement public démarre à peine sa mission. Si un directeur général a été nommé - Philippe Grand, quarante-quatre ans, ancien directeur adjoint de la direction départementale de l'équipement des Hauts-de-Seine -, il ne dispose pas encore des autorisations d'engagement budgétaire pour les 29 millions de francs réservés en 1997 et les 129 millions prévus en 1998. Son équipe, une quinzaine de personnes, reste à constituer. Quant à la méthode, l'établissement public entend procéder « avec prudence ». « Il est nécessaire qu'il y ait une montée en puissance progressive, assure M. Dizambourg, pour assurer de bonnes conditions de santé publique et le bon fonctionnement des activités de recherche et d'enseignement ».

Cette mise en œuvre « d'une programmation réfléchie » vise à faciliter l'élaboration des différents scénarios de restructuration du campus. En l'état actuel, aucune étude n'est disponible pour mesurer l'ampleur des travaux de remise aux normes et en sécurité des bâtiments, la résistance au feu des poutres métalliques et des parois de béton, le remplacement des réseaux de chauffage.

Quelle sera la réaction des « usagers » du campus universitaire à ce nouveau plan ? Le comité anti-amianta ne devrait pas abandonner la partie de bras de fer qui l'oppose désormais à Claude Allègre. Après avoir déposé une plainte en 1996 pour « abstention délictueuse », ses responsables ont récemment dénoncé, devant la justice, « une mise en danger d'autrui » en raison de mesures de sécurité notoirement insuffisantes sur le campus.

Michel Delberghe

Le parquet verse de nouvelles pièces dans l'affaire Longuet

Le procès de l'ancien ministre a débuté le 9 octobre

A LA VILLE de son procès qui s'est ouvert, jeudi 9 octobre, devant le tribunal correctionnel de Paris dans l'affaire de la construction de sa villa à Saint-Denis (Var), l'ancien ministre Gérard Longuet (PR-rebaptisé Démocratie Libérale) ne s'attendait sûrement pas à une telle surprise. Renvoyé, le 7 octobre 1996, devant la 11^e chambre pour « recel d'abus de crédit », il s'était félicité publiquement de cette annonce « qui établissait clairement son innocence », affirmait-il, puisque le juge président Mireille Filippini avait conclu au non lieu pour l'infraction de « recel d'abus de biens sociaux ».

Le magistrat avait estimé que l'écart de prix, près de deux millions de francs, entre le montant final et le coût réel des travaux n'était imputable qu'à l'impéritie de l'entreprise de la Meuse Céréda SA. M^{me} Filippini n'avait retenu que les retards de paiements de M. Longuet, conseiller général de la Meuse puis président du conseil régional de Lorraine, à cette société qui avait construit une maison individuelle bien loin de sa base.

Pourtant, quelques jours avant le début du procès, les avocats de M. Longuet ont découvert que le parquet de Paris avait versé au dossier des documents concernant l'ancien président du PR extraits de trois procédures judiciaires encore en cours. Cette initiative, pour le moins inhabituelle, ne constitue pas une extension de la saisine post-instruction mais pourrait conduire à la requalification des faits dénoncés en « recel d'abus de biens sociaux ». Ce retour à la case départ contreditait, de facto, les choix du juge d'instruction qui avait d'ailleurs manifesté, un temps, son intention de conclure à un non lieu total.

Les représentants du parquet ont joint l'arrêt de la chambre d'accusation de la cour d'appel de Nancy, daté du 18 avril 1996, qui décrit le système de favoritisme et d'ingérence mis en place par un proche de M. Longuet, André Droitcourt, ancien vice-président du conseil général de la Meuse et actuel vice-président du conseil régional de Lorraine. Cet arrêt indique que M. Droitcourt a bénéficié de conditions avantageuses pour la construction de sa propre villa aux Issambres (Var) en contrepartie de l'obtention de marchés pour les entreprises meusiennes. Elle ajoute que Céréda SA et un de ses sous-traitants, la Société meusienne de

chauffage (SMC), ont été chargés d'une partie des travaux « sans établir de factures ou sans réclamer leur paiement ». Ces deux sociétés sont également intervenues sur le chantier de la villa de M. Longuet.

FAUX RAPPORT

Le président du tribunal correctionnel aura également entre les mains la synthèse d'une enquête sur un faux rapport imputé à Gérard Longuet et rémunéré 1,1 million de francs par la Cogedim. En livrant cette pièce venue d'une autre procédure dirigée par M^{me} Filippini sur les affaires personnelles de l'ancien ministre, les représentants du parquet entendent éclairer le tribunal sur le financement des travaux de la villa.

Qualifié par les enquêteurs de « grossier plagiat » d'un document commandé et payé par le ministère des Postes et télécommunications, à l'époque où M. Longuet était à sa tête, entre 1986 et 1988, ce travail a été vendu à la Cogedim en 1990, alors que M. Longuet entretenait le remboursement, plus actif, de ses traites. L'essentiel des versements a été effectué après le début du contrôle fiscal de l'entreprise Céréda SA. Après la fin des travaux, au mois de juillet 1990, deux avenants seront finalement ajoutés au contrat initial pour des prestations, semble-t-il, déjà réalisées mais qui élèveront la facture finale à trois millions de francs.

En choisissant de transmettre ces éléments, le ministère public semble vouloir mettre en cause l'existence d'un plan précis de financement préalable à la construction de la villa. Pour étayer cette interprétation, le parquet a versé un témoignage recueilli par le juge de Crétet Eric Halphen dans l'affaire des fausses factures des FILM de Paris qui décrit, sur procès verbal, l'implication de la Cogedim dans la construction de la villa tropézienne.

Face à ce retournement de situation, les avocats de Gérard Longuet, sans contester au parquet le droit de verser ces pièces au débat manifestent leur étonnement. « Ces éléments n'ont rien à voir avec les faits reprochés à notre client. De plus, la motivation du ministère public n'est pas conforme aux réquisitions du parquet et contredit l'ordonnance de renvoi du juge Mireille Filippini », estime, ainsi, M^{me} Vailant.

Jacques Follorou

Le scénario d'un transfert à Tolbiac

Parmi les nombreux scénarios de restructuration du campus de Jussieu, celui d'un éventuel transfert de l'université Paris-VII à Tolbiac est toujours à l'étude. Reprenant un projet qu'il avait déjà présenté au début des années 90, Claude Allègre ne cache pas sa préférence pour l'implantation d'une université à dominante littéraire et sciences humaines à proximité de la Bibliothèque de France, où devrait également s'installer l'Institut des langues et civilisations orientales (Inalco). Le ministre de l'Éducation doit pour cela engager des discussions, tant avec la Mairie de Paris, propriétaire des terrains, qu'avec le conseil régional, appelé à financer le nouveau plan des universités parisiennes. Une réflexion est également engagée avec l'ensemble des présidents d'université pour définir un projet scientifique et pédagogique.

Le président du conseil général des Alpes-de-Haute-Provence mis en examen

Pierre Rinaldi est entendu dans le cadre de l'instruction sur la route du temple du Mandarom

DIGNE

An terme de vingt-quatre heures de garde à vue, le président du conseil général des Alpes-de-Haute-Provence, Pierre Rinaldi (RPR), a été mis en examen pour corruption et prise illégale d'intérêts, mercredi 8 octobre, par le juge d'instruction de Digne Bernard Fréry. M. Rinaldi, âgé de soixante-trois ans, a été placé sous contrôle judiciaire. Le conseiller général René Cèze (div. d.) et le directeur général des services de l'assemblée départementale, Hervé Duffrène, ont également été mis en examen. Les trois hommes avaient été interpellés, mardi matin, puis entendus

dans les locaux du Service régional de police judiciaire (SRPJ) de Marseille, dans le cadre de ce qu'il est convenu d'appeler « l'affaire de la route du Mandarom ».

L'enquête porte sur les travaux engagés à l'automne 1993 sur les 7,5 kilomètres de la route départementale 402 conduisant notamment à la secte du Mandarom, sur les hauteurs de Castellane. Ces travaux avaient été réalisés par l'entreprise Clot, dirigée par René Cèze. Ils avaient fait l'objet, le 25 octobre 1993, d'un arrêté de M. Rinaldi, pris dans le cadre de ses pouvoirs de police. En effet, dans l'éventualité de la construction par la secte de son fameux « temple

pyramide », il s'agissait d'imposer à l'entreprise bénéficiaire des travaux, des mesures propres à sauvegarder la route lors de l'acheminement des matériaux, notamment un renforcement des ouvrages, la création de refuges, l'élargissement et la remise en état de la chaussée en cas de dégradation.

Quatre ans après les faits, tandis que le temple pyramide du Mandarom n'est plus qu'un mauvais souvenir pour les associations de défense, la justice s'interroge sur la manière dont a été pris cet arrêté. Si au niveau purement administratif, comme le confie le conseiller Jean-Marie Gibella, « tout s'est fait dans la transparence », il semble

que les enquêteurs aient mis le doigt sur d'éventuelles malversations entourant la délivrance de cet arrêté en faveur de l'entreprise Clot. « On ne met pas des gens en examen sans un faisceau de présomptions suffisant », a seulement indiqué le juge Fréry. M. Rinaldi n'a pas souhaité s'exprimer mercredi soir. Déjà poursuivi dans diverses affaires, il avait été condamné le 6 juin 1996 à trois ans de prison avec sursis par le tribunal correctionnel pour « recel, faux et usage, et complicité de détournements de fonds publics ». M. Rinaldi a fait appel du jugement.

François de Bouchony

Le procès d'un « marché des voleurs » organisé par des jeunes des Mureaux

DEPUIS MARDI 7 octobre, quinze jeunes des Mureaux (Yvelines), âgés de dix-neuf à vingt-cinq ans, comparaissent devant le tribunal correctionnel de Versailles pour association de malfaiteurs, infractions à la législation sur les stupéfiants et recels de vols en bande organisée. Ils sont accusés d'avoir fait régner la terreur pendant des mois dans leur quartier jusqu'au 24 juin 1996. Ce jour-là, ils se sont retrouvés encerclés par plus de cent policiers dans une rue qu'ils contrôlaient depuis des mois, où s'appliquait la loi du silence, et qui était devenue peu à peu une zone de non-droit où les trafics de tous genres se faisaient au grand jour. Si, à une exception près, ils ont tous déjà été condamnés à maintes reprises, c'est la première fois que la preuve est apportée qu'ils agissaient ensemble.

Les policiers avaient réussi à s'installer dans un appartement du rez-de-chaussée de la rue Jean-de-la-Fontaine dans le quartier de la Vigne-Blanche, faisant face aux deux halls d'immeubles où le groupe se réunissait d'ordinaire. Ambroise Gomis, vingt-cinq ans, considéré comme le chef de la bande et qui, comme la majorité de

ses amis, habite la cité voisine des Musiciens, l'autre cité sensible des Mureaux, s'était peu à peu approprié cette rue en impasse. Une voie désertée par ses habitants, où les employés d'entretien de la société HLM propriétaire des immeubles avaient modifié leurs horaires de travail pour ne pas faire de mauvaises rencontres et où les rondes de policiers avaient depuis longtemps perdu toute efficacité.

LE SCANNER DES « GREMLINS »

C'est de leur observatoire, habillés en peintres, que les policiers ont noté, dix jours durant, les allées et venues du groupe. Ils remarquaient ainsi que les cages d'escalier étaient continuellement surveillées par des membres de la bande. Pour agir en toute impunité, les « Gremlins », comme ils étaient surnommés, avaient mis en place un système de guetteurs, utilisaient des téléphones mobiles et même un scanner pour écouter les fréquences de la police.

Lors de l'audience, les enquêteurs ont projeté la cassette réalisée lors de leur planque. Un document muet où l'on voit les prévenus vaquer, au jour le jour, à leurs occupations. De la fourniture

de ce que le ministère public identifiera comme du cannabis à des clients de passage jusqu'au couvoilage de pièces automobiles vers les caves de l'immeuble, en passant par des séances d'essai de motos à la provenance douteuse, ou à l'achat à des gamins de dix ans d'autoradios qu'ils avaient mission de voler dans des voitures étrangères au quartier. Depuis l'ouverture du procès, les jeunes, qu'ils soient dans le box ou qu'ils comparaissent libres, nient ces faits, ou o'avouent que le strict minimum.

Mais, au-delà d'un banal trafic, ce procès aura été celui de la vie au quotidien dans certaines villes de banlieue où, peu à peu, les jeunes en marge de la société organisent leur propre économie parallèle. Réunis autour de leur chef, les membres de la bande ont de nombreux points communs. Ils sont tous fils d'ouvriers venus du Sénégal, du Cameroun ou du Maroc à la fin des années 60 pour travailler à l'usine Renault de Flins. Après un parcours scolaire plus que chaotique, ils sont allés bien souvent de stage en stage, sans emploi réel. Pour les aînés, désœuvrés et livrés à eux-mêmes, le premier contact avec la justice passera par la petite

porte du tribunal pour enfants pour de petits larcins, puis par des vols plus importants, parfois avec violence, qui s'additionneront très vite sur leur casier judiciaire.

L'âge aidant, ils s'organisent et finissent par perdre tout repère. Les mots prononcés par le président Olivier Aufferl lors de leur interrogatoire de personnalité, tels que permis de conduire, recensement militaire ou autre inscription à l'ANPE, leur semblent totalement étrangers. Leurs « larcins au quotidien », comme les qualifiera le substitut du procureur de la République, Nathalie Foy, leur permettent d'assurer leur argent au jour le jour dans cette rue devenue « un véritable marché des voleurs ». Malgré tout, dans ses réquisitions, le ministère a voulu leur donner une dernière chance en réclamant des peines de six mois à quatre ans de prison assorties, pour la plupart, d'une partie avec sursis, mais a surtout souhaité que toute la bande soit interdite de séjour aux Mureaux. Une mesure qui, à défaut de régler le problème, pourrait le déplacer provisoirement dans d'autres cités du département.

Jean-Claude Pierrette

Alain Gomez serait l'acquéreur de l'ancien appartement de M. Juppé

L'ACQUÉREUR de l'ancien appartement d'Alain Juppé, vendu aux enchères, mardi 7 octobre, par la Ville de Paris, serait Alain Gomez, ancien PDG de Thomson SA. Ce duplex de 152 m² a été cédé pour 7,1 millions de francs. C'est le notaire parisien M^{re} Marie-Claude Le Breton, qui avait emporté la dernière enchère, au nom d'un acquéreur qu'elle avait qualifié d'« homme de paille » ayant en le « coup de foudre » pour l'appartement (Le Monde du 9 octobre).

Selon l'Agence France-Presse, cet homme serait M. Gomez, PDG de Thomson SA jusqu'en février 1996. A cette date, M. Juppé avait mis fin à ses fonctions de manière expéditive. Le chef du gouvernement avait précisé que ce départ était lié à un désaccord sur la stratégie d'alliances que devait conduire le groupe d'électronique de défense. Interrogé par Le Monde, le secrétaire de M. Gomez n'a pas confirmé ni démenti l'achat de cet appartement, indiquant que l'ancien PDG de Thomson était actuellement « en voyage ».

DÉPÊCHES

■ MEURTRE : un père meurtrier de son fils drogué et revendeur de stupéfiants, a été condamné, mercredi 8 octobre, à cinq ans de réclusion criminelle avec sursis par la cour d'assises des Bouches-du-Rhône. L'avocat général avait requis cinq ans de réclusion, dont trois avec sursis, à l'encontre d'André Verlaque, qui avait tué le 2 septembre 1994 son fils adoptif, Franck. « C'était lui ou moi », a déclaré l'accusé, s'affirmant terrorisé par la violence du jeune homme qui le frappait et lui avait avoué un meurtre.

■ JUSTICE : des traces de poudre ont été relevées sur les mains d'André Isoardo, le conseiller régional de Provence-Alpes-Côte-d'Azur, dont le corps criblé de balles avait été retrouvé près de Marseille, le 3 octobre. La thèse du suicide ne fait guère de doute dans les milieux proches de l'enquête (Le Monde du 8 octobre).

■ RACISME : la cour d'appel de Paris a ajourné la peine prononcée contre Georges Mathis, le directeur du journal de rue Le Réverbère, condamné en première instance par le tribunal correctionnel de Paris, le 19 novembre 1996, pour injures raciales, à 20 000 francs d'amende avec sursis. La cour d'appel a porté, mercredi 8 octobre, cette condamnation à 20 000 francs d'amende sans sursis. A la suite de nouvelles attaques portées depuis contre les juifs et les francs-maçons, la Licra a réclamé l'interdiction de ce titre, imprimé en Espagne.

AU CARNET DU « MONDE »

Naissances

René et Claudine AMIALE-POIRMEUR, Guy et Suzanne MARTIN-AUGOT ont la joie de faire part de la naissance de leur petite-fille.

Adèle,

le 30 octobre 1997, à Paris.

Chez leurs enfants, Isabelle et Laurent.

Gaëlle et Sébastien MAROT avec leurs familles, BRETON, MONSIEUR, MAROT, LAURENS sont heureux de faire part de la naissance de leur fille.

Aimée, Rose, Andréa, à Paris, le 21 septembre 1997.

Mario-Pia JARREAU-D'ORTHO et Pierre-Henri JARREAU sont heureux d'annoncer la naissance de leur fils.

Yas, le 26 septembre 1997, à Paris, 39, rue Buffon, 75005 Paris.

Anniversaires de naissance

« Te voilà entré dans le monde des adultes, mais continue tes gamineries, bon anniversaire, Nicolas, affectueux, Lucien, Martine, Jérôme, Sophie.

« Aujourd'hui 10 octobre, à l'âge de tous les possibles, « le Monde » est à toi, Thomas.

Tes parents.

Décès

— Laval. Champigny-sur-Marne, Orléans, Suresne, L'Huisserie.

M. Jacques Delalande, son épouse, M. et M^{me} Jacques-Louis Delalande, M. et M^{me} Bernard Lachet, M. et M^{me} Laurent Bonis, M. et M^{me} Dietrich Schaefer, M. et M^{me} Hervé Delalande, ses enfants, Ses petits-enfants, Ses arrière-petits-enfants, Et toute la famille, ont la douleur de faire part du décès de

bâtonnier Jacques DELALANDE, officier de la Légion d'honneur, commandeur de l'ordre national du Mérite, avocat honoraire au barreau de Laval, ancien sénateur de la Mayenne, ancien juge à la Haute Cour de justice, vice-président de l'Annuaire du Sénat, président d'honneur de la Fédération départementale des associations de pêche et pisciculture, ancien conseiller municipal de Laval, ancien vice-président du district de Laval,

survenu le 7 octobre 1997, dans sa quatre-vingt-dixième année.

La cérémonie religieuse sera célébrée le vendredi 10 octobre, à 14 heures, en la cathédrale de Laval.

M. Delalande repose au funérarium de Laval, 49, rue E. Jamin.

Cet avis tient lieu de faire-part.

22, rue de Verdun, 53000 Laval.

— Catherine Devodon, son épouse, Laurence, Olivier, Claire et Céline, ses enfants, Et toute la famille, ont la douleur de faire part du décès de

Jean-Paul DEUDON,

survenu le 7 octobre 1997.

Un hommage pourra lui être rendu au crématorium d'Arpajon, le lundi 13 octobre, à 14 h 30.

Cet avis tient lieu de faire-part.

6, rue de Chambord, Egal, 78760 Ponthévrain.

— Les membres fondateurs, Les praticiens, Et le personnel du Centre chirurgical Val-d'Or, s'associent au deuil qui frappe la famille et les amis de

M. Paul HERTZOG, pionnier de la chirurgie thoracique et membre fondateur.

Ils leur présentent leurs sincères condoléances et les assurent de toute leur sympathie dans cette douloureuse épreuve.

— Le président Jean Brihault Et les personnels de l'université Rennes II - Haute-Bretagne ont le regret de faire part du décès de

Charles LECOTTELEY, maître-assistant honoraire d'anglais, commandeur des Palmes académiques, survenu à Rennes, le 20 septembre 1997, à l'âge de soixante-seize ans.

Les obsèques ont eu lieu dans l'intimité familiale, à Montfort-sur-Meu (Ille-et-Vilaine).

— Jenny Piosse a la douleur de faire part du décès de son père.

Théophile PIOSSE,

survenu le 29 septembre 1997.

— Le Seigneur a rappelé à lui le

général de division (c.e.) Raoul du POUGET de NADAILLAC, « Capitaine Régis » dans la Résistance, commandeur de la Légion d'honneur, croix de guerre 1939-1945, croix de guerre TOE, commandeur de l'ordre de Saint-Grégoire-le-Grand,

pleinement décédé en son domicile, à Paris, le 6 octobre 1997, dans sa quatre-vingt-dixième année.

La messe de funérailles sera célébrée le vendredi 10 octobre, à 11 heures, en l'église Saint-Louis des Invalides, suivie de l'inhumation dans l'intimité familiale, au cimetière de Picpus.

A sa mémoire sera associée celle de son fils,

le comte Louis de NADAILLAC.

De la part De la comtesse Raoul de Nadailac, née Chabrilan, son épouse,

De M^{me} Roselyne de Nadailac, Du comte et de la comtesse Gérard de Villeneuve-Esclopion,

De la comtesse Louis de Nadailac, ses filles et gendres,

De la comtesse Louis de Nadailac, sa belle-fille,

De tous ses petits-enfants et arrière-petits-enfants,

De la baronne Michel de Stahenath, sa sœur,

De la comtesse Marcel de Nadailac, sa belle-sœur,

— Gérard de Caffarelli, président d'honneur,

Yvon de la Maisonneuve, président, Yvon Le Noury, secrétaire général, Fernand Girard, délégué général du Conseil national de l'enseignement agricole privé,

ont la tristesse de faire part du décès du

général Raoul de NADAILLAC, commandeur de la Légion d'honneur, commandeur de l'ordre de Saint-Grégoire-le-Grand,

pleinement décédé le 6 octobre 1997, dans sa quatre-vingt-dixième année.

Le général de Nadailac avait exercé les fonctions de secrétaire général de l'UNEP de 1966 à 1975, et de secrétaire général et délégué général du CNEAP, de 1975 à 1980.

L'eucharistie sera célébrée le vendredi 10 octobre, à 11 heures, en l'église Saint-Louis des Invalides.

Une cérémonie religieuse sera organisée, le 13 novembre, au CNEAP, 277, rue Saint-Jacques, Paris-5.

(Lire ci-contre.)

— Michel et Marianne Stein, Didier Stein, Laurent et Jacqueline Stein, ses enfants, Ses petits-enfants, Ses frères et sa sœur, ont la tristesse de faire part du décès de

Ariette STEIN-SIMON,

survenue à Paris, le 4 octobre 1997.

L'inhumation a eu lieu dans l'intimité familiale.

Anniversaires de décès

— Il y a seize ans, le 10 octobre 1981,

Dominique ELIAKIM DUBUS

a quitté les siens.

Elle avait vingt-trois ans.

Que ceux qui l'ont connue sient une pensée pour elle.

Avis de messe

— Une messe sera célébrée en l'église Saint-Eustache, Paris-1^{er}, le jeudi 16 octobre, à 18 h 30, à la mémoire de

Yves Marie HEUDE,

peintre-graveur, décédé le 12 août 1997.

Vous pouvez nous transmettre vos annonces la veille pour le lendemain jusqu'à 16 h 30

مركز من لامل

Colloques

— L'Association des amis de Passages et la revue Passages organisent un colloque international sur le thème :

« COMPÉTITIVITÉ DES ENTREPRISES, COMPÉTITIVITÉ DES NATIONS »

Le jeudi 30 octobre 1997, de 9 h 30 à 17 h 30, au ministère de l'Éducation nationale, de la recherche et de la technologie, Carré des sciences, amphithéâtre Poincaré. (Accès par le 25, rue de la Montagne-Sainte-Geneviève.)

Ouverture et présentation par Jean Matieoli, président du Conseil économique et social, et Christian Pierrat, secrétaire d'État chargé de l'industrie.

Avec les interventions de : Edmond Alphandery, Jean Arvis, Gérard Athias, Régis Baudouin, Jean Berguignon, Elie Cohen, Christian de Boissière, Jean-Pierre Fourcade, Paul Colson, Georges Férat, Pierre Gadonneix, Jean-Louis Guigou, Michel Lamy, Jean-Christophe Le Duigou, André Le Saux, Philippe Marini, Christian Schmidt. Animation des débats : Erik Israelowicz et Rudi Mulet.

Réervations et inscriptions au : Tél. : 01-45-86-30-02. Fax : 01-44-23-98-24. La revue Passages : 17, rue Simone-Wiel, 75013 Paris.

— Diplôme universitaire d'études sur le judaïsme DIEJ. Rentrée : mardi 14 octobre 1997, à 17 heures, à l'Espace Rachi, 39, rue Broca, Paris-5^e. Préinscriptions au 01-42-17-10-36 de 9 heures à 12 heures.

Nos abonnés et nos actionnaires, bénéficiant d'une réduction sur les inscriptions du « Carnet du Monde », sont priés de bien vouloir nous communiquer leur numéro de référence.

Conférences

— Conférences de l'Étude. Le mardi 14 octobre, à 20 h 30 :

Le tohu-bohu, le Serpent et le bon Dieu, la création du monde et le problème du mal (à propos du livre d'Alain Hoziaux), avec Pierre Chauvaud, Pierre Magnard et Michel Tournier.

Le mercredi 22 octobre, à 20 h 30 : Qu'est-ce que le protestantisme ?, avec les pasteurs A. Hoziaux et L. Pernot. Entrée libre. Temple protestant de l'Étoile, 54, avenue de la Grande-Armée, 75017 Paris.

Communications diverses

— Poésie : Patrice Dyerval, écrivain ou romancier ?

A l'occasion de sa retraite, Patrice Dyerval Angelini s'entretiendra avec les lecteurs de *Poésie de temps* (Éditions Saint-Germain-des-Près) et de ses autres recueils, en présence du poète et critique Fabrice Scotti.

Mardi 21 octobre 1997, 17 h 15. Bibliothèque universitaire-lettres, 100, boulevard Cartane, 06200 Nice. Entrée libre.

CARNET DU MONDE

21 bis, rue Claude-Bernard 75242 Paris Cedex 05

Téléphones :

01-42-17-39-30

01-42-17-29-96

01-42-17-38-42

Tarif à la ligne HT.

Rubrique nécrologie : 105 F

Abonnés et actionnaires : 85 F

Mariages/naissances : 70 F

Thèmes étudiants : 85 F

Les lignes en capitales grasses sont facturées sur la base de dix lignes. Les lignes en italique sont obligatoires et facturées. Minimum 10 lignes.

DISPARITIONS

■ GUNPEI YOKOI, l'inventeur du célèbre jeu électronique de poche Game Boy, est mort accidentellement samedi 4 octobre à Ishikawa (Japon). Il était âgé de cinquante-six ans. Gunpei Yokoi avait rejoint Nintendo, groupe qui commercialise le Game Boy, en 1965 alors que l'entreprise japonaise ne fabriquait encore que des jeux de cartes. Il avait commencé sa carrière comme employé à la maintenance des appareils électriques. Passant son temps libre à la mise au point de jouets, Gunpei Yokoi ne tarda pas à être promu, ses inventions étant toutes des succès commerciaux. Il avait dirigé l'équipe à l'origine de ce jeu électronique muni d'un écran à cristaux liquides qui tient dans la main et qui a fait le tour du monde, séduisant des millions de jeunes. Lancé en avril 1989, le Game Boy, dont le prix était inférieur à 500 francs s'est vendu à cinquante-cinq millions d'unités dans le monde. Gunpei Yokoi avait quitté Nintendo en août 1996 sans donner de raisons précises et fondé sa propre entreprise, Koto, au mois de septembre. Les médias japonais avaient alors expliqué sa décision par son souhait d'assumer la responsabilité de l'échec commercial des consoles de jeux 32 bits Virtual Boy qu'il avait contribué à mettre au point.

■ LE GÉNÉRAL RAOUL DU POUGET DE NADAILLAC, « capitaine Régis » dans la Résistance, est mort, lundi 6 octobre, à Paris, dans sa quatre-vingt-dixième année. Polytechnicien, il choisit l'arme du génie. Capitaine, il dirige en 1942 le centre de jeunes de Briançon (Hautes-Alpes) et il est nommé délégué à la jeunesse du département de l'Isère. Ce qui lui donne une « couverture » pour s'engager dans la Résistance sous le nom de code de « capitaine Régis ». A ce titre, il participe au maquis du Vercors, comme responsable des opérations, et à la libération de Grenoble. Après la guerre, il sert en Indochine, puis en Allemagne. Promu colonel en août 1956, il prend le commandement du 4^e régiment du génie à Grenoble. Il commandera, avec les grades de général de brigade, puis de général de division, l'école d'application du génie, à Angers, et deviendra adjoint au général commandant la 2^e région militaire, à Lille, avant d'être admis en deuxième section (réserve) en 1966. Raoul de Nadailac se consacre alors à la promotion de l'enseignement agricole dans le cadre du secrétariat général de l'enseignement catholique, avant de représenter auprès de l'Unesco la section française de l'Office international de l'enseignement catholique. Titulaire de la croix de guerre 1939-1945 et de la croix de guerre des TOE (théâtres d'opérations extérieurs), le général de Nadailac était commandeur de la Légion d'honneur.

■ GEORGES MONTARON, ancien directeur de l'hebdomadaire *Témoignage chrétien*, et ancien président du Syndicat de la presse hebdomadaire parisienne, est mort, mercredi 8 octobre, à l'Hôpital Broussais à Paris. Il était âgé de soixante-seize ans (lire p. 24).

Un spécialiste informatique dans chaque PC ?

À PARTIR DE 6990 F HT

HP Brio, spécialement conçu pour les PME.

HP Brio est une véritable révolution. C'est la première fois qu'un ordinateur est conçu pour les PME. Il est compact, rapide, fiable, et surtout, il est facile à utiliser. Il dispose d'un processeur Intel Pentium® 166 MHz à technologie MMX™, 16 Mo de RAM EDO, 288 Ko de cache, 250 Mo de disque. Écran 14". Garantie 3 ans dont 1 an sur site. HP Brio est une véritable révolution. C'est la première fois qu'un ordinateur est conçu pour les PME. Il est compact, rapide, fiable, et surtout, il est facile à utiliser. Il dispose d'un processeur Intel Pentium® 200 MHz à technologie MMX™, 16 Mo de RAM EDO, 288 Ko de cache, 250 Mo de disque. Lecteur de CD-ROM 16x. Carte son. MS Word, 87 installé. Coupon de réduction de 600 FF sur MS OFFICE®. Écran 15". Garantie 3 ans dont 1 an sur site.

Même configuration avec écran 17" et 32 Mo de RAM.



POUR PLUS D'INFORMATIONS, RENDEZ-VOUS VISITE SUR www.france.hp.com OU APPELEZ LE



... COMME PROMIS.

RÉGIONS

LE MONDE / VENDREDI 10 OCTOBRE 1997

La circulation automobile sera restreinte dès le niveau 2 de pollution de l'air

Le gouvernement a décidé d'appliquer un dispositif de « riposte graduée » qui concernera, avec plus ou moins de rigueur, selon le degré d'alerte, tous les véhicules qui ne disposent pas d'une pastille verte. Les caractéristiques de celle-ci seront connues fin octobre

FORTE DU BILAN positif de la journée de circulation alternée du 1^{er} octobre, Dominique Voynet, ministre de l'aménagement du territoire et de l'environnement, a présenté, mercredi 8 octobre, en conseil des ministres, une communication sur la lutte contre la pollution atmosphérique. Au sein du « bouquet de mesures » proposé, le dispositif de « riposte graduée » en cas de pic de pollution constitue la principale innovation du dispositif d'urgences permis par la loi sur l'air du 30 décembre 1996. Les restrictions de circulation seront élargies et ne s'appliqueront plus seulement à un véhicule sur deux (avec de nombreuses dérogations) selon le système de l'alternance des plaques d'immatriculation. Elles concerneront tous les véhicules qui ne disposeront pas de la pastille verte, c'est-à-dire à tous les véhicules considérés comme polluants. Elles interviendront dès le niveau 2 de pollution et non plus seulement au niveau 3. Seulement, au niveau 2, l'interdiction de circuler à tout véhicule ne disposant pas d'une pastille verte sera plus souple. Les dérogations se-

ront plus nombreuses qu'en cas de niveau 3. Logique de prévention de la pollution de l'air mais aussi prise de conscience des risques pour la santé publique : en août, alors que le niveau 2 de pollution avait été atteint plusieurs jours dans la capitale, Dominique Voynet se demandait lors d'une conférence de presse « si les conséquences sur la santé ne sont pas plus graves que lors d'un pic de niveau trois de courte durée ».

Le gazole taxé en 1999 ?

Si aucune réforme de la taxation sur le gazole n'est intervenue dans le budget 1998, « il n'est pas question que ce scénario se reproduise pour 1999 », prévient-on au ministère de l'environnement. Aussi le groupe de travail interministériel travaille-t-il toujours sur ce dossier, et Dominique Voynet a annoncé en conseil des ministres, mercredi 8 octobre, « l'intégration des priorités environnementales dans la fiscalité de l'achat et de l'usage des véhicules, y compris des carburants ».

Le gazole, considéré comme responsable de différentes sources de pollution, bénéficie d'un régime de taxation privilégié par rapport aux autres carburants : la différence de prix par rapport à l'essence sans plomb est de 1,70 franc et le coût de la vignette est plus faible. L'augmentation de la taxe sur le carburant diesel et de la vignette seront donc au menu des négociations de la prochaine loi de finances.

Les mesures envisagées sont les suivantes.

● Pastille verte

Ce système de marquage des véhicules moins polluants sera défini par décret d'ici la fin du mois d'octobre et la pastille verte pourrait être distribuée dès le printemps prochain. « En tout état de cause, la pastille verte ne sera pas un droit acquis mais les conditions de son obtention évolueront régulièrement en fonction des évolutions

de la réglementation sur les émissions de polluants », précise-t-on au cabinet de Dominique Voynet.

La définition des véhicules « propres » est encore en débat. A quelles conditions les véhicules diesel en feront-ils partie ? « Tout dépendra de quelle année date le véhicule, de la présence, au nan, d'un pat catalytique, etc. », explique-t-on au ministère. La ministre souhaiterait que seuls les diesels catalysés après le 1^{er} janvier 1997 soient autorisés à rouler les jours de niveau 3 tandis que Jean-Claude Gayssot plaide pour qu'on laisse circuler tous les véhicules diesel.

● Pastille « à deux vitesses »

Quel pourcentage respectif de véhicules sera admis à circuler en cas d'alerte de niveau 2 et de niveau 3 ? Le ministère n'exclut pas deux niveaux de marquage, une sorte de pastille à « deux vitesses ». « On peut imaginer que seuls les véhicules munis de la pastille verte circulent en cas d'alerte de niveau 3, des dérogations étant accordées à un nombre plus large au niveau 2 », explique-t-on au ca-

binet de la ministre. Dans le même souci de souplesse, le covoiturage - dérogation aux restrictions de circulation à condition que le véhicule transporte trois personnes - pourrait se pratiquer à deux personnes au niveau 2 de pollution.

● Développement des transports collectifs

Plusieurs outils seront à la disposition des collectivités locales. D'une part les plans de déplacements urbains (PDU) qui, selon la loi sur l'air de Corinne Lepage, devront être mis en œuvre par les agglomérations de plus de cent mille habitants avant le 1^{er} janvier 1999. Un décret listera les collectivités concernées prochainement. D'autre part, les contrats de plans État-régions, négociés tous les cinq ans, privilégieront des programmes de rééquilibrage en faveur des transports en commun.

● Diminution de la pollution par véhicule

Adopté à l'unanimité en juin, lors du conseil des ministres européens de l'environnement, le programme « auto-oil » prévoit la di-

minution de la pollution par véhicule (carburants et moteurs propres) de 30 % en l'an 2000 et de 60 % en 2005. En revanche, les déclarations de Dominique Voynet, le 21 août lors d'une conférence de presse, selon lesquelles « il faudrait réfléchir à la puissance des véhicules », ne se traduiront pas par des mesures plus contraignantes, du moins dans l'immédiat : « Il s'agissait davantage d'un message pédagogique à l'attention des constructeurs automobiles que l'annonce d'une réforme, qui ne peut se faire qu'à l'échelle européenne », précise-t-on au cabinet de la ministre.

● Mesures de la qualité de l'air

Dominique Voynet a annoncé le développement du réseau de mesures de la qualité de l'air, en particulier l'amélioration de la prévision des pics de pollution en lien avec Météo France. Le budget affecté à cet objectif passe de 200 millions de francs en 1997 à 207 millions en 1998.

Clarisse Fabre

La « décentralisation » au secours de la « cohésion sociale »

HENRI GUIAINO, commissaire au Plan, devait rendre public, jeudi 9 octobre, le rapport intitulé « Cohésion sociale et territoires ». Ce document est le fruit des réflexions d'un groupe de travail placé sous la responsabilité de Jean-Paul Delevoye, sénateur RPR du Pas-de-Calais, maire de Bapaume et président de l'Association des maires de France. Il avance l'idée maîtresse que le territoire national et les territoires locaux, départementaux ou régionaux, ne sont pas seulement des « espaces » passifs que les économistes ou les urbanistes aménagent, mais représentent un « système complexe et riche d'acteurs » multiples, publics et privés, mobilisés autour des enjeux du développement et de la cohésion - souvent mise à mal d'une société en mutation. Jean-Paul Delevoye insiste sur le rôle des élus qui sont, chacun sur leur territoire, des « praticiens » de l'action publique.

C'est en août 1995 que le premier ministre de l'époque, Alain Juppé, avait demandé au Commissariat général du Plan de mettre en place quatre groupes de travail, chargés d'apporter un éclairage prospectif aux réflexions gouvernementales sur la préparation du schéma national d'aménagement et de développement du territoire piloté par la Délégation à l'aménagement du territoire et à l'action régionale (Datar). Outre celui sur la cohésion sociale, trois autres groupes se sont consacrés à l'économie, aux systèmes productifs et à la mondialisation des échanges.

Jean-Paul Delevoye n'hésite pas à critiquer la manière dont ont été conduites les politiques successives de la ville et de la lutte contre l'exclusion, avec des résultats variables en matière de logement, d'emploi et d'éducation. Il souhaite que la rénovation de l'action publique soit certes appuyée sur des moyens d'Etat financiers, réglementaires et en personnel renforcés, mais qu'elle soit avant tout inspirée par une approche « culturelle », faisant appel aux « valeurs » autres que l'« otroactivité » économique de telle ville ou de telle région. « On ne peut se satisfaire de la multiplication et de l'extension des politiques de réparation », ajoute-t-il. « Il faut agir sur l'origine de la précarisation et des processus d'exclusion. »

UN « PROJET DE SOCIÉTÉ »

En définitive, « l'échelon local, dans sa diversité culturelle, et la proximité, dans sa richesse sociale, peuvent offrir aux individus les points fixes qui leur permettront de s'enraciner non dans un passé révolu mais dans une culture vivante alliant mémoire et innovation ».

Le rapport milite en conséquence pour une relance - « une refondation » - de la politique de décentralisation, utilisant mieux le principe de la subsidiarité au profit, en fin de compte, de tous les citoyens. « La décentralisation ne doit plus être une modalité de gestion, mais devenir en soi un véritable projet de société. »

F. Gr.

DÉPÊCHES

■ **TOULOUSE** : le nouveau centre de congrès de Toulouse a été inauguré, mercredi 8 octobre, dans le quartier d'affaires Compans-Caffarelli. Ouvert depuis le début du mois, ce bâtiment sur quatre niveaux, d'une capacité maximale de mille deux cents places, est exploité par le groupe hôtelier Accor. L'objectif est d'attirer quatre-vingt-dix mille congressistes par an à Toulouse, qui ne disposait pas jusqu'à présent de structures d'accueil modernes. Cet investissement de 216 millions de francs est financé à 50 % par la commune. (Corresp.)

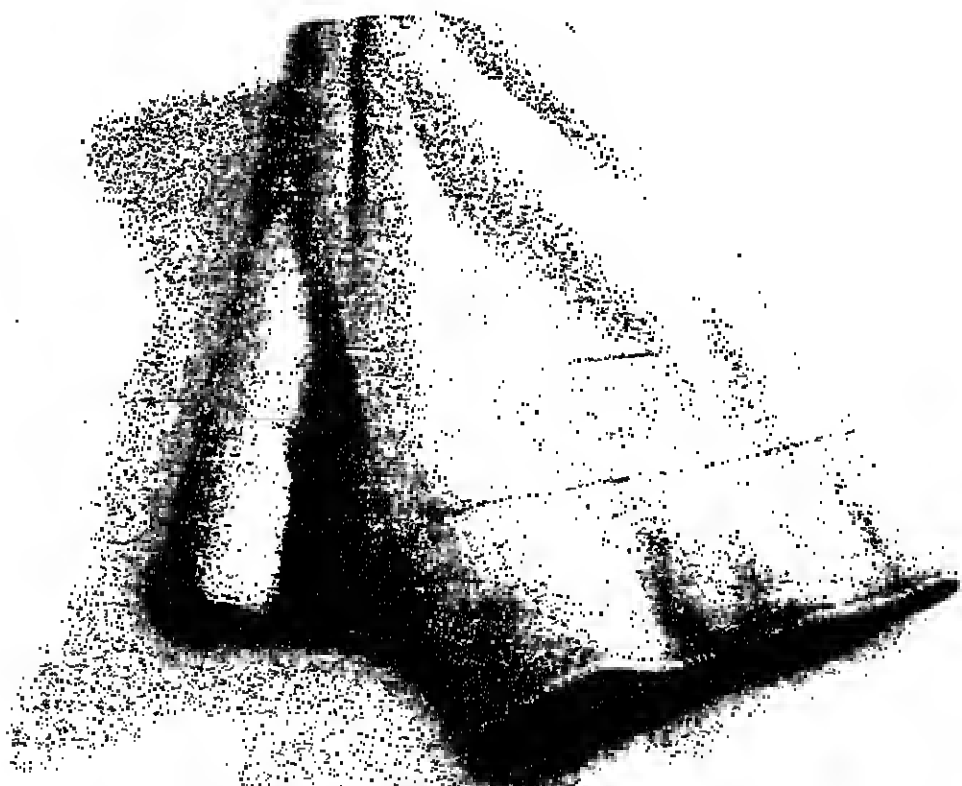
■ **LE HAVRE** : l'Union européenne conditionne le versement de ses aides structurelles à la Haute-Normandie à la mise en œuvre de « clauses particulières » en faveur de la protection de l'environnement dans l'estuaire de la Seine. « Ces clauses comprennent l'engagement des autorités françaises de classer avant la fin de l'année l'estuaire en zone de protection spéciale (pour les oiseaux) », indique la Commission européenne. Elle exige aussi que le gouvernement français ne sélectionne pas dans l'estuaire « de projets portant atteinte à l'intégrité de la zone appelée à être classée en zone de protection spéciale », faisant aussi allusion au projet d'extension du port du Havre.

■ **PORT-SAINT-LOUIS-DU-RHÔNE** : le maire, Philippe Calzergues (SE), a annoncé, mercredi 8 octobre, qu'il démissionnait de son poste afin d'alerter les pouvoirs publics des retards au démarrage de Distripport, une plate-forme logistique de 160 hectares située sur sa commune (Bouches-du-Rhône). Alors que le taux de chômage dans sa ville avoisine les 21 %, M. Calzergues évalue à plusieurs milliers le « vivier d'emplois » à Distripport.

■ **STRASBOURG** : Roland Ries (PS), maire de Strasbourg, a proposé, mercredi 8 octobre, dans une lettre au ministre de l'intérieur, Jean-Pierre Chevènement, la création d'un groupe de travail sur le stationnement irrégulier des gens du voyage.

CE N'EST PAS MALIN D'ASSISTER A UNE REUNION IMPORTANTE

sans avoir pris sa douche.



Quand on a voyagé toute la nuit, même dans les meilleures conditions, rien ne vaut une bonne douche pour se remettre les idées en place avant d'affronter une réunion importante. C'est pour cela que nous avons créé le service « Arrivals by United™ », dans le cadre du Red Carpet Club (dès le 15 novembre 1997). A votre disposition : une salle de bains rien que pour vous, un service repassage pour repartir impeccable, un bon café avec un petit déjeuner équilibré pour retrouver votre tonus et les services de notre Business Center, pour envoyer des fax, téléphoner, surfer sur Internet... et reprendre pied dans le monde des affaires. Chaque jour, UNITED AIRLINES vous offre tout cela : l'avant-garde de la mobilité, l'élégance, les attentions. Notre mission ne s'arrête pas quand l'avion atterrit, elle continue au sol pour faire décoller votre journée en flèche. Pour plus d'informations, contactez votre agence de voyages, ou UNITED AIRLINES de Paris au 01 41 40 30 30, de province au 06 00 01 91 38 (N° Vert), composez le 3615 UNITED (1,20 F/min) ou retrouvez-nous sur Internet : www.ualfrance.fr.

STAR ALLIANCE
The airline network for Earth
Le réseau aérien du monde

UNITED AIRLINES

Quinze mois après le viol et le meurtre non élucidés de la jeune Anglaise Caroline Dickinson, les hommes de la commune, âgés de quinze à trente-cinq ans, sont invités à se soumettre à un examen de leur ADN. Un dépistage vécu avec fatalisme par une population avide d'en finir avec les soupçons.

Pleine au

HORIZONS

ENQUÊTE

Quinze mois après le viol et le meurtre non élucidés de la jeune Anglaise Caroline Dickinson, les hommes de la commune, âgés de quinze à trente-cinq ans, sont invités à se soumettre à un examen de leur ADN. Un dépistage vécu avec fatalisme par une population avide d'en finir avec les soupçons

LA revue de presse épinglée aux murs du secrétariat de la mairie, en atteste : si elle avait pu, la petite commune de Pleine-Fougères (Ille-et-Vilaine) aurait déjà tourné la page du drame qui l'a frappée il y a plus d'un an. Tournoi de football local, cérémonie en hommage aux anciens combattants, départ de l'ancien commandant de la brigade de gendarmerie... « L'affaire » a été soigneusement occultée de ce petit recensement de la vie locale. Mais les faits, têtus, empêchent d'oublier. Caroline Dickinson, cette jeune Anglaise de treize ans venue avec un groupe pour les vacances, retrouvée violée et assassinée au matin du 18 juillet 1996 dans une chambre de l'auberge de jeunesse du village. L'enquête, qui a longtemps piétiné, favorisait l'amicie collective. C'était compter sans la relance des investigations, qui plonge à nouveau le village sous les feux des projecteurs.

Pendant trois jours, du vendredi 10 au dimanche 12 octobre, les hommes de la commune âgés de quinze à trente-cinq ans, sont appelés à se prêter volontairement à un dépistage génétique systématique. L'opération, qui répond aux vœux des parents de la victime, est dirigée par le conseiller Renaud Van Ruymbek, qui a repris l'instruction le 14 août, après le dessaisissement par la chambre d'accusation de Rennes du premier juge, qui avait refusé la campagne de tests systématiques. Comparés à la trace ADN qu'a laissée le meurtrier derrière lui, les tests devaient permettre, soit de confondre l'auteur du crime, soit de disculper l'ensemble des hommes jeunes de la commune. C'est en tout cas le vœu des habitants qui, excédés de faire l'objet de tant d'attentions judiciaires et médiatiques, voudraient croire que le criminel n'est pas parmi eux.

Pour l'heure, encore tranquille dans sa petite mairie, où les tests devraient être faits, Christian Couet, édile de la commune, affronte bravement la perspective du « prochain boom médiatique », auquel il ne s'est toujours pas habitué. Tendu, il espère que la campagne des tests se déroulera sans débordements, mais est conscient qu'elle ne peut que tenir un peu plus le blason de sa commune, déjà fortement marquée par le drame. Selon lui, la population, qui a accueilli la nouvelle du dépistage sans enthousiasme, est partagée entre son désir de quiétude et l'envie de participer à la découverte des faits. « Quand on a vu que l'enquête piétinait, on s'est tout de suite demandé quand tout cela allait enfin prendre fin, résume le maire. Et aujourd'hui, c'est très fort, on n'a plus du tout envie qu'on reparte de nous. On n'a envie que d'une chose, que le coupable soit découvert et qu'on nous laisse tranquille. »

Il est vrai que Pleine-Fougères a été passablement secouée par la mort de Caroline. Passée la surprise de se retrouver mêlée à une histoire « qui n'arrive qu'aux autres », les 1 800 habitants ont été bousculés par l'enquête qui, d'abord rondement menée, a fini par s'enliser. L'interpellation, quelques jours après les faits, d'un SDF, Patrice Padé, présenté comme le coupable idéal, puis disculpé par un test ADN, a troublé les habitants, qui s'étaient trop vite réjouis de voir l'affaire élucidée. Bien

qu'ils se refusent à croire à l'hypothèse de l'assassin local, parents et enfants sont devenus plus méfiants. Dans cette petite bourgade de la baie du Mont-Saint-Michel, où tout le monde se connaît, les portes et les fenêtres des maisons de granit, souvent noyées, se sont plus soigneusement fermées.

Plus solidaire que divisé dans l'adversité, le village n'a pourtant pas voulu verser dans la psychose. Entretenant le mystère, le lent redémarrage de l'enquête a bien fait naître certaines mauvaises rumeurs, finalement vite étouffées. Quelques semaines après le meurtre, des traces anonymes ont également fleuri dans les boîtes aux lettres. Mais, alimentés par un

« Cette décision ne fait que remettre un coup de projecteur sur la commune, renforcer les habitants dans le sentiment qu'ils sont victimes d'une enquête qui piétine »

son-disant médium, venu de Rennes agiter son pendule pour trouver le coupable, la population n'y a jamais accordé un réel crédit.

Puis le temps a fait son œuvre, et le village a cru pouvoir retourner à l'anonymat paisible d'une vie rurale ordinaire. Dans l'église et chez les commerçants, dans les pavillons tranquilles et les exploitations agricoles, on n'entendait plus guère parler de Caroline. « Les premiers sentiments de révolte envers le crime et de compassion envers les

parents de la victime étaient passés, analyse le docteur Pierre Jubel, qui soigne à Pleine-Fougères depuis bientôt vingt ans. Au départ, on en parlait beaucoup, mais les habitants ont fini par faire le deuil de Caroline. Comme ensuite l'énigme du meurtre persistait toujours, d'autres sentiments sont nés. Les gens ont fini par s'agacer de voir que l'enquête continuait à se focaliser sur eux. Aujourd'hui, on parle moins de la victime et plus de l'enquête et de son implication dans notre vie. »

Bien qu'exploitant d'autres pistes, les enquêteurs ont toujours continué à s'intéresser à Pleine-Fougères. Tout au long des derniers mois, plusieurs dizaines d'adolescents ou d'hommes

adultes ont été convoqués par la gendarmerie locale qui, discrètement, leur a proposé la prise de sang. Ils disculpent. Plus de deux cent soixante prises de sang avaient déjà été pratiquées par les enquêteurs à la mi-août. Les habitants ont longtemps cru que ces tests individuels représentaient le seul tribut qu'ils auraient à payer à l'enquête.

C'était compter sans la décision d'étendre le dépistage aux quinze-trente-cinq ans de la commune. Du

coup, même s'ils s'en défendent, les habitants se sentent visés par le soupçon collectif. « Cette décision ne fait que remettre un coup de projecteur sur la commune, renforcer les habitants dans le sentiment qu'ils sont victimes d'une enquête qui piétine, explique le docteur Jubel. L'impression, c'est que les enquêteurs font quelque chose pour faire quelque chose, mais je n'ai pas le sentiment qu'ils y croient beaucoup plus que nous. »

Les Pleine-Fougerais devraient pourtant se plier assez docilement à la campagne de tests systématiques, comme ils s'y sont déjà résolus par le passé. David, vingt ans, a subi un test ADN ce printemps, soit plusieurs mois après avoir été entendu une première fois par la gendarmerie. Le soir du drame, il était en vacances à plusieurs kilomètres de sa commune. Mais les enquêteurs ont passé au tamis tous les proches de l'auberge de jeunesse, que David fréquentait, comme tous les jeunes du village.

« Je suis allé à la gendarmerie après avoir été convoqué, on m'a tout de suite dit que c'était pour le test, raconte-t-il. On ne m'a pas dit pourquoi on me le demandait à moi, mais je n'ai pas posé de questions. On ne m'a pas donné non plus les résultats. Qu'ils procèdent par élimination, je trouve cela normal, ils n'ont aucune autre piste. De toute façon, cela ne me dérangeait pas. Ça prouvait que ce n'était pas moi et c'est l'essentiel. »

Prouver que l'on n'est pas coupable, voilà bien la principale motivation des hommes qui se sont déjà soumis aux tests depuis le début de l'enquête. Cela n'a pourtant pas été sans heurts ni sentiments

mêlés. Le docteur Jubel, qui a été réquisitionné par la gendarmerie locale pour faire les prises de sang nécessaires à la recherche génétique, raconte les angoisses de ses concitoyens. Et si le test n'était pas fiable à 100 % comme l'affirment les enquêteurs ? Et si une des traces ADN se révélait proche de celle de l'assassin ? N'y a-t-il pas risque de confusion ? Pourtant, sous la pression judiciaire, personne n'a pensé être en mesure de refuser le prélèvement sanguin. Personne, sauf un homme qui garde un souvenir cuisant des conséquences de son refus.

POSÉMENT installé dans son fauteuil, encadré d'ordinateurs, Jean-Claude Blanchet, directeur du foyer-logement de la commune, raconte, en n'omettant aucun détail, le petit calvaire qu'il a vécu pendant quelques semaines, qu'il a soigneusement résumé en douze pages dactylographiées. Parce que la loi française ne permet pas aux enquêteurs de contraindre une personne à une recherche génétique, M. Blanchet, qui se présente comme un défenseur des libertés individuelles, a refusé qu'on lui prélève les quelques gouttes de sang qui auraient pu immédiatement le disculper.

Il affirme qu'après l'avoir convoqué oralement, le 18 mars, les enquêteurs ont tout tenté pour le convaincre, évoquant ici la compassion pour la victime, là la tentative d'obstruction à l'enquête. Reconvocqué, il ne cède toujours pas, avant d'être placé, quelques jours plus tard, en garde à vue. Ces six heures et demie de « privation

de liberté » n'aboutissent à rien, il refuse toujours le test sanguin. Il est alors perquisitionné à ses deux domiciles, où les enquêteurs saisissent sa brosse à dents, son peigne et son rasoir électrique, aux fins de recherche génétique sur les fragments de tissus humains qu'ils contiennent. C'est donc à son corps défendant qu'il est finalement mis hors de cause, plusieurs jours après.

Incompris dans sa démarche, M. Blanchet sort profondément meurtri de cette aventure. Aujourd'hui encore, il déplore ce qu'il nomme « le black-out total sur cette affaire », qui fait qu'il est « passé pour le mouton noir de la communauté ». Il reste persuadé que beaucoup d'hommes soumis aux tests sanguins « auraient pu, au fond d'eux-mêmes, refuser le test, mais que la population, peu informée sur ses droits, subit la pression d'une enquête regardée par la France entière ». « Le prélèvement sanguin présenté comme un acte de civisme est en fait une mesure coercitive, assène-t-il. On a fait de moi rien de moins qu'un suspect, on m'a sommé de faire la preuve de mon innocence. C'est la même chose pour toute la population de Pleine-Fougères. On jette ni plus ni moins l'opprobre sur toute la commune en la soupçonnant collectivement de meurtre et de viol. » Pourtant, tout en condamnant l'opération de dépistage génétique, Jean-Claude Blanchet admet que la prochaine campagne, mieux préparée, répond à ses principales critiques.

UNE « invitation », signée du conseiller Renaud Van Ruymbek, a été envoyée aux cent soixante-dix hommes concernés, dans laquelle il est spécifié qu'ils sont sollicités « aux fins de l'identification de leur ADN par simple prélèvement de salive ». « Vous n'êtes pas tenu de vous présenter ou de vous être libre de consentir ou de refuser, poursuit le courrier. Les résultats des analyses seront portés à votre connaissance par lettre dans un délai de huit jours. Ils ne pourront être utilisés en dehors de cette affaire, et les prélèvements seront détruits après l'expertise. Aucun fichier ne pourra ainsi être constitué. » Un nota bene conclut : « Il est recommandé de ne rien manger trente minutes avant le prélèvement et de se brosser les dents. » Dans l'esprit des enquêteurs, cette lettre devrait permettre de lever les dernières réticences des habitants.

Tous ne sont pas préoccupés par ces arguments. A mille lieues de ces préoccupations, Grégoire Choleau, directeur de l'auberge de jeunesse où le drame s'est déroulé, ne souhaite qu'une chose : que tout soit mis en œuvre pour que le coupable soit retrouvé. Aujourd'hui, la porte de l'établissement comporte un digicode, des verrous ont été placés sur les portes des chambres, une cellule radar déclenche une lumière, la nuit, dès qu'une personne s'approche. Mais rien n'y fait : la fréquentation a chuté de plus de 40 % sur le premier trimestre de l'année.

Pour Grégoire Choleau, l'essentiel est ailleurs. Dans son petit bureau clair, il est l'un des rares à parler spontanément du meurtre, à exprimer ce que les habitants de la commune s'efforcent d'occulter, à refuser d'oublier la jeune adolescente. « Ici, on y pense tout le temps, c'est très lourd à porter, confesse-t-il. On connaît bien la maison, on connaît bien ce groupe d'Anglais, des adultes arrivaient dans l'auberge le soir du drame, et personne n'a rien entendu. On n'a aucun indice, c'est la nébuleuse. » « A aucun moment on pouvait penser que quelque chose comme ça pouvait arriver, reprend-il. On se sent responsable des événements, même si on sait qu'on n'est pas en faute. » Puis après un silence : « Toute cette histoire est très injuste pour tout le monde. On a l'impression qu'il y a une faille qu'on n'a pas trouvée. C'est pourquoi il faut tout faire pour retrouver le coupable. Pour que cesse la culpabilité et les soupçons, qu'on matrisse enfin mieux ce qui s'est passé. »

Au dessus de lui, un petit cadre est accroché pour mémoire. C'est un poème qu'a écrit Caroline Dickinson quelques mois avant sa mort, baptisé *Friendship*, comme « Amitié ». L'unique trace qu'elle a laissée cette jeune fille dans la commune de Pleine-Fougères qui, malgré tout ses efforts pour oublier le drame, continue d'être hantée par son souvenir.

Cécile Prieur
Dessin : Stanislas Bourrier



Pleine-Fougères résignée aux tests génétiques

Le 10 octobre doit accoucher d'un nouveau partenariat

par Jean Kaspar

OBSERVANT la société française, au regard de la situation d'autres pays européens, je pense qu'elle n'est pas en manque d'idées, d'intelligence, de compétences ni d'imagination. Le



35 HEURES

problème est qu'elle ne sait pas tirer le meilleur parti de ses potentialités parce qu'elle est en panne de coopération et que trop souvent elle se complait dans les guerres de tranchées ou l'autisme.

Les prises de positions qui ont entouré la préparation de la conférence nationale sur l'emploi et les salaires en ont apporté une démonstration éclatante. Ouksas et menaces ont fleuri. Pour certains, cela fait partie des rites de la négociation. Je ne peux m'empêcher de penser qu'il s'agit là de rites désuets, d'un autre âge. Il y a du baroque dans ce tintamarre.

L'équation est pourtant simple. Ou bien le 10 octobre sera l'occasion de mettre en route un nouveau partenariat fondé sur la négociation et des engagements réciproques ou, au contraire, une nouvelle fois, certains choisiront de faire prévaloir leur logique organisationnelle ou des choix à court terme au détriment de l'intérêt général et de l'avenir.

Cet indispensable partenariat entre l'Etat et les organisations patronales et syndicales constitue un point de passage obligé : aucun des acteurs n'est en mesure de gagner seul la bataille de l'emploi et de redonner espoir à une société de plus en plus anxieuse et inquiète pour son avenir.

Ce partenariat est à la fois le moyen de jeter la base de ce que l'on peut appeler « un nouveau contrat social » mais aussi d'enrichir les pratiques contractuelles, de démontrer l'efficacité de notre système démocratique à résoudre les grandes questions, de révaloriser la fonction de chacun des acteurs. Il faut mettre en œuvre une nouvelle conception de l'efficacité fondée

sur de meilleures synergies entre l'économique et le social. Pour qu'un tel partenariat se concrétise il importe que les différents acteurs acceptent de se référer au principe de réalité sur trois points.

En premier lieu, l'emploi doit-il constituer la priorité absolue qui s'impose à chacun ? Tout le monde le dit. De multiples experts ou responsables économiques, politiques et syndicaux ont apporté leurs contributions pour démontrer que

Aucun des acteurs n'est en mesure de gagner seul la bataille de l'emploi et de redonner espoir à une société de plus en plus anxieuse pour son avenir

le poids du chômage pèse négativement sur l'économie du pays, remet en cause l'équilibre social, fragilise et appauvrit la démocratie à un moment où il faudrait au contraire la revitaliser. Cet accord est possible ; il impose une obligation de résultats.

Deuxièmement, la réduction du temps de travail doit-elle être prise en compte comme un des moyens pour créer des emplois ? Là encore, sachons dépasser l'idéologie et regardons les faits. A la fin du 19^e siècle la durée moyenne annuelle du travail était de 2913 heures (indice 100) ; elle était de 1631 heures (indice 55) en 1995. Cette réduction massive accompagnée, du reste, par un développement phénoménal de la mécanisation et des technologies n'a pas empêché l'augmentation de la population ayant un emploi puis-elle est passée pour la même période de 19 320 000 personnes à la fin du siècle (indice 100) à 22 413 000 (indice 116) en 1995.

Plus prosaïquement, les derniers mois nous ont apporté la preuve dans de nombreuses entreprises que la réduction du temps de travail en lien avec l'aménagement et la réorganisation du travail a contribué à sauver et à créer des milliers d'emplois tout en préservant

leur compétitivité. La réduction du temps de travail est donc une question incontournable parce qu'elle est au centre d'un choix de société : un nouvel équilibre entre activité professionnelle, vie familiale, vie personnelle - culture-loisirs - et engagement citoyen. Elle peut être une contribution importante au maintien et à la création d'emplois, concourir à l'indispensable « changement du travail » et jouer un rôle dans l'émergence des fondements d'une nouvelle

conception de l'efficacité économique. L'opposition de principe à la réduction du temps de travail ne résiste donc pas à l'analyse des faits. La vraie question est ailleurs : dans les conditions et modalités de cette réduction.

Enfin, veut-on, oui ou non, aborder la question incontournable de la compétitivité de nos entreprises et services ? Question tabou s'il en est. Pourtant, elle s'impose car elle dicte déjà sa dure loi. Le gouvernement, le patronat mais aussi les organisations syndicales ne peuvent

éviter d'en débattre. En abordant les problématiques de la réduction du temps de travail, en faisant le lien avec les questions de l'emploi, de l'organisation et de l'aménagement du travail, en traitant des modalités ajustées aux réalités diversifiées des secteurs et entreprises, en imaginant des mesures incitatives adaptées, en inventant des procédures de mutualisation pour les petites et très petites entreprises, en prenant en compte les aspirations diversifiées des salariés et en construisant un nouveau partenariat fondé sur la négociation, l'ensemble des acteurs qui se retrouvent le 10 octobre pourront jeter les bases d'une nouvelle conception de l'efficacité économique, qui s'appuie sur une synergie réelle entre l'économique et le social. C'est cette compétitivité globale qui a de l'avenir et pas celle qui repose sur les ratos exclusivement économiques, financiers ou techniques.

Si, autour de ces questions, le principe de réalité est au centre de la négociation du 10 octobre, si chacun des partenaires, porteurs de logiques différentes, accepte de rechercher un accord, alors tous les espoirs nous seront permis. La voie s'ouvrira pour un processus dynamique de négociation : celui du gagnier ensemble.

La société française pourra franchir une nouvelle étape de son développement et ressembler un peu

plus à des pays qui ont su moderniser, pour les uns les modes de gestion des relations et des problématiques sociales (je pense aux Pays-Bas) et pour les autres les concepts (je pense à l'Angleterre de Tony Blair auquel se réfère une partie de notre élite sans en tirer toutes les conséquences, Tony Blair qui ne craint pas d'aborder de front les questions de la compétitivité ou de la flexibilité).

Les acteurs en présence auront-ils la lucidité, le courage, la volonté et l'audace de combler ce qui constitue le déficit majeur de la France : le déficit de coopération qui permettrait de mettre en route une dynamique de refondation des relations sociales ? Cette dynamique n'exclut pas le conflit ni l'existence d'intérêts contradictoires, voire antagonistes. Elle ambitionne de les transcender pour élaborer les nouvelles règles du « vivre ensemble ».

Chacun est devant ses responsabilités.

Pour le gouvernement il s'agit de montrer que, s'il veut maintenir fermement le cap sur l'aménagement et la réduction du temps de travail comme un des moyens de lutte contre le chômage et de création d'emplois, il ne peut faire l'impasse sur la question des méthodes. Il doit accepter de donner le maximum d'espace à la négociation contractuelle. Ce qui est en cause ? Pas la question des

promesses électorales mais l'efficacité du processus en termes d'emplois et la démarche démocratique à promouvoir.

Pour le patronat, il s'agit de montrer qu'il sait aller à l'essentiel, qu'il n'est pas la question intrinsèque de la durée du travail, mais celle de la compétitivité, de la qualité de l'utilité des produits ou des services. La durée du travail n'étant qu'un paramètre parmi d'autres. Encore une fois, l'essentiel réside dans les conditions et les modalités de la réduction du temps de travail.

Pour les organisations syndicales, il s'agit d'apporter la preuve qu'elles sont capables de prendre en compte un certain nombre de réalités qui ont pour nom efficacité économique, compétitivité et qu'elles ont compris que les valeurs dont elles sont porteuses doivent être adaptées au monde d'aujourd'hui.

Les enjeux de cette conférence nationale dépassent les traditionnels clivages droite/gauche, patronat/syndicats et les habituelles querelles intersyndicales. Est en jeu la crédibilité des acteurs qui exercent des responsabilités importantes dans une société démocratique.

Jean Kaspar est ancien secrétaire général de la CFDT, ancien conseiller social à Washington, professeur et consultant en stratégies sociales.

OUVERTURE DU CAPITAL

182 F l'action France Télécom.
Une opportunité à saisir,
avant le 14 octobre.

Le prix de l'action France Télécom comprend la réduction de 5 F réservée aux particuliers.

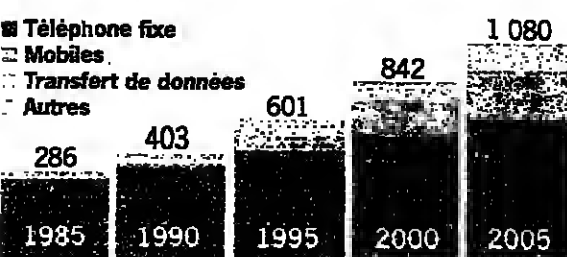
France Télécom : une entreprise de taille mondiale

Les télécommunications : un marché à fort potentiel

L'époque est à la communication globale, qui se vit à l'échelle de la planète.

Le marché mondial des télécommunications s'élevait à 601 milliards de dollars en 1995 ; il devrait atteindre 1 080 milliards de dollars en 2005.

en milliards de dollars



* Source : Institut de l'Audiotextuel et des Télécommunications en Europe

France Télécom n'a cessé de développer et de diversifier son offre de services dans le monde. Plus que

jamais, France Télécom entend participer largement à l'expansion de ce marché.

Une entreprise mondiale

France Télécom exporte son savoir-faire dans plus de 50 pays, dans les réseaux fixes et mobiles. Global One, né de son partenariat stratégique avec Deutsche Telekom et l'opérateur américain Sprint, lui permet d'accompagner ses clients sur les cinq continents. Déjà plus de 30 000 entreprises dans le monde sont clientes de Global One qui, dès sa première année d'existence, a réalisé un chiffre d'affaires de 803 millions de dollars.

Une entreprise rentable et bénéficiaire

En milliards de francs	1995	1996
Chiffre d'affaires consolidé	147,8	151,3
Résultat opérationnel courant	29,6	30,3
Résultat net part du groupe	9,2	2,1
Résultat net hors éléments spécifiques*	14,0	14,5

(* liés au changement de statut)

AU COURRIER DU « MONDE »

L'ACCÈS AUX ARCHIVES DE VICHY

Le Monde du 4 octobre fait état de la circulaire du premier ministre visant à faciliter l'accès aux archives de Vichy. N'applaudissons pas trop vite. Qu'un accès très large aux archives de l'Occupation comporte des dangers - surtout si, aux termes de la circulaire, on ne s'attache plus « à la personnalité ou à la motivation des personnes qui sollicitent une dérogation » -, cela m'est apparu très clairement au fil de mes recherches, lorsque je travaillais à des livres sur Pétain et sur l'épuration.

Ici et là, l'al découvrit que des documents essentiels - qui bien souvent mettaient en cause des personnalités encore en vie - n'existaient que sur papier volant, et même sur papier pelure, si facile à subtiliser ! Il n'y avait que très rarement des documents reliés, numérotés, pouvant aider à découvrir un vol (mais en aucun cas à l'empêcher).

Dans un cas en particulier, j'ai trouvé le nom d'une personnalité compromise, qui était parvenue à échapper entièrement à la justice - mais le dossier auquel reportait le fichier avait disparu. Dans un autre cas, un magistrat m'a laissé lire son résumé des documents d'un dossier qu'il avait examiné en 1945 ; mais un des documents qu'il avait lus à l'époque - une toute petite lettre manuscrite, de la main d'un écrivain communiste portant témoignage à son éditeur soupçonné de collaboration - avait été subtilisé entre le moment où ce magistrat l'avait eu en main et mes propres recherches, quarante ans plus tard.

Une autre fois encore, lorsqu'un documentaliste des affaires étrangères m'a confié un énorme paquet de dossiers concernant l'épuration diplomatique, tout éberlué de voir que j'avais une dérogation, il a murmuré que, de toute façon, tout était relié et numéroté. Ce qui lui a donné l'occasion d'être éberlué une seconde fois, quand nous avons découvert ensemble que toutes les feuilles étaient volantes. En un mot, les dossiers ne sont pas

en état d'être communiqués en toute sécurité. Il faudrait d'abord beaucoup de travail, et surtout beaucoup d'argent.

Herbert R. Lottman
historien

REPENTANCE SANS PÉNITENCE

Je suis juif, et non catholique. Mais j'ai passé la plus grande partie de ma jeunesse au Luxembourg, mon pays natal, qui était avant 1940 catholique à 99 %. Souvent, j'accompagnais mes amis à l'Eglise. J'attendais sur un banc qu'ils sortent du confessionnal et disent leur rosaire pour leurs péchés. Le prêtre, qui nous enseignait aussi l'arithmétique à l'école primaire, leur apprenait qu'il n'y avait pas de vraie repentance et certainement pas d'absolution sans pénitence. (...)

Je me demande si les évêques français ont agi selon la lettre et l'esprit du sacrement de la pénitence en demandant pardon pour le silence et l'indifférence complices de l'Eglise face à la persécution des juifs de France de 1940 à 1945. Leur repentance aurait-elle été plus sincère et plus convaincante si elle s'était accompagnée d'un acte de pénitence ? Ils auraient pu choisir de jeûner pendant vingt-quatre ou quarante-huit heures, ou inviter tous les catholiques, voire tous les Français - juifs, protestants et musulmans - à jeûner avec eux, l'argent économisé sur la nourriture servant à alimenter un fonds destiné à encourager et à aider ceux qui refuseraient à l'avenir de rester silencieux et indifférents face à des crimes contre l'humanité. (...)

Même creuses, les paroles de l'épiscopat français n'en sont pas moins préférables à l'absence de toute parole. Nous attendons toujours que les Turcs se repentent de leurs crimes contre les Arméniens et les Japonais de leurs crimes contre les Coréens et les Chinois. Il est vrai que l'islam et le shintoïsme ne favorisent sans doute pas de tels gestes d'autopurification.

Arno Mayer
historien,
Princeton

Sur le bon chemin

C

Potrez des arg
se offre a Prix

Potrez des arg
se offre a Prix

Du 7 au 14 octobre.
entrez dans le capital de
Contactez votre intermédiaire
ou appelez le 10.10.10 !

France Télécom. L'an 2000

Sur le bon chemin

par Jean Delumeau

COMMENT ne pas se réjouir de ce que les évêques français retiennent dans un texte solennel l'attitude de l'épiscopat durant la seconde guerre mondiale à l'égard du régime de Vichy, et plus particulièrement son silence sur la persécution dont les juifs furent l'objet ? On ne manquera pas de penser et de dire que ce repentir vient bien tard, quand la plupart des victimes et des bourreaux sont morts. Je comprends cette amertume. Mais je voudrais proposer une vue globale – et positive – de cet événement et le remettre en situation.

Cette déclaration ne vise pas seulement le passé. Elle marque tout autant la volonté d'être plus courageux à l'avenir et de mieux assumer devant le monde les responsabilités qu'impose la proclamation de l'évangile. Elle donne aussi un exemple à toutes les collectivités qui peuvent ou devraient être amenées à faire leur examen de conscience.

S'agissant plus particulièrement du judaïsme, on sait combien le pape actuel, qui n'a jamais partagé l'antisémitisme d'un certain nombre de Polonais, tient à colmater le fossé creusé au cours des siècles entre la religion de Jésus et celle de Moïse. Il a multiplié les gestes en ce sens. Plus généralement, l'Eglise catholique a, depuis Pie XI, repris conscience de ses racines juives. Cet esprit anime, à l'évidence, les rédac-

teurs de la récente déclaration épiscopale. Nous en sommes désormais au stade de l'amitié judéo-chrétienne, qui devrait rendre impossible à l'avenir le silence de l'Eglise devant un génocide tel que la Shoah.

Blâçons encore la perspective : l'Eglise catholique est maintenant engagée dans une entreprise salutaire de clarification qui, certes, aurait dû intervenir beaucoup plus tôt. Elle a réhabilité Gallée. Elle vient de reconnaître le bien-fondé de la

thèse passée de l'Eglise catholique. Un autre s'ajoute, consacré à l'Inquisition, de sinistre mémoire. Le but est clair : faire en sorte qu'après les examens de conscience et les aveux publics, le catholicisme entre « purifié » dans le troisième millénaire. On ne peut que se féliciter d'une telle attitude, humble et loyale.

Je sais bien que des progrès restent à faire. Jean Hus n'est pas encore suffisamment réhabilité. Rome n'a pas dit, me semble-t-il, qu'elle regrette la désastreuse ex-

Après les examens de conscience et les aveux publics, le catholicisme veut entrer « purifié » dans le troisième millénaire

thèse de l'évolution. Elle a remplacé son attitude de méfiance, voire d'hostilité, à l'égard des autres confessions chrétiennes et des religions non chrétiennes par le dialogue et des gestes d'amitié. La rencontre d'Assise en 1986 – à mon avis, un des actes les plus importants de Jean Paul II – est le symbole de ce tournant décisif.

Celui-ci va être confirmé à l'occasion du jubilé de l'an 2000 qui, dans l'esprit du pape, doit être préparé par l'examen de conscience et la conversion. Des symposiums ont ainsi eu lieu ou vont avoir lieu à Rome pour réfléchir sur l'antisémi-

communication de Luther. Le long silence des papes d'autrefois sur la traite des Noirs, malgré une déclaration de Jean Paul II à Gorée (Sénégal), ne fait pas encore l'objet d'un mea culpa comparable à celui qui, heureusement, s'exprime aujourd'hui au sujet de l'attitude vis-à-vis des juifs.

Autrement dit : de nouveaux aveux sont encore nécessaires. Mais l'on est sur le bon chemin.

Jean Delumeau est historien, professeur honoraire au Collège de France.

L'Eglise, Vichy et les juifs

par Pierre Birnbaum

LA FRANCE se civilise. Avec l'évanouissement des grands conflits idéologiques, le recul des imaginaires rivaux, la pacification des esprits, l'instauration progressive d'une société ouverte et pluraliste, les fameuses guerres franco-françaises paraissent soudain paraître anachroniques si la forte présence du Front national ne rappelle la réalité de la tentation extrémiste qui marque l'exceptionnalisme français.

Avec une sérénité qui éblouit, une tranquillité d'âme qui impressionne, l'Eglise de France a choisi ce moment pour rompre définitivement avec toute forme d'intransigence, pour admettre la présence irréductible de l'Autre, s'accommoder d'une société plurielle, renoncer à s'identifier à la nation-France elle-même, tourner le dos à une histoire où elle liait trop souvent son destin à des entreprises nationalistes.

Dans le contexte du procès Papon, qu'elle ait pris le premier statut des juifs d'octobre 1940 comme évènement symbolique fondamental pour s'engager dans une déclaration « de repentance » à l'égard des juifs, confesser la « honte de sa faute », souligner les conséquences de son « silence » qui a laissé « le champ libre à un engrenage mortifère »

donne la mesure de l'évènement : l'Eglise de France a reconnu sa « grave responsabilité » dans la mise en place de l'expulsion des juifs de l'espace public, les rafles, la déportation, l'extermination.

Courageusement, elle a fait face à son passé en avouant que l'antijudaïsme qui a prévalu dans le peuple chrétien a constitué « le terreau » sur lequel « o fleurit la plante vénéneuse de la haine des juifs », elle a reconnu que « l'enseignement du mépris » que dispensait autrefois Jules Isaac a contribué à diffuser les clichés les plus redoutables de l'antijudaïsme, mais aussi, en définitive, de l'antisémitisme. La culpabilité des juifs dans la crucifixion du Christ, leur lâcheté, leur aptitude à la trahison, leur ignominie, autant d'images éculées propagées à l'époque moderne par les théoriciens de l'antisémitisme en termes de race.

Au XIX^e siècle encore, on ne compte pas les déclarations antisémites de nombreux porte-parole du monde catholique français, de M^{re} Freppel à La Tour du Pin, l'abbé Lemire et les catholiques sociaux, de Joseph de Maistre à Louis Veuillot, du comte Albert de Mun à Maurice Barrès. La Croix, qui se présente fièrement comme le « journal le plus antijuif », de même que ses innombrables versions provinciales, proclame ouvertement un antisémitisme outrancier, hargneux, violent. Les publications de La Bonne Presse n'ont rien à envier à La Libre Parole de Drumont, qui trouve tant de lecteurs du côté des curés de province.

L'alliance contre nature entre le monde catholique et le camp nationaliste se réalise durablement au nom d'un commun refus de l'ordre républicain, des valeurs de 89, des Lumières et de leurs zélés partisans que sont les protestants et les juifs. L'hostilité à l'égard de la République, l'opposition largement répandue au ralliement (1892) pousse une large partie du monde catholique dans les bras des nationalistes, hostiles eux aussi à l'idée d'une citoyenneté coupée de l'appartenance culturelle et donc, du catholicisme.

Pour tous, le bon citoyen ne peut être que catholique, tant leur paraît inacceptable l'idée d'une France dotée d'un espace public ouvert à tous les citoyens. Les catholiques seront très nombreux à militer dans les rangs des ligues, leurs organisations familiales participent activement à la lutte contre la République considérée comme « juive » ou « protestante ».

L'affaire Dreyfus en est un bon exemple, tant sont presque inexistantes les catholiques libéraux favorables au capitaine poursuivi impitoyablement jour après jour par la presse, ainsi que par les élites catholiques regroupées à la Ligue de la patrie française ou encore à l'Action française qui, même plus tard, après sa condamnation par le pape, trouvera longtemps une large écoute dans ces milieux. La haine des juifs proprement chrétienne se mêle aux préjugés tout aussi violents que l'on trouve alors dans les organisations populistes, bonapartistes, socialistes et même, plus tard, communistes.

Par-delà leurs divergences, les uns et les autres partagent une identique hostilité à l'égard des juifs : contre le juif étranger à l'âme française, au peuple français, à la culture française, au terroir, le traître en puissance qui parle au nom d'une organisation internationale menaçante, le maître du capitalisme apatride. Les Protocoles des sages de Sion reçoivent aussi un accueil attentif dans les milieux chrétiens et renforcent cette image maléfique d'un peuple de parias complotant dans l'ombre la perte de l'identité française.

Qu'ils doivent donc être exclus de la nation française, et surtout de son Etat, voilà un lieu commun du XIX^e siècle qui trouve une brillante actualité lors de l'affaire Dreyfus. Les listes nominales circulent, les plans sont prêts pour rejeter tous les Dreyfus. La revanche doit être prise sur les juifs accusés d'être les auteurs et les bénéficiaires de la séparation de l'Eglise et de l'Etat, de l'instauration de la laïcité. Même si ce rapprochement fait

sourire tous ceux qui dénoncent de nos jours une conception tragique de l'Histoire inattentive aux périodisations, on peut avancer que moins de quarante ans après la fin de l'Affaire, ces enjeux demeurent présents dans l'esprit des acteurs, dont certains ont vécu eux-mêmes ses turbulences. « Ralliement de l'Eglise à Vichy » écrit Edienne Fouilloux. C'est trop peu dire. Entre les deux, c'est d'une véritable osmose qu'il s'agit.

Le statut des juifs d'octobre 1940 appartient, en ce sens, à une certaine tradition proprement française : il répond à un refus catholique et/ou nationaliste de la présence juive et révèle aussi l'indifférence coupable des républicains, que l'Affaire avait déjà trop longtemps mise en lumière. Ce sont les hauts fonctionnaires de la République qui élaborent, dans le respect de la logique juridique, ce statut, comme ils se penchent avec le même sérieux sur la réforme du permis de construire ou le changement de jurisprudence concernant les règles du fonctionnement du service public.

Reste, comme l'a noté Jacques Duquesne, que le cabinet du maréchal est « presque uniquement composé de chrétiens fervents » et qu'André Lavagne, maître des requêtes au Conseil d'Etat chargé des affaires religieuses auprès de Pétain, lui-même catholique pra-

Le statut des juifs d'octobre 1940 appartient à une certaine tradition proprement française : il répond à un refus catholique et/ou nationaliste de la présence juive

tiquant, joue un rôle essentiel dans la mise en place de ce statut.

Reste que certains évêques approuvent explicitement ce statut, tandis que, presque seuls, le Père de Lubac et le petit groupe de Témoignage chrétien, véritables héritiers de ce point de vue des chrétiens libéraux dreyfusards si atypiques, tentent d'élever une protestation contre le second statut de juin 1941. Le « silence » de l'Eglise d'alors, que condamne l'Eglise aujourd'hui a bien été, selon le mot définitif d'Henri de Lubac, devenu cardinal en 1983, une « lourde erreur ».

Loin de la pusillanimité des historiens qui pèsent et soupèsent les arguments, loin des distinctions savantes entre maréchalistes et pétainistes qui innocentent presque les premiers pour mieux accuser les seconds, loin encore de tous ceux qui souhaitent que l'on se détourne enfin de cette période ou qu'on n'accorde plus qu'une importance secondaire et toute relative à cette dimension du régime de Vichy, voici que l'Eglise elle-même fait fi de toute réserve, endosse ses responsabilités, rejette toute excuse, se garde de tout lapsus. Adeptes elle aussi d'un « parler vrai », elle hait tous les conformismes. De même que Jacques Chirac, président de la République, et Lionel Jospin, premier ministre, ont su enfin trouver l'un et l'autre les mots pour parler de la collaboration de l'Etat, l'Eglise accepte sans détour sa propre responsabilité.

C'est qu'il y a urgence : dans une société française en profond désarroi qui s'interroge sur son identité, les plus hautes autorités de l'Etat et de l'Eglise, les vieux rivaux d'autrefois, assument des responsabilités historiques au moment même où elles désignent clairement le commun adversaire, le Front national aux succès rampants. L'Eglise apporte ici sa pierre à la construction d'une société ouverte, définitivement rebelle aux alliances du passé.

Pierre Birnbaum est professeur de sciences politiques à l'université Paris-1.

Profitez des avantages de l'Offre à Prix Ferme.

Pourquoi acheter dès aujourd'hui ?

En achetant vos actions France Télécom jusqu'au 14 octobre 1997, vous bénéficiez, en tant que particulier, de multiples avantages :

- une action gratuite pour 10 achetées si vous les conservez pendant 18 mois,
- l'exonération des frais d'achat et pendant 18 mois du droit de garde de vos actions quel que soit votre intermédiaire financier,
- une première priorité d'achat supplémentaire de 30 000 F.

De plus, vous aurez la possibilité d'inscrire vos actions sur un PEA qui vous permettra de profiter de toutes les exonérations fiscales (hors CSG et CRDS).

Qui peut acheter ?

Toute personne physique de nationalité française, tout résident en France, ou ressortissant d'un Etat participant à l'accord sur l'Espace Economique Européen. Il est possible de passer un ordre d'achat prioritaire par personne, quel que soit l'âge. Par exemple, une famille de 5 personnes (2 adultes et 3 enfants) peut remplir 5 ordres d'achat prioritaire d'actions France Télécom.

Quel est le prix de l'action ?

Il a été fixé, pour les particuliers à 182 F (réduction de 5 F comprise). Après le 14 octobre 1997, vous ne pourrez plus bénéficier des avantages liés à l'OPF.

Un document de référence enregistré et une note d'opération visée par la COB sont disponibles, sans frais, auprès des intermédiaires financiers, du 1010 et de France Télécom.

Du 7 au 14 octobre, entrez dans le capital de France Télécom. Contactez votre intermédiaire financier ou appelez le 10 10* !

Renseignez-vous en appelant le

10 10

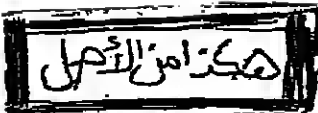
appel gratuit 24 h sur 24

* Ou le 0 800 05 10 10 (appel gratuit) ou par Minitel 3614 ou 3623 code 1010FT (0,37 F mn) ou sur Internet <http://www.1010.francoetecom.fr>

France Télécom. L'an 2000, c'est vous, c'est nous.



France Telecom



Le Monde

21 bis, RUE CLAUDE-BERNARD - 75242 PARIS CEDEX 05
Tél. : 01-42-17-20-00. Télécopieur : 01-42-17-21-21. Tél. : 206 806 F
Tél. relations clientèle abonnés : 01-42-17-32-90
Internet : <http://www.lemonde.fr>

ÉDITORIAL

La rumeur contre l'information

L'ENQUÊTE s'imposait après la publication d'un livre se référant à une source militaire pour accuser deux anciens ministres d'avoir commandité le meurtre de la députée du Var, Yann Piat, en 1994. Cette enquête a été ordonnée, mercredi 8 octobre, par le ministre de la défense. Que l'autorité politique prenne, à côté de la justice, sa part de la nécessaire élucidation des origines et des mécanismes de la mise en cause de François Léotard et de Jean-Claude Gaudin est nécessaire à la bonne administration de la démocratie. Les interpellations lancées - par François Léotard dans *Le Monde* et sur TF1, par François Bayrou à l'Assemblée nationale, par Jean-Claude Gaudin sur France 2 - étaient trop graves pour que le gouvernement puisse s'en remettre simplement à la justice.

L'affaire d'Etat, dont les tenants et aboutissants sont encore largement occultés ou masqués, est donc reconnue comme telle par le gouvernement. Il n'en va pas de même pour le président de la République, lui aussi interpellé par François Léotard et qui, pour le moment, reste silencieux. Or, au cœur des mises en cause formulées, à leur tour, par MM. Léotard et Gaudin figure - désigné à mots couverts par le premier, explicitement nommé par le second - l'ancien préfet du Var, Jean-Charles Marchiani, aujourd'hui secrétaire général de la zone de défense de Paris. C'est sur décision de Jacques Chirac que M. Marchiani avait été nommé à Toulon.

Le Monde est édité par la SA LE MONDE.
Président du conseil d'administration : Jean-Marie Colombani
Directeur : Jean-Marie Colombani
Directeur adjoint : Jean-Marie Colombani
Directeur de la rédaction : Edwy Plenel
Directeurs adjoints de la rédaction : Jean-Pierre Lhuissier, Robert Solé
Rédacteurs en chef : Jean-Pierre Lhuissier, Pierre Georges
Laurent Gressmann, Erik Isenhardt, Michel Kailash, Bertrand Le Gendre
Directeur artistique : Dominique Ruysser
Rédacteur en chef technique : Eric Azou
Secrétaire général de la rédaction : Anne Fourmeau
Médiateur : Thomas Porciani
Directeur technique : Eric Kailash, directeur délégué : Anne Chassebourg
Conseiller de la rédaction : Alain Rollier, directeur des relations internationales : Daniel Verret
Conseil de surveillance : Alain Minc, président ; Gérard Courtois, vice-président
Anciens directeurs : Hubert Berville-Méry (1964-1969), Jacques Fauriol (1969-1982), André Laurens (1982-1985), André Fontana (1985-1991), Jacques Laurens (1991-1994)
Le Monde est édité par la SA LE MONDE
Durée de la société : cent ans à compter du 10 décembre 1944
Capital social : 400 000 F. Actionnaires : Société civile « Les rédacteurs du Monde »
Association Hubert Berville-Méry, Société anonyme des lecteurs du Monde
Le Monde Entreprises, Le Monde Investissements
Le Monde Presse, Météo Presse, Le Monde Prévisions, Claude Bernard Participations.

IL Y A 50 ANS, DANS Le Monde

Sous le signe des Valois

IL EXISTE une région, proche des Pyrénées, où les élections municipales vont se dérouler sous le signe des Valois. Non pas de la rue de Valois, quartier général du radicalisme, mais bien des Valois, rois de France. Ceux-ci, au XV^e et au XVI^e siècle, eurent parfois, et même souvent, des difficultés d'argent. Ils essayèrent de les résoudre en vendant des parties du domaine royal. Ils allèrent ainsi de nombreuses terres, et notamment les landes bretonnes, qu'on appelle dans le pays des « sotrages », qui vinrent arroser l'héritage de bourgeois cossus ou de noblesseux économes. Trois ou quatre siècles plus tard, voici que cette opération est remise en question : les petits propriétaires réclament leur part du domaine royal et parti-

Pierre Audiart
(10 octobre 1947.)

Le Monde SUR TOUS LES SUPPORTS

Télématique : 3615 code LEMONDE

Documentation sur Minitel : 3617 code LMDOC ou 08-36-29-04-56

Le Monde sur CD-ROM : renseignements par téléphone, 01-44-08-78-30

Index et microfilms du Monde : renseignements par téléphone, 01-42-17-29-33

Le Monde sur Connexive : GO LEMONDE

Adresse Internet : <http://www.lemonde.fr>

Films à Paris et en province : 08-36-68-03-78

En Europe, le lien incertain entre 35 heures et emploi

LES « 35 HEURES », combien d'emplois ? Rares sont ceux qui, aujourd'hui, osent avancer une estimation précise. En sous-main, le chiffre de 600 000 est avancé dans les coulisses du pouvoir. Le patronat de la métallurgie, à l'opposé, estime que le passage aux 35 heures se traduira par une augmentation du chômage d'environ 3,1 %. Pour sortir de ces logiques contradictoires, il n'est pas inutile de se pencher sur les expériences étrangères. Or celles-ci ne permettent pas de dire qu'il existe un lien automatique entre réduction du temps de travail et création d'emplois.

L'exemple de la Grande-Bretagne est parlant : ce pays qui connaît un taux de chômage bas (entre 5 et 6 %) a également l'une des durées du travail les plus élevées, en tout cas pour les salariés à temps plein : 43,9 heures hebdomadaires, en hausse de plus d'une heure et demie depuis 1983. En Allemagne, inversement, le chômage atteint chaque mois de nouveaux sommets (11,7 % en septembre). Or ce pays a été l'un des rares en Europe où la réduction du temps de travail a été constante depuis le début des années 80, avec notamment le passage à 35 heures dans le secteur de la métallurgie au 1^{er} octobre 1995. En Italie, tout indique que la durée du travail est nettement supérieure dans le nord du pays que dans le sud ; le chômage y est pourtant six à sept fois moindre. Il y a enfin le cas des Pays-Bas : les Néerlandais ont une durée du travail les plus faibles et leur niveau de chômage est également très bas, puisqu'il est passé de 12 % à 6 % entre 1982 et 1996. Mais le « modèle néerlandais » - s'il

AVIS OPPOSÉS

Le cas de l'Allemagne montre bien à quel point il est difficile de mesurer l'influence de la réduction du temps de travail sur l'emploi. Volkswagen ne peut pas être considéré comme une référence en la matière, même si la semaine de quatre jours, introduite en 1993, a permis d'y sauver 30 000 emplois menacés. Les syndicats allemands, ainsi que l'agence fédérale pour l'emploi, estiment que la réduction du temps de travail a permis de créer ou de sauvegarder 500 000 à 800 000 emplois au cours des années 80. Le patronat, lui, est d'un avis complètement opposé. « La métallurgie a perdu 300 000 emplois en 1995 et 1996, après l'introduction de la semaine de 35 heures », souligne-t-on auprès du patronat de la métallurgie, secteur dont dépend un salarié sur quatre en Allemagne.

De fait, les entreprises ont renforcé massivement leurs efforts de rationalisation pour compenser le surcoût représenté par la réduction du temps de travail, qui ne fut pas accompagnée, en 1995, par un effort de modération salariale. Les économistes allemands estiment en définitive que « la réduction du temps de travail a sans doute empêché que le chômage atteigne des niveaux encore plus élevés au cours des années 80 », comme le remarque Joachim Volz, de l'institut DIW. Mais, depuis deux ou trois ans, les salariés allemands préfèrent effectuer des heures supplémentaires pour améliorer leur revenu, au lieu d'adopter la voie du partage du travail.

Calculer l'impact de la réduction du temps de travail sur l'emploi est, autrement dit, une tâche très difficile. De la même façon, il est de moins en moins aisé de mesurer la durée effective du travail au niveau de tel ou tel pays. Entre les heures supplémentaires, le développement du temps partiel (une expression qui n'a pas la même définition dans tous les pays), entre les salariés qui travaillent à temps réduit, les cadres, les commerciaux, voire les travailleurs indépendants, parler de moyennes hebdomadaires ou mensuelles n'a plus guère de signification.

« La réduction du temps de travail n'est pas une panacée, la solution unique à la dramatique persistance d'un chômage de masse en France et en Europe, elle n'en est même pas la solution principale ! D'un point de vue quantitatif (...) la croissance offre plus de possibilités de création d'emplois, comme le savent bien ceux qui ont étudié longuement les expériences étrangères », écrivent Gilbert Cette et Dominique Taddéi dans l'ouvrage *Réduire le temps de travail*, paru le 8 octobre au Livre de Poche. Ces propos sont révélateurs d'un certain malaise. Les deux économistes ont jamais caché ni leurs convictions de gauche ni leur intérêt pour la réduction du temps de travail. Ils réaffirment d'ailleurs dans leur ouvrage qu'« il n'est pas douteux que cette réduction soit généralement favorable à l'emploi ».

« Finalement, quand on songe au nombre impressionnant de facteurs qui influencent, d'une part le taux de chômage, d'autre part le temps de travail, toute corrélation robuste (qu'elle soit d'ailleurs positive ou négative) ne peut souvent relever que de la coïncidence ou d'une cause commune particulièrement déterminante », écrivent Dominique Taddéi et Gilbert Cette.

TRAVAILLER QUAND ON EST JEUNE

C'est pourquoi certains syndicalistes européens commencent à réfléchir sur le calcul de la durée du travail tout au long de la vie active. Si Klaus Zwickel, président de l'ITG Metall, continue à revendiquer la semaine de 32 heures, le vice-président de ce syndicat, Walter Rießer, est beaucoup plus circonspect. « La réduction du temps de travail hebdomadaire ne concerne que les salariés à temps plein. Or le temps partiel se développe. De plus, en tenant compte de l'évolution du travail et des gains de productivité qu'occasionne la réduction des horaires, 50 % du volume total de la réduction ont un effet sur l'emploi. C'est pourquoi il faut définir d'autres priorités. A titre personnel, je vais proposer le mois prochain à l'ITG Metall qu'on différencie les négociations en fonction de l'âge des salariés. Que les jeunes qui veulent travailler beaucoup pour rembourser leurs emprunts le fassent. Grâce au nombre d'heures accumulées, ils pourront par la suite partir en formation pour se recycler ou partir en préretraite », expliquait-il à Bruxelles le 3 octobre, en marge d'une conférence organisée par la Confédération européenne des syndicats (voir *Le Monde* daté dimanche 5-11-10 octobre). Plus le temps de travail s'individualise, moins la durée légale a d'impact.

La formule des 35 heures se paraît ainsi, vue d'Europe, qu'une solution parmi bien d'autres. Il est significatif que les fiches techniques établies par le gouvernement français lors de l'établissement du diagnostic et envoyées aux partenaires sociaux pour préparer la conférence du 10 octobre n'expliquent pas une seule fois la corrélation, très problématique entre réduction du temps de travail, emploi et taux de chômage.

Lucas Delattre et Frédéric Lemaître

Les gens par Kerleroux



Un sommet inutile

Suite de la première page

Déjà en 1989, après la chute du mur de Berlin et l'implosion du bloc communiste, le Conseil de l'Europe s'était lancé tête baissée dans la course à l'élargissement. En l'espace de moins de huit ans, il a accueilli dix-sept nouveaux États membres, sans augmenter ses moyens financiers, ni même songer à des réformes structurelles. Par une formule diplomatique usée jusqu'à la corde les chefs d'Etat et de gouvernement vont inviter leurs ministres à « entreprendre les réformes structurelles nécessaires pour adapter l'organisation à ses nouvelles missions et à sa composition élargie et pour améliorer son processus de décision ».

Aujourd'hui, la fuite en avant se place sur le terrain de la diversification des activités. « Le Conseil de l'Europe a vocation à s'occuper de tout, sauf de défense », affirme sans sourcilier un diplomate français. Alors la « Grande Europe » - ainsi est pompeusement appelée l'insti-

tution par ses responsables - veut parler de tout (et de rien), dans sa recherche constante de paratexte, de faire concurrence à l'UE. Les autorités de Strasbourg ont même songé à inscrire à l'ordre du jour la défense de la vie privée contre les excès de la presse. Mais le temps a manqué entre le décès accidentel de Diana Spencer et la tenue du sommet.

Pourtant, il serait tellement plus simple, plus crédible, pour exister de faire ce pour quoi on est fait : la protection des droits de l'homme et le respect des principes démocratiques. C'est au plus fort de la crise tchèque que le Conseil de l'Europe a accueilli la Russie. A l'époque l'adhésion est intervenue le 6 février 1996) beaucoup de hauts responsables dénonçaient en privé cette aberration. Mais la volonté de jouer dans la cour des grands, dans la sphère géopolitique, l'a emporté sur le bon sens. Seul Peter Leuprecht, alors secrétaire général adjoint de l'organisation, a dénoncé publiquement l'opération. Dommage qu'il l'ait fait un an après l'entrée de Moscou, au moment de faire valoir ses droits à la retraite.

Certes, la Cour européenne des droits de l'homme parvient à contri-

ger, ici et là, les errements de Strasbourg même si de longues années de procédure sont encore nécessaires pour qu'un citoyen européen puisse obtenir réparation de son gouvernement. Mais il a fallu attendre l'avis de la Commission de Bruxelles sur l'élargissement à l'Europe centrale et orientale pour qu'une institution européenne relève les manquements au respect des libertés fondamentales en Roumanie et en Slovaquie, toutes deux membres de l'organisation.

SCHIZOPHÉNIE

L'écart entre l'affirmation des principes et la réalité s'apparente à la schizophrénie dans le cas turc. Il ne se passe pas un mois sans que les juges de Strasbourg condamnent Ankara pour atteintes aux droits de l'homme. A la fin septembre, il ont sanctionné l'Etat turc après que des gendarmes eurent torturé trois personnes d'origine kurde et violé une jeune fille de dix-sept ans. Pour autant, rien n'empêchera Mesut Yilmaz, premier ministre turc, d'être reçu selon les honneurs dus à son rang. Que dirait-on si l'UE et ses États membres ne prenaient pas au sérieux un arrêt de la Cour de justice de Luxembourg ?

Contre l'avis de la France, qui avait finalement rallié la position de ses partenaires, le Conseil de l'Europe était allé chercher les États-Unis en lui accordant un statut d'observateur, pour faire contrepoids aux Russes qui s'approprièrent à rejoindre l'organisation. Prenant leur participation au sérieux, les Américains viennent de demander la suspension de la Croatie, considérant que le régime de Franjo Tudjman ne respecte pas les droits de l'homme en général et les dispositions des accords de Dayton en particulier (le *Monde* du 24 septembre). Les responsables européens, la présidence française en tête, ont alors crié à l'« ingérence ».

Il y a peu de chances que ce genre de dossier soit traité, ni même évoqué lors du sommet de Strasbourg, dont le caractère solennel et protocolaire l'emportera sur la réalité. Le Conseil de l'Europe a presque deux ans devant lui pour se féliciter du succès de la conférence strasbourgeoise et préparer la prochaine rencontre des chefs d'Etat et de gouvernement, qui célébrera son 50^e anniversaire le 5 mai 1999 à Budapest. Et après ?

Marcel Scotto

مركز من الامل

(Publicité)

LE MONDE / VENDREDI 10 OCTOBRE 1997 / 21



facile

digital

Pour naviguer sur les voies parfois tortueuses d'Internet, c'est simple. Il faut juste des serveurs ultra rapides. Des experts. Des solutions innovantes et AltaVista. Pour réussir dans un monde en réseau : www.digital.fr

ENTREPRISES

LE MONDE / VENDREDI 10 OCTOBRE 1997

FINANCES Le discours prononcé, mercredi 8 octobre, par Alan Greenspan, le président de la Réserve fédérale américaine (Fed), devant la commission du budget de la

Chambre des représentants, a pris les marchés financiers à contre-pied. ● À L'IMAGE DES PROPOS DÉJÀ TENUS EN DÉCEMBRE 1996 par M. Greenspan sur « l'exubérance ir-

rationnelle » des marchés boursiers, le président de la Fed a mis en garde les opérateurs contre un excès d'optimisme. ● M. GREENSPAN ne croit pas à la théorie à la mode

de l'autre côté de l'Atlantique, selon laquelle les États-Unis seraient entrés dans une nouvelle ère économique marquée par une croissance ininterrompue et la mort de l'infla-

tion. ● LE DIAGNOSTIC établi par M. Greenspan prépare le terrain à une prochaine hausse des taux directeurs de la Fed, selon les analystes.

M. Greenspan tente de refroidir l'enthousiasme des boursiers américains

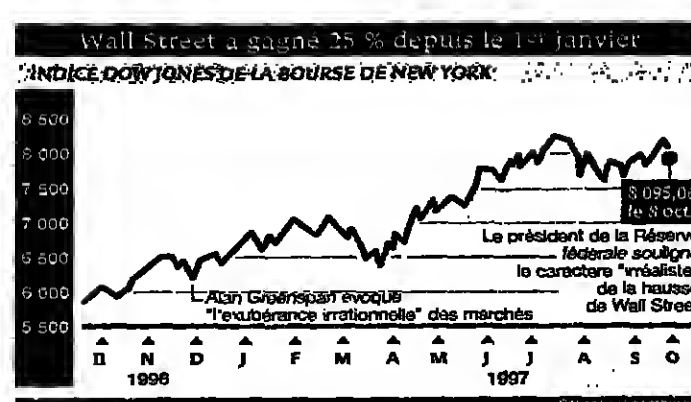
À la suite du discours prononcé par le patron de la banque centrale, mercredi 8 octobre, devant la commission du budget de la Chambre des représentants, Wall Street a perdu plus de 1 %, le dollar est descendu à 5,87 francs et le marché obligataire a cédé du terrain

LA MISE en garde lancée, mercredi 8 octobre, par le président de la Réserve fédérale des États-Unis (Fed), Alan Greenspan, contre l'excès d'optimisme des investisseurs a été mal accueillie à Wall Street, sans toutefois provoquer de mouvements de panique. L'indice Dow Jones de la Bourse de New York a terminé la séance en baisse de 1,02 %. Le marché obligataire a été plus durement touché : le rendement de l'emprunt d'État à trente ans est remonté - les taux progressent quand le cours des titres se replie - de 6,24 % à 6,37 %. Le dollar, enfin, pénalisé par la chute des actifs financiers américains, a rétrogradé, revenant à 1,7465 mark et 5,87 francs.

Le discours prononcé par M. Greenspan devant la commission budgétaire de la Chambre des repré-

sentants a pris les opérateurs à contre-pied et fait retentir l'euphorie dans laquelle évoluaient les marchés américains depuis plusieurs semaines. Le président de la Fed s'en est pris à l'idée très répandue dans les milieux financiers internationaux selon laquelle l'économie américaine est entrée dans une nouvelle ère, caractérisée par une croissance soutenue, infinie et par la mort de l'inflation et qui aurait pour conséquence, sur le plan financier, de faire accéder les opérateurs au paradis boursier.

« Si les besoins de main-d'œuvre continuent à dépasser l'accroissement de la force de travail disponible, la question n'est sûrement pas de savoir si, mais quand, la hausse des coûts salariaux va s'accroître plus rapidement », a affirmé M. Greenspan. « Les performances du marché du tra-



vail cette année suggèrent que l'économie a un rythme insoutenable », a-t-il ajouté. Le produit intérieur brut (PIB) américain devrait progresser

en 1997 de 3,7 %, soit sa sixième année de hausse. Le taux de chômage, de son côté, est retombé à 4,9 %. La théorie économique et les leçons du

passé voudraient que ce dynamisme de l'économie et du marché du travail se traduise par l'apparition de tensions inflationnistes. Il n'en est rien. La progression, sur un an, de l'indice des prix à la consommation reste limitée à 2,2 %.

Ce miracle économique explique l'ascension de Wall Street (+ 25,5 % depuis le début de l'année, après + 23 % en 1996 et + 33,5 % en 1995). Mais, avertit M. Greenspan, il serait « irréaliste » de s'attendre à ce que les gains boursiers enregistrés se poursuivent au rythme de ces deux dernières années. « Les marchés financiers semblent avoir répercuté sur les prix des actions des perspectives optimistes », ajoute le président de la Fed.

La question est de savoir si la mise en garde lancée par M. Greenspan

aura un impact plus durable sur les marchés que sa fameuse dénonciation, au mois de décembre 1996, de « l'exubérance irrationnelle » des marchés boursiers (depuis, l'indice Dow Jones a gagné près de 30 %). Elle risque du moins de provoquer de vives réactions au sein de la classe politique américaine. Plusieurs membres du Congrès ont déjà, dans le passé, reproché au président de la Fed de sortir de son domaine de compétence lorsqu'il évoque le niveau des cours boursiers. La Maison Blanche elle-même apprécie peu que M. Greenspan s'empare à faire rétrograder Wall Street alors que la hausse de la Bourse, par l'effet de richesse qu'elle entraîne, contribue au sentiment de bien-être économique des Américains et donc à la popularité de Bill Clinton. A ces critiques, la Fed peut répondre que l'apparition d'une bulle financière, avec les risques de krach qui en découlent, constitue une source potentielle de grave déséquilibre monétaire et économique.

Le diagnostic économique et financier établi mercredi par M. Greenspan prépare, selon les analystes, le terrain à une prochaine hausse des taux directeurs de la Fed. Une telle décision, conjuguée à un geste semblable de la Bundesbank, constituerait une mauvaise nouvelle pour le gouvernement de Lionel Jospin qui, jusqu'à présent, bénéficie d'un environnement monétaire idéal.

Pierre-Antoine Delhommeau

Le président de la Réserve fédérale ne croit pas à la fin de l'inflation

VOICI des extraits du discours prononcé, mercredi 8 octobre, par Alan Greenspan, le président de la Réserve fédérale américaine, devant la commission du budget de la Chambre des représentants :

« (...) Il n'y a aucun doute sur le fait que les performances de l'économie américaine au cours des dernières années ont été bien meilleures que l'histoire aurait permis de l'espérer. Le marché du travail s'est renforcé considérablement sans qu'apparaissent, comme dans le passé, des tensions inflationnistes. Encouragés par ces résultats, les marchés financiers affichent des cours qui reflètent cet optimisme, dans un contexte marqué par une réduction significative des risques et une évolution de l'inflation d'une incroyable bienveillance. Par exemple, dans les marchés d'actions, la révision en hausse et en permanence des perspectives de bénéfices à long terme des entreprises a porté les rapports cours/bénéfices à des niveaux peu fréquemment observés à cette étape du cycle économique. (...)

« (...) Sous les apparences de cette brusque augmentation des perspectives de rentabilité (...) se cache l'arrivée à maturité, au cours des der-

nières années, de technologies majeures. L'association du laser et des fibres optiques a entraîné une augmentation importante des investissements dans les télécommunications. La réduction extraordinaire du coût du traitement des données et des informations par le biais des ordinateurs a été également un facteur majeur dans l'accroissement des investissements. La combinaison des progrès technologiques en matière de télécommunications et d'informatique a conduit à multiplier les investissements pour développer l'internet et l'utiliser afin d'améliorer l'efficacité des achats, de la production et du marketing. Ce changement spectaculaire en matière de technologie (...) a manifestement réduit le temps nécessaire pour développer de nouvelles productions afin de satisfaire la demande et a permis de réduire les goulets d'étranglement et les pénuries de matières premières, phénomènes qui, dans le passé, ont souvent provoqué de l'inflation. (...)

« Cette possibilité de réponse plus rapide aux besoins d'équipements et la baisse spectaculaire du coût du transport ont conduit certains à en tirer la conclusion que nous étions face à un nouveau modèle économique dans lequel les tensions sur les prix n'apparaissent presque jamais parce que des capacités de production à faible coût, sur place et hors des frontières, peuvent être mobilisées suffisamment rapidement quand la demande augmente. (...)

« Avant d'aller plus loin dans cette direction, nous devons rappeler qu'il y a à peine trois ans, nous étions confrontés à des goulets d'étranglement dans l'industrie (...) Il semble pertinent aussi de souligner que les changements technologiques et dans la gestion ont eu seulement un impact limité sur la possibilité du marché du travail de répondre aux changements de la demande. Si les entreprises ont gagné

en flexibilité en utilisant plus de travailleurs temporaires et de sous-traitants (...) elles n'ont pas étendu les capacités du marché du travail. (...) Les performances du marché du travail cette année suggèrent que l'économie a eu un rythme insoutenable. (...) La remontée du dollar, qui a aidé à contenir la hausse des prix, est certainement une des explications à la résistance des entreprises à augmenter les salaires (...). Mais si les besoins de main-d'œuvre continuent à dépasser l'accroissement de la force de travail disponible, la

question n'est sûrement pas de savoir si, mais quand, la hausse des coûts salariaux va s'accroître. (...) Etant donné les contraintes démographiques, on ne pourra pas continuer à puiser au rythme de ces dernières années dans le réservoir de population en âge de travailler pour répondre aux créations d'emplois. Les entreprises seront donc forcées d'offrir des salaires plus élevés pour débaucher les salariés qualifiés, ce qui se traduira par une hausse des coûts salariaux et des tensions sur les prix, nuissant à la croissance. »

Pierre-Antoine Delhommeau

Les Banques populaires acquièrent 30 % de Natexis pour 1,5 milliard de francs

LE GROUPE bancaire Natexis, issu de la fusion en janvier 1996 de la Banque française du commerce extérieur (BFCE) et du Crédit national, aurait-il trouvé l'acquéreur de référence idéal ? De leur côté, les Banques populaires, après un premier galop d'essai raté sur le Crédit du Nord également début 1996, vont-elles enfin réussir à réaliser une opération de croissance externe tant attendue ? Il semble que ce soit le cas.

La rapidité avec laquelle l'affaire s'est conclue en est la preuve. Selon ses dires, le président des Banques populaires, Jacques Delmas-Marsaillet, a décidé de se lancer dans l'opération mercredi 1^{er} octobre. Le lendemain, l'offre a été formulée avec la banque conseil Goldman Sachs. Vendredi, elle a été présentée aux membres du pacte d'actionnaires : AGF (7 %), AXA (5,5 %), Caisse des dépôts (4,9 %), Crédit foncier de France (2,25 %) et l'allemand IKB (5,35 %). Tous ont découvert le dossier à la veille du week-end. Ils ont été faciles à convaincre. Sans exception. Les actionnaires français n'attendaient que ce moment pour se désengager de l'entreprise. Ils le font dans de bonnes conditions puisque leurs titres leur seront rachetés à 440 francs l'action, soit pour les AGF une plus-value totale d'environ 90 millions de francs. Seul IKB, qui a entamé des relations commerciales avec Natexis, conservera la moitié de sa participation, soit 2,6 % du capital. Son président, Alexander von Tippelskirch, a été informé dimanche par Emmanuel Rodocanachi, président de Natexis. Pas plus que les autres administrateurs, l'Allemand

n'était au courant des derniers événements et il était en vacances à Palma de Majorque.

Dès lundi 6, un conseil d'administration des Banques populaires réuni en début d'après-midi a approuvé le projet. Mercredi matin, le comité des établissements de crédit donnait son feu vert. L'annonce pouvait être officialisée.

DEUX ÉTAPES

L'opération sera réalisée en deux étapes. Dans un premier temps, les Banques populaires acquerront 23,35 % du capital de Natexis en numéraire pour un total de 1,5 milliard de francs. Dans les douze mois à venir, le groupe mutualiste s'est engagé à augmenter sa participation à hauteur de 30 % par une augmentation de capital de Natexis. Cette opération interviendra probablement assez rapidement, les fonds propres de Natexis ayant besoin d'être renforcés. Natexis souffre encore du poids du passé. A l'issue d'une mission d'inspection, la Commission bancaire lui a demandé d'ajuster ses provisions de 646 millions de francs, un montant auquel s'ajoutent 250 millions de francs de provisions courantes et 110 millions de dotations liées au dossier BTR. « Tout ce qu'on a demandé n'est fait », confie-t-on à la Banque de France, qui salue cette « belle opération ». Avec un total de bilan fin 1996 de 605 milliards de francs et des fonds propres de 35 milliards, les Banques populaires sont solides.

Les deux établissements nouent une alliance idéale sur le plan industriel. Devenir actionnaire de référence de Natexis permet aux Banques

populaires de se renforcer sur le marché des moyennes et grandes entreprises ainsi qu'à l'international. Les six administrateurs dont elles disposent désormais au conseil de Natexis et le comité stratégique qui sera créé avec la direction du groupe de la rue Saint-Dominique leur donnent la garantie d'un véritable pouvoir sur les orientations de Natexis. L'objectif est de développer avec leur nouveau partenaire une « sous-traitance croisée » pour optimiser leurs points forts respectifs.

Pour Natexis, qui cherche depuis des mois un actionnaire de référence, l'arrivée des Banques populaires est un soulagement. La crainte de voir la BNP s'intéresser de trop près à eux a donné des ailes aux dirigeants pour chercher des candidats. L'intérêt qu'avait manifesté auprès des pouvoirs publics la WestLB, troisième établissement bancaire allemand (Le Monde du 22 juillet 1997), soutenu par AXA, a donné un coup d'accélérateur à ce qui n'était alors que des discussions. Sur le plan industriel, l'alliance avec les Banques populaires apportera à Natexis, notamment via un réseau de 1 800 agences, une capacité de placement indiscutable.

Même si les Banques populaires se maintiennent prudemment en deçà des 33 % qui les obligeraient à lancer une offre publique d'achat, leur prise de participation relève de la restructuration du secteur bancaire en France. Un mouvement dans lequel le secteur mutualiste montre à nouveau son ambition.

Babette Stern

Le redressement du Crédit lyonnais rend Bruxelles exigeant

BRUXELLES (Union européenne)

de notre correspondant. L'ultime phase de négociations entre la Commission de Bruxelles et le Crédit lyonnais risque de ne pas s'apparenter à une partie de plaisir. Karel Van Miert, le commissaire européen chargé de la politique de concurrence, s'en est pris, mercredi 8 octobre, à l'annexion dont faisait preuve la banque française par rapport aux promesses antérieures. « Les engagements précédents n'ont pas été tenus et la Commission n'oublie pas le passé. Ce sont ensemble des aides reçues qu'il faut maintenant prendre en compte », a-t-il fait valoir. M. Van Miert a critiqué la manière dont le Crédit lyonnais avait établi son bilan, en anticipant une décision positive de la Commission, et sans tenir compte des conditions posées. « C'est facile, dans ces conditions, de présenter des comptes

flatteurs », s'est-il exclamé. Bruxelles dispose maintenant de l'audit demandé à Lehman Brothers après que Paris lui ait transmis, fin juillet, le dernier plan de restructuration de la banque française. Le consultant évalue à 110 milliards de francs le total des aides apportées par l'État au Crédit lyonnais. Soit 65 milliards de plus que le montant autorisé par Bruxelles dans sa décision de juillet 1995.

Le problème, il est de taille, consiste à déterminer les compensations qu'il est possible d'imposer au Crédit lyonnais, au-delà de ce qui avait été exigé en 1995, sans remettre en danger sa viabilité retrouvée. La DG 4 (la direction générale de la concurrence) suit trois axes de réflexion. Les filiales étrangères d'abord. Dans sa première décision, la Commission demandait que la présence exté-

rieure du Lyonnais soit réduite de 35 %, celle en Europe devant diminuer de moitié. La banque, qui a trois ans pour le faire, ne s'est pas encore pleinement acquittée de cet engagement, mais il faudra aller bien au-delà.

Une revente de la filiale allemande, la BfG (Bank für Gemeinwirtschaft) arrangerait tout le monde, mais le Crédit lyonnais, lorsqu'il en a pris le contrôle, s'est engagé, s'il s'en séparait, à rembourser les actionnaires minoritaires à un prix sensiblement plus élevé que le cours actuel du marché. La perte qui pourrait atteindre 5 milliards de francs, impliquerait une nouvelle aide d'État. La cession de la filiale belge est, elle, considérée comme quasi inévitable.

Deuxième point d'application, l'activité en France même. Le rapport de Lehman Brothers invite la Commission à la prudence pour la

santé de l'entreprise. Mais il est indispensable, si l'on veut respecter la loi communautaire, de « laisser davantage de champ libre à la concurrence ». Comment ? On rappelle qu'il avait été question, à un moment de la négociation, que le Lyonnais se désintéressât par exemple du financement des PME.

Dernière pomme de discorde potentielle, les perspectives de privatisation du Crédit lyonnais. Comme dans le cas du GAN, c'est l'une des exigences de la Commission. Compte tenu des innombrables péripéties survenues depuis le début du feuilleton, M. Van Miert pense que la rupture des liens entre la banque et l'État est l'unique manière d'offrir des garanties aux concurrents. Mais tout dépend, là, de la réaction du gouvernement français.

Philippe Lemaître

GFC

NOUVELLE ÉTAPE DE CROISSANCE

ACQUISITION DE FONCINA

L'acquisition en début d'année de 94,57% du capital de la Société FONCINA, financée en majeure partie par capitaux empruntés, a constitué une étape importante dans le développement de la Société.

L'intégration au Groupe des équipes de gestion de FONCINA s'est effectuée dans de bonnes conditions et les premiers résultats financiers constatés sont supérieurs aux prévisions.

COMPTES CONSOLIDÉS DU PREMIER SEMESTRE 1997

Les comptes consolidés du premier semestre 1997, établis en prévisionnant l'incidence de la nouvelle fiscalité, soulignent la croissance du Groupe et confirment les effets positifs de l'investissement Foncina constatés par la progression sensible du résultat courant après prise en compte des charges financières correspondantes.

	1997	1996	Progression
LOYERS	229 MF	186 MF	+ 23,0%
RÉSULTAT D'EXPLOITATION	132 MF	111 MF	+ 19,0%
RÉSULTAT COURANT	118 MF	106 MF	+ 11,3%
RÉSULTAT EXCEPTIONNEL	42 MF	22 MF	+ 90,9%
BÉNÉFICE NET AVEC NOUVELLE FISCALITÉ	90,5 MF	86,1 MF	+ 5,1%
BÉNÉFICE NET A FISCALITÉ CONSTATÉE	105,9 MF	86,1 MF	+ 23,04%

Il convient de souligner que la forte progression du résultat exceptionnel, passant de 22 à 42 MF, est due à un accroissement important des créations d'appartements, en début d'année, qui devaient se réaliser fortement au cours du second semestre.

EXPLOITATION LOCATIVE

L'exploitation locative reste satisfaisante puisque, sur l'ensemble du patrimoine GFC-FONCINA, le taux d'occupation des immeubles est en progression, passant de 97,2% à fin mars 1997 à 97,7% à fin d'août 1997, dans le secteur d'habitation et de 92,1% à 92,7% dans celui des surfaces commerciales.

RESSOURCES NOUVELLES

Le GFC vient de procéder à l'émission d'un emprunt convertible en actions de 876 MF, au taux fixe de 3,25%. La société dispose ainsi des moyens financiers lui permettant de saisir les opportunités qu'offre actuellement le marché immobilier avec la perspective de renforcer ses fonds propres à terme.

Communication financière : Tour Franklin
92042 PARIS LA DEFENSE CEDEX - tél. : 01 49 01 13 64

Promodès saisit les a...
contre l'offre de R...

Promodès saisit les autorités boursières contre l'offre de Rallye sur Casino

Un membre de la famille Guichard se prononce en faveur du groupe normand

Face à la mobilisation des salariés de Casino et de la région de Saint-Étienne contre son offre publique d'achat, le groupe Promodès a repris

l'offensive sur le terrain juridique. Ses avocats dénoncent le risque de voir son concurrent Rallye, la société de Jean-Charles Naouri, prendre le

contrôle de Casino par le seul jeu de la conversion de bons de souscription d'actions. Ce qui rendrait vaine la bataille boursière.

PROMODÈS reprend l'offensive. Le groupe normand apparaissait déstabilisé ces derniers jours en raison de la pression médiatique entretenue par la partie adverse contre son offre publique d'achat hostile du groupe Casino. Le camp de Jean-Charles Naouri, le patron de Rallye qui a lancé une contre-OPA, a réussi jusqu'ici un sans-faute dans la mobilisation des « troupes » de Casino : dirigeants et syndicats du groupe, ainsi que la plupart des élus locaux de Saint-Étienne se sont retrouvés au coude-à-coude pour rejeter l'offre de Promodès. Quant à la famille Guichard, qui avait d'abord pris parti pour l'offre de Rallye, elle se retranche dans une attitude de neutralité plutôt bienveillante pour M. Naouri depuis sa dernière réunion du 4 octobre. Rallye, les Guichard et les salariés contrôlant à eux trois 53,69 % des droits de vote, la cause semblait entendue.

Promodès a donc entrepris de remonter patiemment la pente, mettant à profit le temps qui lui reste d'ici au bouclage des deux OPA, le 7

novembre, pour tenter de convaincre les actionnaires que son offre est la meilleure. Depuis le week-end dernier, Promodès publie chaque jour, dans les journaux, des pages de publicité vantant les mérites du rapprochement de Promodès et de Casino. Mercredi 8 octobre, ses avocats ont été mobilisés pour expliquer en quel l'offre de Rallye est juridiquement critiquable.

FLOU

Promodès a saisi les autorités boursières - la Commission des opérations de bourse (COB) et le Conseil des marchés financiers (CMF) - sur le flou délibérément entretenu par Jean-Charles Naouri quant à ses intentions. Rallye, que M. Naouri contrôle à plus de 75 % via sa holding Euris, détient des bons de souscription d'actions (BSA) Casino qu'il peut convertir à tout moment en 11,3 millions d'actions ordinaires à droit de vote simple. S'il faisait jouer cette clause, il pourrait disposer d'un seul coup,

selon les cas de figure, de la majorité des droits de vote, ou en tout cas d'un poids tel qu'il empêcherait toute prise de contrôle extérieure.

Promodès a déjà prévenu qu'il considérerait une telle option comme contraire à la réglementation boursière, qui précise que le contrôle d'une entreprise faisant l'objet d'une offre publique d'achat ne peut s'obtenir que « par le libre jeu des offres et de leurs surenchères ». Le groupe normand a sommé la COB et le CMF de prendre leurs responsabilités, « faute de quoi nous serions obligés de communiquer sur l'incertitude des autorités boursières », menace-t-on dans l'entourage de Paul-Louis Halley, le PDG de Promodès.

Le jeudi 9 octobre, dans un entretien à La Tribune, le chef de file des dissidents de la famille Guichard, Xavier Kemlin, est à son tour monté au créneau pour prôner « un virage négocié avec le groupe Promodès ». Cet arrière-petit-fils du fondateur de Casino, fait partie de la jeune génération des Guichard, et a travaillé lui-même chez Casino, avant de s'en faire évincer par son oncle, An-

toine. Il « affirme représenter 5 % des droits de vote [de la famille], auxquels il faut ajouter 4 % détenus par deux familles associées qui ont pris contact avec moi ». Il pourrait donc, à l'en croire, faire basculer 1,4 % des droits de vote de Casino dans le camp de Promodès.

Par ses déclarations, M. Kemlin se fait l'écho d'autres membres de la famille, qui pensent que c'est finalement le statu quo qui préserverait le mieux leurs intérêts. Ainsi, quand il dit « nous sommes nombreux à considérer qu'il est préférable de conserver nos actions de manière à rester arbitres », ou « la famille doit rester unie et ne pas apporter ses titres », M. Kemlin résume un sentiment majoritaire. Reste à savoir à qui doit profiter ce statu quo. A M. Naouri, qui, on l'a vu, peut espérer récupérer le contrôle majoritaire par le seul jeu de ses options ? Ou à Promodès, comme le préconise M. Kemlin ? Plus que jamais, le choix des Guichard, attendu pour le 18 octobre, sera décisif.

Pascal Gahier

La Région wallonne veut reprendre FN Herstal pour le franc symbolique

LE CONSEIL d'administration du groupe public français d'armement GIAT Industries a donné son accord, mercredi 8 octobre, pour un cession de sa filiale belge FN Herstal à la Région wallonne avant la mi-octobre, après le rejet de l'offre du groupe américain Colt. Le 22 octobre, un nouveau conseil d'administration de GIAT sera appelé à se prononcer sur la poursuite ou non des activités. D'ici là, le gouvernement régional de Wallonie précisera comment il entend acquiescer - pour le franc symbolique - les 92 % de la société

FN Herstal dont GIAT Industries veut se défaire. La Région wallonne possède les 8 % d'actions restantes, avec droit de veto.

« J'attends des propositions précises », a déclaré au Monde Jacques Loppion, le PDG de GIAT, s'insurgeant contre ceux qui, en Belgique, l'accusent de préparer une deuxième « affaire Viviane ». « Cela fait dix-huit mois que nous avons annoncé au gouvernement wallon que nous étions vendeurs de notre participation dans la FN, rappelle-t-il. Comme, à l'époque, il ne désirait pas se porter acquiescent, il

nous avait chargés de rechercher un repreneur pour l'ensemble du groupe, ce qui était la « vente par appartements ». Colt, dont la complémentarité avec Herstal est évidente, s'est porté candidat. La Région wallonne n'en veut pas, c'est son affaire. Mon objectif est de faire en sorte que plus un franc du contribuable français ne vienne combler les pertes de FN Herstal. La menace d'un dépôt de bilan de l'entreprise, brandie par M. Loppion, reste donc toujours d'actualité.

La décision de la Région de repu-

ser les propositions de Colt et d'acquiescer FN Herstal à 100 %, en attendant la venue d'un opérateur industriel qui lui conviendrait mieux, a été diversement commentée dans le pays. Les Wallons serrent les rangs derrière leur gouvernement. Louis Michel, le chef de l'opposition libérale au gouvernement de coalition socialiste-social-chrétien, a déclaré : « Croire que l'ultralibéralisme peut s'appliquer à la Wallonie, c'est méconnaître la réalité. Il y a une situation sociale et humaine extrêmement dramatique et une culture de la puissance publique qu'on ne va pas supprimer d'un coup. » En Flandre, on voit dans cette affaire un retour des Wallons à leurs « mauvaises habitudes ». Eric Van Rompuy, ministre flamand de l'économie, a critiqué le gouvernement wallon, qui, selon lui, « mène une politique qui n'a plus cours nulle part ailleurs en Europe : il nationalise un secteur dont chacun sait qu'il n'a aucune chance de survivre ».

Jacques Isnard, avec Luc Rosenzweig (à Bruxelles)

La grève SNCF mobilise peu, mais perturbe beaucoup

DEMI-ÉCHEC pour les syndicats ou, au contraire, subtile maîtrise du mouvement de contestation sociale ? Le bilan de la journée du mercredi 8 octobre est mitigé. Avec 14 % de grévistes à la RATP et 30 % à la SNCF, la mobilisation a été relativement modeste, mais suffisante pour perturber le trafic. Durant toute la journée, moins d'un train sur deux a pu rouler. A la RATP, le bus et le RER ont presque pas été touchés, mais le métro n'a assuré son service qu'entre 40 % et 100 % de la normale selon les lignes.

Le mouvement d'en constitue pas moins, selon les syndicats, « un avertissement » à deux jours de la conférence nationale sur l'emploi. Ils ont estimé que cette journée d'action témoignait de ce que les questions de l'emploi, des salaires et du temps de travail restaient « au cœur des préoccupations ». Les syndicats CGT et CFDT de la SNCF ont été en mesure de mobiliser leurs bastions traditionnels. Le taux de grévistes était de 55 % pour les agents de conduite et de 42 % pour les contrôleurs, tandis qu'à la RATP 55 % des agents de conduite et 40 % des agents de vente et d'accueil avaient cessé le travail. Le syndicat

SUD-Rail ne se privait pas, pourtant, de souligner : « L'absence de clarté dans les objectifs de la grève a pesé ».

Lancée à l'initiative de la CGT, la journée d'action chez EDF-GDF sur « les salaires, l'emploi, le temps de travail et pour la demande d'un vrai débat sur la politique énergétique » a été faiblement suivie. Selon la direction, « 5 % à 10 % » des agents ont répondu au mot d'ordre de grève. Le taux était cependant très différent selon les régions. Pour l'organisation syndicale majoritaire dans les deux entreprises « si l'on ne compte que les centres où il y a eu des arrêts de travail effectifs - de quatre à huit heures selon les cas -, le taux de grévistes est de 15 % à 30 % ».

Dans l'Isère, à Grenoble, une manifestation en présence de Louis Vianet, secrétaire général de la CGT, a rassemblé quelque 1 500 personnes selon la police et 5 000 selon les organisateurs pour protester contre l'arrêt du suréquipement Superphénix décidé par le gouvernement.

D. G. et C. J.

Le réseau électrique pourrait permettre d'accéder à Internet

LE FABRICANT d'équipements téléphoniques canadien Northern Telecom et l'entreprise britannique Norweb Communications, filiale de la compagnie électrique United Utilities, ont annoncé, mercredi 8 octobre à Londres, le développement d'une nouvelle technologie permettant la transmission de données et l'accès à Internet à partir des lignes d'alimentation électrique domestiques. Ce système pourrait être utilisé pour le commerce électronique, la télétravail et le téléphone.

Les deux entreprises déclarent qu'elles peuvent transmettre plus d'un million de bits par seconde sur les câbles électriques, soit environ dix fois plus que le débit d'une ligne téléphonique classique. Seules les transmissions de données associées à la télévision par câble, on fonctionnant par fibre optique ou par satellite, offrent un débit plus important. La communication sur les lignes électriques impose l'installation d'un boîtier, au niveau du

compteur de chaque utilisateur, afin de dissocier les fils fournissant la puissance électrique de ceux qui acheminent les données ou la voix. De plus, une carte électronique doit être introduite dans l'ordinateur personnel de l'utilisateur. Sur le réseau lui-même, les deux signaux cohabitent en évitant les parasitages grâce aux différences entre les fréquences qu'ils utilisent.

Le système a pour l'instant été expérimenté avec succès dans une douzaine de maisons en Angleterre pendant un an, ce qui reste insuffisant. Seul un test à grande échelle permettra de déterminer les conditions dans lesquelles il pourrait déboucher sur une offre commerciale. Norweb prévoit d'étendre ses essais à 2 000 maisons à la mi-98 avant de prendre une telle décision.

Des questions subsistent en effet sur le déploiement d'un système de ce type. L'installation de commutateurs de type téléphonique, permettant de mettre en communication deux abonnés, in-

duira des adaptations du réseau électrique dont on ignore encore l'ampleur. Pour l'instant, EDF n'utilise qu'avec parcimonie les courants porteurs pour envoyer chez l'abonné les signaux de changement tarifaire.

En cas de succès, le système anglo-canadien transformerait les compagnies électriques en acteurs majeurs sur le marché des télécommunications, au moment où l'Europe ouvre son marché à la concurrence. Ce débarras inattendu pourrait perturber les prévisions des autres exploitants.

L'intérêt le plus considérable de cette nouvelle technologie, si la viabilité de son exploitation à grande échelle se confirme, réside dans le fait qu'elle utilise le réseau le plus répandu du monde. Si le taux d'équipement en téléphone des habitants de la planète reste faible, les lignes électriques desservent une population nettement plus importante, en particulier dans le tiers monde.

Michel Alberganti

Christian Pierret confirme l'abandon du plan textile

LE SECRÉTAIRE D'ÉTAT À L'INDUSTRIE, Christian Pierret, a confirmé, mercredi 8 octobre, à l'Assemblée nationale qu'il n'était « pas possible de renouveler le plan textile qui avait été mis en place au mois de juillet 1996 car il constitue une aide sectorielle prohibée par les règles de Bruxelles et par le Traité de Rome ». M. Pierret a indiqué qu'il convenait à présent « de faire en sorte que le secteur du textile-habillement soit parmi les premiers à bénéficier de la réorganisation et de la baisse du temps de travail » et a précisé que le gouvernement essaierait de « faire force avec courage au remboursement éventuel des aides qui sera demandé aux entreprises ». Le plan textile de baisse des charges patronales concerne 350 000 salariés. Selon les professionnels, il aurait permis de stabiliser l'emploi dans un secteur qui en perdait environ 30 000 par an.

DÉPÊCHES

■ SIEMENS : le groupe électro-technique allemand va se désengager des activités dentaires, de l'électronique de défense et de l'éclairage, a annoncé le PDG du groupe, Heinrich von Pierer dans un entretien à la *Sueddeutsche Zeitung* du 9 octobre. A la suite de ces désengagements, les effectifs du groupe « vont diminuer d'environ 10 000 personnes », selon M. Von Pierer, et la présence du groupe en Allemagne va diminuer de 30 à 40 %.

■ ALCATEL : le groupe français a annoncé mercredi 8 octobre que Toshiba investira dans son projet Skybridge (réseau de satellites pour la transmission de données). Mitsubishi ferait de même selon le *Nihon Keizai Shimbun* du 9 octobre.

■ MCI : le conseil d'administration de l'opérateur américain s'est adjoint les services de Lehman Brothers et doit se réunir vendredi 10 octobre pour statuer sur l'offre de rachat de WorldCom.

■ OLIVETTI : le groupe italien a précisé mercredi 8 octobre que son accord avec Mannesmann sera effectif le 15 décembre. Le groupe allemand prendra 49,9 % d'une société regroupant les intérêts d'Olivetti dans le téléphone et participera à une augmentation du capital d'Olivetti.

■ STERIA : la société de services informatiques a indiqué mardi 7 octobre qu'il est probable que la tentative de rachat de la Compagnie des Signaux sera refusée par le conseil de surveillance de Soderi, holding de tête de Steria, qui « statuera courant octobre ».

■ TRAVELERS : le groupe de services financiers américain qui vient de racheter Salomon Brothers, serait intéressé à racheter les activités de courtage en actions et de conseil en fusion et acquisitions de BZW, filiale de la banque britannique Barclays. Selon le *Financial Times* du jeudi 9 octobre, Paribas, ING, via sa filiale britannique ING Barings, Commerzbank et le Crédit suisse via sa banque d'affaires Crédit suisse First Boston, sont également sur les rangs.

■ PARCS DE LOISIRS : le Parc Astérix fera son entrée sur le Second marché de la Bourse de Paris le 24 octobre, à un prix compris entre 145 et 165 francs. Après son introduction en Bourse, 63,2 % du capital du parc seront détenus par le public. Pour la saison 1997, le parc aura accueilli entre avril et octobre 1,9 million de visiteurs contre 1,7 million lors de la saison précédente.

■ DÉFENSE : les fédérations CFTI, CGT, FO, CFDT et CFE-CGC de l'industrie de défense ont appelé mercredi 8 octobre les salariés du secteur à une journée d'action le 23 octobre pour protester contre « l'adaptation des budgets de la Défense », qui pourrait se traduire selon eux par « 20 000 disparitions d'emplois directs ».

■ ÉLECTRICITÉ DU PORTUGAL : le gouvernement portugais a décidé de vendre 4,5 % du capital de l'Electricidade de Portugal (EDP), soit 27 millions d'actions, après avoir déjà vendu en juin dernier 30 % du capital du groupe, a indiqué le 7 octobre le secrétaire d'État à l'Industrie, José Penedos.

■ POSTE ALLEMANDE : plus de 40 000 postiers venus de toute l'Allemagne ont manifesté mercredi 8 octobre à Bonn pour protester contre un projet de loi entamant le monopole de l'acheminement du courrier de Post AG. Le Bundestag devait se prononcer jeudi sur ce projet qui limite à partir du début 1998 le monopole de Post AG dans l'acheminement du courrier aux lettres pesant moins de 100 grammes, puis prévoit de le supprimer totalement après cinq ans.

■ BOEING : le constructeur aéronautique américain devait recevoir de la Chine, jeudi 9 octobre, une commande de 30 appareils, pour un montant de 2 milliards de dollars (12 milliards de francs). Le contrat serait la première grosse commande chinoise depuis la percée de son rival européen Airbus (60 avions vendus contre 12 pour le groupe américain depuis deux ans).

■ MERIAL : en grève depuis le 26 septembre, le personnel du site toulousain du laboratoire de produits vétérinaires a repris le travail jeudi 9 octobre. Des négociations vont s'ouvrir pour le reclassement des 65 chercheurs dont les postes sont supprimés, suite à la décision de transférer les activités de recherche aux États-Unis.

KPMG Peat Marwick

Forte progression en 1996/1997

Pour l'exercice 1996/1997, la production de KPMG Peat Marwick s'établit à 307,8 millions de francs, en hausse de 30 % par rapport à l'exercice précédent. Répartition de la production par secteurs : Services 35 %, Services financiers 34 %, Industrie 31 %.

Le résultat d'exploitation s'élevait à 21,2 millions de francs, en hausse de 45 % par rapport à l'exercice précédent, et le résultat net après impôt sur les sociétés et participation des salariés à 14,1 millions de francs, en augmentation de 88 % par rapport à l'année dernière.

Chiffres clés :	en millions de francs	30.06.97	30.06.96	Variation
Production Totale		307 820	237 580	30 %
Résultat d'exploitation		21 205	14 622	45 %
Résultat financier		2 679	467	NS
Résultat exceptionnel		1 588	2048	NS
Résultat net après impôt et part.		14 112	7 509	88 %
Capitaux propres		22 118	11 009	101 %
Emprunts et dettes financières		547	3 288	(83 %)

« Si les marchés permettent cette croissance, le principal mérite revient à nos ressources, organisées par secteur, qui respectent l'identité de nos clients, démontrent leur professionnalisme et leur esprit d'entreprise et communiquent le goût des résultats et le plaisir de travailler ensemble. Notre priorité est donc de continuer à investir dans nos ressources : recrutement, formation, assurance qualité, capitalisation de l'expérience, motivation de nos personnels, systèmes de reconnaissance. Enfin, notre taille - nous serons plus de 300 professionnels en 1998 - nous permettra de mettre nos ressources à disposition d'un nombre croissant d'entreprises qui, conscientes des opportunités qui s'offrent à elles, nous font confiance pour les accompagner, susciter le mouvement et obtenir les résultats qu'elles attendent. »

Patrick Laroche

Notre métier : faire aboutir les projets de nos clients

KPMG Peat Marwick
7, rue de Valenciennes
92099 Paris Cedex 16
Tél. : 01 47 36 20 22

Georges Montaron avait fait de « Témoignage chrétien » une grande voix de la presse

Décédé à Paris, mercredi 8 octobre, il avait été le directeur, pendant près de quatre décennies, d'un journal qui milita pour l'union de la gauche et la démocratie dans l'Eglise. A la tête du Syndicat de la presse hebdomadaire, il s'était surtout montré attaché au pluralisme

RARES ont été, dans l'histoire de la presse d'opinion depuis la guerre, les hommes qui, autant et si longtemps que Georges Montaron, au risque de l'immobilisme, se sont identifiés à sa publication. *Témoignage chrétien*, dont il fut le directeur de 1948 à 1996, est une aventure exceptionnelle dans l'histoire de la gauche et du catholicisme français. Doté d'un vrai flair d'homme de presse, opiniâtre mais impétueux et autoritaire, Georges Montaron a formé des générations de journalistes. Georges Suffert, Jean Boissosoat, Jacques Duquesne, Hervé Bourges, Pierre-Luc Séguilloo, pour ne citer qu'eux, ont fait avec lui leurs premières armes.

Cette trajectoire l'a conduit à de nombreuses responsabilités professionnelles, puisqu'il fut, de 1977 à 1995, président du Syndicat de la presse hebdomadaire parisienne,

vice-président de la Fédération nationale de la presse française, administrateur de plusieurs titres et sociétés de presse. Son ultime initiative aura été de financer *Politique*, la revue de Jacques Kergoat, journal de la gauche critique. Ses dernières années à *Témoignage chrétien*, qui fut sa seule « maison », disait-il, et la multiplication des crises qui ont précédé son éviction en mai 1996 furent moins glorieuses. Elles ne devaient toutefois pas entacher un héritage qui fut animé par une foi chrétienne authentique et un courage militant de tous les instants.

S'il n'a pas participé directement à la Résistance, il est même aux *Cahiers du témoignage chrétien*, fondés dans la clandestinité par le journaliste Pierre Chaillet. Georges Montaron fut très vite associé, grâce à ses qualités de gestionnaire, à l'histoire de *Témoignage chrétien*.

C'est à ce fils d'un ouvrier imprimeur, né à Paris le 10 avril 1921, dirigeant depuis 1941 de la Jeunesse ouvrière chrétienne (JOC), que le Père Chaillet confia en effet, dès 1948, la mission de transformer son organe de résistants en une vraie publication. Il va en consolider les bases, élargir la diffusion de cette revue vendue à la crosse devant les églises. « TC » lui doit sa survie dans les conditions difficiles de l'après-guerre.

TIERS-MONDISTE

D'abord membre d'une direction collégiale, avec des personnalités comme Jean Babouline ou Jean-Pierre Dubois-Dumée, Georges Montaron s'impose, dès 1956, par son dévouement et son entregent, comme le vrai patron du journal. C'est même dès la fin des années 50 que *Témoignage chrétien* s'affirme au sein de la gauche politique et catholique. Pendant la guerre d'Algérie, il milite contre la torture et fait partie, avec *Le Monde*, *L'Express* et *France-Observateur*, des cibles favorites de la droite et de l'extrême-droite. Il est de toutes les luttes de la décolonisation, se lie à Maroc Mohamed V au Maroc, à Houari Boumedienne et à de nombreux dirigeants du tiers-monde. Il choisit la cause palestinienne, dont il devient un avocat intrépid et, parfois, aveugle.

Son autre combat politique est l'union de la gauche. Lié à François Mitterrand, « compagnon de route » du PC, il ouvre ses colonnes à Roland Leroy, René Andrieu et aux intellectuels communistes. Mais après 1981, il dénoiera les « trahisons » de la gauche mitterrandienne, aussi vivement qu'il s'était enflammé pour elle. Pacifiste, il mobilise ses lecteurs contre la guerre du Golfe et se bat contre

l'Europe de Maastricht. Dans l'Eglise aussi, *Témoignage chrétien* est le porte-parole des contestataires. Après leur condamnation par Rome en 1984, il prend fait et cause pour les prêtres-ouvriers. Avant même le concile Vatican II (1962-1965), il donne la parole aux théologiens suspects, comme les Pères Congar, de Lubac ou Chenu. Cet homme d'origine populaire, plutôt méfiant vis-à-vis des intellectuels, réussira à associer autour de lui, voire dans ses équipes, quelques-uns des forces vives du catholicisme, mais aussi du syndicalisme (Eugène Descamps, Edmond Maire), de l'Université (René Rémond, François Bédard), de la presse (Hubert Beuve-Méry, Emile Amarty), mais avec lui les fidélités sont à l'éclipse et les ruptures retentissantes.

Et s'il applaudit au combat de Jean Paul II en faveur de la liberté

en Pologne, il dénoie aussi violemment les attentats aux droits de l'homme à l'intérieur de sa propre Eglise. Georges Montaron proteste contre les condamnations de théologiens (Hans King, Eugène Driewer), rompt des lances avec les lefebvristes et l'Opus Dei, mobilise « 25 000 signatures » en 1989 pour le « dialogue » dans l'Eglise. Quelques années plus tard, l'orchestre de la mobilisation contre l'exclusion de M. Jacques Gaillot de son fief d'Evreux.

Fidèle à une image de « catho de gauche » légèrement démodée, il éditorialise, pétitionne, prophétise, organise colloque sur colloque contre l'« autoritarisme » de l'Eglise. Mgr Gaillot sera, le jour de sa mort, l'un de ses derniers visiteurs. Mais cet homme de fidélité vit dans la nostalgie des combats des années 60, sous-estime les évolutions au sein d'une gauche moins

idéologique, d'un catholicisme moins militant, plus identitaire.

Le journal ne se renouvelle pas. Le public s'éloigne ou vieillit. Ses abonnés ne sont plus que vingt-cinq mille au début des années 90. Georges Montaron ne prépare pas sa succession. La crise couve et ses meilleures « plumes » s'en vont. Plusieurs associés décident alors de transformer les statuts de la société, désignent un président du directoire (Bernard Gnisty), un président du conseil de surveillance (Pierre-Luc Séguilloo). Jusqu'à la fin, Georges Montaron va tenter de mobiliser le dernier cercle de ses fidèles contre les « usurpateurs » qu'il accuse, à tort, de vouloir changer la ligne éditoriale. Mais avant sa mort déjà, *Témoignage chrétien* avait appris à vivre sans lui.

Henri Tincq

L'hommage de Lionel Jospin et de « L'Humanité »

LIONEL JOSPIN, premier ministre, a rendu hommage dans un communiqué, jeudi 9 octobre, au directeur de *Témoignage chrétien*, « témoin passionné des combats de notre histoire récente ». Il s'est « attaché à défendre une conception particulièrement exigeante de l'engagement chrétien » et « refusait, au risque de déplaire, les conformismes et les accommodements ».

Le premier ministre qualifie Georges Montaron, ancien président du Syndicat de la presse parisienne hebdomadaire, « de défenseur acharné de la liberté de la presse, qui a fait une place à la presse d'opinion, dont il était convaincu qu'elle était inséparable

de la démocratie ». De son côté, *L'Humanité* du 9 octobre salue également la mémoire de « cet homme de foi et de conviction ». « L'humanité, qui nous avait tant aidés dans la Résistance nous servit une fois de plus pour défendre les intérêts de nos journaux dans l'esprit du pluralisme qui fut toujours le nôtre ».

« Une grande voix de la presse s'est tue », écrit André Carrel, ancien vice-président du Syndicat de la presse hebdomadaire. Il s'en va le jour même où s'ouvre le procès Popon. Mon regard se tourne avec émotion vers ce journaliste qui représentait l'image d'une France combattante pour la liberté ».

Le CSA se justifie sur l'attribution à TF 1 de deux minutes supplémentaires de publicité

SIX AVIS au gouvernement, 54 auditions et 854 décisions : en présentant, mercredi 8 octobre, le rapport d'activité 1996 du Conseil supérieur de l'audiovisuel (CSA), son président Hervé Bourges en a profité pour « remettre les pendules à l'heure ». Notamment sur les sujets controversés, comme l'attribution à TF 1 par l'organisme de deux minutes de publicité supplémentaires lors du renouvellement de son autorisation de la chaîne, en juillet 1996. Une mesure sur laquelle la nouvelle ministre de la Culture et de la Communication, Catherine Trautmann, était revenue dans *Le Figaro*, le 3 octobre, en la jugeant « assez inopportune ».

Hervé Bourges a donc réexpliqué qu'il ne s'agissait pas d'« un cadeau » : « TF 1 a simplement rejoint le régime commun et peut répartir autrement le même volume horaire et le même volume quotidien, donc le même volume annuel de publicité », a-t-il expliqué. TF 1 peut désormais diffuser six minutes (et non plus quatre) de coupures publicitaires dans les téléfilms et films de première partie de soirée, sans dépasser 144 minutes de publicité par jour, ou le quota maximum de 12 minutes par « heure glissante ». Certains craignaient que la décision du CSA déstabilise le marché, en donnant à TF 1 un surplus publicitaire évalué, selon les sources, entre 300 millions et 1 milliard de francs par an. Balayant ces pronostics, Hervé Bourges a affirmé que le chiffre

publicitaire semestriel de TF 1 n'a progressé que de 58 millions par rapport à la même période de 1996. En fait, la chaîne a vu à la hausse ses prévisions et annoncé, mardi 7 octobre, 67 millions de chiffre d'affaires publicitaires semestriel de mieux que l'an dernier, soit un total 4,02 milliards de francs (+1,7 %).

D'AUTRES INDICATIONS

Les études de la Secodip fournissent d'autres indications sur l'impact de ces deux minutes. Selon un calcul en données brutes (sans ristournes), TF 1 a augmenté de 316 millions de francs ses recettes publicitaires au premier semestre (+5,4 %), pendant que France 2 progressait de 226 millions (+11,2 %), France 3 de 65 millions (+4,6 %) et M 6 de 258 millions (+14 %).

Pour TF 1, cette hausse de la publicité s'est concentrée dans la tranche 19-22 heures (+185 millions de francs), précisément là où

les six minutes ont pu jouer à plein. « TF 1 n'a réellement utilisé cette possibilité qu'à partir d'avril : l'effet des six minutes sera plus important au cours du second semestre », affirme un responsable de régie. « Cela permet aussi à TF 1 de financer sa diversification dans la télévision numérique et notamment dans TPS », considère un autre observateur.

La seule étude du CSA, réalisée par un stagiaire de l'Ecole nationale de la statistique et de l'administration économique (Eosae), sur le bilan de l'allongement des écrans de coupure de TF 1, ne convainc guère, tant les modes de calcul semblent approximatifs. Plus qu'une remise en question de ces deux minutes, Nicolas de Tavernost, directeur général de M 6, redoute que « ce cadeau fait à TF 1 ne se retourne d'une manière générale contre l'ensemble de la télévision privée ».

Nicole Vulser

18H00 / 19H00
RTL 60 MINUTES
UNE HEURE pour faire LE TOUR
complet de l'ACTUALITÉ.

"L'INVITÉ du Jour"

"Les CONFIDENTIELS RTL"

"Regards sur le MONDE"

"Laser ECONOMIE"

"Les Couloirs de la POLITIQUE"

"Les Avancées de la MÉDECINE
et de la SCIENCE"

"MégasPORTS"

Jean-Pierre
DEFRAIN

RTL
www.rtl.fr

Jean-Marie
LEFEBVRE

DÉPÊCHES

■ **AUDIOVISUEL** : la chaîne francophone TV5 sera diffusée en décembre aux Etats-Unis, sur le satellite Echostar, et sur les réseaux câblés, a annoncé Charles Josselin, secrétaire d'Etat à la coopération à l'issue de la 12^e conférence des ministres responsables de la chaîne francophone TV 5. L'objectif est d'atteindre 70 000 abonnés fin 1998 et 225 000 en l'an 2000. Par ailleurs, avant la fin de l'année, TV 5 sera diffusée en lieu et place de CFI sur Arabsat. A la suite d'un incident technique de France Télécom, des programmes à caractère pomographique avaient été diffusés sur CFI et, depuis le 19 juillet, la chaîne française a été bannie du Moyen-Orient.

■ **PRODUCTION** : Roland Fiszel doit prendre la présidence de la Société française de production (SFP). Conseiller du président d'Euris, Jean-Charles Naouri depuis septembre 1996, il succède à Jacques Bayle, qui vient de présenter sa démission. M. Fiszel a été conseiller technique auprès de Pierre Bérégovoy, au ministère des affaires sociales puis au ministère de l'économie, des finances et du budget, avant de prendre la direction de l'imprimerie nationale, puis de poursuivre sa carrière à la Caisse nationale de crédit agricole.

EUROSTAF

Distribution / Biens de consommation :

- Les enseignes de l'habillement
- L'univers de la maison
- La distribution des produits de luxe en Asie
- Le luxe italien
- Les parfums et les cosmétiques dans le monde
- Les stratégies à l'international de la grande distribution
- Les enjeux des marques des distributeurs alimentaires
- Les nouveaux soft drinks
- Le marché du packaging
- Les nouveaux défis de la distribution automobile
- Les logiciels ludiques et éducatifs

Services / Industrie :

- Les SSII indépendantes
- La monétique
- Les services en ligne et le commerce électronique
- La distribution de l'eau en Europe
- La distribution de l'eau dans les pays émergents
- Les industriels de la défense dans le monde
- Le marché mondial des médicaments génériques

Banque :

- Les stratégies internationales des banques européennes
- Le crédit à la consommation
- Les banques françaises à l'heure de la reconfiguration
- Les institutions de retraite et de prévoyance
- La distribution des produits d'assurance

Chaque année des études, récemment publiées,
font l'objet d'une présentation détaillée :

EUROSTAF

60-62, rue d'Hauteville - 75010 PARIS
Tél. : 44.79.91.20 - Fax : 47.70.11.93

■ À TOKYO, la Bourse a rechuté, jeudi 9 octobre (-1,37 % à la clôture). Le Nikkei a perdu 242,26 points, à 17 576,92 points. Il a reculé de 10,25 % depuis le 31 décembre.

■ L'OR a ouvert en hausse, jeudi 9 octobre, à Hongkong. L'once s'échangeait à 333,30-333,60 dollars, contre 332,75-333,05 dollars, mercredi, en clôture.

■ LE MARCHÉ OBLIGATAIRE américain s'est tendu, mercredi 8 octobre. Le rendement moyen sur les bons du Trésor à 30 ans a bondi à 6,35 %, contre 6,23 % la veille.

■ LE BARIL DE PÉTROLE brut de référence Light sweet crude a progressé de 22 cents, à 22,18 dollars, mercredi 8 octobre, à New York. La veille, il avait gagné 3 cents.

■ LE MONOP, marché des options négociables, qui fête ses dix ans, lance deux indices de volatilité, qui porteront sur les options long terme et court terme de l'indice CAC 40.

LES PLACES BOURSIÈRES

Nouvelle baisse à Paris

LA BOURSE DE PARIS, qui avait réagi la veille aux déclarations du président de la Réserve fédérale Alan Greenspan, continuait de baisser jeudi, mais cette fois en raison du repli du dollar à la suite de craintes de relèvement des taux d'intérêt allemands. En baisse de 0,52 % à l'ouverture, le CAC 40 affichait une heure plus tard une perte de 0,43 %. Aux alentours de 12 h 15, les valeurs françaises perdaient en moyenne 0,34 % à 3 013,67 points. Ce recul se manifestait dans un marché actif, le volume des échanges sur le règlement mensuel s'élevait à 2,3 milliards de francs.

Mercredi, les marchés européens avaient vivement réagi après les déclarations d'Alan Greenspan jugeant irréaliste une poursuite de la hausse des marchés au même rythme qu'au cours des deux dernières années. Des craintes de relèvement des taux d'intérêt allemands expliqueraient davantage jeudi la baisse des places financières européennes. Ces craintes ont été alimentées par un article du quoti-



dien allemand *Handelsblatt* affirmant que la majorité des membres du conseil central est favorable à « un prudent tournant », peut-être dès ce jeudi, de la politique concernant les taux d'intérêt. Du côté des valeurs, Hachette Filippi médias reculait de 7,20 % après l'annonce d'un recul de 6,9 % de son résultat semestriel.

AXA, valeur du jour

AXA a terminé en hausse, mercredi 8 octobre, bénéficiant d'un rattrapage après avoir récemment fait une contre-performance dans son secteur. Le titre a gagné 0,61 % à 409,10 francs, avec 2,3 millions de titres échangés. Selon les opérateurs, le franchissement de seuils graphiques importants (402/405 francs puis 410 francs) a aussi encouragé des achats. Des informations publiées en Irlande selon lesquelles Sun Life and Provincial Holdings, filiale du groupe, a reçu entre trois et six

offres pour ses 83 % dans New Ireland, une des premières compagnies d'assurance-vie du pays, pourrait avoir contribué à la fermeté du titre.



PRINCIPAUX ÉCARTS AU RÈGLEMENT MENSUEL

HAUSSES, 12h30	09/10	08/10	Var. %
Ve Banque	195	195	+12,20
Sécheresse	69	69	+5,07
Sté. Ind. (ex-Adm) CA	624	624	+4,80
Sté. Ind. (ex-Adm) A	550	550	+7,17
Sanofi	128	128	+18,18
LMVH Mot. Hen.	2191	2191	+45,45
Promodes	430	430	+21,43
Sté. Ind. (ex-Adm) B	645	645	+1,58
Sté. Ind. (ex-Adm) C	271	271	+40,38

BAISSES, 12h30	09/10	08/10	Var. %
Hachette Filippi	107	107	-4,38
Utile	120	120	+19,23
Créd. Nat. (ex-Adm)	360	360	+22,95
Devises (ex-Adm)	679	679	-5,69
Galeries Lafayette	2840	2840	+54,92
Nord-Ec	12530	12530	-2,28
Sté. Ind. (ex-Adm) D	319	319	+1,8
Colson	84	84	+138,54
Inform. Inter.	86	86	+40,8
Exor Ind. ADP	1910	1910	+14,15

VALEURS LES PLUS ACTIVES

SÉANCE, 12h30	09/10	08/10	Var. %
BF Aquitaine	21507	21507	+15,09
Société Générale	16095	16095	+145,74
Total	19486	19486	+130,93
Asp	31525	31525	+120,00
Danone	10680	10680	+102,00
Alcatel	11360	11360	+107,69
Alcatel Alsthom	31920	31920	+8,58
Lyonnais	5728	5728	+82,00
B.N.P.	26140	26140	+24,24
Carrefour	18160	18160	+64,69
LMVH Mot. Hen.	5017	5017	+63,92

PRINCIPAUX ÉCARTS AU SECOND MARCHÉ

HAUSSES, 12h30	09/10	08/10	Var. %
Alcatel	380,80	380,80	+94,58
Créd. Nat. (ex-Adm)	1280	1280	+24,00
Créd. Nat. (ex-Adm) B	183,20	183,20	+5,10
Créd. Nat. (ex-Adm) C	301,70	301,70	+36,31
Créd. Nat. (ex-Adm) D	66	66	+2,79

BAISSES, 12h30	09/10	08/10	Var. %
Sté. Ind. (ex-Adm) E	38	38	-1,37
Sté. Ind. (ex-Adm) F	194,60	194,60	-1,5
Sté. Ind. (ex-Adm) G	190	190	-4,76
Sté. Ind. (ex-Adm) H	55	55	-11,67
Sté. Ind. (ex-Adm) I	62,20	62,20	-2,30

INDICES SBF 120-250, MIDCAC ET SECOND MARCHÉ

Ind. SBF 120	09/10	08/10	Var. %
Ind. SBF 120	2055,54	2055,54	-1,05
Ind. SBF 250	1902,88	1902,88	-0,93
Ind. Second Marché	1664,84	1664,84	+0,07
Ind. MidCac	1669,55	1669,55	+0,15

Valeurs Index	09/10	08/10	Var. %
1 - Energie	2590,08	2590,08	-1,57
2 - Produits de base	2209,94	2209,94	-0,76
3 - Construction	1995,41	1995,41	-0,78
4 - Services	1545,32	1545,32	-0,85
5 - Automobile	2095,50	2095,50	-1,60
6 - Biens consom.	2043,31	2043,31	-2,57
7 - Ind. agro-alim.	1997,47	1997,47	-1,14
8 - Services	2011,82	2011,82	-1,19
9 - Distribution	3971,68	3971,68	-1,20
10 - Services	1545,32	1545,32	-0,85
11 - Services	1470,80	1470,80	+1,10
12 - Services	1802,26	1802,26	+1,07

NEW YORK LONDRES MILAN FRANCFORT

DOWN JONES FT 100 MIB 30 DAX 30

PRINCIPAUX ÉCARTS AU SECOND MARCHÉ

HAUSSES, 12h30	09/10	08/10	Var. %
Alcatel	380,80	380,80	+94,58
Créd. Nat. (ex-Adm)	1280	1280	+24,00
Créd. Nat. (ex-Adm) B	183,20	183,20	+5,10
Créd. Nat. (ex-Adm) C	301,70	301,70	+36,31
Créd. Nat. (ex-Adm) D	66	66	+2,79

BAISSES, 12h30	09/10	08/10	Var. %
Sté. Ind. (ex-Adm) E	38	38	-1,37
Sté. Ind. (ex-Adm) F	194,60	194,60	-1,5
Sté. Ind. (ex-Adm) G	190	190	-4,76
Sté. Ind. (ex-Adm) H	55	55	-11,67
Sté. Ind. (ex-Adm) I	62,20	62,20	-2,30

INDICES SBF 120-250, MIDCAC ET SECOND MARCHÉ

Ind. SBF 120	09/10	08/10	Var. %
Ind. SBF 120	2055,54	2055,54	-1,05
Ind. SBF 250	1902,88	1902,88	-0,93
Ind. Second Marché	1664,84	1664,84	+0,07
Ind. MidCac	1669,55	1669,55	+0,15

Valeurs Index	09/10	08/10	Var. %
1 - Energie	2590,08	2590,08	-1,57
2 - Produits de base	2209,94	2209,94	-0,76
3 - Construction	1995,41	1995,41	-0,78
4 - Services	1545,32	1545,32	-0,85
5 - Automobile	2095,50	2095,50	-1,60
6 - Biens consom.	2043,31	2043,31	-2,57
7 - Ind. agro-alim.	1997,47	1997,47	-1,14
8 - Services	2011,82	2011,82	-1,19
9 - Distribution	3971,68	3971,68	-1,20
10 - Services	1545,32	1545,32	-0,85
11 - Services	1470,80	1470,80	+1,10
12 - Services	1802,26	1802,26	+1,07

Rechute à Tokyo

LA BOURSE JAPONAISE a terminé en baisse, jeudi 9 octobre, sur des ajustements de positions opérés à la veille d'un long week-end, vendredi étant férié au Japon pour la Fête du sport. Le marché avait ouvert en recul, en réaction aux pertes subies mercredi à Wall Street. Puis les inquiétudes liées à l'état de l'économie japonaise et aux résultats des entreprises nippones l'ont empêché de se raffermir. L'indice Nikkei a perdu 242,26 points, soit 1,37 %, à 17 576,92 points.

La veille, Wall Street a reculé, après la nouvelle mise en garde du président de la Réserve fédérale, Alan Greenspan, contre un excès d'optimisme (lire page 22), mais les opérateurs ont gardé leur calme, ayant toujours en mémoire son avertissement de décembre dernier

dont l'impact avait été rapidement effacé. L'indice Dow Jones a cédé 83,25 points, à 8 095,06. Il avait perdu 127 points en séance. Dans le sillage de Wall Street, la Bourse de Londres a perdu 0,82 %, à 5 262,10 points. La séance officielle de la Bourse de Francfort s'est soldée par un gain de 0,93 %, mais a perdu 0,46 % sur le marché électronique.

INDICES MONDIAUX

Indice	09/10	08/10	Var. %
Nikkei	17576,92	17576,92	-1,37
Dow Jones	8095,06	8095,06	-1,04
FT 100	5262,10	5262,10	-0,82
DAX 30	3013,67	3013,67	-0,43
IBEX 35	3013,67	3013,67	-0,43
MIB 30	3013,67	3013,67	-0,43
Hang Seng	10000,00	10000,00	-0,00
Shanghai	10000,00	10000,00	-0,00
Beijing	10000,00	10000,00	-0,00
Shenzhen	10000,00	10000,00	-0,00
Chengdu	10000,00	10000,00	-0,00
Guangzhou	10000,00	10000,00	-0,00
Hangzhou	10000,00	10000,00	-0,00
Nanjing	10000,00	10000,00	-0,00
Qingdao	10000,00	10000,00	-0,00
Tianjin	10000,00	10000,00	-0,00
Wulumuqi	10000,00	10000,00	-0,00
Xinjiang	10000,00	10000,00	-0,00
Yantai	10000,00	10000,00	-0,00
Zhangjiakou	10000,00	10000,00	-0,00
Zibo	10000,00	10000,00	-0,00

NEW YORK Les valeurs du Dow Jones

Alcoa	09/10	08/10	Var. %
Alcoa	80,18	80,18	+2,72
Allied Signal	41,87	41,87	+2,72
American Express	84,56	84,56	+5,68
AT & T	46,50	46,50	+5,50
Boeing Co.	54,25	54,25	+5,50
Caterpillar Inc.	57,50	57,50	+5,50
Gen. Electric Co.	70,50	70,50	+5,50
Johnson & Johnson	62,58	62,58	+5,50
DuPont	84	84	+5,50
DuPont Nemours & Co.	61,12	61,12	+5,50
Eastman Kodak Co.	62,75	62,75	+5,50
Exxon Corp.	65,10	65,10	+5,50
Gen. Motors Corp.	66,31	66,31	+5,50
IBM	105,37	105,37	+5,50
Intl. Paper	115,97	115,97	+5,50
J.P. Morgan Co.	115,97	115,97	+5,50
Johnson & Johnson	62,58	62,58	+5,50
McDonald's Corp.	47,31	47,31	+5,50
Merck & Co. Inc.	102,25	102,25	+5,50
Minnesota Mining & Mfg.	98,25	98,25	+5,50
Philip Morris	41,82	41,82	+5,50
Procter & Gamble	72,28	72,28	+5,50
Sealed Air Corp.	54,87	54,87	+5,50
Travelers	74,37	74,37	+5,50
Union Carb.	47,37	47,37	+5,50
Unilever Ltd	77,81	77,81	+5,50
Wal-Mart Stores	35,87	35,87	+5,50

LONDRES Sélection de valeurs du FT 100

Allied Lyons	09/10	08/10	Var. %
Allied Lyons	4,85	4,85	+9,52
Barrat Bank	16,17	16,17	+9,52
B.A.T. Industries	5,44	5,44	+9,52
British Aerospace	17,36	17,36	+9,52
British Airways	6,46	6,46	+9,52
British Petroleum	9,22	9,22	+9,52
British Telecom	4,41	4,41	+9,52
B.T.A.	2,37	2,37	+9,52
Carlsberg	6,14	6,14	+9,52
Eurochem	0,67	0,67	+9,52
Fortis	13,80	13,80	+9,52
Grandeco Group Plc	8,48	8,48	+9,52
Grand Metropolitan	5,88	5,88	+9,52
Guinness	5,80	5,80	+9,52
Hanson Plc	0,87	0,87	+9,52
Greiff	7,19	7,19	+9,52
H.S.B.C.	19,82	19,82	+9,52
Imperial Chemical	5,88	5,88	+9,52
Legal & Gen. Grp	6,14	6,14	+9,52
Lloyds TSB	7,80	7,80	+9,52
Marks and Spencer	6,30	6,30	+9,52
National Westminster	9,70	9,70	+9,52
Peninsular Oriental	2,19	2,19	+9,52
Reckitt	1,89	1,89	+9,52
Satchel and Satchel	1,24	1,24	+9,52
Shell Transport	4,48	4,48	+9,52
Tate and Lyle	4,57	4,57	+9,52
Unilever Ltd	18,98	18,98	+9,52
Zeneca	27,10	27,10	+9,52

FRANCFORT Les valeurs du DAX 30

Allianz Holding N	425	09/10
Basf AG	67,70	08/10
Bayer AG	75,85	07/10
Bay HypoWechselb.	83,20	06/10
Bayer Vereinsbank	107	05/10
BMW	1453	04/10
Commerzbank	62,20	03/10
Daimler-Benz AG	140,70	02/10
Deutsche Bank AG	94,50	01/10
Deutsche Telekom	130,80	12/09
Dresdner BK AG FR	33,80	11/09
Haniel VZ	108,60	10/09
Hochtect AG	80,20	09/09
Karstadt AG	625	08/09
Linde AG	1285	07/09
DT. Luftverkehr AG	37,85	06/09
Man AG	367	05/09
Mannesmann AG	850	04/09
Metro	88,35	03/09
Muench. Rost N	637,50	02/09
Preussag AG	522	01/09
Rohr	91,25	12/08
Sap VZ	315	11/08
Schering AG	189,80	10/08
Siemens AG	122,30	09/08
Thyssen	424,50	08/08
Veba AG	10	07/08
Vew	836	06/08
Volkswagen VZ	961	05/08

AUJOURD'HUI

LE MONDE / VENDREDI 10 OCTOBRE 1997

PSYCHOLOGIE Les psychiatres britanniques ne doivent plus inciter leurs patients à se remémorer un abus sexuel subi dans l'enfance. C'est ce que vient de décider le

Royal College of Psychiatrists. ● DEPUIS DIX ANS, aux Etats-Unis, un nombre alarmant de tels souvenirs « refoulés » de traumatismes enfantins ont ressurgi à l'occasion de psy-

chothérapies, donnant lieu à des poursuites judiciaires. ● UN NOMBRE croissant de ces patients se rétractent aujourd'hui, tandis que la science commence à prouver que

certaines personnes sont prédisposées, à accueillir des « souvenirs » fictifs. ● LE DOUTE doit-il profiter aux victimes de violences dans leur enfance ou aux accusés ? ● PEUT-ON

apprendre à distinguer les vrais souvenirs des faux ? Il faudrait pour cela en savoir plus sur les processus de la mémoire, pour l'essentiel insaisissables.

Vraies victimes et faux souvenirs des abus sexuels

Aux Etats-Unis, les souvenirs « refoulés » de traumatismes enfantins sont en train de détruire la cohésion de milliers de familles. Sans que l'on sache où se situe la frontière entre la réalité et le fantasme

GRÂCE au mouvement féministe, les années 1970 ont vu se rompre le silence autour de la question du viol et de l'inceste. Vingt ans plus tard, cette évolution salutaire produit ses effets pervers. Décision exceptionnelle, le Royal College of Psychiatrists (RCP), qui réglemente la formation des psychiatres en Grande-Bretagne, vient ainsi d'interdire à ses membres la pratique consistant à amener leurs patients à se remémorer un abus sexuel subi



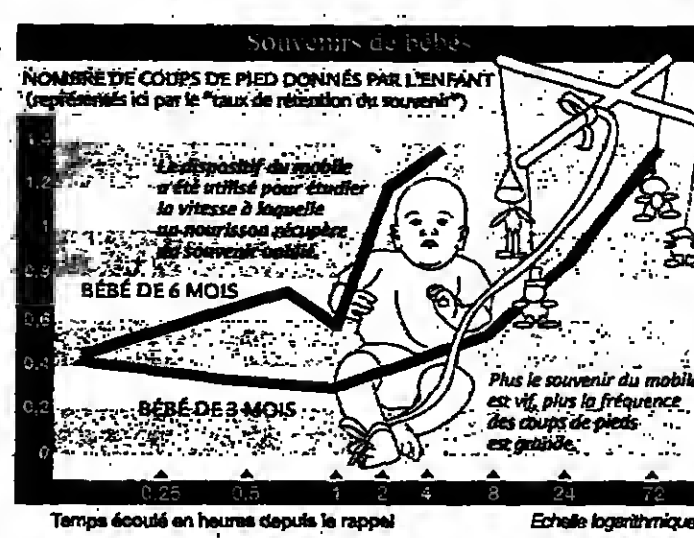
dans l'enfance. Cette résolution est la conséquence de dix années au cours desquelles, aux Etats-Unis, de tels souvenirs, complètement « oubliés », ont ressurgi à l'occasion de thérapies sous hypnose, de psychothérapies ou de psychanalyses, donnant lieu à de nombreuses accusations et poursuites judiciaires.

A Berkeley, Frederick Crews, pro-

fesseur à l'université de Californie, évoque le chiffre d'un million au moins de Nord-Américains qui, en dix ans, auraient, au cours d'une thérapie, retrouvé des souvenirs de cet ordre. Bien des accusations ainsi portées sont restées sans preuves. Le Royal College of Psychiatrists tente d'éviter, semble-t-il, que ne se développe le même phénomène en Grande-Bretagne.

La question, cependant, divise le RCP. Aucun communiqué n'a pu être rédigé par l'ensemble de ses représentants. Un document, signé de quelques-uns seulement des membres de la commission d'enquête, devrait voir le jour l'année prochaine. Pour l'heure, le RCP publie des directives à l'attention des psychiatres, afin de s'opposer aux pratiques visant à « retrouver de tels souvenirs ». Ce qui signifie que les psychiatres qui continuent à traquer ainsi les abus sexuels pourraient être sanctionnés pour faute professionnelle.

EXPERIENCES NON VECUES Tout s'est précipité ces dernières années. En Amérique du Nord, en effet, plusieurs personnes qui s'étaient déclarées victimes de violences sexuelles, ont ensuite - avec succès - poursuivi en justice leur thérapeute pour leur avoir inspiré le souvenir d'expériences traumatissantes qu'elles n'avaient jamais vécues. L'un des cas les plus célèbres



Constant au rapport de son apprentissage, un bébé de trois mois met huit jours avant de réagir à ses réactions. Ses réactions sont donc plus tardives. A six mois, l'enfant réagit plus vite, et la réaction est plus rapide que celle d'un bébé. Son apprentissage est donc plus rapide, et la réaction est plus rapide.

est celui de Beth Rutherford, dans le Missouri. Sous l'influence de son thérapeute, la jeune femme avait le souvenir d'avoir dans son enfance été violée plusieurs fois par son père. Lui revint également en mémoire d'avoir subi, à la suite de ces viols, deux avortements. A l'époque où les accusations furent portées, le

père, ecclésiastique, avait dû démissionner de ses fonctions. Des médecins, cependant, établirent plus tard la preuve que Beth était encore vierge et n'avait jamais subi d'IVG. Ce cas le montre, certaines personnes retrouvent la mémoire d'abus sexuels dont elles n'ont pas été victimes - avec les consé-

quences désastreuses que ces faux souvenirs peuvent avoir sur ceux que l'on accuse à tort. Mais il est une autre catégorie de personnes qu'il ne faut pas oublier : les vraies victimes d'abus sexuels dans leur enfance. On se situe la frontière entre fantasme et réalité ? Tout le monde s'accorde sur le fait qu'un souvenir présent depuis toujours est un souvenir vrai. Le problème se pose dans le cas où la mémoire ne revient que plusieurs années après les événements. C'est cette seconde catégorie de personnes que pourrait le plus toucher la décision du RCP.

Il ne fait guère de doute que l'esprit humain peut totalement enfouir, ou réprimer le souvenir d'événements traumatissantes. Des abus sexuels avérés, subis dans l'enfance, ne sont revenus à la mémoire de certaines victimes que des années après les événements. Ainsi, suite à une période de dépression, un professeur américain découvrit par le biais d'un rêve avoir été victime, dans sa jeunesse, des sévices d'un moniteur au cours d'un camp d'été. Des conversations ultérieures avec le moniteur, aujourd'hui à la retraite, ont confirmé l'authenticité de ce souvenir tardif. Mais il n'existe actuellement aucune preuve que les techniques auxquelles les thérapeutes ont recours pour faire ressurgir les souvenirs permettent aux patients de ne découvrir que des faits authentiques. Et il est par ailleurs scientifiquement prouvé que certaines personnes sont prédisposées, plus que d'autres, à accueillir des « souvenirs » fictifs.

LE LANGAGE DU VRAI

Depuis dix ans, des psychologues mènent des recherches sur cette mémoire de l'enfance inventée. Aux Etats-Unis, Ira Hyman et ses collègues (université de Western Washington) ont mené l'expérience sur un certain nombre de volontaires et leur famille. Censée étudier le souvenir d'un événement qu'ils ont vécu, l'équipe a évoqué avec eux plusieurs événements réels de leur enfance, auxquels a été ajouté un souvenir fabriqué - du vin, par exemple, reversé à un mariage sur un invité. Au cours du premier entretien, aucun des sujets interrogés ne se souvient de l'événement inventé. Mais à la seconde rencontre, 20 % disent se remémorer certains de ces faits.

Serait-il possible d'apprendre à distinguer les vrais souvenirs des faux ? Une pionnière en la matière, Elizabeth Loftus, professeur de psychologie à l'université de Washington, a relevé certaines différences statistiques entre ces deux catégories. Selon elle, on utiliserait d'une langue plus riche et de mots plus nombreux pour décrire les vrais souvenirs. Et les vrais événements

seraient évoqués avec plus de force que les événements fictifs. Mais ces subtilités d'expression, qui valent d'un individu à l'autre, ne peuvent guère avoir d'application pratique.

De plus, l'étude expérimentale des faux souvenirs repose sur des événements fictifs moyennement dérangeants, qui n'ont donc pas grand-chose à voir avec les violences sexuelles. Dans ce dernier cas, il est clair que nous n'en savons pas encore assez sur les processus par lesquels se forment et se réactivent les souvenirs pour certifier qu'une plainte est authentique ou

Mémoire sous influence

De nombreuses expériences ont montré qu'une importante proportion de personnes est prédisposée à accueillir de faux souvenirs. Ces souvenirs peuvent être amenés par des techniques semblables à celles qu'utilisent les thérapeutes, ou encore les policiers chargés d'un interrogatoire - tels des exercices où l'on demande au patient ou au suspect d'imaginer avoir vécu un événement particulier. Autre facteur puissant de la fabrication des faux souvenirs : le témoignage d'un tiers. Le chercheur américain Saul Kassin a démontré que nombre de personnes accusées à tort, par exemple, d'avoir endommagé un ordinateur à la suite d'une erreur de manipulation, commenceraient pas nier les faits. Mais, si la fausse accusation est corroborée par un témoin, ils avoueraient une faute qu'ils n'ont jamais commise. Ainsi ont été mises en évidence les circonstances dans lesquelles ces faux souvenirs peuvent se former. On s'interroge aujourd'hui sur les moyens d'identifier les sujets les plus prédisposés à ce type de manipulations.

inventée. Autrement dit : des personnes qui disent la vérité, qu'elles soient victimes ou accusées, ne sont peut-être pas crues quand elles le deviennent. Cela continuera aussi longtemps que la science ne pourra pas mieux nous guider. Dans cette situation incertaine, le problème auquel est confrontée une instance comme le RCP est de savoir si le doute doit profiter ou aux vraies victimes de l'enfance violente, ou à ceux que l'on accuse à tort.

Harriet Coles

* Page réalisée par les rédactions du Monde et de la revue scientifique Nature. Traduction Sylvette Gleize.

Sigmund Freud sur la sellette

LE TRAVAIL de Sigmund Freud, sur les souvenirs réprimés et les fantasmes sexuels a sans nul doute exercé une influence profonde sur la pensée et sur la société du XX^e siècle. Dès les années 1890, le père fondateur de la psychanalyse est fasciné par les questions que pose le comportement hystérique. Beaucoup de ses patients qui souffrent de névroses ont, croit-il, vécu une expérience sexuelle traumatissante au cours de leur enfance. En 1895-96, il publie plusieurs textes - dont les *Etudes sur l'hystérie* - en collaboration avec Joseph Breuer - dans lesquels est présentée sa théorie de la séduction, dont il estime qu'elle sera « la clé qui ouvre tout ». L'idée qu'il y expose est que l'hystérie, et plus généralement les névroses, ont pour cause le souvenir réprimé d'un attentat sexuel.

Mais, dès 1897, Freud révisé ses conceptions. Il admet que le rôle majeur (qu'il implique ce point de vue) d'une expérience sexuelle réelle vécue dans l'enfance n'est pas crédible. Or, beaucoup de ses patients mettaient en cause un parent incestueux, ou le spectacle rémémoré de relations sexuelles entre adultes. Freud réinterprète alors ces souvenirs comme étant, chez ses patients, l'expression de fantasmes sexuels réprimés. La théorie de la séduction traumatique va évoluer vers le complexe d'Edipe - concept qui apparaîtra sous ce terme en 1910. Pour résumer : l'enfant est sexuellement attiré par le parent du sexe oppo-

sé, et de ce fait éprouve pour le parent du même sexe des sentiments de haine et d'hostilité.

La « conversion » de Freud, qui, dans un premier temps, croit aux récits d'abus sexuels de ses patients - idée qu'il expose dans la théorie de la séduction - avant de considérer ces récits comme des fantasmes réprimés, correspond, selon la tradition, à la naissance de la psychanalyse. Ce revirement inspire à beaucoup le respect dû à la maturité d'une théorie féconde. Mais certains universitaires ont récemment interprété les faits fort différemment.

UNE THEORIE MAL COMPRISE

Selon leur point de vue, ce changement d'orientation aurait pour cause la pression que ses pairs exerçaient sur Freud. Ses textes de 1895-1896 sur la séduction ont été mal reçus. On n'acceptait tout simplement pas que les abus sexuels sur des enfants aient pu se produire aussi couramment. Un tel dévouement de la profession a-t-il été difficile à accepter pour quelqu'un qui plaçait si haut sa propre théorie ? Se pourrait-il qu'il n'ait pas eu le courage d'affronter ces critiques ? Quel qu'il en soit, une chose est sûre : sans le vouloir, Freud a certainement donné du grain à moudre à certains psychothérapeutes, qui aujourd'hui redécouvrent sa méthode d'origine pour créer de faux souvenirs d'abus sexuels.

Commentant dans ses premières études de

cas le processus par lequel ses patients se souviennent des violences vécues dans l'enfance, Freud écrit : « Avant de venir en analyse les patients ignorent tout de ces scènes (...) ils s'indignent régulièrement si on les avertisse de leur apparition ». Il indique alors d'avoir réussi à retrouver les souvenirs d'abus sexuels anciens que « sous la pression la plus énergique du processus analytique, et en luttant contre une énorme résistance ». Toujours à la même époque : une fois l'hystérie diagnostiquée et la cause identifiée comme un souvenir sexuel réprimé, le psychiatre doit « exiger vigoureusement du sujet confirmation de ses soupçons. Il ne faut pas se laisser égarer par les premiers démentis. Nous en tenons résolument à nos conclusions, nous aurons raison de toutes les résistances ».

Ainsi, selon ses détracteurs, Freud serait la cause de tout le mal, et ce quelle que soit la valeur accordée aux souvenirs retrouvés de violences sexuelles subies dans l'enfance. Sa conviction seconde selon laquelle certaines de ces accusations seraient l'expression de fantasmes pourrait, selon eux, avoir encouragé la société, jusque dans les années 70, à nier ces récits. Freud serait de la même façon tenu pour responsable de la récente et massive réaction à ce climat social répressif, qui se manifeste par un nombre croissant d'accusations pour abus sexuel aux Etats-Unis.

H. C.

La mémoire, « fluide et vaporeuse comme les nuages »

PSYCHOLOGUE spécialiste de la malléabilité de la mémoire, Elizabeth Loftus figure parmi les experts les plus engagés contre les nouvelles méthodes psychothérapeutiques, très en vogue aux Etats-Unis, qui prétendent faire ressurgir des souvenirs « refoulés » de traumatismes enfantins. Dans un livre convaincant dont la traduction vient de paraître en France, sous le titre *Le Syndrome des faux souvenirs* et le mythe des souvenirs refoulés, une question revient comme un leitmotiv. D'où proviennent ces reliques, douloirement arrachées à un passé oublié ? Elizabeth Loftus, pour qui la mémoire est « fluide et vaporeuse comme les nuages », ne fournit pas de réponse. Et pour cause. Malgré tous les efforts des neurobiologistes, on ne sait toujours pas, ou presque, comment se forment les vrais souvenirs. Alors pensez ! Quand il s'agit de faux...

A la fin du siècle dernier, de nombreux savants considéraient la mémoire comme une fonction bien localisée dans le cerveau, subdivisée

en une série de sous-unités spécialisées. Un siècle plus tard, à la lecture, notamment, des études menées chez des patients amnésiques, les certitudes sont nettement moins fortes. Les souvenirs sont-ils imprimés ou emmagasinés quelque part dans le cerveau ? Font-ils partie d'un processus dynamique, de reconstruction, fondé sur de multiples opérations fragmentaires ? Quels sont les mécanismes neurologiques impliqués dans leur stockage, et dans leur réactivation ?

COUPS DE PIED

« En bien des points, le fonctionnement de la mémoire humaine ressemble à celui d'une bibliothèque », résume prudemment Alan Baddeley, professeur de psychologie à l'université de Cambridge (Grande-Bretagne). « Tout comme une bonne bibliothèque, une bonne mémoire exige que le matériel soit bien encodé, qu'il ne se détériore pas au fil du temps et qu'on puisse y accéder convenablement en temps voulu. » Certaines sont-elles meilleures que d'autres ? Sans doute. Mais la mé-

moire humaine la plus fabuleuse ne peut rivaliser avec celle d'un ordinateur. Car celui-ci ne connaît pas l'oubli, alors que la grande majorité de nos perceptions sensorielles se perd quelque part entre le processus de perception et le stockage à long terme.

Où, comment, pourquoi ? Seule certitude : les souvenirs sont éminemment fragiles. Non seulement ils se perdent, mais ils se transforment. Et il ne s'agit pas là d'un fonctionnement anormal, dû par exemple au vieillissement du cerveau. Il s'agit d'un phénomène inhérent à la mémoire elle-même. De récentes expériences ont en effet montré que les bébés peuvent dès leur plus jeune âge stocker durablement des souvenirs, et que ces derniers n'en sont pas moins extrêmement malléables.

« Les nourrissons âgés de deux à six mois sont capables de se souvenir de certains événements pendant des semaines, voire des années, en particulier quand ils y ont pris une part active », confirment Carolyn Ro-

vee-Collier et Scott Adler, psychologues à l'université américaine Rutgers (New Brunswick). Ainsi qu'ils l'exposent récemment dans la revue *La Recherche* (juillet-août 1994), la mémoire à long terme des bébés commence à se révéler, notamment grâce à la mise au point de dispositifs expérimentaux permettant de pallier l'absence de langage.

AMNESIE INFANTILE

Pour résumer l'un d'entre eux : le nourrisson apprend à faire bouger un mobile auquel son pied est relié par un ruban. Quelques jours plus tard, on reproduit la même expérience. Si l'enfant ne reconnaît pas le mobile, sa réaction sera identique à celle du premier jour. S'il le reconnaît, la fréquence de ses coups de pied augmentera, d'autant plus vite et d'autant plus fort que cette « reconnaissance différée » sera efficace.

De ces expériences, il ressort plusieurs choses. Que la mémoire, chez des enfants âgés de six mois seulement, serait organisée « sous

forme d'un réseau ». Que de très jeunes nourrissons peuvent, « par association, se souvenir d'éléments oubliés » (exemple : si le mobile leur a été présenté associé à une boîte à musique, la simple présentation de celle-ci peut réactiver les coups de pied). Enfin, et c'est là un point essentiel : « Lorsque des nourrissons apprennent pendant deux jours à faire bouger un mobile, et qu'ils sont ensuite brièvement mis en présence d'un nouveau mobile, physiquement différent mais semblable d'un point de vue fonctionnel, ils l'intègrent comme si c'était le même », expliquent Carolyn Rovee-Collier et Scott Adler.

Autrement dit, les souvenirs des bébés peuvent être modifiés par des informations reçues après la fin de leur apprentissage. Pour ces chercheurs, l'incapacité des adultes à se souvenir des expériences de leur petite enfance (phénomène dit d'« amnésie infantile ») ne peut donc être attribuée à une insuffisance de la mémoire des enfants en bas âge. En revanche, estiment-ils, « la très grande spécificité des souve-

nirs des nourrissons, le rôle très important que joue le contexte dans leur rappel, et la facilité avec laquelle ces premiers souvenirs se trouvent modifiés et actualisés par la suite, rendent pour les adultes l'accès aux expériences de leur première enfance très improbable ».

Si les souvenirs anodins des jeunes années sont à ce point malléables, comment ne pas admettre que les traumatismes oubliés, exhumés dans la douleur d'une thérapie, doivent a fortiori être considérés avec la plus grande prudence ? Comme l'écrit Elizabeth Loftus en introduction de son livre, « ceci n'est pas un débat sur la réalité ou les horreurs des abus sexuels, de l'inceste ou de la violence sur les enfants. C'est un débat sur la mémoire ».


Catherine Vincent

* Le *Syndrome des faux souvenirs* et le mythe des souvenirs refoulés, d'Elizabeth Loftus et Katherine Ketcham, Editions Exergue, 350 pages, 149 francs.

Jeannie Longo arrache au temps qui passe un douzième titre mondial de cyclisme

Victime d'une grave chute lors des championnats de France sur piste, en juillet, Jeannie Longo-Ciprelli a fait preuve de courage et d'entêtement pour gagner, mercredi 8 octobre, à Saint-Sébastien (Espagne), un douzième titre mondial, en contre-la-montre. Une victoire qui motive encore plus la Grenobleloise, bientôt âgée de trente-neuf ans, avant la course sur route des championnats du monde, samedi.

Gille Van Kote



SEAFRANCE
VOYAGES

Les Français ont pris goût aux eaux minérales

Produit d'hygiène jusque dans les années 50, devenue « l'or blanc » des industriels, l'eau est l'objet de batailles de marques et de saveurs sur un marché qui a plus que doublé en vingt ans

QUE LES FRANÇAIS soient grands amateurs de vin, on le sait. Qu'ils soient devenus les premiers consommateurs d'eau en bouteille, on le sait moins : en 1996, nos compatriotes ont consommé plus de 7 milliards de litres d'eau en bouteille, au lieu de 3 milliards au milieu des années 70, et 700 millions en 1950. Un Français sur trois a aujourd'hui abandonné l'eau du robinet, préférant le « naturel » des eaux minérales. D'où l'explosion du marché durant cette dernière décennie.

Le phénomène est visible au rayon des hypermarchés où les eaux minérales, surtout gazeuses, se sont multipliées. Certaines grandes surfaces ont élargi la palette en proposant des eaux venues du monde entier. Les restaurateurs ne sont pas en reste. Nombreux sont ceux qui affichent, désormais, une « carte des eaux » ; chez les « grandes tables » comme Bernard Loiseau à Saulieu, celle-ci propose un tour de France en alignant une trentaine de références. Des bars à eau font leur apparition. Des épiceries fines vendent des eaux chics et chères. Les consommateurs se laissent séduire pour la rareté du contenu et l'esthétique du contenant. Ils achètent pour eux-mêmes mais aussi pour offrir.

Snobisme ? Mode ? Curiosité ? Démarche volontaire et avérée pour enrichir son corps des différentes vertus qu'apportent et contiennent les eaux ? L'engouement sur le produit relève d'un peu tout cela à la fois. Il suffit, pour s'en convaincre, d'écouter, ici ou là, les motivations des consommateurs. « Ma préférée, c'est Ferrarelle parce qu'elle me rappelle un voyage à Rome », « J'ai toujours bu Vittel, je continue. Un peu par habitude », « Il paraît qu'il ne faut pas toujours boire la même eau, alors je les essaie presque toutes », « Je viens de découvrir la Watwiller, je la trouve très bonne. Je la bois aux repas. Sinon, je reste fidèle à Perrier ».

LE RARE ET LE BEAU

Hommes, femmes, jeunes et moins jeunes déclinent leurs motivations : affective, rationnelle, sujet de curiosité ou objet de hasard, elles trouvent en tout cas satisfaction sur un marché qui n'en finit plus de se diversifier. « On peut parler d'un courant de société. L'eau est un élément fondateur dans la nature. Elle est aussi ce qu'on peut y trouver de plus pur. C'est essentiellement cette qualité, liée à la notion de terroir, qui plaît aux gens », constate Véronique Lafontaine, responsable de marketing de la Grande Épicerie de Paris, le comptoir très « vive

gauche » qui n'est d'ailleurs pas étranger à ce courant. En important, en 1990, une eau minérale du pays de Galle, Ty Nant, reconnaissable à sa fameuse bouteille de verre, bleu nantremer, la Grande Épicerie a réalisé un coup de maître et amorcé une mode. « Une belle bouteille qui contient une bonne eau est un produit qui fait la synthèse entre l'esthétique, la modernité et la tradition. Le mariage du « goût » et du beau suscite l'enthousiasme. Vendue 10 francs,

Définitions

et bancs d'essai

● Normes : selon la directive européenne, une eau de source est « une eau souterraine microbiologiquement saine et protégée contre les risques de pollution, apte à la consommation humaine sans traitement autre que ceux autorisés, comme la séparation des éléments instables ou l'incorporation de gaz carbonique ».

— une eau aromatisée est une boisson à l'eau minérale, aux extraits naturels de citron, d'orange ou de menthe, non

sucrée, plate ou gazeuse. — une eau minérale naturelle est « une eau bactériologiquement saine, ayant pour origine une nappe ou un gisement souterrain et provenant d'une source exploitée par une ou plusieurs émergences naturelles ou forées ».

● Livres : — Le Guide du buveur d'eau, d'Emmanuelle Evina. Editions Solar, 264 p., 109 F. Plus de 90 eaux minérales et eaux de sources testées et analysées. Leur origine, leur goût et leurs vertus thérapeutiques. — L'Amateur de Bordeaux, numéro hors série de juin 1995, « Les eaux minérales et les autres », 39 F.

L'IDÉE DE LÉGENDE

Produit d'hygiène jusque dans les années 50 — elle n'est alors vendue qu'en pharmacie — l'eau est devenue « l'or blanc » des industriels et, pour le consommateur, un symbole de pureté, de bien-être et de vitalité. Les multinationales de l'agroalimentaire ne s'y sont pas trompées, qui, depuis la fin des années 70, ont senti les potentialités du marché. C'est à cette époque qu'à grands renforts de campagnes publicitaires, elles imposent l'eau comme produit de grande consommation. Les slogans font rage et affinent la spécificité de chaque produit. Vittel abandonne, en 1974, son « buvez, pisses » au profit de « buvez, éliminez ». Evian vante l'équilibre, Contrex, la minceur, Volvic ses oligoéléments.

Nestlé, leader sur ce marché le Credo révèle, en effet, que nos compatriotes veulent plus de savoir dans leur assiette. Ils plébiscitent les plats qui évoquent le plaisir et la fête, et citent la viande grillée comme leur plat principal préféré.

L'étude révèle aussi que le désir du « bien-manger » s'accompagne d'un intérêt pour la nutrition. Les ménagères affinent mettre en valeur, au sein de leur foyer, une alimentation « pas trop grasse, avec moins de friture ». Face à ces exigences, la contrainte du temps reste un handicap. Entre 1988 et 1995, les durées moyennes de préparation des repas du soir sont passées de 42 à 39 minutes en semaine, de 60 à 52 minutes le week-end. Cette tendance à la simplification des préparations alimentaires n'est pourtant pas synonyme d'un désintérêt pour les préparations culinaires. Les ménagères expriment des souhaits de personnalisation des plats, avec ajouts d'ingrédients originaux et de découverte de nouvelles recettes. Et l'étude de conclure : « Goût, nutrition et facilité de préparation forment le triptyque gagnant du mangeur de demain ». Ils fournissent aussi aux fabricants de micro-grills, le terrain rêvé de leur communication. Appareil de cuisson rapide qui permet, en même temps, la réalisation de plats traditionnels, cette nouvelle génération de micro-ondes semble parfaitement correspondre aux attentes du consommateur. Ses micro-ondes permettent une cuisson des aliments en profondeur tout en conservant leur moelleux. Son grill peut ensuite dorer et griller les aliments. Le micro-ondes monofonction était, jusqu'à présent, complémentaire du four traditionnel. L'arrivée du micro-grill, pouvant assurer la cuisson de tous les fours — simple ou élaborée, selon les choix de chacun — risque d'inverser la tendance... Le four traditionnel n'étant plus, alors, utilisé que pour les repas un peu exceptionnels, entre amis ou lors des réceptions de famille.

V. Ca.



Du gaz en cube

Cette drôle de bonbonne est le successeur de la bonne vieille bouteille Butagaz, qu'elle va progressivement remplacer. Le Cube, c'est son nom, est un réservoir en acier recouvert de polyuréthane gris-bleu, qui sera mis en vente (289 francs) à partir du mois de décembre.

Plus léger (6 kilos de butane ou 5 kilos de propane), le Cube doit « s'adapter aux habitats modernes et aux modes de vie contemporains ». Pour l'échanger contre une bouteille traditionnelle, il faudra produire le bulletin de consigne d'origine, précise la société Butagaz.

DÉPÊCHES

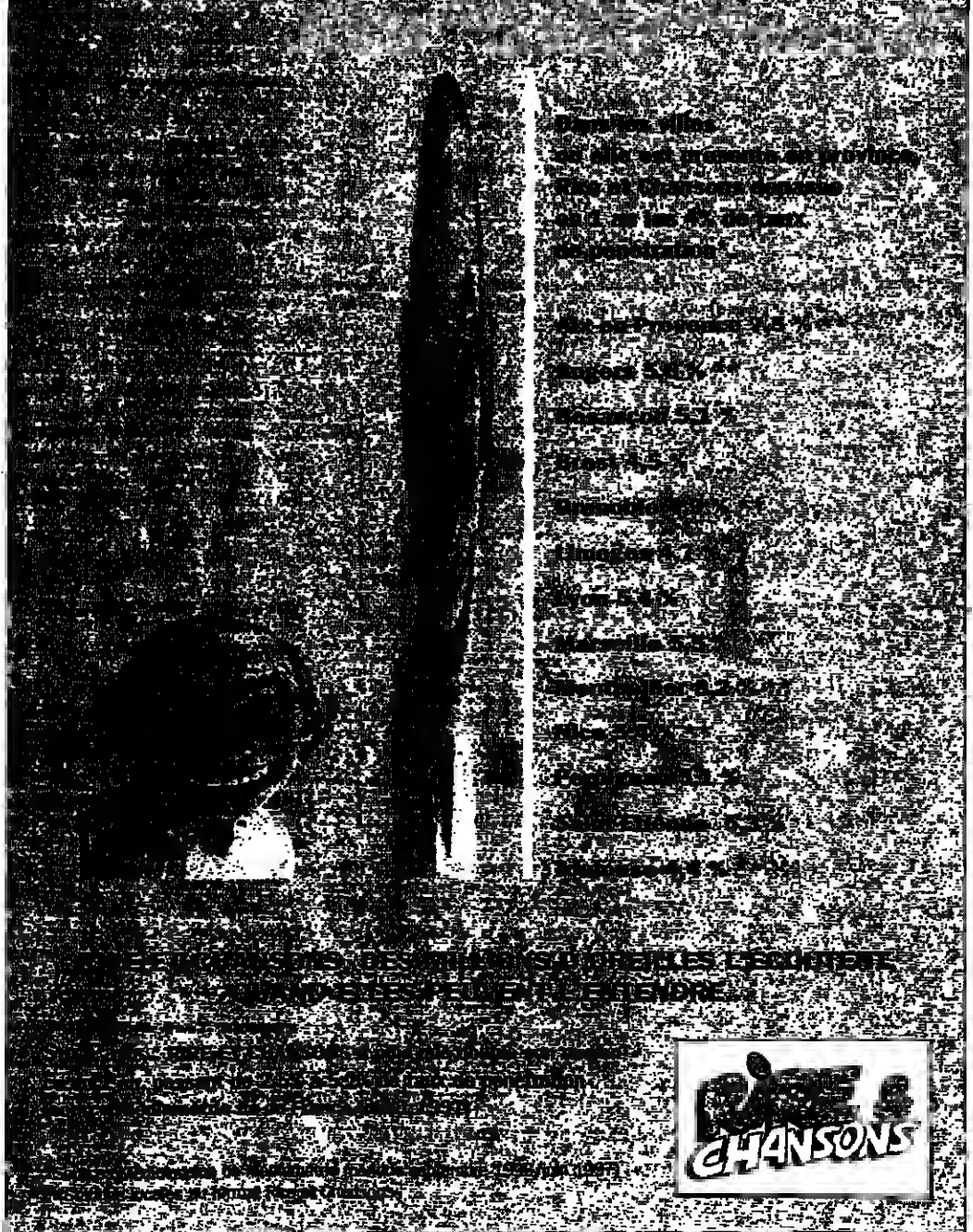
■ **TELECOPIER** : du 15 septembre au 15 décembre, France Télécom offre à tout acheteur d'un télécopieur d'une des quatorze marques participant à l'opération « trois mois du fax » un « crédit trafic » de 300 francs ou de 600 francs (selon la valeur de l'achat) vers un à six numéros de fax choisis par le client. Cette promotion est destinée à encourager la pénétration du fax chez les particuliers dont 5 % (1,3 million de personnes) seulement sont équipés.

■ **TELEPHONE** : en septembre, le parc de téléphones portables devrait passer le cap des quatre millions d'exemplaires en service. Selon l'Autorité de régulation des télécommunications (ART), la France comptait au 31 août 3 824 200 abonnés, soit un gain de 159 500 abonnés en un mois. Au total, 6,8 % de la population est désormais équipée.

■ **SCRABBLE** : Mattel vient de lancer deux nouveaux jeux de Scrabble. Le premier est une version en jeu de cartes, pour des parties rapides. Le deuxième, dénommé « Scrabble challenge » se joue à deux avec sept lettres-dés : celui qui trouve le mot comptabilisant le plus de points repousse un petit chariot vers le camp adverse.

Véronique Cauhapé

QUAND RIRE ET CHANSON S'INSTALLE QUELQUE PART CA FAIT TOUT DROLE



Moins de quarante minutes pour préparer le dîner

Des chefs cuisiniers n'hésitent plus à vanter, haut et fort, ses mérites : il était temps pour le micro-grill qui souffre, semble-t-il, d'un manque de reconnaissance auprès du public. Dans l'esprit du consommateur, ce produit reste associé au micro-ondes monofonction, que 80 % des Français équipés utilisent pour la décongélation et le réchauffage des aliments préparés à l'avance, des surgelés ou des liquides. Apparu début 1990, le four micro-grill associe deux fonctions complémentaires — micro-ondes et grill — capables de fonctionner simultanément. Il devient ainsi un appareil de cuisson à part entière, pouvant cuire les aliments rapidement, mais aussi les dorer comme dessous. Petits plats cuisinés, viandes rôties et pâtisseries sont désormais réalisables avec ce nouvel appareil. Un progrès qui devrait à la fois relancer le marché du micro-ondes et mieux répondre aux attentes du consommateur. Depuis son apparition au milieu des années 80, le four micro-ondes a connu un véritable succès. En 1988, le taux d'équipement des ménages n'était encore que de 4,3 %. Il est de 53 % aujourd'hui. Le micro-ondes plaît parce qu'il fait gagner du temps. Selon le Groupement interprofessionnel des fabricants d'appareils d'équipement ménager (Gifam), « il symbolise mieux que tout autre appareil ménager l'avènement de la nourriture rapidement consommée, par des ménages citadins d'une ou deux personnes, et des repas familiaux déstructurés où chacun mange à un moment différent ».

Raisons de la réussite hier, ces qualités pourraient, demain, laisser insatisfait son utilisateur. Une étude sur l'évolution des habitudes alimentaires des Français menée par

Temps pluvieux, surtout au nord

UNE VASTE ZONE dépressionnaire centrée au nord des îles Britanniques dirige sur la France un flux rapide perturbé de sud-ouest. Une perturbation très active traverse la France vendredi, donnant beaucoup de pluie, surtout sur la moitié nord du pays.

Bretagne, pays de Loire, Basse-Normandie. - Le temps sera couvert et pluvieux le matin, puis l'après-midi la pluie cessera, avec un ciel restant nuageux. Le vent s'orientera au nord-ouest avec des rafales à 60 km/h près des côtes. La température maximale avoisinera 17 à 21 degrés.

Nord-Picardie, Ile-de-France, Centre, Haute-Normandie, Ardennes. - Le temps restera couvert et pluvieux une bonne partie de la journée. Les pluies seront soutenues par moments, et ne cesseront qu'en fin d'après-midi. Le vent de sud-ouest soufflera jusqu'à 70 km/h en rafales. Le thermomètre marquera 18 à 21 degrés.

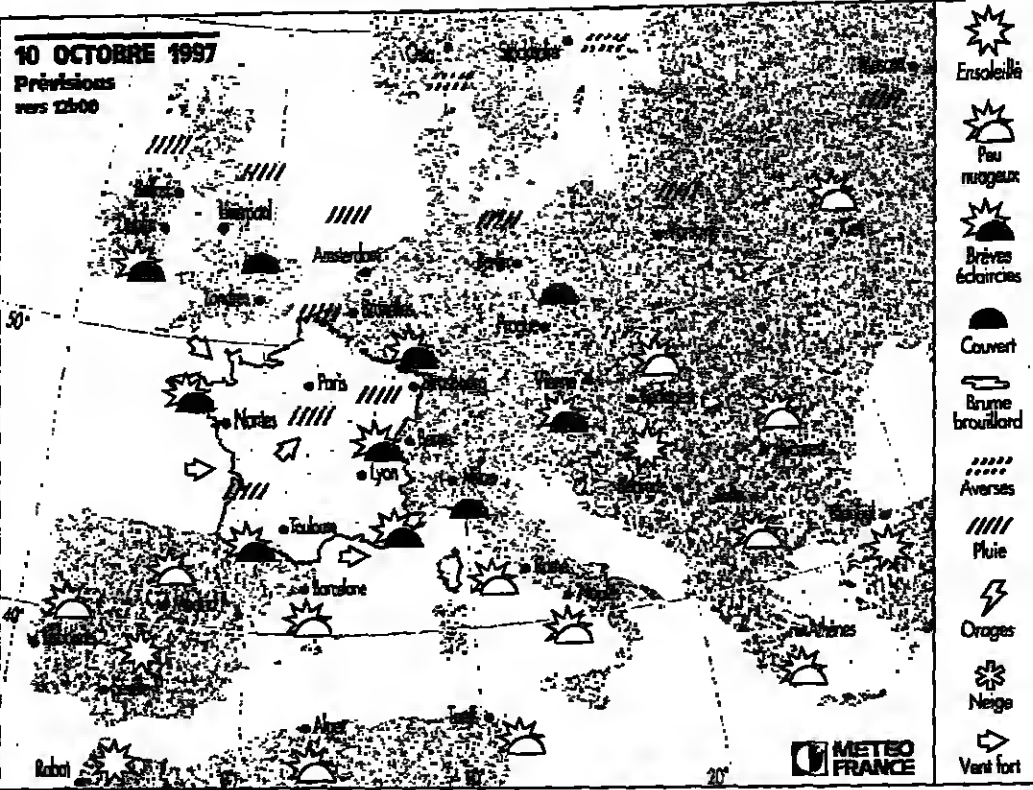
Champagne, Lorraine, Alsace, Bourgogne, Franche-Comté. - Sur la Champagne, la pluie arrivera dès le

matin. Ailleurs, le ciel sera très nuageux, puis la pluie faible gagnera l'après-midi, s'intensifiant en fin de journée. Il fera 20 à 23 degrés.

Poitou-Charentes, Aquitaine, Midi-Pyrénées. - Sur Poitou-Charentes, les pluies seront soutenues le matin, puis le ciel restera nuageux. En Aquitaine, les pluies faibles dureront une bonne partie de la journée. Le vent d'ouest soufflera à 90 km/h en rafales près des côtes. Sur Midi-Pyrénées, les nuages deviendront plus nombreux en cours d'après-midi, avec des pluies. Il fera 23 à 26 degrés.

Limousin, Auvergne, Rhône-Alpes. - La pluie débutera sur le Limousin le matin, puis gagnera les autres régions l'après-midi. Les températures maximales avoisineront 20 à 24 degrés.

Langue-d'Oc, Provence-Alpes-Côte d'Azur, Corse. - Les passages nuageux deviendront plus nombreux l'après-midi, mais le temps restera agréable. Les températures maximales seront douces, avec 24 à 28 degrés.




PRÉVISIONS POUR LE 10 OCTOBRE 1997
Ville par ville, les minima/maxima de température et l'état du ciel. S: ensoleillé; N: nuageux; C: couvert; P: pluie; N: neige.

FRANCE métropole	NANCY
AJACCIO	16/26 N
BIARRITZ	18/26 P
BORDEAUX	14/24 P
BOURGES	13/22 P
BREST	13/17 N
CAEN	14/15 P
CHERBOURG	13/17 N
CLERMONT-F.	14/23 P
COGN	12/21 P
GRENOBLE	12/24 C
LILLE	13/16 P
LIMOGES	14/19 P
LYON	13/22 C
MARSEILLE	18/26 N
	NANTES
	NICE
	PARIS
	PAU
	PERPIGNAN
	RENNES
	ST-ETIENNE
	STRASBOURG
	TOULOUSE
	TOURS
	FRANCE outre-mer
	CAYENNE
	FORT-DE-FR.
	NOUMEA

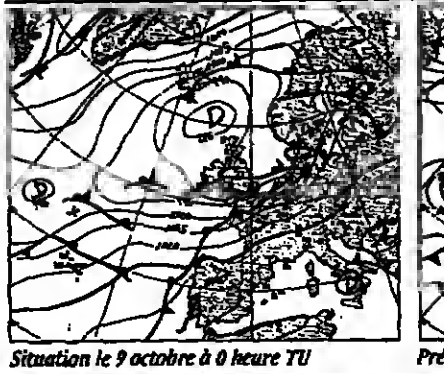
1997	Papete		22/28	Kiev
Temperature	Pointe-A-Pit.		25/30	London
	St-Denis-Re.		19/25	Lyons
	Europe			Madrid
14/21	P	Amsterdam	12/16	P
14/22	N	Athènes	17/26	N
14/22	N	Barcelone	19/27	N
18/26	N	Belfast	9/13	M
15/24	P	Belgrade	16/26	S
15/26	N	Berlin	12/18	P
16/24	N	Berne	13/21	N
14/21	N	Bruxelles	10/18	P
12/22	C	Bucarest	11/27	N
13/21	C	Budapest	14/23	N
14/25	N	Copenhague	10/14	P
13/32	P	Coulin	9/13	S
13/21	P	Frankfort	13/20	P
21/30	S	Geneve	13/23	N
21/30	S	Helsinki	6/8	P
24/26	S	Istanbul	17/25	S

14/18 S	VEVISE	16/21 N
12/16 S	VIENNE	16/22 N
12/15 C	AMSTERDAM	
11/16 C	BRASLIA	18/23 S
12/18 P	BUENOS AIR.	14/27 S
14/27 N	CARACAS	25/32 N
17/24 C	CHICAGO	8/20 S
9/13 P	LIMA	16/22 N
12/16 S	LOS ANGELES	13/20 N
18/27 S	MEXICO	15/20 P
3/8 P	MONTREAL	11/22 S
16/28 S	NEW YORK	18/25 N
12/19 C	SAN FRANCISCO	11/15 C
17/25 N	SANTIAGO	12/18 C
19/30 S	TORONTO	9/19 S
12/25 N	WASHINGTON	17/28 N
5/9 P	AFRIQUE	
7/9 P	ALGER	16/28 N
16/22 S	DAKAR	27/32 S
13/18 P	KINSHASA	22/28 P

LE CAIRE	19/29	S
MARRAKECH	17/29	S
NAIROBI	15/24	C
PRETORIA	15/26	S
RABAT	16/25	S
TUNIS	20/27	S
ASIE-OCEANIE		
BANGKOK	27/34	C
BOMBAY	26/33	S
OSAKA	24/31	N
OSUJI	26/36	S
PARIS	24/30	N
HONGKONG	24/28	S
JERUSALEM	19/28	C
NEW DELHI	21/31	S
PEKIN	9/20	S
SEOUL	10/21	S
SINGAPOUR	27/30	C
SYDNEY	13/24	S
TOKYO	16/22	P



Situation 1e



LE CARNET DU VOYAGEUR

■ **BELGIQUE.** Le train Thalys reliera Paris à Bruxelles en 1 heure et 25 minutes à partir du 14 décembre contre 2 heures actuellement. Au premier semestre 1999, la SNCF étendra au TGV Nord le système de desserte cadencée, avec départ à l'heure ronde et à la demi-heure aux périodes de pointe, qui vient d'être mis en place entre Paris et Lyon. (AFR)

■ **COLOMBIE.** La compagnie aérienne Mexicana de Aviacion, qui assure 50 % des liaisons entre Mexico et Bogota, a démenti qu'elle allait suspendre ses vols vers la Colombie en raison de problèmes de sécurité liés à la drogue. Environ 31 kg de cocaïne ont été découverts dans un appareil en route vers Mexico mais la compagnie s'en remet aux autorités colombiennes pour prendre les mesures de sécurité nécessaires.

VENTES

Un salon-fumoir Art déco décoré par Dunand dispersé à Drouot

UN ENSEMBLE réalisé par le laqueur Jean Dunand sera présenté, et dispersé, le 22 octobre à Drouot. Fait rare, il s'agit d'une pièce entière, un fumoir aménagé en collaboration avec le décorateur Gérard Mille et resté en l'état jusqu'à aujourd'hui. Ce vestige luxueux illustre le style des années 30 : un raffinement extrême où tous les détails se répondent, de la boiserie, le tapis, les meubles et d'éclairage sont étudiés pour se mettre mutuellement en valeur.

Sculpteur et d'origine

suissesse, Jean Dunand (1877-1942) est initié au travail de la laque par Sugawara en 1913. Captivé par cette matière, il l'intègre dans le décor de ses vases en dinanderie, en orne des meubles, l'utilise comme un peintre le ferait de ses tubes de couleur.

Ornée d'arabesques et géométriques, la boiserie nous entraîne dans une forêt cubiste aux tonalités grises, or et noires (400 000-500 000 francs). Le tapis gris et rose réalisé par Yvan Da Silva Bruhns reprend les mêmes motifs au point noué (30 000-

40 000 francs). L'exécution du mobilier revient à Ratsui Hamanaka, un japonais installé à Paris en 1924, connu pour la perfection de ses laques et qui livre ici une suite de sièges laqués noirs et ornés de galuchats laqués, comprenant deux chaises (30 000-40 000 francs), deux fauteuils (60 000-80 000 francs) et un canapé de forme gondole aux coussins recouverts de loutre noire (60 000-80 000 francs).

Toujours en bois laqué noir par Hamanaka, une table gondole offre une face interne dorée à la

feuille (30 000-35 000 francs). L'éclairage indirect provient de deux réflecteurs octogonaux en acier, posés sur des colonnes cannelées en bois laqué noir (30 000-40 000 francs). Dans le salon attendant au fumoir, la pièce maîtresse est une variante d'un panneau de Dunand en laque d'or créé pour le paquebot Normandie (200 000-250 000 francs), qui surmonte une cheminée de Gérard Mille montée en dalles de miroir (10 000-15 000 francs).

Figurant *La Conquête du cheval*, cette grande fresque (153 cm de

hauteur sur 295 de large) où des zèbres sont poursuivis par des hommes à cheval, montre l'aisance de l'artiste, qui excella aussi comme animalier. Proposé ici, un paravent à quatre panneaux, orné de singes mangeant des fruits sur de hautes branches, en laque à la feuille d'argent et rouge sur fond noir, est estimé 120 000-150 000 francs. Beaucoup plus accessibles, mais tout aussi réussies, les vases en dinanderie rehaussés de laque voient leur prix varier selon l'élaboration et l'originalité du décor. Un modèle ovoïde, en laque rouge et argent sur fond de pastille oxydée en métal argenté, à 40 000-60 000 francs.

Catherine Bedel

★ Drouot-Richelieu, mercredi 22 octobre, exposition la veille de 11 h à 18 h et de 20 h à 22 h 30, le matin de la vente, de 11 h à 12 h. Etude de Riquès, 46, rue de la Victoire, 75 009 Paris. Tél. 01-48-74-38-93. Expert: Félix Marchal, 8 rue Bonaparte, 75006 Paris. Tél. 01-43-26-47-36.

Calendrier

ANTIQUITÉS

- Villeurbanne, 117, boulevard Stalingrad, jusqu'au 12 octobre, de 10 h à 12 h et de 14 h 30 à 19 h, 150 exposants, entrée libre.
- Perpignan, Parc expo, jusqu'au 12 octobre, de 10 h à 19 h, 50 exp., 25 F.
- Chanturce (Aube), place de l'Eglise, samedi 11 et dimanche 12 octobre, de 9 h à 19 h, 50 exp., 15 F.
- Bracieux (Loir-et-Cher), place de la Mairie et Vieille-Halle,

- samedi 11, dimanche 12 octobre, de 10 h à 19 h, 50 exp., entrée libre.
- Rruen, Parc expo, du samedi 11 au dimanche 12 octobre, du lundi 14 au jeudi 14 à 21 h, vendredi de 14 à 22 h, samedi de 10 à 21 h, dimanche de 10 à 20 h, 160 exp., 40 F.
- Saint-Maixent-Frèze (Deux-Sèvres), parc expo, samedi 11 et dimanche 12 octobre, samedi de 8 h à 19 h, dimanche de 9 h à 19 h, 100 exp., 15 F.

BROCANTES

- Paris, rue des Blancs-Manteaux,

- samedi 11 et dimanche 12 octobre.
- Maisons-Alfort (Val-de-Marne), cour des Juillottes, samedi 11 et dimanche 12 octobre, 100 exp.
- Mandres-les-Roses (Val-de-Marne), la Ferme de Monsieur, samedi 11 et dimanche 12 octobre.

COLLECTIONS

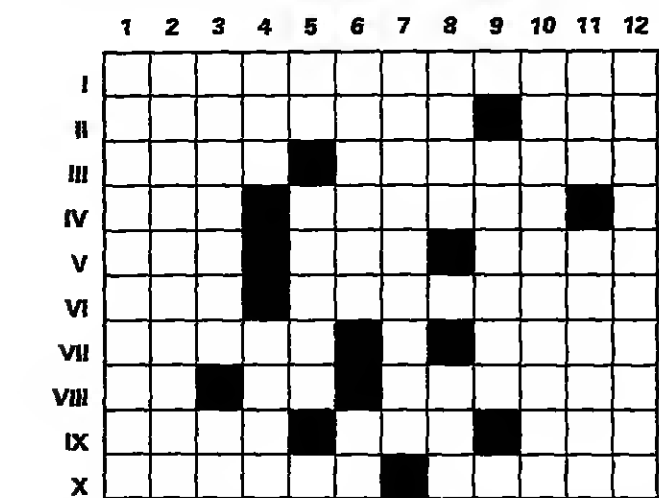
- Falaise (Calvados), Salon cartophilie, forum, samedi 11 et dimanche 12 octobre.
- Pessac (Gironde), Salon de la carte postale, hall Bellegrave,

- samedi 11 et dimanche 12 octobre, 50 exp.
- Les Rues-des-Vignes (Nord), Salon du livre ancien, abbaye Vaucluse, samedi 11 et dimanche 12 octobre.
- Paris, Marché du livre ancien, parc Georges-Brassens, samedi 11 et dimanche 12 octobre.
- Itteville (Eure-et-Loire), Salon de la carte postale, salle Marcel-Cerdan, samedi 11 et dimanche 12 octobre.
- Le Bourget (Seine-Saint-Denis), Salon « rétro-moto », parc expo, samedi 11 et dimanche 12 octobre, 200 exp.

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 97222

3615 LE MONDE, tapez SOS (2,23 F/min).



HORIZONTALEMENT

1. Ses directives viennent de l'autorité. - II. Seul endroit viable sur terre. Rejete. - III. Indique la différence de potentiel. D'une seule traite. - IV. La voie de l'aventure. Fait l'éclaircie. - V. Vient grossir le Danube. Impossible retour. Passe sous silence. - VI. Réfractaire à tout essai. Fit plusieurs fois la culbute. - VII. Font le tour du bois. Parlé au Sénégal et au Cameroun. - VIII. Personnel. Fait son numéro en piste. Mis sur une mauvaise voie. - IX. Fait partie du fondement.

Tenta le coup. Lettres de Birmanie. - X. Avec un peu d'eau en plus. Des fleurs jaunes qui font des bleus chez le teinturier.

VERTICALEMENT

1. Rupture pour celui qui est à bout de nerfs. - 2. Mirent en circulation. - 3. Récolte son blé ou herbe. Bleu venu. - 4. Période très chaude. Un petit coin tranquille difficile à trouver. - 5. Dans les pompes. Très grave pour un homme. - 6. Attention à son exécution. Donne le choix. - 7. Refus des plats qui mettent à plat. - 8.

Son familier. Pour rire. - 9. Monument funéraire. - 10. Dérèglement céleste. - 11. Voyelles. Poète engagé, de dada au PC. - 12. Arme chimique qui fait heureusement beaucoup de dégâts chez l'ennemi.

Philippe Dupuis

SOLUTION DU N° 97221

HORIZONTALEMENT

I. Balbutiement. - II. Abée. Annelée. - III. Rosse. Atours. - IV. Amétopie. SOS. - V. TI. Imite. NI. - VI. In. Alle. Ré. - VII. Na. It. Sarreau. - VIII. Eb. RER. Vagite. - IX. Uive. Etat. Me. - X. Ressemblages.

VERTICALEMENT

1. Baratinier. - 2. Abominable. - 3. Lèse. Vs. - 4. Bestiaires. - 5. Ernite. - 6. Ta. Oll. Rem. - 7. Inapite. Té. - 8. Entée. Aval. - 9. Mfo. Errata. - 10. Elus. Erg. - 11. Néron. Aimé. - 12. Tessitures.

Le Monde est édité par la SA Le Monde. La reproduction de tout article est interdite sans l'accord de l'administration. ISSN 0335-0327

Imprimerie du Monde 12, rue M. Guesbroug 94352 Ivry cedex

PRINTED IN FRANCE

L'ART EN QUESTION N° 35

Le peintre du sentiment

Après plusieurs années d'études à Dijon, Prud'hon se rend à Rome où il découvre l'œuvre de Léonard de Vinci, à ses yeux le plus grand d'entre tous les peintres.

Il est à Paris peu de temps avant la Révolution. Contemporain de David, il s'intéresse à l'allégorie plutôt qu'aux grandes scènes de l'Histoire ou de l'Antiquité.

Original et inclassable, grand maître du dessin, la poésie de son univers et l'élégance de son style font de Prud'hon le peintre du sentiment et du bonheur.

En témoigne le charmant portrait du petit roi de Rome, évocation moderne de Romulus, le fondateur de la Ville Eternelle.

Après sa mort, il n'y eut que trois expositions des œuvres de Prud'hon à Paris.



« Le roi de Rome endormi », Pierre-Paul Prud'hon (1758-1823), 1811, huile sur toile, Paris, Musée du Louvre. Actuellement au Grand Palais, dans le cadre de l'exposition « Prud'hon ou le rêve du bonheur », jusqu'au 12 janvier 1998.

La première exposition a eu lieu à l'Ecole des Beaux-Arts en 1874, la deuxième au Petit Palais en 1922. On eut lieu la troisième, réalisée en 1958, lors du bicentenaire de sa naissance ?

- Au Musée Carnavalet ?
- Au Musée Jacquemart-André ?
- Au Musée du Louvre ?

Réponse dans *Le Monde* du 17 octobre

Solution du jeu n° 34 publié dans *Le Monde* du 3 octobre : Cinq-Mars et de Thou conspirèrent contre Richelieu. A l'issue du procès instruit par le chancelier Séguier, ils furent décapités.

Toutes les c

CONCERTS

MORTO

CULTURE

LE MONDE / VENDREDI 10 OCTOBRE 1997

RENCONTRES Le Parc de La Villette, dans le 19^e arrondissement de Paris, propose du 10 octobre au 9 novembre un panorama des formes d'expression

artistique issues de la ville et de ses quartiers. ● A TRAVERS la danse, le théâtre, la musique, la vidéo et les arts graphiques, ces premières « Rencontres urbaines » sont l'occasion de

présenter pendant un mois, chaque fin de semaine, les créations de plus de deux mille artistes qui ont émergé ces dernières années hors des réseaux institutionnels et sont désor-

mais reconnues par un nombre croissant de scènes nationales. ● PRÉSIDENT du Parc de La Villette, Bernard Latarjet, explique qu'il ne s'agit pas de « céder à un phéno-

mène de mode » mais de « reconnaître » des œuvres originales qui paraissent devoir influencer durablement la création, en France.

Toutes les cultures urbaines bivouaquent à La Villette

Chaque fin de semaine, du 10 octobre au 9 novembre, musiciens, danseurs, chanteurs, acteurs, graphistes, soit plus de 2 000 artistes issus des banlieues, ont rendez-vous avec le grand public dans le Parc, la Grande Halle et les salles permanentes

À SARCELLES, le dramaturge Armand Gatti s'est livré cette année à une nouvelle expérience de création théâtrale avec des jeunes chanteurs et RMIstes. Ces exclus, dit-il, sont comme « des objets célestes qui produisent un rayonnement écrit, sonore, théâtral d'une rare intensité ». Cette force d'attraction des cultures urbaines a séduit depuis une quinzaine d'années un nombre croissant d'artistes, de festivals, d'institutions. Au début des années 80, explorateurs du hip hop, habitants des cités réunis dans des ateliers de photo et d'écriture témoignaient du côté des Minguettes et des Mureaux. Depuis, quelques institutions, comme le Théâtre national de la danse et de l'image de Châteauneuf, ont commencé à s'intéresser à ces nouveaux langages artistiques. Aujourd'hui, La Villette cède à son tour à leur attrait, après avoir organisé en 1996, sous l'égide du Théâtre contemporain de la danse, des rencontres consacrées aux danses urbaines.

Les expressions des banlieues, quartiers riches de la dynamique d'une population nettement plus jeune que celle des centres-villes, frappent par leur succès. Le film de Mathieu Kassovitz, *La Haine*, et sa présentation parfois caricaturale de la violence des cités, a connu un accueil mémorable. Les rappers d'Alliance Ethnik - qu'on appelle black-beat qui allie « technique opératoire » et sons funk - de Superstar NIM, de Ministère AMER sont en bonne place dans les classements des ventes de disques. MC Solar, qui se dit « maître de la rime urbaine », attire des milliers de spec-

tateurs à ses concerts. L'Etat et les collectivités publiques, principaux bailleurs de fonds culturels dans un pays où le mécénat est balbutiant, soutiennent ces expériences, entre préoccupations sociales et création artistique. Les crédits semblent bien maigres au regard des sommes englouties par l'Opéra-Bastille ou la Bibliothèque nationale de France. Mais, de droite comme de gauche, les gouvernements ont favorisé l'éclosion ou la professionnalisation d'artistes issus des territoires d'exclusion.

Les premiers plans « anti-été chaud » de 1982 comportent déjà des ateliers de pratique artistique ; en 1991, l'Etat crée des résidences d'artistes dans les ZUP des Mureaux (Yvelines), sur la dalle d'Argenteuil (Val-d'Oise), à Aix-en-Provence, dans plusieurs banlieues lyonnaises ; aujourd'hui, deux cents communes ont signé des « contrats de ville » permettant des expériences variées - ateliers d'écriture pour femmes illettrées ; présence d'orchestres classiques dans des prisons ; ateliers de musiques actuelles pour les jeunes.

DRÔLE DE FIANCELLIS

Mais les parents qui souhaitent que leur enfant fasse du théâtre ou de la vidéo, les adolescents qui veulent progresser en danse ou en musique sont mieux avisés d'habiter le 5^e arrondissement de Paris que le ZUP des grandes villes. Face à ces inégalités, des responsables politiques locaux et nationaux sont prêts à inverser timidement le cours des choses. Le fruit de ces initiatives, malgré les insuffisances de l'Etat, les ra-



CAROLINE MAXIMAL

Le théâtre et la boxe réunis dans « Poings d'interrogation », mis en scène par Maxime Michalyk et Sébastien Lebou.

tages locaux, les interrogations du monde culturel - arrive au compte-gouttes sur les scènes nationales et, pour l'heure, à La Villette. Les chorégraphes se sont très tôt passionnés pour ces drôles de fiancailles entre le huis clos de la création contemporaine et le tumulte destructuré des banlieues. Ils ont accueilli avec curiosité l'es-

sor de la danse hip hop. Plusieurs d'entre eux ont voulu marier l'éthique et l'esthétique de la danse contemporaine avec les recherches novatrices, nées de la breakdance, du smurf, du vocabulaire hip hop. Manry Delante, Jean-Claude Gallo, Karine Saporta ont échangé leur univers imaginaire avec celui des danseurs des rues.

L'histoire des jeunes artistes de Vénissieux, dont plusieurs sont programmés aux Rencontres de La Villette, en témoigne. Créée en 1983, la compagnie Tracian Avant de Marcel Notargiacomo s'est attachée à élargir la culture artistique des jeunes des Minguettes. En 1990, la compagnie découvre le butô, danse contemporaine japo-

naise. Après le spectacle, *Un break à Tokyo*, monté avec une chorégraphie japonaise et présenté à New York, un danseur de la cité des Minguettes, Samir Hachichi, est admis à l'école du chorégraphe Merce Cunningham à New York. Fred Bendoogué, autre danseur de la compagnie, passe par le Ballet national de Marseille de Roland Petit, avant de créer, en 1992, sa propre compagnie, Azanie, programmée ensuite à la prestigieuse Maison de la danse de Lyon. Plusieurs anciens ou nouveaux de Tracian Avant, ainsi que le groupe Accorap, né dans les cités ingrates de Saint-Priest (Rhône), ont préparé deux mille jeunes des grands ensembles de la couronne lyonnaise à assurer un gigantesque carnaval à la hirsillienne pour la dernière Biennale de la danse de Lyon.

Le travail de longue haleine de metteurs en scène de théâtre, comme Christiane Vercel dans les quartiers de Saint-Etienne puis de Lyon, ou Nadine Varoutsikos à Epinay-sur-Seine, donne naissance à des créations souvent jugées éblouissantes.

Installés dans les zones périphériques, des artistes se laissent influencer par cette culture. D'autres, sans y vivre, sont inspirés par les langages qui y émergent et accouchent d'œuvres aux formes mélangées. Arts graphiques, musique, écriture ou danse, l'intérêt des manifestations programmées cet automne est de donner un aperçu de la vitalité créatrice et de la diversité des courants dans les milieux urbains d'aujourd'hui.

Catherine Béarida

TROIS QUESTIONS À...

BERNARD LATARJET

1 Après « Les Gamins de l'art-rue » en 1994 et « Les Rencontres de danses urbaines » en 1996, le Parc de La Villette, que vous présidez, élargit aujourd'hui le champ de ses curiosités. Pourquoi ?

Il ne s'agit pas de céder à un phénomène de mode mais de rendre compte, d'évaluer, de « reconnaître » la qualité et le sens de travaux de création authentiques, leur rôle dans le renouveau des langages et des formes, leurs concours aux efforts d'intégration sociale et culturelle. L'intention est double : décrire les chemins de la création empruntés par des artistes qui ont choisi d'intervenir au sein de territoires suburbains désqualifiés, illustrer la manière et les conditions dans lesquelles les habitants de ces territoires sont les moteurs de création et contribuent à la transformation de leur environnement et de sa représentation.

2 Des institutions culturelles comme la vôtre ont-elles vocation à se mettre au service d'une politique de lutte contre l'exclusion sociale ?

Le service public de la culture est engagé sur de nouveaux terrains de responsabilité civique. S'il n'est pas question de soumettre l'action culturelle à la politique de lutte contre l'exclusion, force est de constater que, face à la mise en cause des fondements traditionnels de la cohésion sociale, les problèmes de la société contemporaine ont pris aujourd'hui une dimension culturelle plus grande que par le passé.

3 Dans le maquis des possibles, quels sont les critères qui ont guidé le choix de la programmation ?

Attentif depuis ses origines aux nouvelles formes artistiques, musicales, chorégraphiques, théâtrales ou plastiques, le Parc de La Villette a cherché à répondre au désir d'innovation de jeunes artistes et au souhait des publics d'être davantage les acteurs de leur propre culture.

Propos recueillis par Olivier Schmitt

Un mois de fête avec deux mille artistes

artistique, la Lyonnaise Françoise Coupat le relève depuis six ans dans son opération « Le public fait sa scène ». Sa nouvelle création, *La Vision du rétro*, se fabrique avec une vingtaine d'habitants de Strasbourg, Brétigny-sur-Orge ou Bourgoin-Jallieu. « Je me sers de leur vie, de ce qu'ils m'inspirent en leur donnant un choix de textes de répertoire comme Tchekhov, Dostoevski, Brecht. Je ne les forme pas, je marche avec eux en parallèle ».

Les corps libres des acteurs amateurs fascinent aussi Patrice Bigel, metteur en scène de « théâtre-chorégraphié » installé à Choisy-le-Roi depuis cinq ans. « Sur le plateau, ils ont une grâce incroyable car elle vient de la vie », dit ce concepteur d'événements éphémères. Dans *Rideau*, il questionne quatre-vingts personnes de sept à soixante-dix ans (employés de banque, de la RATP, chômeurs) sur le thème du spectacle, des comédiens, autour de l'élaboration d'un décor. Alain Grasset et Georges Buisson, directeurs de la Coupole à Sénart, soufflent un vent toujours nouveau. En prise avec les habitants de Sénart et du XIX^e arrondissement, ils vivent *Histoires courtes mais vraies*, ou presque. Caméra au poing, ils ont filmé un tailleur, une jeune serveuse, un rappeur, la patronne du Bœuf couronné à La Villette. Tel quel, chacun des entretiens est confié à un metteur en scène et un comédien tirés au sort qui le montent en 48 heures. Au final, vidéo-portraits et mises en scène

jouent au ping-pong devant une audience excitée.

● Danse : le hip-hop au cœur des villes

« Le hip-hop est-il de la danse ? », entend-on quelquefois, encore. Le hip-hop est pourtant un contrat de la danse contemporaine, mixé d'Afrique et du stress des ghettos nord-américains, qui brigue, depuis les années 80, par la force même de ses figures, mais tout autant par son esprit libertaire, l'ensemble des travaux chorégraphiques. En vingt ans, il s'est répandu comme une traînée de poudre dans le monde entier. Il y a des hip-hoppeurs japonais - comme le compagnie Spice -, mais aussi des Tamouls - les New Friend S -, et des Suédois, les Out of Control, tous blonds, tous roses. Danse vieille comme l'homme-serpent des danses sacrées. Danse jeune comme un adolescent en révolte, qui préfère encore évoluer sur la tête plutôt que d'entrer dans ce que les économistes appellent, non sans fatalisme, l'« économie de la délinquance ».

Dans les centres commerciaux au cœur des villes s'échangent les adresses, les contacts pour faire une « frime » dans une publicité ou dans les émissions de variétés. Les hip-hoppeurs entendent gagner leur vie avec la danse. Cette attitude bouleverse un milieu artistique qui entretenait un rapport assez hypocrite avec l'argent. Là, au cœur des villes, se forment les groupes qui tiennent le haut du

pavé : Käfig, MBDT, entre autres. Désormais, les filles ont leur mot à dire. L'Habitante Max-Laure Bourjolly, avec Alex Berril, dirige les Boogi Sal. Karina Khelifi, avec Gaby Nessler, les Aknel Force. Et les très jeunes filles du groupe Gnade, entraînés par Josette Baiz, à Marseille, n'ont peur de rien. Lyon, et ses banlieues de Vénissieux et des Minguettes, bouge très vite : Tracian avant, Accorap, Fred Bendoogué sont programmés toute l'année. Montpellier est dans la course avec les Mega Cool Rap du quartier de La Paillade. Et Surresnes, Lille, Strasbourg, Mulhouse, Vesoul, Châteauneuf...

● Musique : les sons de la cité

A Corbie, comme stude non loin d'Amiens, les Tambours du Bronx font des émules. Trente-cinq frappeurs de fûts âgés de dix à vingt ans : le groupe Bldon. Dans le 19^e arrondissement de Paris et à Aubervilliers, des adolescents se réunissent pour former Le Réveil des frappeurs. Invité en résidence-creation à Angoulême, le percussionniste martiniquais Dédé Saint-Prix fédère autour de lui une vingtaine de jeunes. A Boissy-Saint-Leger et à Nanterre, en banlieue parisienne, les percussionnistes de Tam-Tam mandingue animent des ateliers très fréquentés. Formée de musiciens professionnels, dont Pierre Marcault - qui a travaillé avec Christian Vander, Jacques Higelin - et Guillaume Kervel, pionnier du steel-drum en France, l'association Tam-Tam mandingue s'engage depuis long-

temps dans les quartiers « sensibles ». Elle présente à La Villette *Peaux d'Anes*, un spectacle associant des musiciens professionnels et des amateurs armés de tambours *gjembe* ou *dum-dum*.

Autre démarche originale, celle du groupe Gnawa Diffusion, basé à Grenoble. Il synthétise à lui tout seul la ligne musicale de la programmation. Formé par Amazigh Kateb, le fils de l'émigré algérien Kateb Yacine, décédé en 1989, Gnawa Diffusion, dont le disque *Algeria* (Mélodie) connaît un réel succès d'estime, il propose un mélange musical rayonnant qui rapproche reggae, raggamuffin, rap, guitares électriques et flamenco, balafon, claviers et instruments traditionnels des Gnawas. Arrivé en France en 1988 à l'âge de seize ans, Amazigh vit le brassage, le décloisonnement, comme une urgence nécessaire. Mais, prévient-il, la notion de « culture urbaine » est à manier avec précaution : « La culture, c'est tout ce que l'on voit, entend, absorbe. Tout ce que l'on refuse d'absorber aussi. »

Rosita Boisseau, Dominique Frétard et Patrick Labesse

★ Parc et Grande Halle, Théâtre Paris-Villette, TILF, Paris 19^e. M^e Porte-de-Pantale. Informations : 0-803-306-306. Réservations : 0-803-075-075. Du jeudi au samedi, à partir de 18 heures ; le dimanche, à partir de 15 heures. Jusqu'au 9 novembre.

CONCERTS

FESTIVAL D'ARTS DE LA VILLE

CONCERTS

01 53 45 17 00

www.parcdejavillette.com

CULTURE

EN

RÉGIONS

villa gillet

4 rue Chazaire - 93004 LA VILLETTE

Conférence de

Jean-Christophe Bailly

"Sur Walter Benjamin"

mardi 14 octobre à 19h30

Tarifs - Réservation nécessaire

04.78.27.02.48

Blues

LUCKY PETERSON

Jeudi 16 octobre à 20 h 30

Espace Malraux

Renseignements - Réservations :

Espace Malraux, Scène Nationale de Chambéry et de la Savoie

-04.79.85.55.43-

Renseignements publics : 01 42 17 39 43

Les entrepôts de Tour et Taxis menacés de « bruxellisation »

Des édiles se mobilisent pour sauver ce fleuron du patrimoine industriel

BRUXELLES
de notre correspondant
Bruxelles est à nouveau inquiète. Les anciens entrepôts de Tour et Taxis, fleuron du patrimoine industriel de la capitale belge passeront-ils, eux aussi, à la moulinette de la « bruxellisation », synonyme d'événementiel et de spéculation immobilière ?

C'est la crainte de Guido Vanderhulst, directeur de l'association La Fonderie qui se consacre à l'inventaire et à la valorisation du patrimoine industriel et social de Bruxelles : « Le magnifique ensemble de Tour et Taxis, qui doit son nom à la famille aristocratique anciennement propriétaire des terrains, a été implémenté au début du siècle, à l'occasion de la mise en service du canal Charleroi-Anvers, explique-t-il. Il s'étend sur 24 hectares et comprend, notamment, l'entrepôt royal à façade renouveau néo-flamande et une annexe dont la charpente métallique autoportante sur poteaux est unique au monde. » Cet ensemble est aujourd'hui classé par la fondation américaine World Monument Fund comme l'un des cent sites les plus menacés de la planète.

Le péril vient des projets très avancés du bureau d'études belge Language of Forms, qui s'efforce depuis 1992 d'implanter sur ce site le concept américain de Musiccity, un vaste complexe consacré à l'exploitation des activités musicales en tout genre. Tom De Graeve, directeur de Language of Forms, un jeune Flamand passé par le moule californien, défend son projet : « Bureaux, magasins, jazz-club, hôtel de luxe seront installés dans l'entrepôt royal facile à

aménager. La grande salle de concert de 12 000 places trouvera sa place dans l'annexe, ainsi que des parkings. » Que deviennent les fameuses charpentes métalliques ? Supprimées. « Mais nous conservons les toits en shed de part et d'autre », ajoute M. De Graeve, en faisant valoir les retombées économiques du projet dans un quartier très touché par le chômage.

« Pas d'accord ! », répliquent les défenseurs du site comme Henri Simons, échevin (adjoint) à l'urbanisme de Bruxelles, membre du Parti écologiste, ou covalocus par les esquisses de l'architecte de Language of Forms, Luc Schuitens. « Après avoir voulu supprimer purement et simplement le bâtiment, il répond à nos objections en le défigurant ! »

QUERELLE COMMUNAUTAIRE

En juin, Henri Simons et son collègue Olivier Maingain, échevin au patrimoine et président du Front démocratique des francophones, commandent une étude à l'architecte français Philippe Robert. Pourquoi lui ? « Nous nous étions d'abord adressés à la Fondation Roi-Baudouin, dont c'est la vocation. Elle n'a pas répondu. L'objet était-il trop brûlant ? En tout cas, nous sommes très heureux de l'étude de Philippe Robert. » On doit à ce spécialiste de la réhabilitation du patrimoine industriel et à son associé Bernard Reichen, la transformation de la chocolaterie Menier de Noisiel et de la filature Blin et Blin d'Elbeuf. Pour Tour et Taxis, Philippe Robert propose d'irriguer la zone par une nouvelle voirie, de créer un parc sur

l'emprise des anciennes voies ferrées, et d'élever, en bordure, des logements. Les anciens entrepôts oéo-flamands, à l'architecture intacte, accueillent commerces, bureaux et hôtel. L'immense annexe de 260 mètres de long, chef-d'œuvre de l'architecture métallique, devient un centre d'exposition modulable. Oubliées par Language of Forms, les six grandes halles de l'ancienne gare sont destinées à des bureaux et à des parkings. Les multiples « petits » bâtiments (câbles d'eau, entrepôts...), la plupart d'inspiration néo-flamande, trouvent leur place. Quant à l'amphithéâtre de 12 000 places réclamé par Musiccity, l'architecte français l'adosse à l'une des façades de l'entrepôt royal.

Language of Forms, las d'avoir remanié sans cesse ses projets à la demande des autorités, se refuse pour l'instant à composer avec le plan Robert et menace : « Si les retards doivent se prolonger, nous partirons à Vilvorde, sur le site laissé libre par le départ de Renault. » Un chantage qualifié de « minable » par Olivier Maingain.

Les querelles communautaires, comme toujours en Belgique, ne sont jamais bien loin. Olivier Maingain, francophone militant, s'inquiète de l'origine quasi exclusivement flamande des capitaux prêts à s'investir dans Musiccity. Et de l'attention particulière portée à ce dossier par le cabinet du premier ministre, Jean-Luc Dehaene, membre du Parti chrétien-social flamand, tout comme le directeur de la Société nationale des chemins de fer belges, propriétaire de la plus grande partie



Vue aérienne du site de Tour et Taxis. A gauche, la gare maritime, avec ses trois pignons en façade et, dans l'alignement, l'hôtel d'administration et des postes, de style néo-flamand, puis l'hôtel des douanes. Derrière, l'entrepôt A avec sa toiture en shed de quatorze vaisseaux, et l'entrepôt public, gigantesque bâtiment sur cinq niveaux.

des terrains. Musiccity serait le cheval de Troie de la flamandisation de la culture à Bruxelles... Le front du refus, incarné par Henri Simons et Olivier Maingain, auxquels il faut ajouter Philippe Moereux, le bourgmestre socialiste de la commune limitrophe de Molenbeek, parviendra-t-il à imposer l'étude Robert ? Il leur faudra convaincre le collège des échevins de Bruxelles-ville et le ministre régional Hervé Hasquin, réputé plus favorable au projet Musiccity. François-Xavier de

Domnès, bourgmestre libéral de Bruxelles-ville, reste perplexe : « L'étude de Philippe Robert est intéressante, convoit-il. Je serais heureux que Language of Forms s'y roule. S'il refuse ? La Belgique est un pays dans les finances publiques sont en situation de quasi-banqueroute. On ne trouvera pas de financement pour un Musiccity ailleurs que dans le privé. Et qui paiera alors les grandes perspectives de M. Robert ? »

Luc Rosenzweig

DÉPÊCHES

■ **VITROLLES** : Catherine Trautmann, ministre de la culture, a annoncé, mercredi 8 octobre, qu'une subvention de son ministère au profit du Sous-Marin, le café-musique de Vitrolles fermé par la municipalité FN de la ville, avait « été mandatée ». S'exprimant lors des questions orales devant l'Assemblée nationale, la ministre a réitéré son soutien à l'établissement, rappelant que la ministre de la Jeunesse et des sports, Marie-George Buffet, avait déjà accordé son soutien à la salle. Elle a par ailleurs stigmatisé dans la fermeture du Sous-Marin le « pas franchi dans l'escalade de la violence et le déni de nos valeurs républicaines, une atteinte à la liberté d'association, à la jeunesse attachée aux musiques actuelles ouvertes au brassage des pratiques culturelles ».

■ **THÉÂTRE** : le public égyptien peut assister depuis le début de la semaine au Théâtre national du Caire à l'une des plus anciennes tragédies du monde, écrite sur papyrus à l'époque du Moyen Empire, il y a près de quatre mille ans. Le texte a été adapté en arabe par le dramaturge égyptien Mohamed Mahran, à partir de l'œuvre anonyme écrite en 1962 avant J.-C. et intitulée *Conte de Sinuhé*. Ecrite en « hiératique », la langue des scribes, le *Conte de Sinuhé* est l'une des œuvres les plus populaires de la littérature pharaonique, qui deviendra au Nouvel Empire (1567 à 1085 av. J.-C.) le classique scolaire le plus répandu de l'Égyptologie royale. (AFP.)

■ **HISTOIRE** : le Palais d'été de Pékin, dévasté par les troupes anglo-françaises lors d'une expédition punitive en 1860, a été reconstitué en miniature par cent quarante artistes chinois après quatre années de travail. La reproduction au trentième des jardins, des pavillons, des lacs et de leurs îlots reliés par une multitude de ponts surplombés de collines sera prochainement accessible aux visiteurs à Tianjin, à une centaine de kilomètres de Pékin.

Le Théâtre national de Strasbourg dans ses murs neufs

—STRASBOURG—

de notre correspondant régional
Après deux ans d'exil au parc de la Foire (Wacken), le Théâtre national de Strasbourg (TNS) a repris possession le 7 octobre du bâtiment néoclassique qui avait abrité l'ancien Parliement d'Alsace-Lorraine jusqu'en 1918. Vingt-quatre mois de travaux pour une rénovation complète de 10 000 mètres carrés, qui a coûté 126 millions de francs à l'Etat.

Daniel Rubin, l'architecte chargé des aménagements, a pris la parole de la continuité. Grâce à la création d'une « rue intérieure », la circulation a été améliorée. Si la façade principale — classée — n'a pu être touchée, une deuxième entrée a été aménagée avenue de la Marcellaise ; un café a été installé et une terrasse construite.

QUADRILATÈRE PEU ESTHÉTIQUE
La grande salle — baptisée Bernard-Marie Koltès — a gardé sa configuration, mais sa capacité a été réduite (de 700 à 600 places) pour un confort et une visibilité accrues. Le cadre de scène a été

élargi (de 9 à 11 mètres) sans que l'acoustique n'ait eu à en souffrir. L'équipement du plateau a été refait, un ascenseur permettant de monter jusqu'aux cintres. La salle est désormais de couleur rouge safran. La salle Hubert-Gignoux — du nom du directeur qui a réussi à transformer le Centre dramatique de l'Est en théâtre national, le seul en région — a été agrandie. Deux cents fauteuils amovibles permettent d'accueillir des scénographies variées.

Le tout donne un quadrilatère à la toiture oéo-béton, peu esthétique, mais qui doit encore être habillée de losanges en inox. Les locaux de l'école du TNS ont été reconfigurés. On a créé un nouveau centre de documentation, modernisé le studio d'enregistrement et installé une salle pour la scénographie et le dessin. Les loges, le foyer des comédiens et les bureaux sont désormais équipés de « mobilier brut » (bois et acier) fabriqué par les ouvriers du TNS.

Marcel Scotto

Le budget du Centre national du cinéma en hausse de 3,7 %

LE DIRECTEUR GÉNÉRAL du Centre national du cinéma (CNC), Marc Tessier, devait présenter le 9 octobre son budget pour 1998, marqué par une augmentation de 3,7 % de l'ensemble des recettes. Le financement du cinéma et de l'audiovisuel est aidé par de grands mécanismes : le compte de soutien est le principal, abondé à 25 % environ par une taxe sur les entrées (TSA) et à 65 % par un prélèvement sur les chaînes de télévision. Le reliquat est fourni par une taxe sur la vidéo et par des crédits du ministère de la culture.

Ces crédits ministériels (254,19 millions de francs), en légère augmentation par rapport à 1997 (+ 2,59 millions), sont essentiellement affectés aux actions définies par le ministre de la culture Catherine Trautmann comme prioritaires (les jeunes et le patrimoine) mais ils ne concernent que marginalement la Cinémaèque française, et n'annoncent aucune solution au lancinant problème de son implantation. L'intervention ministérielle représente moins de 10 % de l'ensemble du budget du CNC, chuté pour 1998 à 2,63 milliards, dans un secteur qu'on dit à tort fortement subventionné alors

que ce sont des mécanismes internes qui assurent l'essentiel de ses aides. Le compte de soutien a bénéficié d'une hausse de la fréquentation, générant une TSA plus élevée, tandis qu'en raison de la baisse de leurs recettes publicitaires, l'apport des télévisions recule.

LA DEUXIÈME RÉVOLUTION

Mais ce recul devrait être plus que compensé à partir du 1^{er} janvier 1998 par la création d'une nouvelle taxe sur les chaînes de télévision diffusant des œuvres de création oéo françaises. Matignon a donné son accord à un principe capital : le cinéma français, qui avait réussi à organiser sa pérennité au moment de la première révolution audiovisuelle (l'ouverture aux chaînes privées) grâce notamment aux obligations de financement imposées aux télévisions, recevra à nouveau une part des effets de la deuxième révolution, celle des chaînes thématiques. Ce sont plus de quarante nouvelles chaînes qui vont verser au pot commun 5,5 % de leurs recettes brutes, l'essentiel étant ici le mécanisme, plutôt que la somme (environ 50 MF) qui en résultera en 1998. Autre innovation, ce recouvrement sera effectué par la direction générale des Impôts, qui dispose de moyens de contraintes autrement efficaces que le CNC.

Le cinéma profite à plein de la hausse des entrées en salles — le produit de la TSA lui étant entièrement affecté — et bénéficiera des hausses des recettes sur l'audiovisuel dont il recueille 38 %. Au total, 1,29 milliard de francs sera affecté au cinéma en 1998 sur le compte de soutien, soit 55 % de l'ensemble (2,42 milliards). Cette manne est dispensée selon deux types de mécanismes, les aides automatiques et les aides sélectives, toutes deux en hausse. Au sein des 737,77 millions du soutien automatique (+ 4 %), le phénomène le plus notable concerne la baisse de la part consacrée à l'exploitation. Cette baisse (de 7,5 millions) est largement compensée par la hausse de 20 millions (+ 24 %) de l'aide sélective aux salles, qui atteint au total 104 millions : il s'agit d'intervenir de manière volontariste en faveur des petites salles pour leur permettre de se moderniser dans les conditions nouvelles créées par l'essor des multiplexes

(+ 15 millions) et, spécifiquement, des petites salles parisiennes, particulièrement fragilisées (+ 5 millions).

Nécessaire, cette action en faveur de la diversité de l'exploitation vient compenser l'absence de modification, à ce jour, du soutien automatique, qui devrait se faire au profit des petites salles lorsque le ministère de la culture et les exploitants se seront enfin mis d'accord. Pourquoi pas ? Les pouvoirs publics viennent bien de trouver un accord avec les producteurs sur la réforme attendue depuis deux ans de l'agrément — qu'il s'agit de faire entériner par Bercy et par Bruxelles. Parmi les autres postes du budget 1998, on note, d'une part, une augmentation sensible (+ 26 %) de l'aide sélective aux distributeurs — pour renforcer les indépendants de ce secteur reconnu comme le maillon faible de la chaîne cinématographique — et, d'autre part, un coup d'arrêt au soutien à l'exportation, présentée naguère par l'administration comme la « nouvelle frontière » à conquérir par le cinéma national.

Jean-Michel Frodon

Kyoto, épargnée par la guerre et saccagée par la spéculation

—KYOTO—

de notre envoyé spécial
Le choc commença en débarquant du train. La nouvelle gare de Kyoto, inaugurée en septembre, est le symbole de l'asservissement d'une ville supposée éternelle de la culture japonaise à la loi de la rentabilité. Avec ses 500 mètres de longueur et ses 60 mètres de hauteur, l'édifice de verre et de béton constitue un mur qui coupe la ville en deux. Cette colossale construction de 230 000 mètres carrés — dont nous avions attribué par erreur (Le Monde du 10 septembre) la paternité à l'architecte Tadao Ando alors qu'il s'agit en réalité de son homologue Hiroshi Hata — comprend un pharaonique escalier emmenant les visiteurs vers des terrasses, un hôtel, un grand magasin, un musée et un théâtre.

Ailleurs, pourquoi pas ? Mais à Kyoto, la ville dépositaire de la tradition esthétique nipponne et épargnée par les bombardements américains, une telle construction a quelque chose de scandaleusement monstrueux.

« Aucune ville historique n'aurait été autant détruite et à un rythme aussi rapide que Kyoto », estime l'éminent professeur de physique nucléaire, Sakae Shimizu, qui, à quatre-vingt-deux ans, est une figure respectée de la ville. L'ampleur du saccage, qui commença avec la construction d'une tour panoramique en 1964, n'avait pas manqué de surprendre les participants étrangers à la pre-

mière rencontre en 1987 de l'Association des villes historiques, organisation à l'origine de laquelle l'ancienne capitale japonaise avait été. Kyoto n'a plus qu'une beauté en archipel : c'est une ville de temples, les seuls à préserver leur patrimoine. Le reste, le patrimoine civil, à l'exception du palais impérial et d'îlots (les quartiers de Pontocho ou de Gion), disparaît peu à peu. Ce travail de sape, inaperçu sinon par son effet cumulatif, a profondément affecté l'atmosphère d'une ville désignée par l'Unesco comme faisant partie de l'héritage mondial et il tend à faire de ce qu'il en reste une sorte de parc à thème de la tradition.

ÉVANOUISSEMENT DU PASSÉ

Le caractère périssable de constructions en bois, leur confort et les impôts frappant les successions sont certes les principales raisons de cet évanouissement du passé qui banalise la ville. Mais il y a aussi un laxisme coupable de la municipalité, qui a sans doute désigné des quartiers préservés mais n'a pas de politique conséquente de défense du patrimoine. Tout propriétaire peut du jour au lendemain remplacer une maison traditionnelle par un immeuble de rapport. Et c'est ce que font beaucoup. La « bulle » spéculative de la fin des années 80 a porté un rude coup à ce qui restait de Kyoto.

Philippe Pons

GERARD DROUOT & TOULON DE CHASSE PRÉSENTENT

PATRICIA KAAS

5-6-7 FEVRIER
PARIS BERCY

16/01 ORLÉANS	24/02 TOULOUSE	24/03 REIMS
17/01 LORRAINE	25/02 NANTES	25/03 ROUEN
18/01 RENNES	27/02 LE MANS	27/03 GRENOBLE
20/01 CHALON-SAONE	28/02 CAEN	28/03 MARSEILLE
21/01 ST ETIENNE	12/03 LILLE	29/03 NANTES
22/01 NICE	15/03 CLERMONT-FD	29/03 TOULON
24/01 VALENCE	12/03 LYON	31/03 PAU
25/01 ALBERTVILLE	20/03 NANCY	01/04 BORDEAUX
01/02 NARBONNE	21/03 METZ	02/04 STRASBOURG
12/02 CHARLEVILLE	22/03 STRASBOURG	05/04 BREST

50 44 68, VIRGIN MEGASTORE, ENAC, CARREFOUR, AGENCE, 3615 RESERV, 3615 RTL, 3615 M6, 3615 M5, 3615 M4, 3615 M3, 3615 M2, 3615 M1, 3615 M0, 3615 M-1, 3615 M-2, 3615 M-3, 3615 M-4, 3615 M-5, 3615 M-6, 3615 M-7, 3615 M-8, 3615 M-9, 3615 M-10, 3615 M-11, 3615 M-12, 3615 M-13, 3615 M-14, 3615 M-15, 3615 M-16, 3615 M-17, 3615 M-18, 3615 M-19, 3615 M-20, 3615 M-21, 3615 M-22, 3615 M-23, 3615 M-24, 3615 M-25, 3615 M-26, 3615 M-27, 3615 M-28, 3615 M-29, 3615 M-30, 3615 M-31, 3615 M-32, 3615 M-33, 3615 M-34, 3615 M-35, 3615 M-36, 3615 M-37, 3615 M-38, 3615 M-39, 3615 M-40, 3615 M-41, 3615 M-42, 3615 M-43, 3615 M-44, 3615 M-45, 3615 M-46, 3615 M-47, 3615 M-48, 3615 M-49, 3615 M-50, 3615 M-51, 3615 M-52, 3615 M-53, 3615 M-54, 3615 M-55, 3615 M-56, 3615 M-57, 3615 M-58, 3615 M-59, 3615 M-60, 3615 M-61, 3615 M-62, 3615 M-63, 3615 M-64, 3615 M-65, 3615 M-66, 3615 M-67, 3615 M-68, 3615 M-69, 3615 M-70, 3615 M-71, 3615 M-72, 3615 M-73, 3615 M-74, 3615 M-75, 3615 M-76, 3615 M-77, 3615 M-78, 3615 M-79, 3615 M-80, 3615 M-81, 3615 M-82, 3615 M-83, 3615 M-84, 3615 M-85, 3615 M-86, 3615 M-87, 3615 M-88, 3615 M-89, 3615 M-90, 3615 M-91, 3615 M-92, 3615 M-93, 3615 M-94, 3615 M-95, 3615 M-96, 3615 M-97, 3615 M-98, 3615 M-99, 3615 M-100, 3615 M-101, 3615 M-102, 3615 M-103, 3615 M-104, 3615 M-105, 3615 M-106, 3615 M-107, 3615 M-108, 3615 M-109, 3615 M-110, 3615 M-111, 3615 M-112, 3615 M-113, 3615 M-114, 3615 M-115, 3615 M-116, 3615 M-117, 3615 M-118, 3615 M-119, 3615 M-120, 3615 M-121, 3615 M-122, 3615 M-123, 3615 M-124, 3615 M-125, 3615 M-126, 3615 M-127, 3615 M-128, 3615 M-129, 3615 M-130, 3615 M-131, 3615 M-132, 3615 M-133, 3615 M-134, 3615 M-135, 3615 M-136, 3615 M-137, 3615 M-138, 3615 M-139, 3615 M-140, 3615 M-141, 3615 M-142, 3615 M-143, 3615 M-144, 3615 M-145, 3615 M-146, 3615 M-147, 3615 M-148, 3615 M-149, 3615 M-150, 3615 M-151, 3615 M-152, 3615 M-153, 3615 M-154, 3615 M-155, 3615 M-156, 3615 M-157, 3615 M-158, 3615 M-159, 3615 M-160, 3615 M-161, 3615 M-162, 3615 M-163, 3615 M-164, 3615 M-165, 3615 M-166, 3615 M-167, 3615 M-168, 3615 M-169, 3615 M-170, 3615 M-171, 3615 M-172, 3615 M-173, 3615 M-174, 3615 M-175, 3615 M-176, 3615 M-177, 3615 M-178, 3615 M-179, 3615 M-180, 3615 M-181, 3615 M-182, 3615 M-183, 3615 M-184, 3615 M-185, 3615 M-186, 3615 M-187, 3615 M-188, 3615 M-189, 3615 M-190, 3615 M-191, 3615 M-192, 3615 M-193, 3615 M-194, 3615 M-195, 3615 M-196, 3615 M-197, 3615 M-198, 3615 M-199, 3615 M-200, 3615 M-201, 3615 M-202, 3615 M-203, 3615 M-204, 3615 M-205, 3615 M-206, 3615 M-207, 3615 M-208, 3615 M-209, 3615 M-210, 3615 M-211, 3615 M-212, 3615 M-213, 3615 M-214, 3615 M-215, 3615 M-216, 3615 M-217, 3615 M-218, 3615 M-219, 3615 M-220, 3615 M-221, 3615 M-222, 3615 M-223, 3615 M-224, 3615 M-225, 3615 M-226, 3615 M-227, 3615 M-228, 3615 M-229, 3615 M-230, 3615 M-231, 3615 M-232, 3615 M-233, 3615 M-234, 3615 M-235, 3615 M-236, 3615 M-237, 3615 M-238, 3615 M-239, 3615 M-240, 3615 M-241, 3615 M-242, 3615 M-243, 3615 M-244, 3615 M-245, 3615 M-246, 3615 M-247, 3615 M-248, 3615 M-249, 3615 M-250, 3615 M-251, 3615 M-252, 3615 M-253, 3615 M-254, 3615 M-255, 3615 M-256, 3615 M-257, 3615 M-258, 3615 M-259, 3615 M-260, 3615 M-261, 3615 M-262, 3615 M-263, 3615 M-264, 3615 M-265, 3615 M-266, 3615 M-267, 3615 M-268, 3615 M-269, 3615 M-270, 3615 M-271, 3615 M-272, 3615 M-273, 3615 M-274, 3615 M-275, 3615 M-276, 3615 M-277, 3615 M-278, 3615 M-279, 3615 M-280, 3615 M-281, 3615 M-282, 3615 M-283, 3615 M-284, 3615 M-285, 3615 M-286, 3615 M-287, 3615 M-288, 3615 M-289, 3615 M-290, 3615 M-291, 3615 M-292, 3615 M-293, 3615 M-294, 3615 M-295, 3615 M-296, 3615 M-297, 3615 M-298, 3615 M-299, 3615 M-300, 3615 M-301, 3615 M-302, 3615 M-303, 3615 M-304, 3615 M-305, 3615 M-306, 3615 M-307, 3615 M-308, 3615 M-309, 3615 M-310, 3615 M-311, 3615 M-312, 3615 M-313, 3615 M-314, 3615 M-315, 3615 M-316, 3615 M-317, 3615 M-318, 3615 M-319, 3615 M-320, 3615 M-321, 3615 M-322, 3615 M-323, 3615 M-324, 3615 M-325, 3615 M-326, 3615 M-327, 3615 M-328, 3615 M-329, 3615 M-330, 3615 M-331, 3615 M-332, 3615 M-333, 3615 M-334, 3615 M-335, 3615 M-336, 3615 M-337, 3615 M-338, 3615 M-339, 3615 M-340, 3615 M-341, 3615 M-342, 3615 M-343, 3615 M-344, 3615 M-345, 3615 M-346, 3615 M-347, 3615 M-348, 3615 M-349, 3615 M-350, 3615 M-351, 3615 M-352, 3615 M-353, 3615 M-354, 3615 M-355, 3615 M-356, 3615 M-357, 3615 M-358, 3615 M-359, 3615 M-360, 3615 M-361, 3615 M-362, 3615 M-363, 3615 M-364, 3615 M-365, 3615 M-366, 3615 M-367, 3615 M-368, 3615 M-369, 3615 M-370, 3615 M-371, 3615 M-372, 3615 M-373, 3615 M-374, 3615 M-375, 3615 M-376, 3615 M-377, 3615 M-378, 3615 M-379, 3615 M-380, 3615 M-381, 3615 M-382, 3615 M-383, 3615 M-384, 3615 M-385, 3615 M-386, 3615 M-387, 3615 M-388, 3615 M-389, 3615 M-390, 3615 M-391, 3615 M-392, 3615 M-393, 3615 M-394, 3615 M-395, 3615 M-396, 3615 M-397, 3615 M-398, 3615 M-399, 3615 M-400, 3615 M-401, 3615 M-402, 3615 M-403, 3615 M-404, 3615 M-405, 3615 M-406, 3615 M-407, 3615 M-408, 3615 M-409, 3615 M-410, 3615 M-411, 3615 M-412, 3615 M-413, 3615 M-414, 3615 M-415, 3615 M-416, 3615 M-417, 3615 M-418, 3615 M-419, 3615 M-420, 3615 M-421, 3615 M-422, 3615 M-423, 3615 M-424, 3615 M-425, 3615 M-426, 3615 M-427, 3615 M-428, 3615 M-429, 3615 M-430, 3615 M-431, 3615 M-432, 3615 M-433, 3615 M-434, 3615 M-435, 3615 M-436, 3615 M-437, 3615 M-438, 3615 M-439, 3615 M-440, 3615 M-441, 3615 M-442, 3615 M-443, 3615 M-444, 3615 M-445, 3615 M-446, 3615 M-447, 3615 M-448, 3615 M-449, 3615 M-450, 3615 M-451, 3615 M-452, 3615 M-453, 3615 M-454, 3615 M-455, 3615 M-456, 3615 M-457, 3615 M-458, 3615 M-459, 3615 M-460, 3615 M-461, 3615 M-462, 3615 M-463, 3615 M-464, 3615 M-465, 3615 M-466, 3615 M-467, 3615 M-468, 3615 M-469, 3615 M-470, 3615 M-471, 3615 M-472, 3615 M-473, 3615 M-474, 3615 M-475, 3615 M-476, 3615 M-477, 3615 M-478, 3615 M-479, 3615 M-480, 3615 M-481, 3615 M-482, 3615 M-483, 3615 M-484, 3615 M-485, 3615 M-486, 3615 M-487, 3615 M-488, 3615 M-489, 3615 M-490, 3615 M-491, 3615 M-492, 3615 M-493, 3615 M-494, 3615 M-495, 3615 M-496, 3615 M-497, 3615 M-498, 3615 M-499, 3615 M-500, 3615 M-501, 3615 M-502, 3615 M-503, 3615 M-504, 3615 M-505, 3615 M-506, 3615 M-507, 3615 M-508, 3615 M-509, 3615 M-510, 3615 M-511, 3615 M-512, 3615 M-513, 36

Christoph Marthaler guide « Les Trois Sœurs » de Tchekhov vers l'exil

Le metteur en scène suisse présente un spectacle époustouflant à la Volksbühne de Berlin

Formé à la musique, Christoph Marthaler s'est imposé en quelques saisons comme un grand des scènes européennes. On avait pu voir cet hi-

ver à Crétail son surprenant *Stunde Null*. A la Volksbühne de Berlin, où il travaille régulièrement, il vient de mettre en scène *Les Trois*

Sœurs. Spectacle époustouflant, qui fait de la pièce de Tchekhov un miroir d'aujourd'hui, cho-

LES TROIS SŒURS, de Tchekhov. Mise en scène: Christoph Marthaler. Avec Heidi Klapp, Susanne Döllmann, Olivia Gölz, Ueli Jäggli, Peter Fritz, Ulrich Voss, Eva Brumby. VOLKSBUHNE, Rosa Luxemburg Platz, Berlin. Tél.: (00-49) 30-247-67-72. En alternance.

BERLIN
de notre envoyée spéciale.
On ne dira jamais assez que Christoph Marthaler est la révélation théâtrale de ces dernières années. Ce Suisse sans âge officiel - il est âgé de quarante-six ans, mais le sait-il lui-même ? - ressemble à un voyageur décalé qui se serait perdu dans le hall d'une gare moderne. Il paraît désemparé, presque déjanté. Pourtant, rien de ce qui se passe ne lui échappe. Ses mises en scène témoignent d'une vision du monde marquée, personnelle. En France, on n'a vu que trois spectacles de lui : *Murx den Europäer* ! *Murx Ihn* ! *Murx Ihn* ! *Murx Ihn* ab ! (*Etrangle*

l'Européen, *étrangle-le...*) à l'invitation du Festival d'automne (*Le Monde* du 14 septembre 1995) ; *Stunde Null* (*Heure zéro*) à Crétail (*Le Monde* du 2 avril 1996) et *Lina Böglis Reise* (*Le Voyage de Lina Böglis*) (*Le Monde* du 9 septembre 1996).

En Suisse, en Allemagne et en Autriche, Christoph Marthaler n'arrête pas de travailler. Il prépare une mise en scène de *La Vie parisienne*, d'Offenbach, qui sera créée en mai 1998 à Vienne. Et il vient de signer un spectacle époustouflant, *Les Trois Sœurs*, de Tchekhov, présenté depuis le 11 septembre à la Volksbühne de Berlin, devant des salles comblées.

D'abord, il y a le décor. C'est une maison qui, au début du siècle, a dû être une demeure patricienne posée sur l'immensité des plaines de l'Est. Elle a connu le choc de la révolution, l'usure du temps, puis elle s'est enfoncée dans la déliquescence. Le hall d'entrée occupe tout le plateau de la Volksbühne. Il est régenté par un immense escalier qui dessert

trois étages et plonge vers un sous-sol dont on ne devine qu'un trou entouré d'une grille de fer forgé.

EN SUSPENS
Devant, dans la fosse d'orchestre, une vieille table, un harmonium et un piano, emmassés. Onze samovars sont reliés sur le côté de la scène, contre le mur crasseux, alignés comme des trophées qui d'auraient plus de raison d'être. Une mauvaise lumière blanche accuse la tristesse : peintures écaillées, sols raflés, meubles dépareillés. On ne peut même plus dire que tout soit le camp. C'est pire. Tout est là, mais en suspens, dans une fragilité telle qu'on se demande ce qui pourrait encore advenir.

Ce n'est pas la mort de Tchekhov qu'annonce ce décor, mais son exil. Christoph Marthaler l'emène loin de l'âme slave, de la nostalgie, des vestiges qui séparent Moscou de la ville de garnison où s'emmurent les trois sœurs. Olga, Macha et Irina habitent une tene qui pourrait être

CE SOIR

EN REGION PARISIENNE

Le Relief au cinéma

Ce cycle présente quelques œuvres majeures de l'histoire du cinéma en relief, telles que *Le crime était presque parfait*, d'Alfred Hitchcock, *L'Homme au masque de cire*, d'André de Toth...

Mais il propose aussi des films expérimentaux et des performances, tels *Tabula Smaragdina*, de Jürgen Reble. *The Solomonic Fissure* de Ken Jacobs, projetés en avant-première.

Seront aussi présentés les essais en relief de Louis Lumière (1932-1936) et le *Robinson Crusoe* d'Andreievski (1947), le premier film en relief tourné en URSS.

Auditorium du Louvre, occs par la Pyramide, Paris-1^{re}. M^{re} Louvre. Du 9 au 26 octobre.

Tél.: 01-40-20-51-86. 15 F et 20 F.

Orchestre national de Jazz L'ONJ nouveau est arrivé. Son directeur musical, le

contrebassiste Didier Levallet a réuni des musiciens aux

esthétiques diversifiées, un répertoire qui, outre ses compositions, ira voir dans

l'histoire du jazz. Duke Ellington, Gil Evans, André Hodeir, George Russell ou Charles Mingus

figurent au panthéon du compositeur, arrangeur,

instrumentiste. Lancement de la première saison dans le beau

théâtre de la Cité internationale où la musique peut vivre.

Théâtre de la Cité internationale, 45 F à 65 F.

21, boulevard Jourdan, Paris-14^e. M^{re} Cité-Universitaire. 20 h 30, les 9, 10 et 11. Tél.: 01-45-89-38-69. 110 F.

Cuban Jam Session

Depuis que la musique cubaine est dans l'air du temps, les

« Cuban Jam Sessions » hebdomadaires de la Java sont

l'un des rendez-vous latinos les plus courus, malgré une scène

trop basse limitant la visibilité et une sonorisation approximative.

Pour fêter leur troisième anniversaire, les « Cuban Jam

Sessions » reçoivent Africando, le meilleur groupe de salsa africaine

et la crème des musiciens latinos parisiens.

La Java, 105, rue du Faubourg-du-Temple, Paris-11^e.

M^{re} République. 23 heures, les 9 et 10. Tél.: 01-42-02-52. 120 F.

A TOULOUSE

La fantaisie feuilletonesque de Marco Berretini est soutenue par

le centre chorégraphique de développement qui présente son

oe-man-show Je m'appelle Emil Sturmweiser. Danse, paroles,

discours, délire, le chorégraphe est avant tout une bête de scène

qui a horreur du bon goût et du politiquement correct. Esprits

déliés ne pas s'abstenir. Au même programme, la compagnie

Imaj de Nathalie Desmarest. Centre de développement

chorégraphique, 5, avenue Billières, 31500 Toulouse. 20 h 30,

les 9 et 10. Tél.: 05-61-59-98-78. 45 F à 65 F.

PROFIL

JEAN-CHARLES CAPON ET LE VIOLONCELLE JAZZ

Jean-Charles Capon, compositeur, présente son quartette au New Morning: Régis Huby (violin), Didier Havet (soubassophone), Bertrand Renaudin (batterie). On admettra que la composition - si l'on précise que Capon est violoncelliste - n'est pas courante. Capon a derrière lui une longue route connue. Il est né en 1936, a collectionné les prix «classiques», s'est fait connaître avec le Baroque Jazz Trio (1969), en duo avec le percussionniste helvète Pierre Favre, en 1970, aux côtés de Didier Levallet dans les groupes Confluences et Swing String Sys-

tem, puis en tandem avec Christian Escudé ou Richard Galliano, à la tête d'un quatuor de violoncelles, en trio de luxe avec Escudé et Ron Carter, prince de la contrebasse qu'il accorde - soit dit en passant pour les connaisseurs - comme un violoncelle, sol, ré, la, mi...

Le premier à avoir introduit le violoncelle dans le jazz, on s'en souvient, c'est Harry Babasin aux côtés de Dodo Marmarosa, en 1947. Chico Hamilton y a recouru souvent (notamment en engageant Fred Katz ou Nathan Gershmann). Comme c'est un instrument si à l'esthétique moderne, le free jazz s'est pressé d'en accroître l'emploi et d'en faire un levier de dépassement de la contrebasse que Scott LaFaro avait poussée à bout. On a vu, aux côtés des grands saxes du

nord (Han Bennink) ou des guitaristes britanniques que l'on serait bien inspiré de remettre en circulation pour nous sortir de la niaiserie ambiante (Derek Bailey), le surprenant Tristan Honsinger. Chez Steve Lacy, fidèle parmi les fidèles, la surprenante Irene Aebi. Et de l'autre côté de l'océan, Abdul Wadud ou Muneer Abdul Faatah. Nombre de bassistes s'y sont risqués (Léon Francioli, Kent Carter), nombre de jeunes intrépides s'y installent (Vincent Courtis). Et Jean-Charles Capon en reste un des pionniers et un maître incontesté.

Francis Marmaride

* New Morning, 7-9, rue des Petites-Ecuries, Paris-10^e. M^{re} Châteauneuf. 20 h 30, le 9. Tél.: 01-45-23-51-41. De 110 F à 130 F.

Brigitte Saffroy

Loïc Touzé fait danser dix-neuf spectateurs au Val-Maubuée

UN BLOC, de Loïc Touzé et Francisco Ruiz de Infante. Centre d'art de la Ferme du Buisson, Val-Maubuée, du 10 au 11, puis du 14 au 18, à 20 heures et 21 h 30 ; dimanches 5 et 12, à 16 heures et 17 h 30. De 75 F à 125 F (réservations impératives). Tél.: 01-64-62-77-77.

Dix-neuf spectateurs par séance. Chiffre au petit bonheur ? Numéro de la chance ? Nombre d'or d'un bloc, la création du chorégraphe Loïc Touzé et de l'artiste visuel Francisco Ruiz de Infante. Dix-neuf noms sont inscrits sur un tableau dans le bar à l'entrée. « On casse la croûte d'abord », s'interroge un heureux élu. Pourquoi pas. Mieux vaut en avoir l'estomac dans les talons pour attaquer la soirée.

On se plante dans une grande salle peinte en blanc. A droite, une volée de marches où monte mille part, juste pour le plaisir de les redescendre ; à gauche, une grande table en bois et des bancs. Les visiteurs s'y agglutinent. Pas question de faire bande à part, les danseurs vous rient fermement de vous assoir. Les dix-neuf se repèrent, se sourient sur l'air de « on est tous dans le même ba-

teau ». Comme de bien entendu, on y croise le blagueur et sa bonne humeur de service, le dubitatif à qui on ne la fait pas, l'hypercentre toujours sur le feu, le doux prêt à tout, la mauvaise tête qui cherche la petite bête.

Dans le rôle des hôtes, les deux cocorètes sont très à l'aise. Bonsoir, goelequin d'entrée-tel il savoir ce qui va lui arriver ? Non. On y va ! Les danseurs nous prennent par la main. Le voyage commence. Avec des hauts, des bas, des escaliers en vau-tu, en voilà, des lenteurs, des accélérations. Il y a des oies profondes, des flashs blafards, des sons stridents et des chuchotements brulants, des boiffées de danse comme des mirages. Un bain de sensations excitant à nous dresser les antennes sur la tête. Il s'en passe de drôles dans ce labyrinthe vécu comme un rituel, initiatique si l'on veut, ludique d'abord, jusqu'au bout imprévisible.

Comme Loïc Touzé. Enrêment pendant douze ans à l'Opéra de Paris, il démissionne à l'âge de vingt et un ans et danse chez Carolyn Carlson, Mathilde Mommer. Chorégraphe depuis 1989, il réside à toute tentative d'enfermement dans un style, un mode de création, preant le temps de

réinventer à sa façon le minimalisme ou l'explosion d'énergie. Pour sa deuxième année de résidence à la Ferme-du-Buisson, il choisit d'intituler l'ensemble de ses travaux 1997-1998 « Les Flotations ». Manière d'avoir les cotées franches pour expérimenter. Premier chantier, *Un bloc* place la barre haut. Casser le rapport frontal scène-salle, intégrer le corps des spectateurs dans un dessin global, sans que l'habillage de Francisco Ruiz de Infante ne devienne décor ni la danse fortuite, voilà qui ne manque pas d'horizon.

Sur le terrain, la fusion danse-installation-public opère, fabriquant un objet spectaculaire inédit. Dans cette maison en folie,

pas d'échappatoire. Happés par le mouvement, les visiteurs participent. Certains, en osant avec l'esprit de la création, s'oe donnent même à cœur joie et se révèlent parfois plus émuants à contempler que les danseurs. Ouvrant à tous une latitude d'imagination inhabituelle, *Un bloc* fait corps mais gêne parfois aussi aux entournures. Photé, manipulé, le public manque d'air. Points de vue obligés, rythmes ad hoc, pas d'égarement possible ni de décrochage. Cette persioo (dooco) souligne évidemment les micro-violences quotidiennes dont nous sommes victimes. En a-t-on vraiment besoin ?

Rosita Boisseau

PROFIL

FRANCISCO RUIZ DE INFANTE, « UN BUEN CHICO »

« Je suis un bon garçon » : en 1992, Francisco Ruiz de Infante intitulait ainsi une exposition. Dans un espace crayonné, on y voyait une table, trois cruches sous cube de verre, une petite chaise trempant dans une cuvette... le tout blanc. Une énigme inconfortable, qui laissait blême le visiteur. *Un buen chico* ? Ce jeune « artiste visuel » d'origine basque espagnole aux traits angéliques en a tout l'air.

Sauf que le mot « tordu » lui monte naturellement aux lèvres pour évoquer son parcours, balotté entre musique, cinéma, écriture et arts plastiques. Depuis dix ans (il est âgé de trente et un ans), cet ancien élève de Boitanski traque ses traumatismes d'enfance, l'oubli de la mémoire, la peur de l'extérieur, l'apprentissage de la violence. Avec des matériaux de récup', du bois, du carton, il bâtit des espaces, ouvre des parcours

chaotiques injectés d'images-vide, d'objets, de sons, de textes. « On rentre quelque part, on sort ailleurs ». Une métaphore de la vie et du destin. Tout dépend du visiteur qui choisit telle porte plutôt que telle autre, telle fausse piste ou telle vraie impasse et se noie dans une vision d'océan à défaut de s'apaiser dans un paysage printanier. « Impossible pour moi de séparer une œuvre plastique du spectateur, qui devient inévitablement actif et acteur pour les autres ».

Généreux, se cabrant contre l'herméisme, cet artiste prolifique insiste sur le partage, la communication. Entre fausse conversation, dialogue de sourds, monologue intérieur, une quête incertaine que ses architectures et ses vidéos landnantes rêvent d'incarner. Fils d'agriculteurs devenus hôteliers, Francisco Ruiz de Infante garde les pieds sur terre, les mains dans le plâtre, et s'inquiète toujours de la fertilité de ses créations. Entre carresses et contusions, une riche moisson d'émotions, tel est son vœu le plus cher.

R. B.

GUIDE

FILMS NOUVEAUX

Amsterdam Global Village de Johan Van der Keuken (Hollande, 4 h 05).

Breakdown (*) Film américain de Jonathan Mostow (Etats-Unis, 1 h 35), avec Kurt Russell, J. T. Walsh, Kathleen Quinlan.

De beaux landnais d'Atom Egoyan (Canada, 1 h 50), avec Ian Holm, Peter Donaldson, Bruce Greenwood.

L.A. Confidential de Curtis Hanson (Etats-Unis, 2 h 20), avec Kim Basinger, Danny DeVito, Kevin Spacey.

Pour l'amour de Rosanna de Paul Welland (Etats-Unis, 1 h 30), avec Jean Reno, Mercedes Ruehl, Polly Walker, Mark Franklin.

Scouts du cœur de Morten Armandsen (France-Espagne, 1 h 45), avec Carmelo Gomez, Choro Lopez, Silvia Muri, Vicky Peña.

(*) Films interdits aux moins de 12 ans.

TROUVER SON FILM

Tous les films Paris et régions sur le Minitel, 3615-LEMONDE ou tél.: 08-36-68-03-78 (22 h 30).

ENTREES IMMEDIATES

Le Kiosque Théâtre : les places du jour vendues à moitié prix (à 16 F de commission par place). Place de la Madeleine et parvis de la gare Montparnasse. De 12 h 30 à 20 heures, du mardi au samedi ; de 12 h 30 à 16 heures, le dimanche.

Concert de soutien aux sans-papiers avec, entre autres, Jacques Végien, Brigitte Fontaine, Areski, Chab Mami, Cheick Tidiane Seck (Mali), Sapho, Geoffrey Oryema.

Batouk, 50, boulevard Voltaire, Paris 11^e. M^{re} Oberkampf. 19 h 30, le 9. Tél.: 01-47-00-55-22. 100 F.

L'Ecommeur d'après Jules Renard, mise en scène de Marion Bléry, avec Raphaëlle Goupilleau, Noémie Kapler, Matthieu Rozé, Gérard Miro.

Poche-Montparnasse, 75, boulevard du Montparnasse, Paris 14^e. M^{re} Montparnasse-Bienvenue. A 21 heures. Tél.: 01-45-48-52-27. 110 F à 190 F.

Quai Ouest de Bernard-Marie Koltès, mise en scène d'Emmanuel Guilleux, avec Antoine Basile, Isabelle Cognat, Adel Hakim, Adama Niane.

Théâtre des Quartiers d'Iry, 1, rue Simon-Denure, 94 lry-sur-Seine. M^{re} Mairie d'Iry. A 20 h 30. Tél.: 01-45-72-37-43. 70 F et 110 F.

Nathan la Sage de Gotthold Ephraim Lessing, mise en scène de Denis Maréchal, avec Sami Frey, Aurélien Recoing, Christine Murlin.

Maison des Arts, place Salvador-Allende.

94 Crétail. M^{re} Crétail-Préfecture. A 20 heures. Tél.: 01-45-13-19-19. 55 F à 100 F.

Maria Joao Pires (piano) Schubert : Impromptus pour piano D 935. Bach : Partita pour piano BWV 825. Beethoven : Sonate pour piano op. 57 « Appassionata ».

Théâtre des Champs-Élysées, 15, avenue Montaigne, Paris 8^e. M^{re} Alma-Marcus. A 20 h 30, tél.: 01-49-52-50-51. 40 F à 230 F.

François Cornéloup Trio Montreuil (33). Instantes charivari, 7, rue Richard-Lenoir, 20 h 30, le 9. Tél.: 01-42-87-25-91. De 40 F à 80 F.

RESERVATIONS

Histoire de France de Georges Lavaudant et Michel Deutsch, mise en scène de Georges Lavaudant.

Odéon Théâtre de l'Europe, place de l'Odéon, Paris 6^e. Du 15 octobre au 23 novembre. Tél.: 01-44-41-36-36. 30 F à 170 F.

Edgip par le théâtre équestre Zingaro, conception et mise en scène de Bartabas. Fort d'Aubervilliers, 176, avenue Jean-Jaures, 93 Aubervilliers. A partir du 4 novembre. Tél.: 01-49-87-59-59. 130 F et 220 F.

La Tordue L'Européen, 3, rue Blot, Paris 17^e. M^{re} Place de Cligny. Du 4 au 22 novembre. Tél.: 01-48-97-13-80 F.

DERNIERS JOURS

12 octobre : Livres d'art de la Bibliothèque nationale de France, galerie Mansart, 58, rue de Richelieu, Paris 2^e.

M^{re} Bourze. Tél.: 01-47-03-81-26. De 10 heures à 19 heures. Fermé lundi. 35 F.

15 octobre : Jean-Michel Basquiat Musée Mollat-Fondation Dina Vierny, 61, rue de Grenelle, Paris 7^e. M^{re} Rue-du-Bac. Tél.: 01-42-22-59-58. De 11 heures à 18 heures. Fermé mardi et fêtes. 26 F et 40 F.

26 octobre : César Galerie nationale du Jeu de paume, 1, place de la Concorde, Paris 8^e. M^{re} Concorde. Tél.: 01-47-03-12-50. De 12 heures à 19 heures ; samedi et dimanche de 10 heures à 19 heures ; mardi jusqu'à 21 h 30. Fermé lundi. 38 F.

31 octobre : Nan Goldin Galerie Yvon Lambert, 108, rue Vieille-du-Temple, Paris 3^e. M^{re} Hôtel-de-Ville. Tél.: 01-42-71-08-33. De 10 heures à 13 heures et de 14 h 30 à 19 heures ; samedi de 10 heures à 19 heures. Fermé dimanche et lundi. Entrée libre.

2 novembre : Annou Fondation Cartier, 261, boulevard Raspail, Paris 14^e. M^{re} Raspail. Tél.: 01-42-18-56-52. De 12 heures à 20 heures ; jeudi jusqu'à 22 heures. Fermé lundi. 30 F.

Candide
d'après Voltaire - mise en scène Vincent Colin
du 10 au 22 octobre
Tour dans l'adaptation et la mise en scène contribue à maintenir la légèreté du conte sans laquelle Voltaire ne serait pas français.
« Fédéric Potbury » LE FIGARO
Spectacle malin vivant truffé de trouvailles scéniques.
« Gérard Blère » CHARLIE HEBDO
Une vraie réussite, un regal d'intelligence, d'invention et de gaite.
« Philippe Tesson » FIGARO MAGAZINE
Théâtre des Arts - du 10 au 22 octobre
Scène Nationale de Cergy-Pontoise

EN VUE

■ Elizabeth II, 71 ans, très contestée par ses sujets après la mort de la princesse de Galles, a déclaré, mercredi 8 octobre, lors d'une visite d'Etat au Pakistan, devant une session conjointe du Sénat et de l'Assemblée nationale : « J'ai parfois le sentiment que le monde change beaucoup trop vite pour ses habitants, tout du moins pour les plus âgés d'entre eux... »

■ Gilmar Mauro, l'un des chefs du Mouvement des travailleurs ruraux sans terre (MST), a annoncé, mercredi 8 octobre, à Rio de Janeiro, que la militante Debora Rodrigues, 29 ans, « ne pouvait plus travailler pour l'organisation ». Le MST reproche à la jeune femme, qui a plusieurs fois « servi la cause » en témoignant à la télévision en faveur de la réforme agraire, d'avoir, en échange de 20 000 dollars (120 000 francs environ), posé que dans le numéro d'octobre de l'édition brésilienne de Playboy. La belle Debora Rodrigues, de son côté, ne s'excuse pas de la sanction imposée par les dirigeants ne reflète pas le sentiment de la base.

■ La mode de porter des anneaux dans les lèvres, la langue ou le nombril sévissant parmi les jeunes Américains, Pete Wilson, gouverneur de Californie, vient de signer une loi qui interdit aux artistes peurs d'opérer sur des adolescents sans l'autorisation des parents. Déjà, l'usine Barilla de Foggia, en Italie, n'embauche plus d'adeptes du piercing, au motif qu'une boucle pourrait, un jour, tomber dans la pâte.

■ Les membres du congrès international *Helicobacter pylori*, from basic science to clinical management, réuni actuellement à Naples, lancent un cri d'alarme contre *Helicobacter pylori*, une bactérie sournoise contenue dans la salive, à l'origine d'ulcères de l'estomac. Ce germe s'en prend de préférence aux amoureux, qui, en attendant la mise au point d'un vaccin, continuent d'échanger de trop fréquents baisers.

■ Par une chaude journée de juillet, le chien Upton attend sagement son maître, devant un pub à Aldrie, en Ecosse. Il partage le sort de Charles Dubois, trente-trois ans, qui a perdu la vue dans un accident de la circulation en 1993. L'aveugle sort ivre et veut rentrer à la maison. Le labrador, ne sachant plus comment tirer son compagnon qui titube derrière lui, s'assoit, le regard navré. Charles Dubois se fâche, tatonne, saisit par le poil la brave bête et lui mord méchamment les deux oreilles et le museau. La scène est enregistrée par une caméra de surveillance. Des passants accourent, s'indignent, témoignent. La cour d'appel du tribunal d'Edimbourg vient de trancher : l'aveugle sera privé pendant deux ans de son guide et donc des yeux de celui-ci.

Christian Colombani

Un diplomate excédé par la corruption

L'ambassadeur du Canada au Mexique dénonce les marchés perdus par les entreprises de son pays et est contraint de faire ses valises

MEXICO

de notre correspondant

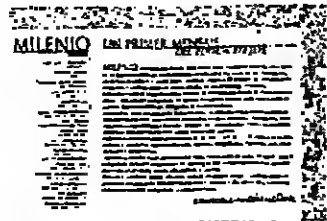
Marc Perron, l'ambassadeur du Canada au Mexique, a été prié de faire ses valises à la suite de la publication dans la presse locale, lundi 6 octobre, de déclarations que son propre ministre des affaires extérieures, Lloyd Axworthy, avait aussitôt jugées « inappropriées pour un diplomate ». Afin de préserver les relations entre les deux pays, qui sont associées dans le cadre de l'Accord de libre-échange avec les Etats-Unis, Ottawa a annoncé que son représentant au Mexique avait lui-même demandé à être relevé de ses fonctions.

Dans un entretien accordé à l'hebdomadaire *Milenio*, M. Perron s'est pris plus particulièrement à la corruption, qu'il attribue à « un problème culturel » du Mexique. « Je connais bien le Proche-Orient - il a été ambassadeur en Egypte - et, quand je suis arrivé ici, je croyais tout savoir sur la corruption. Eh bien, je me suis rendu compte que j'avais tort ». Pour étayer ses propos, il évoque les circonstances obscures qui ont entouré la perte de deux gros contrats pour l'industrie canadienne, mais aussi française.

■ **SITUATION TRÈS DÉSAGRÉABLE** ■ « C'est une très sale histoire », dit-il à propos de l'annulation de l'appel d'offres remporté, en juillet, par le consortium Bombardier/GE-Alstom pour la construction de vingt-huit rames de métro à Mexico. « Nous voulons des règles claires, qui s'appliquent à tous,

ajoute-t-il. Or, dans cette affaire, les choses ne sont pas claires. (...) Ici, la loi dit une chose, mais si vous n'avez pas telle ou telle chose, on peut s'arranger. (...) C'est une situation très désagréable. » L'ambassadeur ne comprend pas non plus comment la société texane Noram, associée à une entreprise mexicaine, a pu remporter un appel d'offres au détriment de la British Columbia Gas et de la Shell, qui « offraient un prix très inférieur ».

Certains éditorialistes de la



La presse quotidienne ont bien accueilli les commentaires incisifs de M. Perron. L'un d'eux rend hom-

mage, dans *Reforma*, à cet « ambassadeur courageux » et invite le gouvernement à « prendre des mesures concrètes pour en finir avec la corruption ». Selon un professeur de relations internationales, Gabriel Székely, cité par le même journal, ce qu'il « faut donc retenir de l'incident, c'est que l'image du Mexique à l'étranger est très négative ».

La presse s'interroge sur les motivations de M. Perron, qui n'était pas sans savoir que sa franchise ir-

riterait le gouvernement mexicain, surtout au moment où le président Zedillo effectuait une visite difficile en Europe. Le quotidien *La Cronica* a une explication : « Les déclarations de M. Perron étaient calculées car il souhaitait rentrer dans son pays et le Canada voulait nous transmettre un message à propos de la "sale histoire" entourant la disqualification de Bombardier. » Mission accomplie.

Bertrand de la Grange

DANS LA PRESSE

LE PARISIEN

Noël Couédel

■ Deux journalistes publient un livre dans lequel deux anciens ministres sont accusés d'avoir commandité l'assassinat d'un député, Yann Piat. Les deux accusés sont aisément identifiables : il s'agit de François Léotard et Jean-Claude Gaudin. Dans l'histoire de la République, il n'y a pas eu d'accusations plus graves depuis des décennies. Dans le livre, il n'y a aucune preuve matérielle définitive à l'appui de l'accusation. Et, dans notre conscience de journaliste, il y a un trouble que rien ne pourra effacer. Ou est-on ? Ou va-t-on ? Est-il possible, sans présenter l'ombre d'une preuve, de porter une telle accusation ? Est-il responsable de bafouer à ce point la présomption d'innocence ? La mise en cause d'un homme sans preuve, ministre ou pas, est un crime. Un crime contre la morale, un crime contre la justice.

C'est le contraire de notre mission et la honte de notre métier. Nous risquons demain de payer cette faute au prix fort, par exemple sous la forme d'une loi remettant en cause le journalisme d'investigation, pourtant si nécessaire à la manifestation de la vérité. Quel recul ! Il y a une affaire Piat, c'est clair, depuis le jour de son assassinat ; il y aura peut-être une affaire Léotard, ce qui reste à prouver. Il y a en tout cas, dès aujourd'hui, une affaire Rougeot, du nom de l'un des auteurs du livre.

LIBÉRATION

Laurent Joffrin

■ On peut le dire sans porter atteinte aux règles de la confraternité. *Libération* n'aurait pas publié l'enquête qui accuse en termes à peine voilés les deux anciens ministres d'avoir fait assassiner Yann Piat. Cette hypothèse pour le moins romanesque, dénuée avec un luxe de détails ébouriffants, se heurte à un simple défaut : elle n'est étayée

par aucune espèce de commencement de preuve. (...) Pour autant, les pouvoirs publics ne peuvent, comme ils le font, jouer les ravis de la crèche. Il ne suffit pas au gouvernement de considérer avec un sourire ironique le maréchalage dans lequel se débat la droite. Ce festival de suppositions sans fondement, de manipulations et de contre-manipulations, d'accusations douteuses et de philippiques hasardeuses finit par porter atteinte à l'essence même des institutions démocratiques, pour le plus grand bénéfice d'un parti extrême qui lorgne ce Midi désarticulé avec une ambition croissante.

LCI

Pierre-Luc Séguillon

■ Le gâchis politique causé par cette « affaire Yann Piat » est déjà considérable. Nul n'en sort indemne à l'exception de celui qui voudrait changer la République faite d'oser dire qu'il s'agit d'un parti extrême qui lorgne ce Midi désarticulé avec une ambition croissante. Le Front national. Le livre incriminé a jeté la suspi-

cion de façon insidieuse et durable sur deux hommes politiques d'importance : François Léotard et Jean-Claude Gaudin. Quelle que soit leur défense, leur réputation sera durablement salie dans l'opinion. Par-delà leurs personnes, le livre compromet encore un peu plus un personnel politique dont le prestige n'a cessé de se dégrader dans les années depuis dix ans. Et ce n'est pas l'indépendance de charognard d'un élu marseillais, Renaud Muselier, prompt à exploiter à son profit le malheur de ses petits camarades, qui rebasculera dans l'opinion l'image de la politique. Collectivement, la corporation journalistique ne se sort pas mieux de l'affaire. (...) Les deux confrères auteurs de *L'Affaire Yann Piat* viennent d'être crédités un peu plus dans l'espérance des Français l'idée déjà fort répandue selon laquelle les journalistes sont irresponsables et préfèrent cultiver le scandale qui fait vendre plutôt que la vérité qui est l'oxygène de la démocratie.

www.census.gov

Toutes les données statistiques sur la population américaine

NEW YORK

de notre correspondant

Ce n'est pas forcément le plus sexy des sites Web, mais c'est sans doute l'un des plus pédagogiques : le site du Bureau fédéral du recensement, une institution gouvernementale américaine qui dépend du département du Commerce est, pour quiconque s'intéresse aux Etats-Unis, une mine d'informations directement accessibles sans avoir à écrire ou à attendre un improbable interlocuteur au téléphone.

Le site du U.S. Census Bureau offre plusieurs possibilités de recherche : par mot, par nom de localité, par lieu géographique sur une carte. Une section spécialement conçue pour les médias, mais accessible à tous, permet de relever les derniers communiqués de presse du Bureau du recensement et de tout savoir sur la préparation du recensement de l'an 2000. La rubrique « Instruments d'accès » (Access Tools) donne, elle, le choix entre les diverses pistes qui mènent à l'information, en particulier à



l'aide de la cartographie : tapez « Rhinebeck, (Etat de New York », et vous saurez tout sur ce village de 2 572 habitants de la vallée de l'Hudson.

Le moyen le plus facile de trouver les statistiques et les tendances qui vous intéressent est sans doute

le glossaire de A à Z. En cliquant sur « America's Children », on obtient tous les chiffres sur le niveau de vie, la scolarisation ou la santé des enfants américains, avec possibilité de poursuivre les recherches dans d'autres sites grâce à des passerelles créées avec le Child Care

Bureau, par exemple, ou le National Center for Health Statistics. Cliquez sur « Companies » et vous apprendrez non seulement combien ce pays compte d'entreprises et dans quels secteurs, mais aussi quelles ont été la création et l'élimination des emplois aux Etats-Unis en 1992-93. Cliquez sur « Poverty » et vous aurez, en plus des derniers chiffres sur la pauvreté aux Etats-Unis dans toutes les catégories possibles, la possibilité de voir analyser ces statistiques en passant directement aux sites de l'Institut for Research on Poverty de l'université du Wisconsin ou du Joint Center for Poverty Research de la Northwestern University et de l'université de Chicago. Et si vous avez envie de savoir si l'un de vos ancêtres a émigré en Amérique, vous pouvez cliquer sur « Genealogy » dans la rubrique « Autres moteurs de recherche », sur le site *govrit*, com condensant à une multitude de sites de recherches généalogiques.

Sylvie Kauffmann

Abonnez-vous au Monde

Jusqu'à
450 F
d'économie
soit
10 semaines
de lecture
GRATUITE

PROFITEZ DES
ANCIENS TARIFS
D'ABONNEMENT AVANT
LEUR AUGMENTATION !

Oui, je souhaite m'abonner au Monde pour la durée suivante :

☐ 3 MOIS - 536 F ☐ 6 MOIS - 1 038 F ☐ 1 AN - 1 890 F

au lieu de 585 F au lieu de 1 170 F au lieu de 2 340 F

Prix de vente au numéro (tarif en France métropolitaine uniquement)

Je joins mon règlement soit : ☐ 701 MC QR

☐ par chèque bancaire ou postal à l'ordre du Monde

☐ par carte bancaire N° _____

Date de validité _____ Signature : _____

☐ M. ☐ Mme Nom : _____

Prénom : _____

Adresse : _____

Code postal : _____

Localité : _____ Pays : _____

TARIFS HORS FRANCE

Belgique Pays-Bas Luxembourg Suisse

Autres pays de l'Union européenne

USA - CANADA

1 AN 2 086 F 2 960 F

6 mois 1 123 F 1 580 F

3 mois 572 F 790 F

Pour tous autres renseignements concernant : le portage à domicile, la suspension de votre abonnement pendant les vacances, un changement d'adresse, le paiement par prélèvement automatique mensuel, les tarifs d'abonnement pour les autres pays étrangers, téléphonez au 01-42-17-32-90 de 9h30 à 18h30 du lundi au vendredi

Bulletin à renvoyer accompagné de votre règlement à : LE MONDE, service Abonnements - 24, avenue du Général-Leclerc 93346 Chantilly Cedex

Un refus de collaboration

par Alain Rollat

UNE CHAISE NOIRE. Notre et vide. Dans un box vide. L'accusé refuse de se laisser photographier ou filmer. C'est son droit. On ne verra pas l'image du dernier Français poursuivi pour crimes contre l'humanité à l'ouverture de son procès. Il faudra attendre qu'elle devienne une archive. Par l'entrebaillement d'une porte, à travers la vitre blindée du box, on aperçoit une main. Une main qui s'agit avec véhémence. Est-ce la sienne ou celle de son avocat ? Il est allé au rendez-vous de la justice par la porte de derrière. Il a obligé les photographes et les caméramen à lui voler, au téléobjectif, l'image de son visage au moment d'entrer en scène pour le dernier acte. A-t-il peur de son image ?

Vu de loin, on a l'impression qu'il grimace. Si l'instant prêtait à sourire, on se demanderait s'il n'a pas rencontré, au cours de sa première nuit en prison, que son

avocat raconte infernale, l'un de ces foodamentalistes de Kaboul qui viennent de proscrire toutes les représentations d'êtres vivants. Sans doute pense-t-il être logique avec lui-même. Ne s'est-il pas posé, la veille, la victime des « déferlantes médiatiques du fondamentalisme » ? Mais l'écran a brouillé du vide. Quand elle se veut symbole, l'absence d'image passe bien plus que n'importe quelle image présente. L'imaginaire remplit la chaise vide. Il refuse de paraître, donc il se cache. Il se zappe, donc il se dérobe. Il refuse la caméra, donc il fuit mon regard. Car la caméra n'était là que par procuration. Elle venait de ma part. S'il se soustrait à cette formalité de l'image anthropométrique, n'est-ce pas la preuve qu'il n'a pas, contrairement à ses dires, la conscience tranquille ? Assurément, il s'agit là d'un refus de collaboration *stricto sensu* qui de-

vient très significatif. Il se dissimule, donc il dissimule. Il fuit mon regard, donc il esquive celui des autres. Y compris celui de sa conscience qui lui renvoie le miroir de la justice. Surtout celui de ces vieilles photos de famille, en noir et blanc, qui le montrent du doigt. N'eo jette plus, la chaise déborde ! Mais les mots s'en mêlent. Le verbe prend sa revanche sur l'image. Tout le monde me le décrit. Je prends oote : « Impressionnant. Calme. Lucidité... Parle haut, fort... Voix ferme, ne tremble pas... Très maître de lui... Calot ! Arrogance !... Une pêche d'enfer ! » Et les dessins, reproduits à l'écran, grossissent le trait. Ici, au crayon et en pied, l'Accusé déclinant son identité. Là, assis et au fusain, l'Accusé songeur. Ce n'est plus un box mais une galerie. Ce n'est plus une chaise. Même plus l'image d'une chaise. C'est un tableau. Une nature morte.

FILMS DE LA SOIREE

GUIDE TELEVISION

FILMS DU JOUR

GUIDE TELEVISION

55:30 من الامم

RADIO-TÉLÉVISION

JEUDI 9 OCTOBRE

LE MONDE / VENDREDI 10 OCTOBRE 1997/35

FILMS DE LA SOIRÉE

20.00 Traite-ment de choc ■ D'Alain Jessia (N, 1972, 90 min). TV 5	21.00 La Couteuse ■ aux pieds nus ■ De Joseph L. Mankiewicz (Etats-Unis, 1954, v.o., 130 min). Paris Première	23.10 Le Souper ■ D'Edouard Molinaro (France, 1992, 90 min). Canal+
20.30 Les Subversifs ■ De Paolo et Vittorio Taviani (Italie, 1967, N, v.o., 105 min). Ciné Cinéma	21.30 Vivre libre ■ De James Hill (Etats-Unis, 1966, 110 min). Disney Channel	0.10 Une amorce à Tokyo ■ De Yasujiro Ozu (Japon, 1935, N, muet, 65 min). Arte
20.30 Marie Stuart ■ reine d'Ecosse ■ De Charles Jarrot (Grande-Bretagne, 1971, 125 min). Ciné Cinéma	22.10 Poussières de vie ■ De Rachid Bouachane (France-Algérie, 1994, 90 min). RTBF 1	0.10 Debutant ■ De Sacha Guitry (France, 1950, N, 95 min). RTL 9
20.30 Une saison blanche et sèche ■ D'E. Pauly (EU, 1988, 120 min). RTL 9	22.15 Passage ■ pour Marseille ■ De Michel Carré (Etats-Unis, 1944, N, v.o., 110 min). Ciné Cinéma	0.40 Les Yeux sans visage ■ De Georges Franju (France - Italie, 1959, N, 94 min). Canal+
20.35 Le Mouton noir ■ De Jean-Pierre Mocka (France, 1979, 95 min). Canal Jimmy	22.15 Arizona Dream ■ D'Olivier Assayas (France - EU, 1992, v.o., 135 min). Canal Jimmy	0.45 Complet de famille ■ D'Alfred Hitchcock (Etats-Unis, 1976, 120 min). Ciné Cinéma
20.50 Premiers pas dans la mafia ■ D'Andrew Bergman (Etats-Unis, 1990, 105 min). France 3	22.35 Coup de torchon ■ De Bertrand Tavernier (France, 1981, 130 min). Ciné Cinéma	1.15 Gumshoe ■ De Stephen Frears (Grande-Bretagne, 1971, v.o., 95 min). Arte
21.00 Mata-Hari ■ De George Fitzmaurice (Etats-Unis, 1931, N, 120 min). Histoire		1.20 Les Condannés ■ De Georges Lacombe (France, 1947, N, 95 min). Ciné Cinéma

GUIDE TÉLÉVISION

DEBATS	20.45 Gouverner, c'est choisir ? ■ Arta	0.05 La Dame de pique ■ Mise en scène de Yuri Tominov. Enregistré en 1992. Muzik
21.25 et 22.30 Débat ■ A quel point les hommes politiques ? Avec Shimon Peres, Robert Badinter, Otto Schily. Arta	21.00 Baby Business ■ Planète	TELEFILMS
MAGAZINES	21.50 Les Compagnons du Che (P2). Planète	20.30 Les Bois transparents ■ Festival
18.30 et 19.10 Ne partez pas ailleurs ■ Avec Toni Marshall, Muhammad Yunus, Richard Attenborough. Canal+	22.00 Le Pado : Ombre et lumière ■ France Supervision	20.45 Intercepteur ■ O de Michael Cohn. M 6
19.30 7/12 ■ Les 35 heures en question. Arta	22.10 Claude Brasseur, un enfant du dimanche ■ Canal+	22.00 Marla, fille de Flandre ■ Festival
20.00 20 h Paris Première ■ Paris Première	22.15 L'Affaire Boelke ■ Arta	22.35 Tel père, tel fils ■ TF 1
20.50 Envoyé spécial ■ Mal de dos, mal de l'époque ; Descente aux enfers ; La Bourde ou la vie ; Post scriptum : le père Ceyrac. France 2	23.10 La Royal Air Force (N1). Planète	SERIES
22.20 Boléro ■ Invité : Stéphane Freix. TMC	23.10 Les Grandes Voies noires américaines (N2). Muzik	18.00 Nos meilleurs années ■ Téva
22.25 Faxculture ■ Marcel Marceau : l'art de ne rien dire en silence. TFR	0.00 Le Marseillais d'Ossay ■ Histoire	18.15 Friends ■ Cela qui a une nouvelle France 2
22.35 D'un monde à l'autre ■ Les femmes stérilisées. TV 5	MUSIQUE	20.35 Les Enchaînements ■ Mission-vie. Disney Channel
23.00 Les Dossiers de l'Histoire ■ La bataille de l'Avormont. Histoire	18.00 Jaco Pastorius au Festival de Montreuil 1982 ■ Muzik	20.35 Julie Lescaut ■ Le secret des origines. RTBF 1
23.10 Qu'est-ce qu'elle dit, Zazie ? ■ France 3	19.00 Cathy Berberian ■ Melodie di seconda mano, n° 2. Concert enregistré en 1975. Muzik	20.45 Une femme d'honneur ■ La grille. TF 1
0.15 Le Cercle du cinéma ■ France 2	19.40 Cellistich ■ dirige Mendelssohn. Muzik	21.35 Quantum ■ dirige Mendelssohn. Muzik
DOCUMENTAIRES	21.00 Réclame ■ Domingo. Muzik	21.35 Urgences ■ Fais un vœu. TFR
20.00 Les Stars espagnoles de l'opéra ■ Plácido Domingo. Muzik	21.00 Réclame ■ Domingo. Muzik	23.05 Les Anges du bonheur ■ Téva
20.35 Philippe Druillet ■ Planète	22.55 Vondelpark Concert 1997 ■ France Supervision	23.20 Un cœur du temps ■ La nuit des longs coutures. Disney Channel

FILMS DU JOUR

13.35 Le Facteur ■ De Michael Radford (France - Italie, 1996, 110 min). Canal+	16.15 Si minimes pour vivre ■ De Remy Haïm (Etats-Unis, 1990, 125 min). Canal+	23.00 Le Huitième Jour ■ De Jaco Van Dormael (France - Belgique, 1995, 113 min). Canal+
14.25 Les Hors-la-loi ■ De James B. Clark (Etats-Unis, 1990, 90 min). Ciné Cinéma	18.55 Les Condannés ■ De Georges Lacombe (France, 1947, N, 95 min). Ciné Cinéma	23.05 République ■ De Ryszard Polanski (Grande-Bretagne, 1965, N, 105 min). Ciné Cinéma
15.05 L'Intrus ■ D'Henri-Georges Clouzot (France, 1989, 85 min). France 3	20.30 Monsieur secrétaire ■ travaille la nuit ■ De Michel Leves (Etats-Unis, 1942, N, 95 min). Ciné Cinéma	23.40 La Reine ■ D'Arthur Ripstein (France - Belgique, 1999, v.o., 115 min). Arte
15.35 Pas de printemps pour Marianne ■ De Alfred Hitchcock (Etats-Unis, 1964, 130 min). Ciné Cinéma	21.00 Stargate ■ De Roland Emmerich (Etats-Unis, 1995, 120 min). Ciné Cinéma	0.20 Le Fantôme de Millburn ■ De Remy Haïm (Etats-Unis, 1992, 110 min). Ciné Cinéma
16.10 Les Subversifs ■ De Paolo et Vittorio Taviani (Italie, 1967, N, v.o., 105 min). Ciné Cinéma	22.05 Wake Up Screaming ■ De Bruce Campbell (Etats-Unis, 1991, N, v.o., 85 min). Ciné Cinéma	0.40 Boudou sauvé des eaux ■ De Jean Renoir (France, 1932, N, 80 min). RTL 9

GUIDE TÉLÉVISION

MAGAZINES	18.15 Culture hip-hop ■ à New York. Planète	21.35 Prévisions 1997 ■ Anatol Ugorski. France Supervision
13.00 Une heure pour l'espérance ■ Derniers des 35 heures ? La Cinquième	18.30 Le Monde des animaux ■ Les Espoirs de la nuit de Borneo. La Cinquième	22.05 Jazz à Montreuil 93 ■ Muzik
13.40 Parole d'Expert ■ Avec Robert Charlebois. France 3	19.10 Le Grand Frisson ■ Planète	22.35 Cendrillon ■ Mise en scène de Michael Hampe. Enregistré au festival de Salzbourg en 1988. Paris Première
14.30 Le Sens de l'Histoire ■ D'URSS : La révolution bolchevique. La Cinquième	19.35 La Passion ■ de Fanny Hossain. Planète	23.40 Théâtre lyrique ■ Symphonie n° 2. Muzik
15.00 De l'actualité à l'Histoire ■ L'héritage du Che. Histoire	20.00 Le Marseillais d'Ossay ■ Histoire	TELEFILMS
16.30 L'Invité ■ Jean-Luc Ponty. Muzik	20.35 Prédicateurs ■ Madagascar 1947. Planète	20.35 La Rébellion ■ De Fred Walton. TMC
17.00 Le Magazine de l'Histoire ■ Avec Pierre-André Taguier, Florence Montreynaud, Georges Egry, Pierre Bérard. Histoire	20.45 Les Enfants du pallo ■ France Supervision	20.45 Amour, régime et fantasme ■ De Tony Visconti. Arte
18.00 Stars en stock ■ Carl Cabel. Paris Première	21.00 Avant 20 ans ■ A. Varsovie. TV 5	20.45 Cap danger ■ De Pierre Koralik. TFR
18.30 et 19.10 Ne partez pas ailleurs ■ Invités : Isabelle Loppet, Claude Chabrol, Stéphane Peyron, Louis Vianney. Canal+	21.30 Les Termite ■ architectes de l'écologie. Planète	22.10 Le Berger des abeilles ■ De Jean-Paul Le Chanoë. Festival
19.00 Les Dossiers de l'Histoire ■ La bataille de l'Avormont. Histoire	21.55 L'Histoire d'une orange-rouge ■ Histoire	23.15 Obsèques meurtrières ■ Rick Kane. TFR
19.30 Rive droite, rive gauche ■ Best of. Paris Première	22.05 Les Enfants du pallo ■ France Supervision	23.45 Cœur de voyou ■ De Steven H. Stern. Téva
20.00 Temps présent ■ Traité de drogue : le plaisir transgressif. TV 5	22.10 Palace de la chère perdue ■ Histoire	SERIES
20.30 20 h Paris Première ■ Paris Première	22.15 Parmi les dix-neuf ■ Peintres à Ocasca. Arte	18.15 Friends ■ Cela qui a une nouvelle France 2
20.50 Thalassia ■ Tombés du ciel. France 3	22.25 Femmes, une histoire inédite (N1). Le temps de l'année. Planète	20.25 Star Trek ■ Mission. Canal Jimmy
21.00 De l'actualité à l'Histoire ■ Hauts fonctionnaires sous Vichy : Les grands rendez-vous sociaux. Histoire	22.30 Les Grandes Mémorables de l'art en Italie ■ Michel-Ange. France Supervision	20.30 La mort du paradis ■ Carnet et rêves. Nostalgie. Festival
21.55 Pas de printemps pour Marianne ■ Avec Robert Charlebois. France 3	22.35 Cherchez la femme ■ France 2	20.35 Palace de la chère perdue ■ Histoire
22.40 Bouillon de culture ■ Rencontre avec deux grands écrivains. Avec Marguerite Yourcenar, Georges Perec, Georges Perec. France 2	22.40 Bottom ■ He's up (N1). Canal Jimmy	20.45 Twin Peaks ■ Premier épisode (N1). Série Club
22.50 Sans aucun doute ■ Les disparitions. TF 1	22.45 Murphy Brown ■ Question de vocabulaire. Téva	20.50 Nestor Burma ■ Sortie des archives. France 2
23.20 Les Dossiers de l'Histoire ■ Un siècle d'immigration en France (N1) d'ici et d'ailleurs. France 3	22.50 Nash Bridges ■ Voleur d'armes. TMC	20.55 Susan ■ Maurice le docteur non. Téva
DOCUMENTAIRES	23.00 Two ■ Un jeu pervers. M 6	21.20 Le Grand Bain ■ Châteaux en Espagne. RTBF 1
17.25 Histoire de la machine (N1). Menace sous les mers. Planète	23.05 Dream On ■ Le film (N1). Canal Jimmy	22.10 Murphy Brown ■ Question de vocabulaire. Téva
18.00 Les Grandes Aventures du XXe siècle ■ Le tour du monde de Tootsie. La Cinquième	23.10 Kischel ■ Les caprices de la providence. Histoire	22.15 Nash Bridges ■ Voleur d'armes. TMC
18.05 Alec Baldwin ■ Ciné Cinéma	23.15 Shrek ■ La transformation (N1). Canal Jimmy	22.30 Two ■ Un jeu pervers. M 6

SIGNIFICATION DES SYMBOLES :
■ Signifié dans « Le Monde »
■ Télévision-Radio-Multimédia
■ On peut voir
■ Ne pas manquer
■ Chef-d'œuvre ou classiques
■ Le monde publie chaque semaine, programmes complets de la radio et de la télévision ainsi qu'une sélection des programmes du câble et du satellite.
■ Sous-titrage spécial pour les sourds et les malentendants.

LES CODES DU CSA :
O Accord parental souhaitable
A Accord parental indispensable
ou interdit aux moins de 12 ans
P Public adulte
ou interdit aux moins de 16 ans
■ Chef-d'œuvre ou classiques
■ Le monde publie chaque semaine, programmes complets de la radio et de la télévision ainsi qu'une sélection des programmes du câble et du satellite.
■ Sous-titrage spécial pour les sourds et les malentendants.

NOTRE CHOIX

● 22.09 Canal+
Nuit Brasseur père et fils
Le plus difficile, lorsque l'on est comédien, c'est de se faire un nom. Chez les Brasseur, c'est de se faire un prénom. Claude vient après Jules et Pierre. Une succession pour le moins difficile. Pourtant, lui aussi aime « faire le clown ». Dans le cadre de la « Nuit Brasseur », ce portrait (précédant *Le Souper*, d'Edouard Molinaro, et *Les Yeux sans visage*, de Georges Franju) révèle un homme un brin cabot, mais sincèrement passionné qui, par sa parole et son comportement, est une seule chose m'intéresse dans la vie, le plaisir. L'acteur évoque les nombreux souvenirs de son enfance, avec les collègues « de bureau », de mon père : Jovet, Vilaz, Sarrat, Hemingway, Montand ou Signoret, et place désormais ses espoirs dans son fils, Alexandre. Lui aussi est comédien. Car chez les Brasseur, on tombe dedans quand on est petit ! - G. S.

● 23.10 France 3
Qu'est-ce qu'elle dit, Zazie ?
Deux riches séquences entre autres sujets proposés par « Zazie ». Une visite de la bibliothèque privée du cinéaste égyptien Youssef Chahine, dont le treizième film, *Le Destin*, inspiré de la vie et de l'œuvre du grand philosophe arabe Averroès, sort en France la semaine prochaine, et l'évocation du grand texte de référence méconnu que le Florentin Francesco Guicciardini, homme politique contemporain et ami de Machiavel, écrit dans une période profondément troublée, entre 1535 et 1540. Une passionnante et volumineuse *Histoire d'Italie*, remarquablement traduite et éditée (dans la collection « Bouquins ») par Jean-Louis Fournel et Jean-Claude Zancarini.

NOTRE CHOIX

● 20.45 Série Club
Série Twin Peaks
Une série culte

A LA FOIS policière, mélodramatique, fantastique et parodique, la série « Twin Peaks » est une œuvre unique et déroutante qui aura marqué la fiction télévisuelle américaine des années 90. Son influence est particulièrement évidente dans le cycle « Lynchboro » de « Un fil dans la mafia », dans « Pocket Fences », (« La Ville du grand secret » sur TF 1) et dans « The X-Files » (« Aux frontières du réel », sur M 6), trois feuilletons majeurs de la décennie. Et ce n'est sans doute pas un hasard si l'on retrouve certains des acteurs de « Twin Peaks » dans « X-Files » : David Duchovny/Fox Mulder dans le rôle de Denise/Dennis Bryson, l'agent du FBI ambivalent, et Don Davis/le père de Scully dans celui du major Garland Briggs.

Après la défunte La 5 (en 1991) et Canal Jimmy (en 1994), Série Club diffuse à son tour ce feuilleton. A cette occasion, la chaîne lui consacre une soirée spéciale avec un reportage sur les lieux du tournage à Snoqualmie Falls, près de Seattle (Etats-Unis), durant les *Fans Festival* d'août 1997, entouré par des extraits de quelques-uns de ses artisans - le créateur, David Lynch ; les acteurs, Kyle MacLachlan, Lara Flynn Boyle, Don Davis, Al Strobel... qui décrypteront cette série mythique.

Le pilote et les 29 épisodes seront présentés en version française (les mardis) et, pour la première fois en France, en version originale (les vendredis), une bonne aubaine pour les *twinkies* mélomanes de découvrir toutes les subtilités des dialogues massacrés au doigt. Ils pourront également y déceler les références cinématographiques et télévisuelles parsemées au fil des épisodes, notamment les noms des personnages : Laura, Madeleine, l'assureur Neff, le manchot Gerard... en hommage au film homonyme d'Otto Preminger, au *Vertigo* d'Hitchcock, à *Assurance sur la mort* de Billy Wilder, et au feuilleton *Le Fugitif*.

Trois ans après l'arrêt de la série, en 1991, David Lynch tournera en version cinématographique, *Fire Walk With Me*, qui raconte les sept jours précédant la découverte du cadavre de Laura Palmer au début de l'épisode pilote de « Twin Peaks ».

Jean-Jacques Schléret

PROGRAMMES

TÉLÉVISION

TF 1	19.00 Tous en jeu ■ 19.50 et 20.40 Météo ■ 20.00 Journal ■ 20.45 Une femme d'honneur ■ La graine, de Marion Sarrat. 22.35 Made in America ■ O Tel père, tel fils. 0.15 Les Rendez-vous de l'entreprise ■ 0.45 et 1.55 TF 1 nuit ■ 1.00 Trés chausse ■
-------------	--

FRANCE 2

19.25 et 1.40 C'est toujours l'heure ■ 19.55 Un nom du sport ■ 20.00 Journal ■ 20.45 Point route ■ 20.50 Envoyé spécial ■ Mal de dos, mal de l'époque. Descente aux enfers. La Bourde ou la vie. Post scriptum : le père Ceyrac. 23.00 Expression directe ■ 23.10 Nitida ■ 23.50 Journal ■ 0.15 Le Cercle du cinéma ■

FRANCE 3

18.55 Le 19-20 de l'information ■ 20.00 et 22.55 Météo ■ 20.05 Et la chanson ? ■ 20.35 Tout le sport ■ 20.50 Premiers pas dans la mafia ■ Film d'Andrew Bergman. 22.45 Soir 3 ■ 23.10 Qu'est-ce qu'elle dit, Zazie ? ■ 0.05 Saga-Chés ■ 0.30 Espace francophone ■ 0.55 Judo ■

CANAL+

En clair jusqu'à 20.35 18.30 et 19.10 Ne partez pas ailleurs ■ 20.30 Le Journal du cinéma ■ 20.35 Anna Oz ■ Film d'Eric Rohmer. 22.00 Nuit Brasseur père et fils ■ 22.10 Claude Brasseur, un enfant du dimanche ■ 23.00 Flash Infos ■ 23.10 Le Souper ■ Film d'Edouard Molinaro. 0.40 Les Yeux sans visage ■ Film de Georges Franju.

FRANCE 2

13.50 Les Foux de l'annuaire ■ 14.45 Arabesque ■ 14.55 Côte Ouest ■ 16.35 TF 1 jeunesse ■ 17.05 21, Jump Street ■ 17.55 Journal ■ 18.25 Mokshé Patani ■ 19.00 Tous en jeu ■ 19.50 et 20.40 Météo ■ 20.00 Journal ■ 20.45 Sacré nouvelle vague ■ 22.50 Sans aucun doute ■ 0.40 et 1.50 TF 1 nuit ■ 0.55 Elvis Presley, les altes brûlées ■
--

FRANCE 3

13.40 Parole d'Expert ■ 14.30 Plus fort la vie ■ 16.10 Le Huitième Jour ■ 16.40 Météo ■ 17.45 Je passe à la télé ■ 18.20 Questions pour un champion ■ 18.50 Un livre, un jour ■ 19.25 Le 19-20 de l'information ■ 20.05 Et si la chanson ? ■ 20.35 Tout le sport ■ 20.45 Consumag ■ 20.50 Thalassia ■ 21.53 Pas de printemps pour Marianne ■ 22.05 Soir 3 ■ 23.20 Les Dossiers de l'Histoire ■ Un siècle d'immigration en France (N1) d'ici et d'ailleurs. 0.20 Flash Infos ■ 0.30 Captain Café ■ 1.20 New York District ■
--

CANAL+

13.35 Le Facteur ■ Film de Michael Radford. 15.25 Ngorougoro ■ 16.15 Si minimes pour vivre ■ Film de Remy Haïm. En clair jusqu'à 20.35 18.30 et 19.10 Ne partez pas ailleurs ■ 20.30 Le Journal du cinéma ■ 20.35 Prédicateurs ■ 21.30 L'Homme de nulle part ■ 22.10 Flash Infos ■ 22.15 Manga, Manga : Annuitage III ■ 23.00 Le Huitième Jour ■ Film de Jaco Van Dormael. 0.55 L'homme qui voulait être roi ■ Film de John Huston (v.o.).
--

ARTE

19.00 The Monkees (1978) ■ 19.30 7/12 ■ 20.00 Voix ensevelies ■ 20.30 8 1/2 Journal ■ 20.40 Soirée thématique ■ A quel point les hommes politiques ? 20.45 Gouverner, c'est choisir ? ■ 21.25 et 22.30 Débat ■ 21.55 Le Prince de Bavière ■ 22.55 L'Affaire Boeing ■ 0.10 Une amorce à Tokyo ■ Film (muet) de Yasujiro Ozu. 1.15 Gumshoe ■ Film de Stephen Frears (v.o.).

M 6

19.00 Los Angeles Heat ■ 19.54 6 minutes, Météo ■ 20.00 Les Piéguers ■ 20.35 Décalages Info ■ 20.45 Intercepteur ■ Téléfilm de Michael Cohn. 22.30 Peux sans l'ennemi ■ Téléfilm de Leon Ichaso. 0.20 La Maison ■ de tous les cauchemars.

RADIO

FRANCE-CULTURE

20.00 Le Rythme et la Raison ■ 20.30 Liens de mémoire ■ 21.30 Pfiction ■ 21.55 Cher mentor ■ 0.05 Du jour au lendemain ■ 0.48 Les Cinglés du music-hall ■
--

FRANCE-MUSIQUE

19.30 Concert ■ En direct, par l'Orchestre symphonique de la radio nationale chorale. Œuvres de Gade, Beethoven, Mendelssohn. 22.30 Musique phur ■ Œuvres de Lindbergh, Caruso. 23.07 En musique dans le texte ■

RADIO-CLASSIQUE

19.30 Classique affaires-soir ■ 20.40 Les Soirées ■ Pierre Boulez, chef d'orchestre. Œuvres de Debussy, Bartók, Messiaen, Ravel, Roussel. 22.30 Les Soirées ■ Œuvres de Haydn, Schubert, Bruch.
--

LA CINQUIÈME/ARTE

13.00 Une heure pour l'espérance ■ Derniers des 35 heures ? 14.00 Rituel en pays Torajans ■ 14.30 Le Sens de l'Histoire ■ URSS : La révolution bolchevique (N2). 15.30 La Première Flut du monde ■ 16.30 La France aux mille villages ■ 17.00 Cellulo ■ 17.30 Allô la terre ■ 17.45 Qu'est-ce qu'on mange ? ■ 17.55 Le Journal du temps ■ 18.00 Les Grandes Aventures du XXe siècle ■ 18.30 Le Monde des animaux ■ 19.00 Tracks ■ 19.30 7/12 ■ 20.00 Plus vite que la musique ■ 20.35 Les Produits Stars ■ 20.45 Cap danger ■ 22.40 Bottom ■ 22.50 Twa ■ 23.25 Elle et Dieudonné ■ 0.45 Wolf, police criminelle ■
--

M 6

13.30 Passion interdite ■ Téléfilm de Morris Hussein. 15.15 et 1.40 Boulevard des cils ■ 1

Le pays des Jules

par Pierre Georges

BIEN SÛR, il y a des causes moins futilles. Mais pourquoi tant d'acharnement à voler au secours du ridicule ? Plus franchouillard, avec baguette de pain, bérêt sur le bec et plumes au cul, cela ne se trouve pas ! Pour la prochaine Coupe du monde de football, qui est une affaire sérieuse, tant sportive que financière ou touristique, la France en sa vitrine disposera de deux mascottes.

L'une s'appelle Footix comme... comme évidemment ! France vieux village gaulois, encerclé par les légions footballistiques, potion magique, même que les troupes d'Aliné sont tombées dedans toute petites, on voit les références culturelles. Et l'intensité de la réflexion qui dut présider au choix de ce patronyme hilarant.

L'autre de ces mascottes, un bon vieux coq évidemment, l'air benêt du gallinacé sur son gros tas de fracs, s'appelle Jules. Jules comme Jules Rimet, inventeur de la Coupe du monde. Jules comme le foot à Jules. Jules, notre Jules à nous, notre truc en plumes, Chantegras, roi des basse-cours et grands stades. Debout sur ses crampons dans la pose avantageuse d'un coq tricolorisant et dominateur. Là encore, on imagine combien ses créateurs durent se creuser le bulbe et l'imaginaire pour parvenir à ce niveau extrême de l'inventivité.

Jules, revisité Walt Disney, ce qu'il lui donne vaguement l'allure d'un Donald en mutation génétique, comme hirondelle blanche de Tchicmohyl, Jules est éternuant. Plus la France veut être moderne, plus elle s'acharne à pa-tauger dans le cliché et la soupe aux choux. Plus elle se vend pour dire que ce pays d'est pas ce que l'on croit, le seul conservatoire de la baguette, du coq au (hon) vin, du parfum et de l'amour d'élite.

plus elle s'acharne à lui remettre les deux pieds dans le même terrier.

Des générations d'industriels, des multitudes d'entreprises se battent, à longueur d'année, pour démontrer que ce pays a déchaussé ses sabots. Pour prouver qu'il innove, invente, fabrique, qu'il est à la pointe de la technologie. Pour dire qu'on n'y vit plus seulement en hommes des fourches à cultiver la Mathilde dans les meules de foin. Et patatras, qu'arrive-t-il ? Chassons Jules, il revient sur ces-
tois !

Parce que la Coupe du monde est une vitrine extraordinaire, une fenêtre ouverte sur le monde entier, des milliards de télespectateurs vont voir de la France ce qu'on voudrait bien leur montrer. Et on enrage à l'idée de penser que le cliché officiel renforcera ainsi les clichés sur le pays des Jules. De même qu'on peut enragier de voir, aussi, traiter les sportifs et les amateurs de sports en idiots du village. Certes, il faut bien que commerce se fasse et que jeunesse se fasse. Et on ne peut rien y faire. Mais à côté des saucisses, en peluche, en affiche, en porte-défilé, en tee-shirt, Footix et Jules se vendront comme petits pains. Mais le succès c'est pas tout. La preuve du bon goût.

Pas plus que n'était de bon goût
- pour dire comme on traite les
champions -, ce large béret infligé
à Jeannie Longo sur le podium
des championnats du monde de
cyclisme à Saint-Sébastien. Elle
venait de gagner, on ne sait plus
quel, de toute façon il faudra bien
finir par la débrancher un jour. Et
du coup, les organisateurs lui col-
lèrent d'urgence une « basquie-
tude » d'honneur sur le crâne.
Elle avait vraiment décroché le
potom, la Jeannie des cousins
Jules !

Une plate-forme pétrolière sera construite à Brest

BREST
Le correspondant

La Direction des constructions neuves (DCN) va construire, en collaboration avec des industriels locaux, une plate-forme pétrolière pour le compte de la société Foramer-Parosol. Ce contrat, signé au cours de la nuit du 8 au 9 octobre, d'un montant de 530 millions de francs, représente environ 1 million d'heures de travail pour Brest. Il fera travailler six cents personnes pendant dix-huit mois. La DCN de Brest sera associée aux travaux.

MAIRIE OCCUPÉE

La construction de cette plateforme a été annoncée par le préfet du Finistère, Michel Morin, jeudi 10 octobre, à 7 h 45, uo quart d'heure avant une assemblée générale des salariés de la sous-traitance bretonne à laquelle appelait la CGT des métaux. Celle-ci occupe la mairie de Brest depuis le 30 septembre et réclame des mesures à la fois so-

ciales et industrielles pour ce secteur d'activité, où la suppression de 15 000 emplois, sur un effectif de 2 000, est craint d'ici à 1998. Les mesures sociales annoncées le 2 octobre, essentiellement des congés de conversion de dix mois et des départs à cinquante-quatre ans, avaient été jugés insuffisantes par la CGT. Quelques améliorations ont été fournies mercredi matin, mais sans grands changements.

L'effervescence sociale que connaît Brest depuis le début septembre laisse encore planer une doute, au plan local, sur la tenue fin novembre dans la ville du congrès national du Parti socialiste. En matière d'offshore, la piste la plus crédible de diversification civile, la DCN a déjà effectué, de la fin du mois de mars au mois de août, une transformation de plate-forme pétrolière pour le compte de Sedco-Forex, du groupe Schumberger.

Vincent Disrupt

Les députés socialistes demandent à Martine Aubry de reprendre le dossier de l'allocation de garde d'enfants

Jacques Chirac déclare que « la famille ne doit en aucun cas être pénalisée »

LES DÉPUTÉS SOCIALISTES « souhaitent que le dialogue se poursuive avec le gouvernement » à propos de l'allocation de garde d'enfants à domicile (AGED). Dans son projet de loi de financement de la Sécurité sociale, Martine Aubry, ministre de l'emploi et de la solidarité, a prévu de réduire de moitié cette allocation : « Cette mesure me paraît devoir être retenue », a déclaré, mercredi 8 octobre, le rapporteur général du budget Didier Misaud (P.S. Isère).

Parmi les députés PS de la commission des finances, certains sont favorables à son maintien au même niveau actuel, d'autres à une réduction de moins de 50 %, d'autres encore à un lien entre l'AGED et le niveau de revenus. Mais, en revanche, tous considèrent que la déduction d'impôt pour emploi familial, réduite jusqu'à moitié dans le projet de budget 1998, doit être maintenue. Cette mesure est « équilibrée », selon M. Migaud. Avec le relèvement Balladur (45 000 francs de réduction d'impôt possible depuis 1995 contre 13 000 francs auparavant).

« on est passé d'une incitation à un privilège exorbitant », estime-t-il. Il précise que le soutien de l'Etat aux emplois familiaux va rester de 7 milliards de francs en 1998.

Mercet, M.^{me} Aubry a été entendue par la commission des affaires sociales. Elle a notamment été interrogée par Dominique Gillot (PS, Val-d'Oise) sur l'attitude que le gouvernement comptait adopter face à la « brutalité » de l'effet créé sur la situation de certaines familles, victimes potentielles du cumul des mesures envisagées par le gouvernement. M.^{me} Gillot a plaidé pour la recherche d'« une voie de conciliation » qui passerait peut-être par une prise en compte des ressources des familles bénéficiaires.

« TOUT EST OUVERT »

« Tout est ouvert, a répondu M^{me} Aubry. Nous pouvons repasser sur un système de fiscalisation ou garder le système actuel en l'aménageant, tout en essayant de trouver non pas un consensus, mais un accord le plus large possible. » La ministre s'est déclarée prête à exami-

ner « une mesure qui adoucisse ces dispositions ».

En attendant de « remettre à plat », en 1998, l'ensemble des dispositifs de la politique familiale — la mise sous coördination de ressources des allocations familiales pourrait être ainsi « rediscutée » —, M^{me} Aubry semble donc disposée à entendre les arguments des députés de la majorité inquiets des effets politiques et financiers des mesures envisagées, « ou nom de la solidarité », sur les couches moyennes. « La famille n'appartient ni à la droite, ni à la gauche », a-t-elle répété aux députés de la commission des affaires sociales.

Quelques heures auparavant, au cours du conseil des ministres où était présenté le projet de loi de financement de la Sécurité sociale, Jacques Chirac avait réaffirmé « l'importance qu'il convient d'attacher à la politique familiale » et souhaité que la famille ne soit « en aucun cas pénalisée » par les dispositions prévues par le gouvernement, selon le porte-parole de l'Élysée Catherine Colonna.

« Je vous rappelle, monsieur le

Premier ministre, toute l'importance qu'il convient d'attacher à la politique familiale. Celle-ci doit faciliter l'activité professionnelle des femmes, permettre aussi l'éducation des enfants et encourager le renouvellement des générations », a fait valoir le président de la République, cité par M^{me} Colonna. « Au cœur de l'équilibre social, la famille ne doit en aucun cas être pénalisée. Je souhaite que le débat qui va suivre permette d'améliorer en ce sens les dispositions prévues par le projet de loi », a conclu le chef de l'Etat.

Le 24 septembre, lors de l'examen en conseil des ministres du projet de loi de finances pour 1998, M. Chirac avait déjà formulé une « recommandation qui concerne les familles ». Il s'était alors « inquiété de certaines mesures proposées » et avait « souhaité que le gouvernement opprime bien les conséquences que pourraient avoir de nouvelles décisions susceptibles d'aggraver la situation de familles ».

**Bruno Caussé
et Fabien Roland-Lévy**



■ **ESPACE** : l'atissage du vaisseau automatique Progress M-36 à la station Mir a été réussi, mercredi 8 octobre, à 19 h 08 (heure française). Cette opération avait été retardée en raison de l'échec de la séparation, lundi, du précédent Progress, qui devait céder la place au M-36. Celui-ci apporte un ordinateur de secours, du ravitaillement et du matériel scientifique.

BOURSE **TOUTE LA BOURSE EN DIRECT** 3615 LEMONDE

Cours relevés le jeudi 9 octobre, à 10 h 15 (Paris)

FERMETURE DES PLACES ASIATIQUES			
Tokyo Nikkei	17619,19	+0,62	-9
Hong Kong Index	14039,52	+0,19	+10,31
Tokyo Nikkei sur 3 mois			
1997 Jan			
2000 Jan			
2003 Jan			
2006 Jan			
2009 Jan			
2012 Jan			
2015 Jan			
2018 Jan			
2021 Jan			
2024 Jan			

Tirage du Monde daté jeudi 9 octobre : 501 669 exemplaires

LE FEUILLETON
DE PIERRE LEPAPE
LETTRE À TOUT
ENFANT
JUSQU'À 12 ANS
DES ÉDITIONS
GALLIMARD

L'ombre d'un

A black and white illustration of a person in traditional attire standing in a landscape. The person is on the left, looking towards a large, stylized tree on the right. In the upper left corner, there is a sun-like symbol with rays. The style is simple and graphic, with bold lines and high contrast.

Alain Minc et le Monde

LA MONDIALE
HEUREUSE
d'été
MON

Letter to the Editor

Down: 11-2-2000

[illegible]

LE FEUILLETON
DE PIERRE LEPAPE
L'écrivain, la littérature
évoquées par
Jacques Risset,
Jean Cocteau
et Roberto Cotroneo
page II



GEORGES BATAILLE
page III

Le Monde des LIVRES

VENDREDI 10 OCTOBRE 1997

AFRIQUE DU SUD
La littérature
sud-africaine à
l'honneur pour
la Fête du livre
d'Aix-en-Provence
pages IV et V

ÉDITON
Comment interpréter
la crise que traverse le
marché du livre ? Trois
personnalités
de l'édition apportent
leur diagnostic
pages X et XI

L'ombre du Quichotte

A la faveur d'une nouvelle traduction,
resurgissent les silhouettes mythiques
de l'hidalgo et de son écuyer. Créatures qui
se profilent toujours, comme le soulignait Nabokov,
« à l'horizon de la littérature »



Comme on ne se baigne pas deux fois dans le même fleuve, on ne lit pas deux fois le même livre. Surtout lorsqu'il s'agit d'ouvrages classiques, lesquels, dit Italo Calvino (1), « exercent une influence particulière aussi bien en s'imposant comme inoubliables, qu'en se dissimulant dans les replis de la mémoire par l'assimilation à l'inconscient collectif ou individuel ».

Or, la première lecture d'un classique est déjà, généralement, une relecture, puisqu'une persistante rumeur de fond permet de s'en faire une idée – si le hasard n'a pas proposé d'emblée au novice une image rendue déjà complexe par des commentaires, voire des interprétations : de même que *Hamlet* de Shakespeare, mais aussi celui de Coleridge, de Goethe ou de Laurence Olivier, le *Quichotte* de Salvador de Madariaga, de Miguel de Unamuno, de Samuel Putnam, ou de Nabokov – sans oublier les aperçus d'Américo Castro, de Borges, et d'autres.

En outre, tout ouvrage mémorable change dans la mesure où, au fil des ans, le lecteur s'est enrichi de milliers d'expériences, ce qui modifie fatalement ses relectures : on se souvient de Pierre Méraud, auteur du « *Quichotte* », de Borges, où un homme de lettres du début du siècle, qui croit qu'encombrer les bibliothèques avec des nouveautés est un manque de politesse, consacre ses jours à la rédaction

d'un *Quichotte* correspondant mot pour mot à celui de Cervantès : ayant comparé certaines pages de l'Espagnol à celles, scrupuleusement identiques, de Méraud, l'auteur de la nouvelle arrive à la conclusion qu'il s'agit de deux textes différents, puisque les conditions historiques sont autres et que trois siècles surchargés d'événements, y compris la publication du *Quichotte*, les séparent.

Confronté aux classiques, chaque lecteur met l'accent sur les aspects de l'œuvre qui correspondent aux besoins de sa sensibilité ou de son entendement, l'auteur lui procurant les mots qui expriment avec justesse ce qu'il ressent ou pense de façon obscure. Mais le lecteur, qui en attendait plus, est presque toujours déçu.

Il y a une soixantaine d'années, Salvador de Madariaga (1886-1978) faisait une remarque capitale : qu'on trouvait déjà, au reste, mais sous-jacente, dans le superbe commentaire qu'est *Vie de Don Qui-*

indépendamment du livre lui-même. D'autre part, Nabokov est peut-être le premier à souligner la brutalité de l'ouvrage – « une véritable encyclopédie de la cruauté, un des livres les plus durs et les plus barbares que l'on ait jamais écrits » – et, par conséquent, il est étonné par la candide attitude qu'adoptent aussi bien des spécialistes que des profanes, qui considèrent ce roman comme « très humain ». En effet, le sentiment de parodie, si parodie il y a, se dilue dans le pathétique : « *Quichotte* o le sens de la beauté et de la pitié – qui sont à la base de tout sentiment artistique – est du côté de Don Quichotte ».

« Un livre fait de bric et de broc... » La première partie du roman a été publiée en 1605 ; la deuxième, en 1615. Au cours des dix années qui séparent les deux volumes, Don Quichotte est devenu célèbre ; c'est donc d'un autre pas, précédé par sa célébrité, qu'il va poursuivre ses aventures : il est, désormais, un personnage qui a pris conscience d'être un personnage – à partir du deuxième chapitre, où Sancho lui apprend que leur histoire est déjà dans un livre intitulé *Deuxième volume de l'ingénieux hidalgo Don Quichotte de la Manche*, ce qui recoupe la version apocryphe signée par un certain Alonso Fernandez de Avellaneda – jamais identifié. Par parenthèse, Pirandello, qui parle avec beaucoup de détails du *Quichotte*, ne tient pas compte de ce versant particulier du livre, lui, l'auteur de six personnages en quête d'auteur... (3).

Une chose est évidente : cet apocryphe a grandement aidé Cervantès à mener à bon port son histoire, jusque-là hésitante, interrompue, truffée de récits sans rapport avec l'hidalgo et son écuyer : pour bien des critiques, le personnage de Don Quichotte aurait été une invention destinée d'abord, à une nouvelle.

Lire la suite page II

Alain Minc ou le libéralisme jubilatoire

Sous les cieux de la mondialisation, l'essayiste annonce des lendemains heureux. A vérifier

LA MONDIALISATION
HEUREUSE
d'Alain Minc.
Plon, 266 p., 120 F.

Le titre – *La Mondialisation heureuse* – et le bandeau – « Alain Minc persiste et signe » – claquent comme autant de provocations. Alain Minc n'est pas du genre à ravalier honteusement ses convictions ; il les assume, les revendique même, avec jubilation. Aussi, pour beaucoup, la

caïne avec une fiscalité à la sud-africaine ; l'alternative de l'Allemagne serait de choisir entre « l'Europe carolingienne ou le Saint-Empire romain germanique » ; le marché ne serait pas « un état de culture de la société mais un état de nature » ; la mondialisation, réalité insaisissable et invisible, entraînerait nos sociétés à se rebeller non contre « un pouvoir, une classe dominante ou un régime, mais contre un concept ».

A l'appui de sa thèse, il recourt à toutes les références – de Braudel à Reich, de Kohl à Tocqueville, de Salazar à Mé-

vier d'action économique. L'arme monétaire est enrayée, l'arme budgétaire est épuisée, l'arme fiscale est limitée. Pire encore, l'Etat ne peut réellement ni procéder à de vastes redéploiements, ni influer sur le partage entre les salaires et les profits, ni agir pour la réduction du temps de travail, ni même remplir ses fonctions régaliennes. Son ambition doit se limiter à la diminution du niveau des dépenses publiques et à la mise en œuvre de réformes de structure. Ce n'est plus seulement de l'analyse. C'est une forme de renoncement.

Et rien, ou presque, n'est alors épargné. Ni les fondements de la fonction publique : les nouveaux recrutements se feraient à temps déterminés. Ni les principes de l'éthique : le devoir d'équité se substituerait à l'impératif d'égalité, donnant davantage aux plus démunis... et moins à tous les autres. Ni les bases de notre droit social : la durée des contrats à durée déterminée serait allongée, la déqualification contractuelle développée, la législation du SMIC assouplie. Ce n'est plus une énumération, c'est une exécution.

Alors qu'en penser ? Accepter la mondialisation comme une réalité ? Oui ! Abdiquer l'ambition de la réguler ? Non ! Moderniser l'Etat, le rendre plus efficace, plus proche, plus transparent ? Oui ! Renoncer à ce qu'il incite, intervienne, incarne la volonté générale ? Non ! Alder davantage les plus défavorisés ? Oui ! Au détriment des classes moyennes et en prenant le risque de l'éclatement de la sécurité sociale ? Non ! Ecarter une certaine arrogance française, drapée dans une exceptionna-

lité sumane ? Oui ! Faire le deuil de notre volonté, de notre identité, de notre universalisme ? Non !

Le débat est donc ouvert. On peut partager, ou ne pas partager, la thèse d'Alain Minc. Mais on doit lui reconnaître le mérite de la cohérence. Les réformes du marché-roi goûteront chaque page comme un argumentaire à défendre. Les contempteurs de la pensée unique débunkeront une idéologie à combattre. L'essentiel n'est pas là : beaucoup pourront y voir un stimulant instrument de débat.

PHILIPPE DAGEN
La haine de l'art

essai



GRASSET



tentation de brocarder – ou d'encenser – le contenu de cet essai sans le lire, en raison de l'irritation – ou de la fascination – que suscite son auteur est grande. Il serait pourtant dommage d'y céder.

La fresque dressée est complète : de l'analyse des nouveaux facteurs de production économique aux futures zones de crises géopolitiques, de la description des conditions de l'action publique en France à celle des modèles anglais ou hollandais, de l'avenir de l'Europe à celui de la réduction du temps de travail, de réflexions sur l'équité et l'égalité en développements sur l'Etat et la société, tout y est, ou presque !

Comme d'habitude, le style est vif ; les phrases courtes ; les jugements définitifs. Avec allégresse, Alain Minc sabre, tranche, exécute, dénonce tout ce qui lui paraît relever, de près ou de loin, d'un imparadisable archaïsme. A l'appui de sa thèse, il multiplie les formules : la nouvelle exception française serait de « juxtaposer une société à l'améri-

line – il se recule devant aucun pronostic – notre démographie pourrait aboutir à la quasi-disparition du chômage et à l'obligation d'ouvrir, à nouveau, les vannes de l'immigration – il cherche l'image la plus illustrative – nous devrions, tel le judoka, prendre appui sur nos faiblesses pour les transformer en forces.

Quant à la thèse elle-même, elle se résume simplement : la mondialisation – qui n'est en réalité que le synonyme de marché – impose sa loi, et la France, sauf à accepter le déclin, doit s'y soumettre. C'est dans cette soumission qu'elle trouvera, paradoxalement, sa liberté : dans le « cercle de la raison » libérale, mais avec le choix entre libéralisme de droite et libéralisme de gauche.

Certains pourraient considérer qu'il n'y a rien là d'original, mais Alain Minc en tire quelques conclusions détonnantes.

A grands traits, y compris en déformant le trait, il considère que l'Etat ne dispose plus d'aucun le-

- (1) Pourquoi lire les classiques, Seuil, 1993.
- (2) *Littérature III : Don Quichotte*, Fayard, 1986.
- (3) Leonardo Sciascia, in « Pirandello de A à Z », Maurice Nadeau, 1987.

L'INGÉNIEUX HIDALGO
DON QUICHOTTE
DE LA MANCHE
de Miguel Cervantès.
Traduit de l'espagnol
par Aline Schulman,
préface de Jean-Claude Chevalier,
Seuil, Tome I, 538 p., tome II,
547 p., 149 F. chacun.

هكذا من لامل

Le feuillet
de Pierre Lepape

PUISSANCES DU SOMMEIL
de Jacqueline Risset.
Seuil. « La librairie du XX^e siècle »,
150 p., 110 F.

LA FORÊT DE L'ÉCRITURE
de Juan Goytisolo.
Traduit de l'espagnol
par Abdelatif Ben Salem,
Fayard, 254 p., 120 F.

LETRE À MON FILS SUR L'AMOUR DES LIVRES
(Se una mattina d'estate un bambino)
de Roberto Cotroneo.
Traduit de l'italien
par François Rosso,
Calmann-Lévy, 174 p., 98 F.

La poétique est si ancienne et les lances qui s'affrontent tant de fois rompuées qu'on pourrait la croire purement académique : Qui, des écrivains ou des critiques, est le mieux placé pour faire comprendre et aimer la littérature et les livres ? La réponse de l'individualisme moderne renvoie les plaisirs des livres à la littérature est un vaste marché en libre-service où chacun s'approvisionne au gré de ses goûts et de ses moyens. Epicure de luxe pour les bécasses ou pour les snobs ; produits de marque, battus et édulcorés, pour les consommateurs sérieux et prudents ; alimentation industrielle et standardisée pour les pressés, les sans-sou. Qu'importe les querelles et les rivalités qui opposent, dans l'arrière-boutique, les chefs de rayon : M. Proust contre M. Sainte-Beuve, M. Flaubert contre M. Taine. Seul le client a raison.

Nous savons bien pourtant que cette liberté qu'on brandit ainsi n'est qu'un leurre démagogique. Pour la bonne raison que lire n'est pas un besoin naturel, comme manger, boire ou dormir. On peut très bien s'en passer ; d'ailleurs, des millions de gens s'en passent et ne s'en portent pas plus mal. Il est même possible que la lecture, celle de la littérature s'entend, soit le symptôme d'une secrète maladie de la personnalité qui, incapable de se satisfaire du monde qui lui est donné, ne trouverait la voie de son salut que dans la fuite, le voyage vers l'autre rive. D'où l'importance de la question des « passeurs » et des compétences requises pour exercer ce métier.

En ce sens, la lecture serait assez proche du sommeil, tel que l'appréhendait si joliment Jacqueline Risset. Une manière de quitter le réel, ses pesanteurs et sa raison, non pour disparaître et nous anéantir, mais pour nous ouvrir les portes d'un autre territoire, celui des rêves. Avec la certitude du réveil, du retour sur l'autre face, sans laquelle cette disparition serait pure angosse. C'est le sommeil qui donne au rêve sa force, son autorité, son air « indiscutable ». A rester éveillé, on n'obtient guère qu'une vague rêverie, molle et floue, une sorte de pensée fatiguée et défaite. De la même façon, pour vraiment lire et trans-

« Telle est l'essence de la littérature (...) : l'expression de l'être humain non omputé ni réduit à un seul de ses multiples constituants. Parole libérée grâce à laquelle il peut échapper à la chosification et à la condition de client imposée par ce qu'on appelle le Village Global... » Juan Goytisolo

former les lignes écrites par un autre en son propre récit, sans doute faut-il savoir s'endormir dans la lecture. Les mauvais lecteurs sont semblables aux insomniaques, ils ne trouvent pas la ressource de s'évanouir à eux-mêmes et de se dédoubler. Ils n'ont qu'une vie.

Jacqueline Risset brode amoureusement et rêveusement sur le thème du sommeil. Avec les aiguilles de la psychanalyse, celles de la science – laquelle continue à ne pas savoir très bien à quel le sommeil peut servir, mais constate qu'on meurt d'en manquer –, de l'anthropologie, de la linguistique, de ses souvenirs aussi et de ses sensations les plus fines. Son livre s'apparente davantage au bouquet qu'au traité, pour le bonheur du lecteur. Elle n'appuie jamais, elle affirme à peine, elle raconte : une solennité de courts récits, soigneusement polis, à la fois précis et fantasques, où jouent sans paresse et sans contraintes les idées et les images, la gravité et le sourire.

On ne s'étonnera pas si, dans ces rapides incursions aux frontières – l'endormissement, le sommeil profond comme la mort, le rêve, l'éveil, le trouble des états intermédiaires –, la lecture joue le rôle de guide et d'éclaircie. Dante, bien sûr, que Jac-

queline Risset connaît comme personne. Beckett, Kafka, Huméré d'Urfé, Bataille ; mais surtout Proust – « Longtemps je me suis couché de bonne heure », qui, à maintes reprises, métaphore après allusion, tisse des liens subtils entre les pouvoirs magiques du sommeil et ceux de la création littéraire. Voilà un point de vue que la critique proustienne, si savante pourtant et si prolifique, n'avait jamais pensé à prendre. Sans doute fallait-il l'audace imaginative d'un écrivain pour faire jaillir cette intuition : la Recherche comme un grand sommeil où le « moi » enfin libéré de ses limites participe à la totalité du monde.

Nous avons besoin de dormir pour continuer à vivre, et notre monde pour survivre à besoin de rêveurs. Plus que jamais, comme le rappelle Lezama Lima, l'écrivain cubain que cite Juan Goytisolo : « Puisque notre époque s'est faite d'une puissance de destruction incommensurable, il lui faut faire une révolution génératrice d'une force de création comparable, qui renforce la mémoire, précise les rêves, donne corps aux images, réserve aux morts le meilleur sort, donne aux éphémères une somptueuse lecture de leur transparence et conduise les vivants vers une traversée sûre et tranquille des ténèbres. » Face à la modernité incontrôlée, dit encore Goytisolo, notre sauvegarde est de nous raccrocher aux branches de la Forêt de l'écriture : « Telle est l'essence de la littérature – et le secret profond de son exemplarité : l'expression de l'être humain non amputé ni réduit à un seul de ses multiples constituants. Parole libérée grâce à laquelle il peut échapper à la chosification et à la condition de client imposée par ce qu'on appelle le Village Global ou le Grand Marché Mondial. »

Goytisolo n'ignore pas que cette forêt est elle-même menacée de disparition. Certains des textes les plus angossés et les plus violents de son recueil d'essais sont des écrits de refus. L'auteur des *Vertus de l'oiseau solitaire* y défend un élitisme qui n'a pas bonne presse en nos temps de démagogie. Non, les vrais écrivains ne sont pas légion, et l'on a tout à perdre à confondre la forêt de la littérature avec le tout-venant des broussailles et des plantes sans ra-

cine et sans sève dont on couvre le paysage. Non, l'exercice de l'écriture n'est pas facile, c'est toujours un combat de la liberté contre tous les pouvoirs de contrainte ; et, parmi ces derniers, ceux qu'exercent le conformisme et l'intolérance des lecteurs ne sont pas les moins redoutables. La forêt de l'écriture est peuplée de héros – Flaubert, Clarin, Proust, Cervantès, Rios –, mais ce sont des héros de souffrance, de combat et de sacrifice qui s'épuisent à contrecarrer le règne toujours triomphant de la bêtise, de la banalisation culturelle et de la désertification spirituelle.

Goytisolo réserve les plus acérées de ses flèches à son pays. Ses réquisitoires contre une Espagne de façade, « nouveaux riches, nouveaux libres, nouveaux européens », et la bougeoisie de la movida derrière laquelle il décèle un indémodable immobilité lui ont valu de solides inimitiés. Il en tire la certitude d'avoir, plus que jamais, raison. Mais il n'oublie personne dans ses volées de bois vert. La description qu'il propose de Paris comme d'une scène vide, d'un théâtre gigantesque et désert où des ombres de marionnettes mimant les images de la gloire passée est impressionnante. La vie de Paris, dit-il, s'est réfugiée dans les quartiers de la périphérie où s'invente une culture réellement moderne, bigarrée, bâtarde, métissée où convergent et s'échangent des expériences lointaines et diverses. A ceux qui verraient une contradiction entre cette ébullition informelle et les hautes futaies de la forêt de l'écriture, Goytisolo réplique que son élitisme de l'écriture est aussi un humanisme : « L'arbre de la littérature croît et se développe dans un environnement humain universel. Il est relié aux autres arbres par l'humus ou terre végétale commune. Revendiquer la radicalité sacrée des mots revient à revendiquer la spécificité irréductible qui fait la gloire de l'être humain, c'est-à-dire son intégrité et sa diversité. »

Face à ces deux interventions d'écrivains – Risset, Goytisolo – sur l'écriture, les livres et la lecture, il faut avouer que celle du critique professionnel fait petite figure. Non que le livre de Roberto Cotroneo – une des brillantes plumes de l'hebdomadaire italien *L'Espresso* – soit négligeable. Il est agréable de se balader dans la littérature avec un homme aimable et cultivé. Cotroneo est une fréquentation exquise. Il aime les livres, autant que la musique (1), il en parle avec intelligence et sensibilité. De *L'île du trésor* comme de *L'Attrape-cœur*, des poèmes d'Elot comme du *Nouveau* de Thomas Bernhard. Il ne manque même pas, parfois, de profondeur. Après la philosophie à l'usage prétendu des enfants, les succès à l'usage des adultes avec les religions. Voici, maintenant la littérature, en attendant sans doute d'autres mystères. Francesco, le petit garçon auquel s'adresse Cotroneo, a deux ans et demi. Nous voilà rajeunis.

(1) En même temps que ces *Lettres à mon fils*, Calmann-Lévy publie un joli roman du critique italien, *Prato con fuoco*, dont l'intrigue, assez virtuose, tourne autour d'une version inconnue de la quatrième ballade de Chopin (280 p., 120 F.).

L'ombre du Quichotte

Suite de la page 1

Pour Paul Groussac – critique français d'Argentine qui choisit l'espagnol et devint un admirateur proleptique –, Cervantès ne s'est pas représenté son livre comme une composition achevée, ni n'a imaginé d'avance les scènes, ne regardant, de surcroît, jamais en arrière, de sorte que, tout en critiquant avec une sainte colère les erreurs commises par Avellaneda, il commente des bêtises encore plus graves... (Nabokov cite Groussac : la France ne le connaît pas, l'Argentine l'oublie).

L'apport de cet apocryphe est si important que jadis on a soupçonné Cervantès d'en être lui-même l'auteur : l'aurait rédigé et publié afin de relancer son roman – ce que pourrait donner à penser l'interruption du récit au prétexte qu'il n'a pas trouvé d'autres témoins des aventures de Don Quichotte et l'introduction – mais seulement au neuvième chapitre ! – de Side Ahmed Benengeli, l'auteur arabe auquel il va attribuer son ouvrage.

Ce soupçon n'est pas tout à fait invraisemblable : sans pour autant le partager, Luis André Murillo (4) affirme qu'il y a « des coïncidences ou des ressemblances de style » entre l'apocryphe et le *Quichotte* de Cervantès, et cela jusqu'au chapitre 59, ce qui laisserait supposer qu'Avellaneda a pu avoir connaissance des cinquante-huit premiers chapitres déjà écrits par le glorieux manchot, vers 1613 – à moins que celui-ci n'en ait modifié certains passages après avoir lu le livre d'Avellaneda, publié un an avant la publication du sien...

Des historiens de la littérature, des spécialistes de Cervantès et de la prose du Siècle d'or, en général, se sont élevés contre l'hypothèse d'un Cervantès auteur d'un apocryphe – leur argument principal étant la médiocrité du texte d'Avellaneda. Cela dit, on trouve des exceptions, et pas des

Apollinaires : « J'ai lu le "Quichotte" du faux Avellaneda, avec un plaisir inexprimable. C'est à man gré une œuvre remarquable qui complète à bien des égards, et notamment en ce qui concerne Sancho, ce qu'il y a d'humain dans le "Quichotte" de Cervantès ». Et d'ajouter, au sujet du vrai Quichotte : « Le héros est humain, par tant, il est de toutes les nations, toujours, rien ne lui répond dans la littérature française sauf, peut-être, le Bouvard et Pécuchet, de Flaubert ».

Nabokov : « Il est faux de dire – comme le font les plus fervents admirateurs de Cervantès – que le livre d'Avellaneda est absolument dépourvu de toute valeur. Au contraire, on y trouve quelque chose d'alerte et de savoureux, et un certain nombre de passages ne sont en rien inférieurs à quelques-unes des scènes de grosse bouffonnerie de notre livre ».

Il ne s'agit pas, ici, de reprendre une enquête depuis toujours ensablée dans les sables, mais de montrer que Don Quichotte s'est construit lui-même et a élaboré son monde exclusivement à travers les livres, y compris, bien entendu, celui d'Avellaneda. A l'appui de cette remarque, Italo Calvino rappelle que, au sixième chapitre de la première partie, lorsque le curé, le barbier, la nièce et la gouvernante jettent aux flammes la bibliothèque de Don Quichotte, la chevalerie n'existe plus : « Don Quichotte restera le dernier exemple d'une espèce sans successeurs ».

En outre, l'affaire Avellaneda est en harmonie avec l'art malicieux, si « cervantésque », d'établir des interférences entre le réel et l'imaginaire ; en harmonie, également, avec son goût de remettre en question son propre livre, et de révéler en plein rêve le lecteur qui croit vivre la fiction : quand il suppose que le morisque qui lui traduit le texte de Side Ahmed Benengeli a omis l'exorde où le Maure se reproche d'avoir entrepris un récit sec et limité, dans lequel il ne parle que de Don Quichotte et de Sancho – histoire de justifier l'insertion, dans la trame du roman, de récits indépendants ; ou bien, quand le traducteur considère comme apocryphe tel passage de Benengeli, notre

Sancho « parle dans un style trop bien élevé et dit des choses bien trop subtiles pour sa petite intelligence » ; de même lorsque Don Quichotte s'écrit : « ... l'auteur de mon histoire n'est qu'un ignorant et un bavard, qui l'a écrite sans ordre et sans discernement, à la va comme je te pousse ! Un peu comme ce peintre d'Ubeda qui, lorsqu'on lui demandait ce qu'il se proposait de peindre, répondait : "Ce qui viendra sous mon pinceau" ». Et, encore dans la scène de l'autodafé, quand, parmi les livres destinés aux flammes, on trouve le tout premier publié par Cervantès, *La Galatée*, et qu'on décide, in extremis, de le préserver – mais de le conserver sous clé, en attendant la deuxième partie : « Nous verrons alors s'il s'est suffisamment corrigé pour mériter la miséricorde que nous lui refusons aujourd'hui ».

S'appuyant sur le fait – indiscutable – que le reste de son œuvre est inférieure, et de beaucoup, au *Quichotte*, des critiques ont pris l'habitude de dire que Cervantès est inférieur à son héros – le créateur à sa création. On voudrait que l'auteur ait engendré le personnage tout d'une pièce, avec méthode, en toute conscience, alors que c'est au fil des phrases qu'il se forme. On ignore que l'auteur n'est que de ses circonstances, nul l'Esprit souffle. Cervantès méritait cet illustre visiteur.

Miguel de Cervantès est mort à l'âge de soixante-neuf ans, le 23 avril 1616, le même jour que Shakespeare, disait-on jadis, mais ils sont morts selon deux calendriers différents, dix jours séparant les deux dates. Tous les portraits de l'auteur du *Quichotte* sont des reconstructions d'après la description qu'il fit lui-même de sa figure, dans le prologue de ses *Nouvelles exemplaires*. L'autoportrait, fait de mots, est le seul véritable.

Hector Bianciotti

(4) Introduction au deuxième volume du *Quichotte*, en espagnol. Editorial Castalia (Madrid), 1978.

* La préface commandée pour cette édition à Dominique Fernandez a été refusée par le Seuil. Ce texte paraîtra dans le prochain numéro de la revue *L'Infini* (Gallimard).

Cervantès, en langue vivante

Aline Schulman, qui vient d'achever la traduction de « Don Quichotte », explique la part d'oralité qu'elle a restituée à l'œuvre

Aline Schulman est la traductrice attitrée du romancier espagnol Juan Goytisolo, mais a traduit également le Chilien José Donoso et le Cubain Reinaldo Arenas et Severo Sarduy. Elle vient de consacrer six années à cette traduction « moderne » de *Don Quichotte*.

« Vous connaissez déjà bien le *Quichotte* ? »

« C'est une question que j'ai aussi posée autour de moi. Tout le monde croit le connaître, mais en fait personne ne l'a lu, sauf les universitaires et les étudiants de haut niveau. En revanche, c'est un mythe. Il fallait lui rendre son statut littéraire. Curieusement, ce qui est resté collé dans l'imaginaire collectif, comme les mullins à vent, ne prend dans le texte que quelques lignes. Sans doute parce que, depuis un siècle, on en a fait de la littérature enfantine, dans des livres illustrés, et que ce que l'on a conservé, c'est ce qui pouvait plaire aux enfants. En ce qui me concerne, je l'ai étudié pour l'agrégation à l'écrit comme à l'oral et je l'ai relu avec une attention particulière. Et j'ai commencé par la deuxième partie, parce que la première phrase est tellement célèbre que je ne savais comment l'appréhender, cela me terrifiait. Si bien que ce n'est qu'après avoir traduit quatre cent cinquante pages que je me suis attaquée aux huit premières ! »

« Pourquoi vous êtes-vous lancée dans une telle aventure ? »

« C'était une commande. Jamais je ne m'y serais attaquée de moi-même. Je n'avais traduit jusqu'alors que des auteurs contemporains, vivants. J'avais donc l'habitude de dialoguer avec des écrivains extrêmement généreux qui me donnaient comme consigne : « Écris comme moi pour que le lecteur repasse, dans ta langue, la même impression. » D'ailleurs, la langue de Juan Goy-

so, par exemple, est très proche de celle de Cervantès, il utilise même certains archaïsmes. Et il faut se rendre compte qu'un Espagnol d'aujourd'hui comprend sans problèmes la langue de Cervantès, il n'a pas besoin d'une traduction en espagnol moderne, alors qu'on a « retraduit » Rabelais en français contemporain (1), par exemple, et que comprendre l'anglais de Shakespeare n'est pas à la portée de tout le monde. C'est pour cela que je n'ai pas pris le *Quichotte* comme un objet de culte, mais comme une œuvre vivante. Je ne voulais pas le traduire dans une langue morte.

« C'était donc facile à traduire ? »

« Le problème, c'est la phrase. Cervantès a écrit « facile ». Mais c'est à la fois très clair et intraduisible de la manière dont on l'a fait jusqu'à présent. Le texte est « lisible », mais surtout il est « audible ». Il faut le restituer dans son temps : les gens ne savaient pas lire et on le leur faisait. Il me semble que les traducteurs n'ont pas saisi le sens de cette part d'oralité et qu'ils n'ont pas su quel en faire. Il y a beaucoup de répétitions, qui sont d'ordre pédagogique, or le lecteur français d'aujourd'hui comprend plus vite que l'auditeur espagnol de l'époque, donc, si on respecte ces répétitions, le texte a l'air mal écrit. Les traductions précédentes ont donc dans l'hypertrophie au lieu de restituer la langue de la rue, ou plutôt la langue du théâtre de rue. Aujourd'hui, on n'écoute plus, on lit. Il m'a donc semblé qu'au lieu des répétitions il fallait trouver des variantes, ce qui allège le texte. Mais tous les mots sont là, l'allègement s'est fait au niveau de la syntaxe ou de la ponctuation, par exemple en remplaçant des « et » par des « alors », et alors, et alors... par des points-virgules.

« Mais vous vous attendez à des critiques ? »

« Je vais probablement me fâcher avec beaucoup d'amis. Mais

moi, je n'ai pas en l'impression de trahir. Le respect que l'on doit au texte doit être compensé par celui que l'on doit au lecteur. Nous traduisons quelque chose pour quelqu'un. Il faut équilibrer les deux. Et je me suis gardée de toute modernité. Je n'ai quasiment pas utilisé de mots apparus dans la langue française après 1650, en dehors de quelques-uns qui datent de 1805, j'ai vérifié systématiquement dans le *Robert historique*. En français, c'est surtout la syntaxe qui a évolué. Mais j'ai aussi traduit les termes arabes que personne n'avait traduits jusqu'à présent parce qu'on ne les connaissait pas.

« Vous avez eu des surprises ? »

« Je me suis beaucoup amusée. Même en relisant les épreuves, je ne pouvais pas m'empêcher de rire. Et le fait de me dire que les gens allaient s'amuser, c'était aussi une façon de me justifier par avance. Mais j'ai été également bouleversée par la personnalité de Cervantès. Il est capable de tout dire, car il dit toujours une chose et son contraire, et c'est comme cela qu'il a pu braver la censure. Il s'en prend à tout ce qui est établi, fusille tout le monde, du roi aux étudiants, mais il y a toujours un personnage qui rétablit la situation. C'est aussi cela la modernité de Cervantès : il dit blanc et il dit noir. Et cela lui permet d'exprimer ce qu'il pense et de tourner la loi. Il utilise tous les genres, du polar au roman à l'eau de rose, aux chansons ou à la pastourelle. Il a inventé la mise en abyme de tout ce qui se dit. L'intertextualité, il mélange ce qui pouvait plaire parce que c'était dans le goût de l'époque et ce qu'il avait envie de faire passer. Il faut donc avoir, pour le traduire comme pour le lire, le sens de la satire, de la critique sociale et du double jeu, car il est toujours dans le dérisoire, la parodie constante. »

Propos recueillis par Martine Silber.

(1) Seuil, « Points ».

Georges Butaill

CHOIX DE LETTRES

de Georges Butaill

de Georges Butaill

de Georges Butaill

de Georges Butaill

de Georges Butaill

de Georges Butaill

de Georges Butaill

de Georges Butaill

de Georges Butaill

de Georges Butaill

de Georges Butaill

de Georges Butaill

de Georges Butaill

de Georges Butaill

de Georges Butaill

de Georges Butaill

de Georges Butaill

de Georges Butaill

de Georges Butaill

de Georges Butaill

de Georges Butaill

de Georges Butaill

de Georges Butaill

de Georges Butaill

de Georges Butaill

de Georges Butaill

de Georges Butaill

de Georges Butaill

de Georges Butaill

de Georges Butaill

de Georges Butaill

de Georges Butaill

de Georges Butaill

de Georges Butaill

de Georges Butaill

de Georges Butaill

de Georges Butaill

de Georges Butaill

de Georges Butaill

de Georges Butaill

de Georges Butaill

de Georges Butaill

de Georges Butaill

de Georges Butaill

de Georges Butaill

de Georges Butaill

de Georges Butaill

de Georges Butaill

de Georges Butaill

de Georges Butaill

de Georges Butaill

de Georges Butaill

de Georges Butaill

de Georges Butaill

de Georges Butaill

de Georges Butaill

de Georges Butaill

de Georges Butaill

de Georges Butaill

de Georges Butaill

de Georges Butaill

de Georges Butaill

de Georges Butaill

de Georges Butaill

de Georges Butaill

de Georges Butaill

de Georges Butaill

de Georges Butaill

de Georges Butaill

de Georges Butaill

de Georges Butaill

de Georges Butaill

de Georges Butaill

de Georges Butaill

de Georges Butaill

de Georges Butaill

de Georges Butaill

de Georges Butaill

de Georges Butaill

de Georges Butaill

de Georges Butaill

de Georges Butaill

de Georges Butaill

de Georges Butaill

de Georges Butaill

de Georges Butaill

de Georges Butaill

de Georges Butaill

de Georges Butaill

de Georges Butaill

de Georges Butaill

de Georges Butaill

de Georges Butaill

de Georges Butaill

de Georges Butaill

de Georges Butaill

de Georges Butaill

de Georges Butaill

de Georges Butaill

de Georges Butaill

de Georges Butaill

de Georges Butaill

de Georges Butaill

Georges Bataille, la mort à la lettre

A l'occasion du centenaire de sa naissance paraît un recueil de cinq cents lettres de l'auteur du « Bleu du ciel » suivant la trajectoire de son œuvre

CHOIX DE LETTRES (1917-1962)
de Georges Bataille.
Édition établie, présentée et
annotée par Michel Surya
Gallimard, 640 p., 250F.
(En librairie le 23 octobre.)

Georges Bataille, centenaire : il est né le 10 septembre 1897, mort le 8 juillet 1962, on le célèbre à Mexico, Madrid, Séoul (services culturels de l'ambassade de France) et à la Bibliothèque nationale - il en fut conservateur. Un choix de cinq cents lettres à une cinquantaine de correspondants, couvrant la période 1917-1962, est réuni par Michel Surya. On connaît la correspondance avec Callois (éd. Folio Avoine, 1987) et les échanges avec Pierre Kaelin et Jean Rollin (Roma, Éditions associate, 1995). L'ensemble suit la trajectoire de l'œuvre, d'Histoire de l'œil aux Larmes d'Eros, de la revue Documents à Critique. Les lettres ne disent rien que l'œuvre ne dirait pas. Elles en sont l'autre voix. Répondent à la voix du travail, de la vie, de la maladie et à l'obsédante attente d'argent : « J'écris encore assez retiré du monde, avec une certaine sensation d'épave de Dostoïevski ». Ou encore, de Samois, en novembre 1944, il est malade, il écrit à Diane Kotchoubey - c'est une lettre déchirée, Bataille a quarante-sept ans : « C'est dimanche après-midi, je m'installe dans cette chambre où tu étais avant-hier (...). Je crois qu'il me sera à peu près impossible de continuer cette lettre. Tout à l'heure, lo conciergerie me montera à dîner, comme quand tu es venue. Je n'aurai qu'à pleurer dans les pannes de terre. »

Dix ans plus tôt, en pleine rupture avec Sylvia (Sylvia Maklès, la comédienne de Renoir, Sylvia Bataille, qui épousera Lacan), dans un des creux les plus chaotiques de sa vie : il lui adresse une étrange salve nourrie par l'attente et la passion. Sinon, c'est une correspondance au



temps des pueux et du peu de téléphone, à quoi manquent les réparties. Le générique est important : Masson, Leiris, Kojève, Queneau, Callois, Prévert, Prévert, Bachelard... Bachelard, il lui répond d'Orléans, où il habite (rue Dupanloup, bien sûr), le 18 mars 1958, pour le remercier : « Je ne suis pas forcément d'accord avec la suggestion que vous me faites de remplacer le whisky par un de ces alcools que produit notre pays. En effet, il s'agit de savoir ce qui passe en premier, la délicatesse des sentiments ou leur intensité. L'intensité n'a sans doute aucun droit, mais elle peut l'emporter à son heure. »

C'est ce ton qui emmêle ceux, trop fragiles, que heurte Bataille. A heure fixe, depuis bien avant sa mort, on lui inflige deux éclairages contraires : lumière noire de l'oubli (tous les cinq ans environ, il faut l'en tirer) ; au alors, surexposition

de lampe de commissariat - où l'on stigmatise, selon les marottes, son érotisme, sa joie devant la mort, on ne sait quel côté crier, ces temps-ci : son ambiguïté, bientôt, sa fœmophilie. Exemple : commentant Mascolo (« On est mis à vivre dans un contexte historique donné... »), il rétorque : « Faut. Une fourmi est un monde sans rien d'autre. Il n'y a pas que l'homme ou l'animal. » Alléluia, le 5 juillet 1953, à Mascolo toujours : « Ce qui m'horripile chez Marx est le monde envisagé comme une éponge chez le tailleur, par rapport au pantalon qu'il surplombe le client aura toujours envie d'enlever. »

Cette correspondance est sans art, la course de la vie devant la mort. A Queneau : « Es-tu toujours d'accord (...) pour le cahier sur la littérature et la politique ? Je suis bien embêté d'avoir oublié de te porter la bouillotte. » Dix jours plus tard : « De plus en plus porté à ne voir dans

l'anticommunisme que sottise, lâcheté, etc. (La bouillotte est chez Madame Téry (du moins j'avais fait le nécessaire pour qu'elle y soit). » On suit la construction matérielle des livres et des revues, le soin précis qu'il y apporte. Nombre intéressant d'habitudes, réservoir de titres, disputes sur la fabrication de Critique. Des drôleries parfaites. Pas mal de solos nerveux touchant au politique, à la philosophie on a ce qui les brise, le poétique (lettres à Queneau, Callois, Kojève, Leiris, Waldberg, Paulhan). Beaucoup de malentendus et de souffrance. Dès 1918 : « J'ai l'impression qu'il y a quelque chose de brisé à l'assaut de l'humanité. »

Délabrement, larmes, lamentations doublées de l'attente d'y être réduit, sale état nerveux, dépression, découragement, le corps qui cède, la fatigue surtout, les mots se précipitent. « Pénible » est celui qui revient. Ses amis le soutiennent financièrement en ces termes : « Votre existence nous aide à vivre. Beaucoup d'entre nous. Et depuis longtemps. » (Mascolo). La mort est froidement regardée, sans rien de morbide ni d'angoissant. A Leiris, il annonce (ne sachant pas qu'il reste tout de même à celui-ci trente-quatre ans à tirer) que « la mort se rapproche » d'eux (17 novembre 1956). Pour lui, c'est vrai. Ces lettres plongent dans ce dont il convient de ne pas parler, l'amitié. Il en manque (à Borel, Franckel, Lacan, Breton, Limbour, Laure, Blanchot). Seules réponses à la fin, on peut s'en étonner, mais elles donnent le ton, huit lettres éloquentes de Blanchot, les toutes dernières années, comme d'un qui reste sur la rive, regardant s'en aller l'autre au vent mauvais.

Francis Marmande

Un colloque Bataille-Leiris, intitulé « L'Intenable assentiment au monde », aura lieu les 22 et 23 novembre au Musée des beaux-arts d'Orléans (ren. : 02-39-81-72-72).

« Une force illimitée de négation »

Ainsi de toujours, à André Masson, dans l'intimité duquel il fit surgir en 1935 la prophétique figure de l'absence de figure (Acéphale), Bataille peut dire ceci que Masson seul peut sans doute alors entendre : il faut nier les puissances de la raison quand la raison a la puissance de nier tout. Il l'avait dit déjà, il le redira bientôt : la guerre, au contraire de ce qu'on croit, est le triomphe de l'affirmation de la raison. Une telle affirmation, qui se veut infinie, est en fait une négation. Une négation à laquelle ne peut en être opposée qu'une autre. Il y a, chez Bataille, cette volonté de négation infinie. Il l'eut toute sa vie. Qui inverse par le fait le caractère de poèmes de son nom, qui semblait l'accorder à la guerre, qui semblait faire de lui le même qu'elle. Qui l'y oppose en fait absolument. A laquelle il oppose ce silence « brisant », dont il parle ici. Ce silence dont sont nés L'Expérience intérieure, Le Coupable et Madame Edwanda, qu'il écrit alors.

Michel Surya

Mon cher André,
Que dire après une séparation si parfaite - ou presque. Je suis heureux que tu aies trouvé là-bas une vie qui ne te déçoive pas. Je ne puis que souhaiter pour toi que tout te convienne assez pour que tu demeures semblable à toi-même. L'Europe évidemment est plus voisine du Tibet que du Connecticut. La vie y est sans doute plus étrange qu'on ne l'apprenait du dehors : on y est replongé dans le fond des temps. Jamais le monde réel ne m'a semblé davantage un rêve : l'air qu'on respire est un air de rêve, un air d'angoisse. Et chose curieuse, je lâcherais tous les deux clairs pour la brume où tout chose est ici ensevelie. J'ai toujours mal compris les quelques vieux principes avec lesquels on regarde l'histoire (celle qui se joue de nos envies). L'histoire ne peut se passer de manger des vies : volontiers je lui donne la même à manger. La vie imaginaire d'un futur où rien ne pourrait plus être mangé, où tout serait libre, je ne doute guère que l'essentiel y manque : une tension si vraie qu'on devient soi-même aussi vrai qu'un crabe tapi dans du sable. Tu ne peux guère imaginer à quel point la politique m'ennuie : autant que le souvenir de comptes quand je m'en dors - autant de chiffres, autant d'erreurs. La vie me paraît beaucoup trop voisine de la mort pour qu'on s'attarde à lui imposer une volonté d'ignorance. J'ai vu trop de choses et j'en ai trop éprouvé pour m'occuper de ce qui ne trouble pas entièrement les données ordinaires. Je ne connais plus - ou ne suis plus - qu'une force illimitée de négation qui divise tout ce que je n'ai pas vidé de sens. Et divisé, cela veut dire aussi pour moi « vide de sens ». Difficile d'envisager à quel point je me sens devenu silencieux, au point de me figurer que toute parole se briserait si elle me touchait (ou elle se décomposerait, ou deviendrait si comique que la phrase finirait en état de rire). Tout le reste : je marche de travers, aussi galement que jamais et, si je glisse, je tiens une corde de silence.

Absurde message sans doute : mais beaucoup moins que toute autre chose que je puisse dire. D'ailleurs, je n'ai guère changé (sauf que cela sent le cerneil de plus en plus, ce qui rétablit chaque jour un peu les jolies erreurs de perspectives et, tout de même, c'est moins bête).
Rais mes amitiés à André Breton et dis-lui - au moins si tu veux - que je ne me sens pas moins éloigné de lui - ni moins proche - que saint Jean de la Croix de sainte Thérèse (il n'y a ouïe insulte dissimulée).
Toute ma fidélité et toute mon amitié, prenant figure de vie entière, qui se moque de l'Atlantique après tout.

Georges

► Georges Bataille à André Masson, 3 février 1942 (extraits du Choix de lettres)

Dans le secret des dieux...

Dans la première biographie consacrée à Michel Leiris, mort à l'âge de quatre-vingt-neuf ans le 30 septembre 1990, Aliette Armel remet scrupuleusement en ordre le jeu de l'écrivain. Celui qu'il s'était plu à maintenir dans la savante indétermination de son entreprise autobiographique

MICHEL LEIRIS
d'Aliette Armel.
Fayard, 746 p., 198 F.

Leiris, poète, auteur de L'Âge d'homme et de Mi-roi de la tauromachie, de l'Afrique fantôme, d'un essai décisif sur les Antilles, de monographies sur les peintres qu'il fréquente (Masson, Picasso, Lam, Giacometti, Miro) et d'une étude sur les arts africains : ethnologue, autobiographe, sociologue, historien de l'art : solitaire couvert d'amis, longuement fidèle à Louise Godon, dite « Zette », au fil des infidélités ; petit homme emporté et cependant gauchiste, surréaliste de la première heure, signataire du « Manifeste des 121 », voyageur élégant, dandy, il revient d'une tentative de suicide (en juin 1957) sous le regard patient de Giacometti, trouve dans Popéra l'envers de la tauromachie, dans l'action ce qu'il scrute dans l'art, dans l'alcool la force de décoller : « J'avais peu de cartes à ma naissance, mais je les ai utilisées ou mieux... »

C'est ce que l'on se dit en fin de lecture de cette biographie de 700 pages (augmentées d'un cahier photos, d'un index, d'une généalogie), rédigée par Aliette Armel : la première qui lui soit consacrée. Non qu'il s'agisse d'une « vie réussie ». L'expression laisserait aussi perplexité que celle de « sexualité complexe » à laquelle recourt l'auteur. Mais une vraie vie. L'amitié chez Leiris n'est pas baladeuse, mondaine, elle va au fond. La liste est longue : Max Jacob, Georges-Henri Rivière, Masson (depuis le début des années 20), Limbour, Queneau, Miro, Picasso (de très près), Jonhdeau, Bataille (depuis 1924, avec des tempêtes et pour finir, une tendresse de demi-dieux), Giacometti, Alfred Métraux, Sartre, Césaire et toute sa famille, Edmond Jabès, Louis-René Des Forêts, et sur le tard, comme

deux garçons savent se trouver et s'aider à penser, Francis Bacon. Et puis les femmes, Louise (en l'épousant, Leiris demande à sa sœur Juliette, qu'il appelle « Zette », la permission de transférer ce diminutif sur la mariée...), Hélène Gordon-Lazareff, Colette Peignot, Jeanine Queneau, Eva Métraux, Pauline Roux, les discrètes, les aimées, les inconnues, les douloureuses, toutes prises dans un réseau où la biographie, qui se veut solitaire, les voit péniblement enfermées, ce n'est pas si simple. C'est d'un autre ordre : l'ordre de la connaissance et celui du secret.

Cette biographie est un travail considérable, scrupuleux, aride. Elle met en relation les textes, les éléments d'état civil, les faits, les lettres, les archives, les carnets, les témoignages. Il n'y a pour ainsi dire pas d'erreur, mais, sur un point où un autre des glissements d'interprétation. Le document est là, brut, rechronologisé. Sans tranche projective, sans toucher non plus au geste de l'écriture. Ces quatre-vingt-dix années se concluent comme un opéra, par la mort des uns et des autres, par cette douleur de rester de plus en plus seul au cimetière des aimés, sans avoir pu tout dire...

Dans cette volonté de dénouer l'écheveau, de mettre à plat ce dont l'œuvre fait une géométrie dans l'espace, une mathématique bleue, d'aller là où Leiris refuse - par projet - de se situer (le biographe), Aliette Armel, qui remet le jeu en ordre comme après une partie de cartes, avance sans illusion. Elle entend ce que Leiris écrit à l'un de ses commentateurs : « Ce n'est pas sans appréhension que j'ai entamé la lecture (...) : le caractère « autobiographique » de la plupart de mes écrits est si marqué qu'il m'est, d'ordinaire, fort désagréable qu'un autre - quel qu'il soit - parle de ces écrits et, ainsi, se substitue en quelque sorte à moi pour parler de moi. » Encore qu'en

l'occurrence il ait la certitude - et elle, probablement l'espoir - qu'un « autre regard l'aidera à y voir plus clair ».

Plus clair. Cela dépend de l'idée que l'on se fait de la clarté. Les rapports entre le discours politique et l'usage domestique qu'en fait Leiris, entre les sexes, entre l'engagement et la désinvolture, entre la tauromachie et l'opéra, entre la réminiscence et le fait, entre la psychanalyse et la forme, entre la possession et la raison, entre (c'est d'entre deux qu'il s'agit) sont raides. Les faits sont là, mais la syntaxe a disparu. Le refus de Leiris d'avoir un enfant est sourcilieusement déploré par l'auteur. Ce qui échappe, c'est le réseau indéterminé sur quoi reste en suspension ce qu'on appelle « la vie » : ce à quoi l'entreprise de Leiris vise - l'écriture. Cette densité virtuelle qui sort du corps, qui n'est que le corps.

On sait qu'enfant il voulait être jockey. Il grossit. Il se monte le bourrichon par des lectures au-dessus de son âge. Il cherche lourdement à pénétrer « le secret des dieux ». Le sexe est un bon champ d'expérimentation. Il en voit le premier exemplaire à Biarritz en 1913. Il ne supporte pas les points de suspension à la place des mots crus. A douze ans, il fait le tour des cultes avec son frère aimé, Pierre. Il y a l'autre, le dévot, le bourgeois. Tension entre la dévotion et la révolte. Entre, toujours. Premiers chocs avec Stravinsky (Le Sacre) et le jazz, à vingt ans. Goût du cirque et des spectacles vulgaires. Un oncle acrobate parti à l'anglaise avec une ballerine. Brevement deuxième ligne de rugby (les gabarits ont dû beaucoup changer...). Peur des femmes, mais petit flirt avec la fiancée du frère détesté. C'est courant.

Les frères épousent des sœurs. Avec les familles raccourcies d'aujourd'hui, ce dispositif central - les sœurs - n'existe plus. On pourrait, à travers ce livre, faire une histoire

diagonale du siècle par les sœurs. Les sœurs Kahn (Breton, Queneau) ; les sœurs Maklès (Masson, Franckel, Piel, Bataille, Lacan) ; les sœurs Godon (Kahnweiler, Lascaux, Leiris)... Quelle histoire ! A son mariage, Picasso glisse : « Eh bien Leiris ! Vous allez aussi épouser un secret ! ». Aussi ? A la sortie de L'Âge d'homme : « Votre pire ennemi n'aurait pas fait mieux ! »

Malade de sincérité, son d'erreur (faire une science de l'erreur), prince consort, mauvais sujet de l'empire que devient la galerie Kahnweiler rachetée par Louise Leiris pour contourner la spoliation par les nazis, Leiris : « A chaque instant, je suis à qui m'en tenir sur moi valeur comme témoin. » Ou encore, du fin fond de l'Afrique d'où il écrit à « Zette », sans voir - la plus belle « psychanalyse » du monde ne peut donner que ce qu'elle a - sans voir qu'à travers les Dogons, Gondar et Sanga c'est son nom de Godon qu'il pléine en tanguant : « Reils Lord Jim et pense à moi ! » C'est là que tout se boue. Éprouvant le système des fiches, il se prépare à la trilogie de La Règle du jeu. Sondant en lui l'Afrique, le paumé, le réfractaire, il agence L'Afrique fantôme qui à son tour défilera la chronique. C'est sa façon de chercher une espèce de sommation du monde extérieur, allant jusqu'à la provoquer lui-même. Donc le tauromachie. Dans un film du siècle, où sont pris tous les événements, surréalisme, communisme, la guerre d'Espagne et celle d'Algérie, Cuba, Mai 68, les Africains d'Ivry et le curé d'Éta qu'il accompagne à la gare de l'Est, il se réveille un instant éberlué dans un monde parcouru, infatigable, de fêtes en plaisirs, de douleur et de morts, au générique impressionnant : « Je me suis aperçu un jour que ce livre relatif à ma vie était devenu ma vie même. » Ce qui rend une chronologie comme celle qui s'intitule Leiris indispensable, un peu tautolo-

gique au regard de La Règle du jeu et, à la fin, périlleuse, ce qui est bien le moins.

F. M.

► Signalons également l'essai récent de Jotile de Sermet, Michel

Leiris, poète surréaliste (P.U.F., 298 p., 148 F) et l'édition, par Jean Jamin, d'un texte inédit de Leiris sur Wilfredo Lam, datant de 1969, préfacé par Pierre Vilier (éd. Didier Devillez, BP 1463, 1000 Bruxelles 1, 74 p., 75 F).

PHILIPPE LE GUILLOU

LES SEPT NOMS DU PEINTRE

Vies imaginaires
d'Erich Sebastian Berg
roman

GALLIMARD

هكذا من الهم

La littérature sud-africaine à la recherche d'un nouveau langage

Une dizaine d'écrivains sud-africains sont les invités de la Cité du livre à Aix-en-Provence jusqu'au 12 octobre. Trois ans après la fin de l'apartheid, ils viennent parler de cette nouvelle Afrique du Sud et du devenir de sa littérature. André Brink et John Michael Coetzee sont des auteurs consacrés. Autour d'eux, les auteurs les plus créatifs de la jeune génération sont à découvrir : Njabulo Ndebele, Achmat Dangor, Mandla Langa, Ivan Vladislavic... Chacun cherche ses propres réponses aux questions actuelles : comment aborder la mémoire de l'apartheid ? quels nouveaux thèmes littéraires explorer ?

Né dans une township de la région de Johannesburg en 1948, première année de l'apartheid, Njabulo Ndebele s'est imposé dans les années 1970-1980 comme un des chefs de file de la littérature antiapartheid. Romancier, poète, mais aussi critique, essayiste et universitaire, Ndebele est un théoricien de la cause noire et africaine. Mais il a toujours refusé de s'enfermer dans une écriture militante. Son roman le plus célèbre, *Fools*, a été traduit en France et ailleurs à l'étranger. Il a inspiré le film de Ramadan Suleyman, intitulé lui aussi *Fools*, premier long-métrage entièrement écrit et réalisé par des Noirs sud-africains, sorti en France récemment.

Depuis son retour d'exil en 1991, Njabulo Ndebele demeure une référence littéraire, honorée et régulièrement invitée par plusieurs universités étrangères. Il fait partie aujourd'hui, en Afrique du Sud, des intellectuels noirs qui ont décidé de participer au processus de transformation du pays aux côtés du gouvernement de Nelson Mandela.

« La littérature sud-africaine a longtemps été dominée par la lutte anti-apartheid. Aujourd'hui, quels sont, selon vous, la place et le rôle de cette littérature dans la « nouvelle » Afrique du Sud, dans la société post-apartheid ?

— Comme le reste de la société, la littérature sud-africaine va se transformer pour s'adapter à la nouvelle réalité du pays. Elle doit susciter un nouveau lectorat en s'adressant, en particulier, à la communauté noire. Mais, pour cela, il faut d'abord améliorer l'accès à l'éducation dont a été privée cette communauté sous l'apartheid. Il faut aussi écrire davantage sur les sujets susceptibles de l'intéresser, sur les problèmes de la société d'aujourd'hui. La question de la réconciliation entre Blancs et Noirs en fait partie. Les travaux de la commission Vérité et Réconciliation, chargée de faire la lumière sur les crimes de l'apartheid (*Le Monde* du 11 septembre), représentent une source d'inspiration considérable. Les difficultés du nouveau gouvernement à la



Scène du film « Fools », adapté du roman du même titre de Njabulo Ndebele

rente du pays trois ans après les élections, la montée de la violence, ce sont les thèmes d'une société en transition que la nouvelle littérature sud-africaine doit explorer. Mais elle ne le fait pas encore vraiment.

— On a l'impression, en effet, que la littérature sud-africaine traverse une crise de créativité et que beaucoup d'écrivains sud-africains ont perdu leur inspiration avec la fin de l'apartheid. Qu'en pensez-vous ?

— L'apartheid a occupé les esprits pendant si longtemps que ce n'est pas facile de trouver de nouvelles sources d'inspiration. Aujourd'hui, il faut un nouveau langage, une approche différente. Une nouvelle génération d'écrivains, comme Zakes Mda, s'engage sur cette voie. Nous sommes encore en train d'essayer de comprendre où nous en sommes, de digérer les changements. C'est pourquoi notre société n'a pas encore produit son propre art, son propre langage.

— Vous-même, vous n'avez rien publié depuis 1993. Vous

sentez-vous touché par ce problème d'inspiration et de renouvellement ?

— Pas vraiment car, dans mes livres, j'ai toujours parlé des choses de la vie ordinaire. La politique, bien sûr, a toujours été présente, mais seulement en arrière-plan. Elle n'a jamais dominé ma créativité. Je travaille sur un nouveau roman qui évoque les tensions de la société actuelle. L'action débute juste avant les élections de 1994 et se déroule jusqu'à aujourd'hui. J'évoque les difficultés et les contradictions de notre jeune démocratie. Il y sera question, par exemple, de l'attitude de certains, dans notre société, qui tirent leur légitimité de la démocratie, mais qui ne tiennent plus compte de l'avis de ceux qui leur ont donné le pouvoir. Il y a aussi le problème de la tendance des gens, face à la montée de la criminalité, à vouloir se faire justice eux-mêmes, à revenir à des méthodes dont ils ont eux-mêmes été victimes dans le passé. Ce sont des thèmes que j'ai envie d'aborder,

mais les nombreuses fonctions que j'occupe désormais ne me laissent tout simplement pas le temps de le faire.

— Responsable d'une université, membre de plusieurs conseils et commissions gouvernementales, vous êtes engagé, comme beaucoup d'intellectuels noirs, dans l'exercice du pouvoir. Ne pensez-vous pas que ce phénomène contribue aussi à un manque de débat intellectuel et de créativité littéraire ?

— Beaucoup d'intellectuels sont désormais occupés à définir les changements dans notre pays. Mais ils ne peuvent pas à la fois se consacrer à la transformation du pays et à la vie intellectuelle. Le problème, c'est que le système éducatif et universitaire en particulier ne prennent pas le relais. Ces institutions sont elles aussi en train de se transformer et, bien souvent, leurs meilleurs talents sont partis aider le gouvernement. C'est un phénomène qui n'est pas sain pour le pays et pour les individus concernés. Moi-même, j'ai l'intention de bientôt aban-

donner une partie de mes responsabilités pour me consacrer de nouveau à l'écriture.

— Dans ce contexte difficile, quelle peut être la place de la littérature sud-africaine par rapport à celle du reste de l'Afrique ? Est-ce qu'elle peut jouer, à terme, un rôle de catalyseur pour le continent, comme l'Afrique du Sud semble être prête à le faire, dans le domaine économique ou politique ?

— La créativité littéraire semble en baisse sur l'ensemble du continent africain et pas seulement en Afrique du Sud. Mais il s'agit d'un problème plus général. Dans tous les domaines, le continent est de plus en plus marginalisé. Je lisais récemment, dans un magazine américain, un article sur l'avenir du monde dans le prochain millénaire. Pas une seule fois l'Afrique n'était citée. C'est l'ensemble de la civilisation africaine qu'il faut faire revivre et pas seulement la littérature. L'Afrique du Sud peut certainement jouer un rôle dans ce sens à condition qu'elle ne se perde pas dans une espèce de narcissisme. Il ne faut pas penser qu'à nous-mêmes, il faut être plus confiants et plus ouverts que nous ne le sommes.

— En dehors du continent africain, la littérature sud-africaine a rencontré une audience à l'étranger, liée en grande partie à son militantisme antiapartheid. Pensez-vous que, privée de cet élément, elle peut avoir une résonance internationale ?

— La littérature sud-africaine peut encore avoir un rayonnement à l'étranger si elle réussit à refléter l'expérience que nous vivons en ce moment dans notre pays. Cette expérience est unique et elle intéresse les gens car nous avons fait le choix de tourner la page de l'apartheid par la discussion, le débat et non par la violence. Les problèmes d'une société divisée existent ailleurs dans le monde. Mais il y a un intérêt particulier pour l'Afrique du Sud, car les gens se demandent toujours comment nous arrivons à faire face au problème de la réconciliation et de la reconstruction du pays.

Propos recueillis par Frédéric Chambon

Le conte immoral de Dangor

Nourri d'influences orientales et africaines, Achmat Dangor s'attache aux métamorphoses que traversent sa génération et son pays

« Son père lui avait lancé : « Ne sois pas pauvre et fier ! » Il détestait la misère, cet as du marché noir, survivant dans l'une des townships sinistres de la ville du Cap. Omar Khan comprit la leçon paternelle et se transforma en Oscar Kahn. Issu d'une lignée d'esclaves importés d'Asie, petit-fils de Katryn, la blonde Afrikaner mariée à cette famille musulmane, Omar-Oscar au teint mat se fit désormais passer pour un juif. Au pays de l'apartheid, le glissement du « h » bouleversa sa vie. Il épousa Anna, la Blanche, devint architecte, habita un quartier agréable. Quand Nelson Mandela annonça la fin de l'apartheid, sa vie perdit son sens et il mourut au plus vite.

Un chaos prodigieux, cette famille Khan. Les hommes se tiraient une balle dans la tête pour voir à quoi ressemble la mort, pendant que les femmes apprennent à coudre pour rendre le dixième des coups reçus. Au lieu d'épouser de naïves musulmanes, les jeunes s'éprennent de Blanches peu recommandables, issues de familles monstrueusement normales, de celles où les pères abusent de leurs filles, où les frères violent les sœurs.

Cette fresque politico-immorale à la Salman Rushdie, porteuse d'une jubilation à raconter des histoires dans la grande tradition orientale, forme le dernier roman d'Achmat Dangor, *Kafka's Curse*, qui vient de paraître en Afrique du Sud. Né en 1948 d'une famille d'origine asiatique, dans une township de Johannesburg, l'auteur est simultanément un expert en développement rural, un écrivain et un militant politique.

« Quand avez-vous commencé

à écrire ?

— J'ai écrit mon premier roman à l'âge de seize ans et, depuis, j'écris tous les jours (1). La vie en Afrique du Sud était dure. J'avais un besoin vital de m'exprimer. J'ai quitté ma famille pour aller vivre au Cap dans le quartier très pauvre du District Six, où cohabitaient des Noirs, des Asiatiques, des métis. Là, j'ai vécu seul pendant un an et j'ai rédigé ce roman. Je militais aussi dans le mouvement Black Thoughts : nous allions dans les townships du Cap pour lire des poèmes et jouer des pièces de théâtre.

— Pourquoi avez-vous choisi alors d'écrire de la fiction — des nouvelles, des poèmes, des romans — dans un style imaginaire, fabuleux ?

— Si les auteurs avaient écrit dans un style direct, ils auraient tout de suite été envoyés en prison. Il nous fallait créer notre réalité magique, inventer des histoires sous une forme oblique qui détournait la censure et touchait le public. J'étais membre de l'ANC (African National Congress, le parti de Nelson Mandela, NDLR) et le régime m'a condamné en 1973 à une peine de six années : je n'avais pas le droit d'écrire ni de rencontrer plus d'une personne à la fois. En fait, ces années ont été très productives. J'ai écrit en secret, en cachant mes manuscrits.

— Sur le plan littéraire, à qui êtes-vous lié ?

— L'Étranger, de Camus, a été une révélation littéraire dans ma jeunesse. A présent, je me sens proche des nouvelles générations d'écrivains asiatiques qui suivent Salman Rushdie ou V.S. Naipaul et abordent les questions sociales de façon peu orthodoxe.

— Votre dernier roman traite des identités inattendues, mou-

vantes, avec ses personnages qui se métamorphosent.

— En tant que Sud-Africain, la question des identités hybrides me touche. J'ai du sang asiatique et hollandais en moi. Je ne sais pas qui je suis. Selon les lois de classification de ce pays, j'étais un coloured (métis), ce qui oblige à chercher ce qu'on est vraiment, au-delà des étiquettes. Ce mystère de chaque être humain fait écho à l'odyssée que traverse notre pays, en plein processus de transformation. C'est aussi une métaphore de ce que vivent les femmes musulmanes. Le personnage de Katryn se métamorphose en Kulsun puis en une jeune femme moderne qui se venge de toutes les souffrances imposées par les hommes.

— Je ne voulais surtout pas que l'histoire se termine par l'image rassurante d'une femme pardonnant leur violence aux hommes. Aujourd'hui, l'Afrique du Sud est obsédée par l'idée de réconciliation, quitte à oublier le passé. Je ne crois pas que le pardon, cette approche sentimentale des problèmes, aide à les résoudre.

— J'entends dire qu'il ne faut plus écrire sur l'apartheid, mais seulement sur la société future. A mon sens, un écrivain qui perd sa mémoire se détruit. On peut, en revanche, aborder cela d'une façon neuve, fraîche, singulière. Nous devons, de toute façon, changer : avant, nous étions lus avec sympathie puisque nous étions des écrivains victimes de l'apartheid. Maintenant, nous ne bénéficions plus de cette indulgence et il nous faut écrire mieux.

Propos recueillis par Catherine Bédarida

(1) En attendant *Leila*, *Le Serpent* à plumes, 1994.

Un monde littéraire en crise

Ivan Vladislavic, jeune nouvelliste et romancier, trace un tableau assez sombre de la situation du livre

Quand un enfant de dix ans aide son père au jardin et que, ce jour-là, un fou assassine le chef d'un clan sud-africain, le gamin y gagne un après-midi sans travail. C'est sur ce mode absurde et humoristique que le premier recueil de nouvelles d'Ivan Vladislavic, *Portés disparus* (*Missing Persons*), qui sort à la fin du mois chez Complexe, aborde le contexte politique de l'Afrique du Sud. Né à Pretoria en 1957, ce jeune auteur doué a commencé à écrire dès l'adolescence. Il a déjà publié deux ouvrages de nouvelles et un roman, tous parus chez l'éditeur David Philip.

IRONIE

Dans son recueil plus récent, *Propaganda by Monuments* (1996), il n'hésite pas à manier l'ironie pour décrire la difficile gestation de la nouvelle société sud-africaine. « The Whites Only Bench » retrace les sursauts froids de la conservatrice d'un musée flamboyant neuf, consacré aux heures sombres de l'apartheid lorsque même les bancs publics étaient réservés en fonction des critères raciaux. Elle ne réussit pas à mettre la main sur un banc authentiquement muni du panneau « réservé aux Blancs » — tous ont disparu — et ne sait pas si elle peut admettre dans son musée un faux banc reconstitué à l'identique.

La nouvelle représente le genre préféré d'Ivan Vladislavic, car elle convient particulièrement à l'Afrique du Sud, un pays où, dit-il, « l'expérience des personnes est limitée, fragmentée, dénuée d'une vision globale de la société, du fait de toutes les séparations imposées par le régime de l'apartheid ». Cet écrivain est un excellent connaisseur du monde des lettres sud-africain :



« Plus personne n'a envie de lire les pages consacrées aux obsessions raciales »

membre de la principale revue littéraire, *Staffrider*, l'une des rares à publier des auteurs noirs sous l'apartheid, et conseiller de la maison d'édition Ravan Press, il observe depuis une quinzaine d'années l'évolution de la place faite aux écrivains dans une Afrique du Sud, en pleine mutation. Son constat n'est guère optimiste : « Près de la moitié de la population est illettrée. Beaucoup se débattent pour leur survie matérielle. L'héritage de l'ancien régime est lourd : une éducation insuffisante, une absence de soutien aux écrivains, un manque d'intérêt pour la culture, peu de critique littéraire dans les journaux ».

En fait, trois ans après la chute de l'apartheid, l'ancien monde littéraire — presque exclusivement blanc — s'est en partie fracassé, sans donner naissance, pour l'instant, à un nouvel essor. « Plus personne n'a envie de lire les pages

consacrées aux obsessions raciales », explique Ivan Vladislavic. Quand le journalisme et le militantisme étaient muselés, beaucoup trouvaient refuge dans la fiction. Aujourd'hui, seuls les écrivains créatifs se consacrent à la nouvelle et au roman. « Mais nous n'assistons pas encore à l'explosion des nouvelles voix que nous attendions », regrette-t-il.

LA LOI DES GROUPES

Depuis 1994, la plupart des éditeurs indépendants ont fermé boutique, privés des fonds distribués avant par quelques organisations non gouvernementales étrangères. Ravan Press, l'éditeur des premiers livres de John Michael Coetzee, a été racheté par une multinationale basée en Angleterre. « C'est devenu presque impossible pour un nouvel auteur de se faire publier », observe Ivan Vladislavic. Malgré la fin de la censure, les auteurs sud-africains les plus connus, qui pourraient servir de locomotive à l'édition nationale, continuent de préférer publier en Grande-Bretagne : André Brink, Nadine Gordimer, Mike Nicol ou Coetzee y trouvent une meilleure valorisation littéraire et matérielle.

« Les écrivains associés aux mouvements contre l'apartheid sont ignorés par la critique littéraire, qui juge désormais les questions sociopolitiques dépassées, ennuyeuses. Nadine Gordimer, par exemple, moi aussi les nouveaux écrivains noirs sont mal vus », proteste Ivan Vladislavic. Il déplore que ses compatriotes aient « la mémoire courte » : « Alors que la vie quotidienne de la majorité des Noirs n'a pas vraiment changé, ils voudraient déjà oublier les horreurs subies pendant un demi-siècle d'apartheid ». C. Ba.

La parole des anti

C'est dans le contexte de la fin de l'apartheid que se situe le roman de John Michael Coetzee, *Le monde de la nuit* (*The World of the Night*), paru chez Grasset. L'auteur, qui a écrit plusieurs romans et nouvelles, aborde dans ce livre la question de la violence, de la mort, de la culpabilité. Le roman est une réflexion sur la condition humaine, sur la manière dont nous nous construisons à travers nos choix et nos actions. Coetzee, qui a été lauréat du prix Nobel de littérature en 1983, est considéré comme l'un des plus grands écrivains sud-africains de son époque.



John Coetzee dans son exil intérieur

Quand j'entends des romanciers parler de leur livre, j'ai souvent l'impression qu'ils produisent pour l'intervieweur un bavardage qui a peu à voir avec le livre qu'ils connaissent intimement (1). C'est ici l'une des plus longues explications qu'ait fournies John Michael Coetzee sur son désintérêt pour les interviews. Linguiste polyglotte, professeur de littérature, le grand écrivain sud-africain semble n'avoir qu'une ligne de conduite : le rapport au texte, et au texte seul.

Le chercheur qui a fait sa thèse sur Beckett, a écrit sur Kafka, Dostoevski, Tolstoï, Rousseau ou Musil, entretient une relation intime avec la littérature. « J'écris, non pas chaque jour, mais presque chaque jour. Je ne traverse pas de longues périodes sèches », explique-t-il au Monde. Soucieux du texte jusqu'aux moindres détails, il rélit au plus près la traduction de ses romans en français, prêt à débattre longuement, par exemple, de telle forme passive traduite par une forme active.

Écrivain érudit, il est l'auteur de huit romans, en comptant celui consacré à une partie de son enfance, *Boyhood*, qui sort en anglais cet automne (2). Certains apparaissent comme des jeux littéraires complexes avec d'autres romanciers, Daniel Defoe pour *Foe* (1986), Dostoevski pour *Le Maître de Pétersbourg* (1994). Mais la plupart sont parfaitement accessibles aux lecteurs non spécialistes tant la puissance de l'écriture, la force de la parabole touchent immédiatement. Les deux plus connus, *Michael K*, sa vie, son temps et *En attendant les Barbares*, décrivent l'âme humaine déchirée par les ravages subjectifs de la violence politique. Ils révèlent en Coetzee l'un des romanciers qui comptent dans la littérature contemporaine mondiale. Aux États-Unis, il évoque William Faulkner, en France, Julien Gracq. Qu'importent les comparaisons...

S'il n'aime pas discuter sur son œuvre, c'est sans doute que l'écrivain lui apparaît comme hors de lui-même lorsqu'il crée et que les propos tenus ensuite ne pourraient qu'être déplacés. « L'expérience de l'écriture d'un roman est, avant tout, de longue durée, ex-

Un écrivain en marge de la scène littéraire et pourtant en plein centre. Un opposant à l'apartheid qui n'a jamais écrit de littérature bien-pensante.

plique-t-il dans *Doubling the Point*. Le roman devient de moins en moins une chose mais un lieu où l'on se rend chaque jour pendant plusieurs heures par jour pendant des années. Ce qui se passe dans ce lieu est en relation de moins en moins perceptible avec la vie quotidienne, la sienne et celle des gens qui vivent autour de vous. D'autres forces, d'autres dynamiques l'emportent ».

Écrivain d'Afrique du Sud - il est né en 1929 et y a toujours vécu, à l'exception de dix années aux États-Unis et en Angleterre -, Coetzee a été constamment invité à parler de son pays, de la situation politique comme de la littérature. Ce silence, deux à répondre, mais l'a fait très clairement. Quand il se rend à Jérusalem en 1987 pour recevoir un prix, il dénonce la société de maîtres et d'esclaves dans laquelle il vit, où personne ne peut être libre.

Il commente alors la loi interdisant les relations sexuelles entre les « races » : « Quel était le sens de cette loi profondément symbolique ? Ses origines remontent dans le peu et le déni, le déni du désir inavouable d'écraser l'Afrique, d'écraser le corps de l'Afrique ; et la peur d'être écarté en retour par l'Afrique ». Il précise : « Au cœur de la non-liberté des maîtres héréditaires de l'Afrique du Sud, il y a un manque d'amour. Pour le dire brutalement : leur amour n'est pas suffisant aujourd'hui et n'a jamais été suffisant depuis leur arrivée sur le continent. De plus, leur parole, leur parole excessive, sur leur amour pour l'Afrique du Sud a été systématiquement dirigée vers la terre, c'est-à-dire vers ce qui est le moins susceptible de répondre à



« Le terme d'écrivain sud-africain » n'est pas aussi transparent qu'il le paraît »

l'amour : les montagnes et les déserts, les oiseaux, les animaux et les fleurs ».

A ses yeux, la littérature de son pays est enclavée : « C'est une littérature moins qu'humaine, artificiellement préoccupée par le pouvoir et les tortions du pouvoir, incapable d'aller des relations élémentaires de la contestation et la domination vers le monde humain, vaste et complexe, qui se trouve au-delà ».

Avec sa mère-patrie, Coetzee entretient des rapports douloureux. Et d'abord, sa patrie est-elle l'Afrique du Sud ou plutôt l'écriture ? Et comment réagit-il aux récentes transformations ? A ces questions, il nous a répondu, par écrit, depuis son bureau à l'université du Cap. « Outre Foe et Le Maître de Pétersbourg, en attendant les Barbares se situe dans le monde extérieur. Mon imagination n'est pas particulièrement liée à l'Afrique du Sud. Les changements politiques en Afrique du Sud ont eu un impact énorme sur la vie de toutes les personnes qui y vivent. Quel effet auront-ils sur mon propre travail, il est trop tôt pour le dire :

les choses comme ça prennent beaucoup de temps ».

Lors de sa venue à Paris en 1985, il affirmait au Monde qu'en Afrique du Sud un mur séparait le pouvoir et les intellectuels (3). Aujourd'hui, il nous explique : « Le concept d'intellectuel n'a pas le même usage en Afrique du Sud, avec son solide patrimoine culturel anglo-saxon, qu'en Europe. Je ne détecte aucun fossé entre l'écrit et le réel, le pouvoir et la culture littéraire. Face aux intellectuels créatifs ou critiques, auparavant l'attitude des autorités était hostile alors qu'elle est maintenant indifférente ».

A ses yeux, la nouvelle donne politique n'a pas bouleversé la situation de l'édition en Afrique du Sud, perpétuellement en crise, du fait que « le lectorat n'est pas assez large pour soutenir une culture littéraire ». J'ai l'impression que ce que les changements ont produit n'est pas significatif ».

Invité par nous à parler des jeunes écrivains sud-africains qui s'intéressent aujourd'hui, il ne souhaite pas répondre. Cependant, parmi les auteurs invités à la

rencontre d'Aix-en-Provence, deux l'ont été sur sa proposition : la poétesse africaine Antjie Krog et la nouvelliste et conteuse d'origine zouloue Gcina Mhlophe (4).

La notion même d'appartenance territoriale ou nationale pour un artiste lui pose problème. Se rendant à Djibouti en mars, à la rencontre organisée à l'initiative de la France entre écrivains francophones et anglophones d'Afrique, il a exprimé ses doutes : « Est-ce que quelqu'un, Sud-Africain de naissance, qui émigre par la suite en Angleterre, ou en Australie, ou au Botswana, et écrit en anglais est un écrivain sud-africain ? », demande-t-il, avant de prendre un autre exemple, tout proche de sa propre situation.

« Qu'en est-il de quelqu'un né en Afrique du Sud, qui peut-être y réside, qui écrit en anglais, est édité en Angleterre ou aux États-Unis, qui est extrêmement lu dans ces pays et traduit en Europe, de telle sorte que pour chaque lecteur qu'il a en Afrique du Sud il en a des centaines ou des milliers par ailleurs, quelqu'un qui se sent peut-être témoin de son pays d'origine pour le monde alors que chez lui il est accusé par les critiques de propager sur son pays une vision d'étranger, ou au moins une vision confortable pour les étrangers ? » A l'issue de cette brève intervention, il insiste : « J'espère avoir démontré que le terme "écrivain sud-africain" n'est pas aussi transparent qu'il le paraît ».

Pourtant, sa venue en France, à Aix-en-Provence, se fait à l'occasion d'une manifestation consacrée aux écrivains sud-africains. « Soucieux, peut-être, de tirer le débat vers ses propres préoccupations littéraires, il a choisi de consacrer sa conférence à un thème qui dépasse celui de l'identité nationale, tout en concentrant de près les écrivains de son pays : « Qu'est-ce que le réalisme ? »

C. Ba.

(1) *Doubling the Point*, recueil non traduit d'interviews et d'articles, publié par Harvard University Press (1992).
(2) A paraître au Seuil en 1998.
(3) *Le Monde* du 26 avril 1985.
(4) Sur Gcina Mhlophe, voir *Le Monde* du 25 mars 1997.
(5) Ses propos ont été reproduits dans *Libération* du 3 avril.

bibliographie

● André Brink
Un instant dans le vent (1978) ; *Une saison blanche et sèche* (1980) ; *Un turbulent silence* (1982) ; *Étais d'urgence* (1988) ; *Adamastor* (1993) ; *Tout au contraire* (1994) ; *Images de sable*, 1996.

Tous ces livres ont paru chez Stock.

● John Michael Coetzee
Au cœur de ce pays (1985) ; *Michael K*, sa vie, son temps (1985) ; *En attendant les Barbares* (1987) ; *Terres de crépuscule* (1987) ; *Foe* (1988) ; *L'Age de fer* (1991) ; *Le Maître de Pétersbourg* (1995).

Tous ces livres ont paru au Seuil.

● Achmat Dangor
En attendant Lella (Le Serpent à plumes, 1994) ; *Clichés*, poèmes parus dans *La Revue noire* n° 11, décembre 1993.

● Antjie Krog
Januarie Suite (1973) ; *Jerusalem* (1985) ; ces ouvrages sont écrits en afrikaans.

● Mandla Langa
A Rainbow on the Paper Sky (Canon Collins House, 1989) ; *The Naked Song* (David Philip, 1996).

● Sindiwe Magona
Push-Push and other Stories (David Philip, 1996).

● Zakes Mda
Chantons pour la patrie, pièce parue dans *Lettre internationale* n° 35, décembre 1992 ; *Lo Route*, Maison Antoine-Vitez, Montpellier, 1996 (manuscrit disponible sur demande) ; *Ways of Dying* (Oxford University Press, 1996) ; *She Plays with the Darkness* (Vivlia, 1995).

● Njabulo Ndebele
Fools (Complexe, 1992) ; *Mon oncle* (Complexe, 1992).

● Ivan Vladislavic

Portés disparus (Complexe, 20 octobre 1997) ; *Propaganda by Monuments* (David Philip, 1996).
* A noter la revue *Le Bulletin de Lettre internationale* consacre son numéro d'automne aux écrivains sud-africains. Au sommaire : des textes de Njabulo Ndebele, Ivan Vladislavic, Mandla Langa, Breyten Breytenbach, Antjie Krog... (n° 9, 80 F, 41, rue Bobillot, 75013 Paris).

La Fête du livre se déroule jusqu'au 12 octobre. Cité du livre, 8-10, rue des Alouettes, 13100 Aix-en-Provence (tél. : 04-42-25-98-45).

La parole des anti-héros

Avec sa prédilection pour les paumés et les perdants, Mandla Langa nous enveloppe de sa douceur mélancolique

Côté pile, l'homme est un militant politique au parcours bien trempé. Mandla Langa, né en 1950 dans le township de KwaMashu, à Durban, a étudié à l'université de Fort Hare, comme bien des futurs leaders noirs. Arrêté en 1976 - l'année où la répression policière fait un millier de morts à Soweto, le ghetto noir de Johannesburg -, il est emprisonné trois mois et condamné à quitter le pays. Suivent dix-huit années d'exil dans les pays voisins de l'Afrique du Sud, un entraînement en Angola dans les unités militaires de l'ANC, un poste de représentant culturel de l'ANC à Londres.

Le Lecteur
Bp 46 - 30404 Villeneuve-la-Duchèze Cedex
La littérature dans tous ses états
En kiosques : 55 F - Abon : 250 F



Dans le n° 7 : *Souris et la Seine*
"Un enchantement de l'esprit"
Angelo Rinaldi
"Le bonhomme dans Le Lecteur"
Jérôme Garcin

Ses livres, sa voix douce, presque chantante, son regard infiniment triste trahissent l'autre face de Mandla Langa. Revenu en Afrique du Sud en 1994, il ne décrit pas les lendemains qui chantent mais dépeint les souffrances de l'exil et des vies gâchées par le régime de l'apartheid, cette impitoyable machine à broyer les êtres. Assis sur le canapé bleu de sa lumineuse maison de Johannesburg - murs blancs, parquets en bois, grandes baies vitrées ouvrant sur le jardin -, il sourit beaucoup, comme pour s'excuser de son scepticisme ironique.

Richard, le héros ou plutôt l'anti-héros de la nouvelle *The Naked Song*, qui donne son titre à l'ouvrage paru en 1996, est un être brisé, au point d'avoir perdu la parole. La Bourse sud-africaine est en baisse à l'annonce d'une opération de la prostate de Nelson Mandela. Gama, le psychologue noir revenu d'exil, dépresse. Pour ceux rentrés depuis peu comme lui, « l'expérience de marcher sur des trottoirs encore tachés du sang d'enfants innocents, de voir les sinistres bâtiments de pierre qui avaient financé la puissance à l'origine de leur départ, le caractère inchangé d'une myriade d'institutions, tout cela laissait un goût amer dans la bouche », écrit Mandla Langa. En ce jour morose, Richard, devenu muet, vient consulter Gama.

Après avoir fui Soweto en 1976, Richard a été dans plusieurs pays africains, suivant le parcours des migrants exilés - Botswana, Nigeria, Angola, Zambie... C'est à Lusaka que ce jeune homme sans qualité particulière sort de sa torpeur grâce à sa rencontre avec Nzi. Intelligente, drôle, bien vivante, elle accomplit courageusement des liaisons entre l'Afrique du Sud et les pays limitrophes. Leur passion ramène Richard à la vie. Mandela et

ses proches sont libérés. L'état de l'apartheid se dessine. Mais Nzi disparaît. Plus tard, alors que l'Afrique du Sud revit, Richard apprendra qu'elle a été exécutée par les « camarades », accusée à tort d'avoir trahi. C'est alors qu'il perdra l'usage de la parole.

Muets, meurtris, vaincus, les personnages de Mandla Langa semblent des sans-pistoire, condamnés à échouer du mauvais côté de l'histoire. « Les êtres "normaux" me semblent tristes et perdants, des blessés, des rêveurs, des rejetés de la société. Un jour, j'ai été invité en Suisse pour une semaine anti-apartheid, confie-t-il. La vie y était si ordonnée, si respectable que j'avais hâte de retrouver le chaos londonien avec la saleté, la criminalité, les rapports humains empreints de brutalité ».

A Johannesburg, l'écrivain a été engagé par la télévision publique pour réaliser une série de téléfilms adaptés de nouvelles écrites par plusieurs générations d'écrivains sud-africains - Njabulo Ndebele, Alex La Guma, Gladys Thomas... Il prépare une série policière pour aborder, avec humour, les obsessions de la société sud-africaine en matière de criminalité. Sur le plan politique, cet ancien cadre de l'ANC se contente de conseiller le dauphin de Mandela, Thabo Mbeki, sans occuper de poste officiel. Entre les sonneries de téléphones et de fax, il continue de s'ancrer dans l'écriture. Après un livre d'opéra, il termine un nouveau roman qui « traite d'une communauté de retour à sa terre ancestrale, après en avoir été bannie au temps de l'apartheid. Le patriarche meurt à la fin du voyage. Sa fille lui succède : elle est jeune, elle sort de l'université. C'est elle qui mènera son peuple vers une nouvelle ère ».

C. Ba.

Heurs et malheurs de l'édition

Dans un marché étroit, le taux d'illettrisme élevé et le faible pouvoir d'achat freinent encore l'essor des éditeurs noirs

En tant qu'éditeur noir, nous avons une conscience politique. Nous voulons être le reflet de la nouvelle Afrique du Sud en donnant la parole à la communauté noire et en s'adressant à elle par le choix des auteurs et des livres que nous publions. C'est la profession de foi de Lindelwe Mabandla, ancien militant de l'ANC devenu directeur de Kagiso Publishers, la plus importante des maisons d'édition noires créées à la fin de l'apartheid. Comme le reste de l'économie, l'industrie du livre se transforme et s'adapte à l'Afrique du Sud multiraciale. Elle est encore largement dominée par des intérêts blancs, mais Kagiso se classe désormais parmi les tout premiers éditeurs du pays. Il publie déjà plus de 200 titres par an et il a encore récemment pris le contrôle d'un groupe de presse et d'édition.

Filiale d'une importante société financière dirigée par des hommes d'affaires noirs, Kagiso avait commencé par racheter, en 1994, le très conservateur maison d'édition africaine De Jager-Haam, spécialisée dans les livres scolaires. Ce secteur représente encore 80 % des ventes, et l'entreprise obéit, avant tout, à une logique commerciale. Mais elle affirme, par ailleurs, sa nouvelle identité en publiant aussi des ouvrages porteurs d'un message social ou politique. Kagiso vient ainsi d'éditer une série de récits élaborés, dans le cadre d'un atelier d'écriture, par quatre femmes d'origine noire de la région du Cap. Ces mères de famille y racontent leur vie quotidienne sous l'apartheid. « Cela permet à des gens ordinaires de faire entendre leur voix et de s'intéresser à la lecture », affirme M. Mabandla. L'ambition est louable. Mais elle

représente un luxe que bien peu de maisons d'édition sud-africaines peuvent se permettre dans le contexte d'un marché du livre très étroit. S'il n'y a plus de restrictions à la liberté d'expression, il n'en reste pas moins que la majorité des Noirs n'ont toujours pas accès à la lecture. Conséquence de la politique de ségrégation raciale, environ 40 % d'entre eux sont illettrés et la plupart n'ont pas les moyens, de toute façon, d'acheter des livres. A 70 francs en moyenne, un livre représente un achat d'un montant supérieur au salaire quotidien de beaucoup de Sud-Africains.

« Même si les livres étaient moins chers, je ne suis pas sûr que cela changerait la situation. C'est, à la base, un problème de culture et de niveau d'éducation », affirme Njabulo Combrinck, responsable des éditions Jonathan Ball. Le gouvernement a pourtant fait de l'éducation dans les cités noires une de ses priorités. Mais, comme dans beaucoup d'autres domaines, les autorités manquent de moyens pour mettre en place leur politique. En attendant, le marché du livre scolaire est en crise, et l'industrie de l'édition, qui en a toujours été tributaire, se trouve plus que jamais en difficulté.

Beaucoup d'éditeurs sud-africains ont été rachetés par des entreprises rivales ou se sont associés avec des groupes étrangers. C'est le cas de Jonathan Ball, absorbé par un concurrent plus puissant et dont l'essentiel du chiffre d'affaires provient aujourd'hui des livres importés d'Angleterre. « La situation de l'édition n'était pas brillante sous l'apartheid, mais aujourd'hui c'est encore pire », estime M. Combrinck.

Les librairies ne sont pas épargnées. Trois chaînes sont pré-

sentes sur le marché. La première, CNA, vient d'être rachetée par un groupe de distribution qui entend bien poursuivre la diversification, déjà entamée, vers d'autres produits que le livre. La deuxième chaîne de librairies, Exclusive Books, semble en bonne santé. Mais Facts and Fiction, la plus récente, a vu trop grand dans son expansion. Deux ans seulement après sa création, elle connaît déjà des difficultés financières.

L'industrie sud-africaine du livre tout entière doit faire face à une baisse générale des ventes et à la concurrence des ouvrages étrangers. Chez Jonathan Ball, on considère qu'un livre s'est bien vendu à partir de 15 000 exemplaires. Il y a quelques années, le chiffre de référence était de 25 000. Aujourd'hui, un best-seller international atteint les 40 000 copies. Pour l'année 1996, la meilleure vente sud-africaine chez Jonathan Ball s'est élevée à 6 000 exemplaires. Il s'agissait d'un guide de voyages. Pour la littérature sud-africaine, un tirage de 3 000 est désormais considéré comme honorable.

Bastion de la littérature anti-apartheid aux pires heures du régime, David Philip Publishers a publié Nadine Gordimer et Alan Paton. Aujourd'hui, il représente un des derniers éditeurs indépendants qui fait de la littérature sud-africaine son fonds de commerce, essayant avec la collection « Africa South New Writing » de faire émerger de nouveaux talents. David Philip publie aussi des livres scolaires et s'associe, pour certains ouvrages, à de grandes maisons d'édition étrangères. « C'est le seul moyen, pour moi, de pouvoir continuer à publier de la littérature sud-africaine ».

Ft. Ch.

Après ce qu'il nomme le « bide bang » de son film, Bernard-Henri Lévy prend le risque d'un récit personnel. Portrait du joueur ou comédie de la vérité ?

Josyane Savigneau

OVERDOSE D'APPARENCE
BHL voulait « être un objet d'amour », choqué et détesté à la fois. Tel était celui qui "apartait" aux autres, seulement parce qu'il était celui qui a ajouté son second prénom pour échapper à une homonymie préjudiciable. Mais Lévy - celui qui avoue : « je ne supporte pas la caricature médiatique que je suis devenu », qui a comme une overdose d'apparence -, a vu soudain le côté sombre de la route. Le déuil, la blessure, ce qu'on ne parvient pas à dissoudre avec un peu de détachement, un peu de cynisme... Que faire quand on comprend qu'on peut demeurer tiche, beau et... sô-

Bien qu'il concède, dans la conversation, avoir probablement « raté » le film, « parce que le cinéma n'est peut-être pas (son) mode d'expression », il n'écrite pas, dans son livre, les mauvais procès - cootre le « cinéma d'auteur » -, le faux débat du fond et de la forme : pourquoi ne s'est-on pas demandé si le sujet du film était intéressant et comment il se rattachait à la thématique de ses livres ? Mais, par

Josyane Savigneau

Voix tibétaines

Jonathan est de retour. Onze ans après *Greystone Island*, l'anti-héros imaginé il y a vingt-deux ans par l'auteur suisse Cossey revient à ses premiers amours : l'Asie. Mais trêve de romanesque et d'errance dans ce dernier tome, dont le titre est emprunté au nom d'un personnage de la mythologie chinoise. Au terme de ses périples au Tibet, Cossey a choisi d'évoquer la lutte des Tibétains contre l'occupant chinois.

Dédié à « l'enseigne du peuple tibétain », l'album se fonde sur une documentation ethno-politique fournie par Claude B. Levenson, mais il ne penche pas vers l'instrumentalisation militante et se refuse à dresser un constat manichéen - les mauvais Chinois d'un côté, les gentils Tibétains de l'autre. « C'est le conté qui donne une mauvaise image de l'un des deux peuples, explique Coséy. Comme ces "collabos" tibétains qui travaillent pour l'occupant, mais que je me suis refusé à mettre en scène. »

À sa manière, sensible, Coşey préfère faire parler un regard, laisser échapper une confiance ou un sourire, décrire un détail (les latrines installées par les Chinois près d'un monastère) ou glisser un clin d'œil (un minillon pianotant sur un Game-Boy), plutôt que de crier sur les toits ses sympathies ou ses révoltes. *Celui qui mène les fleuves à la mer* raconte aussi les destins que croise Jonathan dans les rues de Lhassa ou de Gyantse, dont certains sont inspirés de personnages réels. Comme cette Jung Lan, Jolie Chinoise ayant grade de colonel des cochers de l'académie militaire de Lanzhou. Militante et militaire, nièce d'un dignitaire du régime, Jung Lan est aussi déchirée par son amour pour Li Fu, poète incarcéré dans les geôles de Pékin à la suite des événements de Tiananmen. « Pour la faire vivre, j'avais continuellement sous les yeux les dialogues des Cygnes sauvages, l'histoire de la dissidente chinoise Jung Chang », préface Coşey. Il y a aussi l'antivie, dit « La Voix », chanteuse tibétaine devenue aveugle à la suite d'un empoisonnement, au symbole de l'opposition au yung chinois, elle a décidé de se faire connaître au colosse Lan et de franchir clandestinement la frontière. Quant à Dezhnev, l'explorateur russe, il est aussi sévère et d'humour, il fait à la fois commerce de sagesse et de musique, en « contrepoint réaliste au "Buddhism Light" que nous offre aujourd'hui l'imagerie occidentale ». Comme toujours dans les albums de Coşey, la musique irradie l'image et le récit – Léonard Cnhen, Mozart, Dylân ou les chants du Tibet. Une façon pour cet auteur à « en marge du ghetto de la BD » d'introduire un subtil contrepoint à la politique, et à la guerre.

◆ **CHINAMAN : LA MONTAGNE D'OR**, de Serge Le Tendre et Olivier Taduc

Les aventures de Lucky Luke, de Blueberry et de tant d'autres héros de BD de l'Ouest américain ont traditionnellement intégré l'image des blancs-cheveux chinés. Cette visio caricaturale est bousculée par ce premier tome de *Chinaman*, non péjoratif dans les services d'immigration américains affaiblissent les nouveaux venus chinois, au milieu du XIX^e siècle. C'est le sumo du principal personnage de cette nouvelle série, Chen. Dans les boudes du port de San Francisco, cet « homme de Chine » est le bras droit et l'exécuteur des basses œuvres d'un chef de bande, Wu Fei, jusqu'au moment où sa vie bascule, ainsi que sa compréhension de la hiérarchie du monde, de la misère et du pouvoir. Remarquablement dessiné par Olivier Taduc, ce premier album décrit la vie des centaines de milliers d'immigrés venus de l'Empire du Milieu, quand l'Amérique était une terre d'accueil mais aussi celle de l'humiliation et de la révolte. (Éditions Les Humanoïdes associées, 56 p., 64 F.)

● **UN AMOUR DE JEUNESSE**, de Nicolas Vial et Michel Guérin
Le temps et la nostalgie, cette forme de réminiscence à la mort, servent de cadre à ce roman en bande dessinée de Nicolas Vial et Michel Guérin, baptisés *Un amour de jeunesse*, Anvers, Tolosa, Verbe... Les deux auteurs, dessinateur et journaliste au *Monde*, y racontent le retour vers la bien-aimée, Hélène, de trois hommes qui en sont toujours épris dix ans après s'être évadés jusqu'au confins de l'Europe. Chacun de ces trois personnages, le marin Bogart Van de Velde, l'architecte Victor Argentin et le photographe Luca Clemente, traque le rêve d'un impossible amour, sur fond d'amitié livrée, de trafic de diamants, de lagune emisée et de forteresse impenable. C'est autour de la tombe de Georges Braque, à Varengeville-sur-Mer, que s'achève ce triptyque du désespoir, sous les yeux d'Hélène, « la plus belle femme du monde ». Publié en chapitres dans la presse il y a dix ans, cette histoire en noir et blanc bénéficie d'une réédition qui met en relief son climat et son dessin fortusement romantiques. Une exposition des dessins de Nicolas Vial a lieu du 10 au 17 octobre, à l'Alliance française, 101, boulevard Raspail, 75006 Paris. (Éditions Autrement, coll. « Histoires graphiques », 32 p., 89 F.)

● **MICKEY, MICKEY**, de Mezzo et Pirus. Le dernier album de Mezzo et Pirus, auxquels on doit déjà la sanglante cavale des *Désarmés* (Éditions Zenda), met en scène un duo d'élus égarés. La tragédie. Ils jouent entre eux un tueur fou, une employée et un agent de sécurité, dans la salle des coffres d'une banque. Tous trois jouent leur peau et le magot, en présence de l'un des gangsters qui se vide de son sang, tout en commentant le duel à trois. Au fil des dialogues cruels et de la violence des échanges se dessinent les relations de ces desperados qui d'ont plus rien à perdre et qui se renvoient peur, tension, menace et chantage sur fond de révolutions, d'insécurité, d'instabilité, d'indus. Le réalisme du dessin, très film noir, est enrichi par des cadrages éblouissants. Une histoire de crime et de mort superbes, maladroites, dont l'issue se à trouver, ultime paradoxe, du côté de la vie. (Éditions Delcourt, 36 p., €8,9).

QU'EST-UN ENFANT À SALAUD, de Frank Miller

Cette dernière épisode de la série *Les aventures de Frank Miller*, l'homme qui a révolutionné l'univers du comic book américain, est consacré à deux personnages d'une profondeur psychologique qui leur faisait défaut jusqu'alors : le dessinateur et les plans, perspectives et cadrages du cinéma et de la peinture. L'homme qui a inventé l'Harigun, cardiaque et futur retraité, s'occupe d'une dernière affaire, qui met en cause le fils d'un sénateur, Junior Roark, violeur en série. La trahison de son partenaire et les messages accumulés par le sénateur conduisent le vieil Inspecteur dans une impasse. Une BD dure sur une Amérique en proie aux mensonges du pouvoir, à laquelle le talent de conteur et de dessinateur de Frank Miller donne l'aspect d'un diamant noir dans lequel se mire le soubresaut d'une fillette. (Éditions Vertige Graphic, 206 p., 115 €)

Le texte-Debard... C'est une action de cammanda, une analyse..., une pensée de la ville, un style enfin... Courez donc à la méthode, l'olacrité géographique, l'usage du monde, le goût de l'insulte, lo méchonceté philosophique, la violence du cœur et l'esprit du vin.

Francis Mormonde, *Le Monde*

Au bout du compte, la mise en scène de Debord par lui-même est le vrai sujet de ce livre.


Marc Weitzmann, Les Inrockuptibles

Il fait bon relire les textes toujours subversifs des situs... Dans ses derniers textes, Debord parachève une sorte de légende persennelle mêlant l'évocation de sa vie aux citations des auteurs et à l'histoire révolutionnaire.

Benêt Duteurtre, *Marianne*

FAYARD

THÉÂTRE MOLIERE MAISON DE LA POÉSIE



Poèmes
d'Antoine Vitez
par
Redjep Mitrovitsa
Marcel Bozonnet
Madeleine Marion
Philippe Girard
Andrea Retz-Rouyer

lectures
rencontres
Dans le cadre du
"TEMPS DES LIVRES"

Entrée libre sur réservation
01 44 54 53 00
Entrée Théâtre : Passage Molière
157 rue Saint-Martin 75008 Paris

FEMMES EN TÊTE
de Françoise Barret-Ducrocq
et Evelyne Pisier.
Flammarion, 534 p., 139 F.

Comment dit-on ? « Je vais en parler à mon chef, elle décidera », ou bien « je vais en parler à ma chef » ? Doit-on écrire « cheffe » ou « cheft » ? Ces questions ne concernent pas un point de vocabulaire ni simplement une façon de s'exprimer. Certes, les mots parlent. Plusieurs termes, quand il s'agit de l'autorité, sont à l'aise au féminin : on admet volontiers que « la reine » ou « la princesse » sont femmes et proches du pouvoir. Mais généralement elles ne l'exercent pas ! On parle de « présidente », mais pas de « déceuse ». Il demeure difficile de dire « la » ministre, bien que nous ayons depuis peu « une » garde des sceaux. Presque toujours, les noms du pouvoir sont, comme son exercice, masculins. Les « gouvernants », par exemple, tout le monde comprend aussitôt que ce sont des hommes et qu'ils dirigent les affaires de tous. Les « gouvernantes », au contraire, évoquent seulement de charmantes personnes veillant aux besoins domestiques et à la bonne tenue des petits enfants. D'autres cas mériteraient examen : les entraîneurs ont un rôle fort différent des entraîneuses, les mandarins ne connaissent pas les pépines qu'ont parfois les mandarinnes.

Ces tournures de la langue correspondent à des problèmes de fond. Il est facile de constater que les fonctions sociales supposant maîtrise des savoirs, direction, prise de responsabilité, choix politiques demeurent exercées par des hommes, à une écrasante majorité. De manière non moins incontestable, le nombre de femmes détentrices de pouvoirs s'est accru fortement dans la France de ces vingt dernières années. Elles sont administratrices, industrielles, chercheuses, elles travaillent à la tête de laboratoires, de cabinets, de journaux, de maisons d'édition. Comment vivent-elles cette arrivée en première ligne ? Parcours, difficultés, obstacles ? Une centaine

Elles ont obtenu les
meilleurs diplômes.
Malgré tout, personne
ne les attendait
aux postes
de responsabilité.
Vont-elles simplement
exercer l'autorité,
comme des hommes,
ou la faire changer
de style ?

d'entretiens ont été conduits et rassemblés. Celles qui répondent figurent parmi les élites de l'université, des entreprises, des administrations, des médias, du personnel politique. Ne pouvant citer tous les noms, on n'en citera aucun. Mais l'affiche est impressionnante. Françoise Barret-Ducrocq et Evelyne Pisier ont mené à bien une enquête à la fois intéressante et savoureuse. Les témoignages individuels en apprennent plus, en l'occurrence, que les statistiques et les gloses. Deux enseignements principaux, presque sans surprise, se dégagent du livre : l'égalité est encore loin, les femmes ne s'imposent qu'en travaillant beaucoup plus et beaucoup mieux.

L'égalité, proclamée dans les principes, n'a que très relativement modifié la réalité. On oublie souvent combien des éléments essentiels d'une égalité effective n'ont été reconnus juridiquement que de façon récente. C'est seulement depuis 1965 qu'une femme peut ouvrir un compte en banque sans l'autorisation de son mari. Le principe d'une rémunération égale pour des travaux semblables fut explicitement inscrit dans la loi en 1972 seulement ! Depuis lors, la féminisation du travail s'est accentuée. Durant ces vingt dernières années, la proportion de femmes dans la population active s'est

considérablement accrue, passant de 34 à 44,5 %. Dans les hautes sphères, là où se prennent les décisions importantes, on est très loin de ces chiffres. Bien que les femmes de pouvoir soient plus nombreuses qu'à la génération précédente, elles demeurent peu nombreuses. L'exemple de l'enseignement, secteur hautement féminisé, est frappant : 75 % des instituteurs sont des institutrices, mais seulement 15 % des professeurs d'université sont des femmes.

Celles qui accèdent au sommet des carrières ont le sentiment d'être les premières. Ce constat revient constamment dans les témoignages analysés par Françoise Barret-Ducrocq et Evelyne Pisier. Premières de leurs classes, évidemment, ces fortes en thème sont fréquemment les premières de leurs familles à parvenir à l'enseignement supérieur, et les premières de leur génération à exercer des fonctions importantes. Toutes ou presque reconnaissent

deuxième constat - avoir dû travailler encore et encore pour en arriver là. Précisons : travailler plus, à compétence égale, que leurs collègues et concurrents masculins. Précisons encore : il ne s'agit ni du fait général que des carrières brillantes supposent une endurance singulière, ni du fait spécifique que la plupart des femmes font une double journée, en retrouvant après le travail maison et enfants. Ce qui est en question, c'est la nécessité pour une femme d'avoir à travailler plus pour effacer l'image de sa faiblesse supposée, de son incompétence native. La plupart de ces « femmes en tête » ont tiré de longues années pour parvenir à battre les hommes sur leur terrain, celui de l'excellence chiffrable et de l'efficacité pratique.

La question la plus importante, en France comme dans l'ensemble du monde, est de savoir si l'accroissement du nombre de femmes exerçant un pouvoir doit entraîner de réels changements dans la

société. Et même, si l'on fait un pas de plus : vont-elles contribuer à modifier non seulement la répartition du pouvoir, mais ses modalités d'exercice, voire son essence ? Les cas de figure sont simples à formuler. Soit on considère que le pouvoir en lui-même est neutre, qu'il est insensible aux genres, masculin ou féminin, qu'il demeure indifférent et immuable quel que soit le sexe de ses détenteurs. En ce cas rien ne changera, mis à part d'insignifiants détails, tels que rouge à lèvres et bouquet de fleurs. Soit on considère que les formes actuelles du pouvoir sont constitutivement liées à un univers masculin. Au lieu d'un pouvoir qui serait par lui-même neutre et se trouverait juste tenu par des hommes - et demain, si le cas se présente, exercé identiquement par des femmes -, on suppose cette fois qu'il s'agit d'une affaire masculine, dans sa structure comme dans son existence. Deux possibilités s'offrent alors. Soit on proclame qu'une femme de pou-

voir n'a d'autre choix que de devenir un homme, professionnellement parlant, et l'on conclut à l'antagonisme des femmes et des formes de pouvoir en place, à la nécessité pour elles de ne pas entrer dans ce système si elles veulent demeurer elles-mêmes - position radicale de certaines tendances des mouvements de libération dans les années 70.

Soit on admet le bricolage et les tâtonnements. Ce qu'ont découvert, semble-t-il, bien des femmes aujourd'hui au pouvoir, c'est l'absence de réponse aux contours nets. Des pessimistes constateront que pour faire bouger les choses, il fallait être dans la place, et que pour y entrer, il était insupportable de se plier aux lois du lieu, ce qui empêche en fin de compte tout changement. D'autres seront moins découragées. Elles savent qu'elles ne sont pas les jouets d'un système tout entier dominé par « les mecs ». Elles constatent aussi qu'elles ne sont pas en mesure de tout refaire. Les pouvoirs fonctionnent, les disciplines sont maintenues. L'autorité règne. Ce qu'elles changent, quand elles dirigent ? Des styles. Des usages, des habitudes de travail. Des « atmosphères ». D'innombrables détails dont sont constituées les relations humaines. A nouveau les esprits noirs diront que rien de cela ne pèse bien lourd face au monde comme il va. En regard de quelques douceurs, les déséquilibres mondiaux, les contraintes du marché, les règles de fer de la finance. Patience...

* A lire également : Deux biographies de femmes rédigées par des femmes journalistes. *Benazir. L'envie du voile*, de Laurence Gourret (Denon), « Documents actualité », 246 p., 110 F) éclaire la personnalité aujourd'hui controversée de celle qui dirigea le Pakistan avant d'être poursuivie pour corruption. La vie de *Catherine De Gaulle-Anthonioz*, retracée par Caroline Glorion (Plon, 224 p., 110 F) permet de suivre la figure attachante d'une femme qui, de la Résistance à Ravensbrück et de la Libération à la fondation d'ATD Quart Monde, n'a cessé de lutter pour la dignité.

Gilles Kepel

La France, don du Nil ?

A travers l'histoire de la présence française en Egypte et les liens qui se sont tissés depuis deux siècles entre les deux pays, Robert Solé s'attache à éclairer comment cette interaction « unique » a révélé à chacun les facettes de son identité moderne

L'ÉGYPTÉ
PASSION FRANÇAISE
de Robert Solé.
Seuil, 410 p., 139 F.

En juillet 1798, Bonaparte débarquait en Egypte à la tête de l'armée d'Orient. L'expédition française, qui ne dura que trente-huit mois, a laissé un bilan qui, jusqu'à aujourd'hui, reste controversé : l'occupation militaire, avant-garde de l'entreprise coloniale européenne, s'efface-t-elle devant la monumentale *Description de l'Egypte*, l'œuvre des savants qui accompagnaient les soldats ? Et cette œuvre elle-même marque-t-elle « l'entrée de l'Egypte dans la modernité » ou participe-t-elle à l'élaboration d'un orientalisme fantasmagorique chez les Européens, tandis que, vue d'Orient, elle serait le point de départ de « l'occidentalisation des esprits », de cette « *razzia intellectuelle* » que dénoncent aujourd'hui en chaîne les prédicateurs islamistes et quelques universalistes ?

La polémique, à l'approche du bicentenaire de l'expédition, sur les bords du Nil, a fait préférer à la commémoration d'un événement peu consensuel en soi la célébration de deux siècles d'« horizons partagés ». Derrière cette formule prudente, il y a pourtant place pour une vraie curiosité et pour de vraies questions : qu'est-ce qui explique l'engouement français paradoxal pour l'Egypte et le rôle spécial de la France dans un pays qu'elle n'a pas colonisé - à la différence de l'Algérie par exemple - et où ses ressortissants étaient moins nombreux que les Grecs, les Italiens ou les Anglais ? Quelle est la part de l'attraction culturelle, des enjeux politiques et des intérêts purement commerciaux ?

Ce sont ces questions auxquelles nous aide à répondre *L'Egypte, passion française*. Robert Solé s'est attaché à en éclairer les principaux

aspects, en retraçant l'histoire de la présence française sur les bords du Nil au long des deux siècles écoulés, une présence qui ne se limite pas à l'installation de citoyens de l'Hexagone venus y faire fortune ou à l'effacement de la domination britannique - même si cette dimension doit être prise en compte. Bien plutôt - et c'est là le caractère « unique » de l'interaction entre l'Egypte et la France - chacune a contribué, sans que cela fût un processus toujours conscient, à accoucher l'autre de bien des facettes de son identité moderne. De cette relation, on connaît assez bien l'aspect volontariste, l'« européanisation » des élites égyptiennes dès le début du XIX^e siècle, la formation à Paris des bonapartistes égyptiens par le khédive puis l'aventure extraordinaire du canal de Suez. Projet des saint-simoniens repêché, amélioré et concrétisé par Ferdinand de Lesseps, censé par des centaines de milliers de fellahs, inauguré par l'impératrice Eugénie, cette œuvre franco-égyptienne devait contribuer à la ruine financière de l'Egypte - lorsque le khédive, égaré par la dette, dut vendre ses actions aux banques britanniques - et passer sous influence... anglaise. Le canal fit ensuite la fortune de ses actionnaires, avant que sa nationalisation par Nasser en 1956 ne déclenche en réaction l'expédition tripartite de Suez, qui se solda en retour par l'expulsion d'Egypte des Français, des Anglais et des Juifs - portant à la présence française sur les bords du Nil un coup terrible. Depuis la publication de l'ouvrage de référence d'Edward Saïd, *L'Orientalisme* (Seuil, 1980), c'est un exercice convenu - fût-il salutaire - de questionner les modes selon lesquels l'Orient, comme image, concept ou fantasme, est une création de l'Occident moderne - un processus de réduction culturelle préparatoire à la conquête coloniale. Les faits que rassemble Robert Solé dans son livre inclinent

le lecteur curieux à inverser la démarche : jusqu'où, et de quelle manière, l'Egypte - réelle, symbolique ou imaginaire - crée-t-elle une partie de la France moderne ? Prendrait-elle dans la « *fuite en Egypte* » de Bonaparte le passage obligé pour qu'il devint Napoléon. On connaît aussi la fécondité de l'égyptologie en France, son rôle central dans l'élaboration moderne de la réflexion scientifique sur l'Antiquité. Les salles égyptiennes, joyau du Musée du Louvre, entièrement restaurées, seront inaugurées en décembre. De façon plus anecdotique, l'« égyptomanie » - avatar vulgaire de l'égyptologie savante - a pénétré l'imaginaire national, des tunnels maçonniques au mobilier « retour d'Egypte », en passant par les fontaines parisiennes et les expositions universelles et coloniales d'hier où les pavillons égyptiens remportaient toujours un succès considérable. Cette vogue « populaire », qui a fourni un but de croisière à Madame Verduin comme aux personnages de Maurice Dekobra, assure aux livres de vulgarisation de Christian Jacq et de quelques autres une rente de best-sellers perpétuels. Elle continue à empiéter les chartes de touristes qui partent interroger, sous les pyramides, quelque chose qu'ils n'arrivent pas bien à cerner, mais dont ils ont le sentiment qu'il a rapport à un mystère constitutif de l'humanité, celui dans le tombeau de Pharaon.

INSPIRATION LITTÉRAIRE

Plus fécond sans doute est le rôle que joue l'Egypte dans la création littéraire française. - L'Egypte comme lieu, temps et mode de l'« alchimie créatrice » : c'est sur la « cange » dans laquelle il descend le Nil avec Maxime Du Camp que Flaubert découvre une nouvelle perception des « choses vues », ce « principe d'impersonnalité, ce refus de conclure et cette relativité généralisée des points de vue, qui vont bien-

tôt lui servir de révolutionner l'art du roman », comme le note Pierre-Marc de Biasi dans sa présentation du *Voyage en Egypte* - dont le manuscrit a été édité par Grasset en 1991 après une occultation de plus de soixante ans. Chez d'autres auteurs français, ce marquage égyptien, qui se fait plus discret, traverse l'œuvre comme un fil rouge : on peut relire ainsi le *Passage de Milan* de Michel Butor, un temps professeur de lettres à Minieh en haute Egypte, ou être attentif à l'allusion égyptienne qui affleure régulièrement, au détour d'une phrase, dans les romans de Patrick Modiano. En parallèle, et de façon plus surprenante dans un pays qui était occupé par l'Angleterre, toute une littérature d'expression française a éclos sur les bords du Nil : la prose de Mme Out El-Kouloub, qui eut son heure de gloire dans les années 50, mais aussi les œuvres plus exigeantes d'Edmond Jabès et Georges Henein, et les romans très attachants d'Albert Cossery, qui a transporté son imaginaire du Caire dans le petit hôtel de la rue de Seine où il vit depuis des décennies. « *Occupée par les Anglais* - écrit Robert Solé - l'Egypte choisit de rêver en français. » Une Egypte somme toute relativement restreinte - car dans son immense majorité elle rêvait et continue de rêver en arabe - mais qui ne se limitait pas, jusqu'en l'indéfinissable des expulsions de 1956 puis de la lente émigration des Egyptiens « allo-gènes » qui a suivi, aux seuls Français « de souche » établis dans le pays. Le français était la *lingua franca* qui permettait aux multiples minorités méditerranéennes et levantines - Grecs, Italiens, Arméniens, Syro-Libanais, Maltais et autres - de communiquer entre eux ; c'était la langue des tribunaux mixtes et de la plaidoirie, et l'une des manières pour les élites égyptiennes de résister culturellement à l'occupation britannique. Et ce qui s'est joué alors en français en

lorsqu'ils ont émigré vers l'Hexagone, se sont si parfaitement fondus dans une France dont ils n'avaient jamais connu le territoire, mais dont ils habitaient déjà la culture.

Telle est sans doute la raison pour laquelle « ceux d'Egypte »,

COLETTE
FELLOUS

AMOR

roman



GALLIMARD

ECONOMIE

• par Philippe Simonnot

Le Scandale National des Chemins de Fer

SNCF
Le Rapport interdit
de Christian Julien.
Les Belles Lettres,
254 p., 130 F.

Une fois encore, de malheureux voyageurs auront été pris en otage dans un conflit qui les dépasse ; et, une fois encore, leur patience de victimes résignées, pour ne pas dire leur passivité de troupeau apeuré par on ne sait quelle menace obscure, aura été rapportée par les médias comme une prouesse de civisme, voire comme un signe de solidarité avec les victimes. A tous ceux qui estiment que peut-être il y aurait des raisons de se révolter contre cette espèce de rite sacrificatoire qu'on leur impose régulièrement, on ne saurait mieux faire que de conseiller la lecture du « Rapport interdit » de Christian Julien. En fait, ce rapport n'est interdit que par le respect que nous portons à ce « tabou », cette « vache sacrée » qu'est devenue la SNCF.

Une bonne partie de l'élite de ce pays — notamment les intellectuels — a été élevée dans l'idée que l'économie des transports était dominée par le lobby automobile. Pour Christian Julien, il s'agit là d'une pure mystification. Car si ce lobby existait réellement, il aurait obtenu des résultats tellement catastrophiques pour les intérêts qu'il défend, que ses dirigeants auraient été depuis longtemps priés de s'occuper d'autre chose. En effet, en échange des 83 milliards de francs que ce lobby obtiendrait chaque année de l'Etat pour la construction de routes, il paierait au fisc bon an mal an 250 milliards de francs en taxes, TVA et vignettes. Face à ce bilan négatif désastreux pour l'automobile et l'automobiliste, notre auteur dresse celui du « lobby SNCF ». La gent cheminote apparaît comme particulièrement avantagée dans la course aux deniers de l'Etat : en effet, le chemin de fer lui coûte depuis plusieurs années la bagatelle de 70 milliards de francs par an, alors qu'il ne lui rapporte que 10 milliards.

Cette capacité à capter l'argent des contribuables tendrait d'abord au poids spécifique, si l'on ose dire, du chemin de fer : 180 000 actifs et 350 000 retraités, cela fait 525 000 ayants droit, au sommet desquels trônent quelque 200 polytechniciens, « la plus grosse concentration d'ingénieurs d'un corps réputé », une grande partie des Ponts et Chaussées, la majorité des urbanistes universitaires, des centaines de cadres de centres de recherche. Mais il y a aussi toute une idéologie chemin de fer incrustée aux Français dès leurs premiers jouloux, et l'appel de puissants syndicats, CGT et FO, financés par un des deux comités d'entreprise les plus riches de France. Le lobby routier, eo face, ne disposerait que de quinze cadres, répartis dans les minuscules équipes du Comité des constructeurs automobiles, de la Fédération nationale des transporteurs routiers, et autres associations ad hoc. La force de persuasion des poids lourds de la route compterait pour rien ! Bizarrement, l'auteur n'en dit pas un mot.

Pour Christian Julien, le déclin du chemin de fer a commencé en fait au début des années 30, et il ne manque pas de dédier son livre à Léon Blum et à Camille Chautemps qui « ont eu le courage de fermer 11 000 kilomètres de lignes en trois ans (1937-1939) ». Il y aurait encore aujourd'hui 10 000 kilomètres de voies inutilisées. Sera-ce la « mission historique » du communiste Jean-Claude Gaysot, comme on le sait ministre des transports dans l'actuel gouvernement, de les fermer ? On ne sait jamais ce que nous réservent l'Histoire et ses ruses.

Le déclin du chemin de fer s'explique tout simplement, selon notre auteur, par son incapacité à lutter avec ses concurrents.

Si les Français, tout eo révérent la SNCF, « aiment la bagnole », ce n'est pas par atavisme. Ils ont besoin de leur voiture tout à fait rationnellement : économie de temps considérable pour les trajets domicile-travail (même à Paris), mobilité constante et souplesse des horaires, commodité pour le transport des enfants, des achats, du mobilier, liberté les soirs, week-ends, vacances, agrément et plaisir. Le TGV ne peut compenser le handicap du rail que sur une distance de plus de 250 kilomètres et de moins de 600 kilomètres. En deçà, la voiture est imbattable s'il faut 15 minutes pour aller à la gare de départ, 10 minutes de précaution pour attendre le train, 15 minutes encore pour sortir de la gare d'arrivée. Au-delà de 600 kilomètres, c'est l'avion qui remporte la course.

De même pour le transport de marchandise : le trafic utile d'un wagon n'atteint pas en moyenne 200 tonnes-kilomètre par jour, alors que les camions modernes abattent couramment leurs 1 000 tonnes-kilomètres par jour. Pourtant le fer assure eoore, en tonnage, 22 % du trafic marchandises eo France, contre une moyenne de 13 % en Europe. Notre pays est tout seul avec la Suisse à retarder la progression du trafic routier. Progression inéluctable, « parce que, explique notre auteur, 90 % des marchandises font moins de 350 kilomètres et ne supportent ni rupture de charge ni stockage ». Mettre les camions sur des trains serait le comble de l'absurde, car cela reviendrait à multiplier les coûts de transport presque par deux en immobilisant à la fois un camion, une section de train, les chauffeurs conducteurs et employés, un matériel spécifique. La SNCF a si bien compris l'avantage de la route pour le transport des marchandises qu'elle est devenue elle-même, à travers ses filiales, le premier transporteur routier dans notre pays ! Sur le chapitre de la pollution, l'auteur est tout aussi catégorique : l'automobile ne serait responsable que de 7 % des rejets de CO₂. Pour tous les autres polluants, la qualité de l'air serait améliorée de 1 à 3, 1 à 8 ou 1 à 20 (dioxyde d'azote), assène-t-il trop rapidement. D'où vient donc la pollution dans les grandes villes ?

Bien sûr, Christian Julien comprend que les cheminots s'accrochent à leurs nombreux avantages acquis en matière de salaires, de logements, de retraites, de voyages gratuits pour le mari, la femme, les enfants, les parents, les grands-parents et beaux-parents, soit en tout 2,5 à 3 millions de personnes qui se baladent aux frais de la princesse.

Combien de temps peut encore durer le Scandale National des Chemins de Fer français ? Depuis que ce livre a été écrit, quelque 150 milliards de francs de dette d'une SNCF « réformée » ont été effacés d'un trait de plume d'Etat. Quand le contribuable crache au bassin, ça se voit moins que quand c'est le client.

PASSAGE EN REVUE

• « L'INFINI »

Les revues viennent souvent à point nommé pour montrer comment l'actualité s'empare, hâtivement, de questions complexes, puis les oublie, après plus ou moins de dégâts. Ainsi de « La question pédophile », à laquelle *L'Infini* consacra son numéro d'automne. Au printemps, la revue a envoyé un questionnaire à de nombreuses personnalités et publie une quarantaine de réponses d'écrivains, de philosophes, qui tentent de comprendre le retentissement de l'affaire Dutroux, et, plus largement, s'interrogent sur l'enfance et la sexualité. Le numéro s'ouvre sur le texte de M^{re} Henri Leclerc, président de la Ligue des droits de l'homme, qui mesure la gravité de cette « secousse », peut-être « salutaire si elle permet d'aborder ce problème en face avec raison, c'est-à-dire en adultes ». C'est à quoi invite tout le numéro, sous le signe de Freud : « De ce que nous nommons perversions sexuelles, c'est-à-dire des transgressions de la fonction sexuelle (...), il faut savoir parler sans indignation. Le manque de limites déterminées au enfermer la vie sexuelle dite normale, suivant les races et les époques, devrait suffire à colmer les trop zélés. » (*L'Infini*, n° 59, Gallimard, 142 p., 86 F.)

INTERNATIONAL

• par Daniel Vernet

JE VOULAIS L'UNITÉ
DE L'ALLEMAGNE
de Helmut Kohl.
Présenté par Kai Diekmann
et Ralf Georg Reuth,
traduit de l'allemand
par Isabelle Haussner,
éd. de Fallois, 412 p., 140 F.VIER ZEITEN
(Quatre époques)
de Richard von Weizsäcker.
Siedler, 480 p.

Difficile d'imaginer deux hommes plus différents. Richard von Weizsäcker, l'aristocrate distingué né à Stuttgart peadot l'éphémère révolution prolétarienne, qui, de 1984 à 1994, exerça une magistrature morale depuis la présidence de la République fédérale. Et Helmut Kohl, le « géant noir du Palatinat », que son instinct politique jusqu'ici infallible a porté quatre fois à la chancellerie. Le premier irrita souvent le second eo utilisant au maximum les prérogatives limitées données par la Constitution allemande au chef de l'Etat. Il défendit avec hauteur les valeurs démocratiques de la République fédérale et sut trouver les mots pour parler de la tragédie du national-socialisme. Ce sont ces mots qu'on retrouve dans ses Mémoires, divisés en quatre époques : la République de Weimar, Hitler et la guerre mondiale, la division de l'Europe et de l'Alle-

magne dans un monde bipolaire et, enfin, l'unification.

Les pages les plus émouvantes sont sans doute celles consacrées au procès de Nuremberg, au cours duquel Richard von Weizsäcker défendit son père. Il s'interroge sur la culpabilité de ceux qui continuèrent à servir leur pays alors qu'ils « détestaient, voire combattaient, le caractère et les crimes du régime ». C'était le cas de son père, ancien secrétaire d'Etat de Ribbentrop, qui finit sa carrière comme ambassadeur au Vatican, d'où il sauva la vie de nombreux antinazis. Richard von Weizsäcker évoqua ses compatriotes quand, en 1985, il affirma que « ceux qui voulaient ouvrir les yeux et les oreilles ne pouvaient pas ignorer que roulaient les trains de la déportation ». En même temps il reconnaît avoir cédé à la tentation permanente de se détourner de l'horreur.

Au moment du procès de Nuremberg, le jeune Richard voulait que le nouveau moral de l'Allemagne ne vienne pas de la « rééducation » imposée par les Alliés mais des Allemands eux-mêmes : « Nous pensions que c'était le devoir des Allemands de faire le procès des crimes commis en leur nom, et dont des hommes appartenant à différentes nations avaient été les victimes, parmi eux leurs propres compatriotes. »

Cette forme de patriotisme, étranger à tout nationalisme, devait trouver son expression lors de la réunification allemande. Du chapitre sur les retrouvailles de l'Est et de l'Ouest, on retiendra une anecdote : se promenant sur la

Mémoires allemandes

Postdamer Platz à Berlin (Est), le 10 novembre 1989, le lendemain de l'ouverture du mur, Richard von Weizsäcker voit venir vers lui un officier de l'armée nationale populaire, qui se fixe au garde-à-vous : « Monsieur le Président, je viens au rapport. Rien à signaler. » Mais il se contente pas de cet acte d'allégeance. Il o'aura de cesse d'avertir ses compatriotes : « Celui qui veut réunir doit aussi apprendre à partager. »

Parce qu'il était dégagé de toute contrainte électorale, Richard von Weizsäcker pouvait appeler les Allemands de l'Ouest au sacrifice plus facilement que Helmut Kohl, qui promettait une réunification sans douleur. Dans un livre d'entretiens avec deux journalistes allemands, le chancelier revient sur la « réalisation de ce rêve ». Il raconte comment il a vécu et bieu souvent préparé les épisodes les plus marquants de cette révolution pacifique, les incompréhensions voire l'hostilité de certains de ses alliés. « Beaucoup de gens me considéraient comme un éléphant dans un magasin de porcelaine pour la seule raison que j'avais défendu les intérêts allemands de manière parfaitement colme », écrit-il. Même son ami François Mitterrand, banté par le risque d'un retour à 1913, est troublé et gêné.

Le livre de Helmut Kohl laisse subsister des zones d'ombre. Mais, avec les nombreux ouvrages qui, de Moscou à Washington, ont été consacrés à cet extraordinaire automne 1989, il apporte une contribution personnelle à une histoire qui reste à écrire.

POLITIQUE

• par Gérard Courtois

POURQUOI DES TRAVAILLEURS
VOTENT FN ET COMMENT
LES RECONQUÉRIR
de Jean Viard.
Seuil, 160 p., 89 F.DU FRONT NATIONAL
Revue Le Banquet,
1^{er} semestre 1997, n° 10, 324 p., 95 F.

Comment a-t-on pu en arriver là ? Comment le pays des droits de l'homme peut-il se retrouver aujourd'hui « au sommet du hit-parade européen de l'électorat d'extrême droite », selon la formule de Jean Viard, dans un petit essai passionné sur « la France FN » ? Depuis la percée du Front national aux élections municipales de Dreux en 1983, la question eo cesse de susciter analyses, inquiétudes et polémiques, tant il est désormais évident que le phénomène lepéniste ne relève pas des bouffées bonapartistes qui ont jalonné l'Histoire de France, de boulangisme en poujadisme. « Sept à huit millions de Français ont voté au moins une fois pour le Front national. 15 % l'ont fait aux élections législatives de 1997. De 20 à 30 %, suivant les périodes, se sentent en accord avec ses thèses. Ces trois indicateurs saignent la force du phénomène et sa capacité à se déplacer à l'intérieur de la société française », constate Jean Viard.

Il n'est pas le seul à tenter de comprendre les ressorts de cette implantation. La revue *Le Banquet* y consacre son dernier numéro, pour mieux démontrer l'extrême diversité des sources et des motivations du vote Front national. Ainsi, comme le rappelle Nona Mayer, on a pu, successivement ou simultanément, recourir à l'explication par « l'effet Le Pen », puis

mettre l'accent sur des facteurs sociaux et économiques déterminants comme le chômage, l'immigration ou l'insécurité urbaine. On a pu également privilégier les facteurs culturels et « les filiations idéologiques du vote FN », ou encore les facteurs politiques qui ont favorisé ce vote protestataire, en particulier le choc de l'arrivée de la gauche au pouvoir en 1981, l'impuissance des responsables politiques à trouver des remèdes au chômage, le discrédit lié aux « affaires » politico-financières et le brouillage des repères droite-gauche résultant des cohabitations successives. Mais, « qu'il s'agisse du charisme de son leader, de la présence des immigrés, du chômage ou de la crise de la représentation politique, si chacun de ces éléments a joué un rôle, aucun à lui seul ne permet manifestement d'expliquer » le phénomène lepéniste, remarque-t-elle.

Pierre-André Taguieff s'efforce, de son côté, de resituer l'émergence du Front national dans le cadre des « métamorphoses » de la « passion idéologique pulsante qu'est le nationalisme » depuis deux siècles. Définissant le mouvement lepéniste comme un « national-populisme autoritaire », « idéologiquement centré sur la défense de l'identité nationale, pensée en termes ethniques », Taguieff ajoute : « Le populisme de type lepéniste est autant protestataire (au nom des « petits » contre les « gros ») qu'identitaire (l'appel au peuple se fixant sur l'identité ethnico-nationale supposée menacée de destruction ou de saillure). » Ce « nationalisme d'exclusion » s'oppose terme à terme au « nationalisme d'assimilation, lié au patriotisme républicain » et dont le gaullisme a fourni, en France, le meilleur exemple récent.

Dans son essai, tout en s'appuyant sur ces analyses historiques, électorales ou sociolo-

giques, Jean Viard s'efforce de les dépasser. « Le Front national est devenu le réceptacle électoral de la perte du sens collectif et de la paralysie qui en découle », explique-t-il. A ses yeux, cette perte de sens résulte de l'incapacité spécifique française à affronter les bouleversements des deux dernières décennies, c'est-à-dire « l'éclatement du monde du travail, le délitement du jacobinisme », de la « globalisation » de l'économie mondiale. Jointe à « l'effondrement du rideau de fer (qui) est venu bousculer l'organisation imaginaire et réelle de l'espace extérieur », cette « crispation de la vie française » est d'autant plus forte que la France est coincée entre « deux archaïsmes » : celui d'une « gauche qui a perdu son monde du travail » et celui d'une droite « qui a perdu la grandeur de la France ».

De ces différentes approches du phénomène lepéniste découlent autant de propositions pour le combattre. Au-delà du « combat doctrinal », nécessaire mais limité, Nicolas Tenzer estime, dans *Le Banquet*, qu'il « faut créer les conditions dans lesquelles une interdiction du Front national serait possible, c'est-à-dire apparaîtrait comme politiquement légitime ». La délégitimation nécessaire du FN, ajoute-t-il, « ne pourra provenir que d'une légitimation du projet de ses adversaires ». Il conteste, cependant, que cette nouvelle légitimité puisse se construire sur une réappropriation de l'idée de « nation », « figure de rhétorique qui ne suscite que le dégoût ou la fuite dans l'immatériel ». C'est au contraire dans cette direction que Jean Viard invite à s'orienter, la consolidation du vote d'extrême droite apparaissant, pour lui, comme « l'expression d'un manque de France, c'est-à-dire de l'absence de projet politique partagé et fondé sur notre Histoire ». C'est dire la complexité de l'équation lepéniste.

SOCIÉTÉ

• par Robert Solé

TU NE SERAS PAS MÉDECIN, MON FILS !
de Jean-Yves Neveux.
Plan, 202 p., 98 F.

D'un grand chirurgien ayant opéré quatre mille cœurs eo attendrait d'exaltantes histoires, pleines d'émotion et de suspense : des histoires de greffes, de pontages, d'ambulances fendant dans la nuit et d'équipes exténuées mais heureuses, retirant masques et gants au petit matin... Nenni : c'est de gros sous et de perrasse que vient nous entretenir le professeur Neveux. Nul hymne à la médecine ici, nulle envolée lyrique, mais une sonnette d'alarme, furieusement agitée pour mettre en garde l'opinion contre la mise au point présumée du plus beau des métiers.

« Ma carrière est accomplie, je suis à quatre ans de la retraite et je n'ai rien à perdre », écrit ce Breton, qui dirige l'un des plus grands services de cardiologie de Paris. La manière dont il vide son sac est suffisamment mesurée cependant pour lui éviter le bûcher, malgré un titre iconoclaste. Ce livre, rédigé avec l'aide d'un producteur de télévision, Jean-Pierre Bertrand, a le mérite de la clarté. Si les malades pouvaient bénéficier d'explications aussi lumineuses lors des consultations, ils seraient à moitié guéris...

L'exercice de la médecine est devenu épuisant, explique Jean-Yves Neveux. Car il eo s'agit plus seulement de soigner, et si possible de guérir, mais d'abord de gérer. Gérer son cabinet, avec des charges financières et des réglementations de plus eo plus lourdes ; gérer son hôpital, « devenu une machine à produire des rapports », eo passant la moitié de son temps à additionner des déficits et à faire la quête.

La médecine française a connu un fantas-

Gestionnaires en blouse blanche

tique essor, à partir de 1958, avec l'instauration du temps plein hospitalier, qui lui a permis de devenir l'une des plus performantes du monde. Elle a de beaux restes, mais aujourd'hui « le progrès médical stagne parce que nous n'avons plus le moyen de le financer ». Les budgets hospitaliers ayant été réduits, il faut renoncer à acheter certains appareils, retarder des opérations, refuser des malades.

Jean-Yves Neveux ne nie pas la dimension financière de la santé. Il y consacre même une bonne partie de son livre, au risque de choquer certains lecteurs. « Nous allons, écrit-il, entrer dans un système de libre concurrence entre pays. Le mouvement mondial de délocalisation des entreprises va s'appliquer à la santé. » Le chirurgien n'hésite pas à définir celle-ci comme « un bien qui se vend », s'inquiétant des « parts de marché » perdues à l'étranger. Bientôt, ce ne seront plus des Tunisiens qui tenteront de se faire opérer en France, mais des Français qui feront la queue pour être opérés en Tunisie...

Cootenir les dépenses de santé est indispensable, reconnaît le professeur Neveux. Eoore faudrait-il eo revoir les modalités. « On rembourse n'importe quoi. » C'est parce que l'assurance-maladie prend en charge les cures thermales ou les bas à varices que le progrès médical est entravé. Pourquoi vouloir couvrir à tout prix « le petit risque » ? Pourquoi un fumeur, un alcoolique ou un imprudent n'est-il jamais rendu responsable d'un accident de santé ? « Notre système se veut égalitaire, mais faudrait-il, pour soigner tout le monde, que tout le monde soit mal soigné ? »

Jean-Yves Neveux s'élève contre les réductions globales de budget et contre toute pratique de « punition collective ». Sanctionner,

dit-il, ceux qui exagèrent, et eux seuls. C'est vital pour les institutions, comme pour les médecins libéraux. La France ne souffre pas d'un excès de lits hospitaliers, explique le spécialiste du cœur, mais d'un excès d'établissements. Les établissements, eux, ne souffrent pas d'un excès de personnel, mais d'une mauvaise répartition, avec une inflation de postes administratifs. De toute manière, il n'appartient pas à l'Etat d'être juge et partie. « C'est l'Etat qui namme, finance, autorise, supprime des services ou des équipements », alors qu'il devrait se contenter de fixer des objectifs et des normes, laissant chacun prendre ses responsabilités.

Malgré un titre racoleur, ce livre s'adresse davantage aux pouvoirs publics qu'aux jeunes bacheliers tentés par des études de médecine. Ceux-ci n'y trouveront pas beaucoup de raisons de s'engager dans un parcours du combattant interminable ne débouchant plus sur un statut de ootable : « Vous avez bac + 17, vous gagnez rayolement 20 000 francs par mois... » Le cardiologue s'étonne à juste titre d'une sélection hypocrite, n'eo pas à l'entrée, mais au bout de la première année d'études, qui conduit la majorité des candidats à redoubler puis à devoir choisir une autre voie, blessés pour le restant de leur vie.

Il aurait pu insister sur un autre aspect étrange de cet écrémage : les futurs médecins sont jugés sur leur aptitude à absorber une grande quantité de données scientifiées, mais oullement sur leurs motivations et leurs prédispositions à exercer un métier aussi particulier. Puisque la sélection est indispensible, autant qu'elle soit bien faite. Tout bo élève o'a pas la vocation de soigner ses semblables. Pourquoi les facultés de médecine seraient-elles moins exigeantes que les écoles de commerce, par exemple ?

...re préc...



...re préc...

...re préc...

...re préc...

...re préc...

...re préc...

Un inventaire précis des préalables de la « solution finale »

Contrairement aux thèses de David Goldhagen, l'analyse de Saul Friedländer sur les formes prises par la persécution des juifs de 1933 à 1939, avance que malgré un antisémitisme traditionnel, la population allemande se montra réticente aux déchaînements de violence

L'ALLEMAGNE NAZIE ET LES JUIFS
Tome 1 : Les Années de persécution (1933-1939)
de Saul Friedländer.
Traduit de l'anglais
par Marie-France de Palomé,
Seuil, 428 p., 139 F.

La « solution finale » ne fut ni le résultat d'un processus irréversible ni l'aboutissement d'un plan précis concocté longtemps à l'avance. Telle est la conclusion qu'on retire de la lecture du premier volume de l'essai de Saul Friedländer. En analysant systématiquement les formes prises par la persécution des juifs pendant les premières années du régime nazi (1933-1939), l'historien américain, professeur aux universités de Tel Aviv et de Californie, relativise les thèses récemment avancées par le sociologue Daniel Goldhagen. Ce dernier estimait, dans un livre retentissant paru l'an dernier, que l'extermination des juifs avait été l'aboutissement logique d'un « antisémitisme éliminationniste » spécifiquement allemand, et que la Shoah avait été soumise par une immense majorité de la population du Reich.

Cette approche n'est pas celle de Saul Friedländer. Ce dernier écrit : « Si la plus grande partie de la société allemande a été pleinement consciente, longtemps avant la guerre, de la férocité toujours croissante des mesures prises à l'égard des juifs, elle n'a opposé que des résistances mineures (...). Il semble cependant que les Allemands dans leur majorité, bien qu'indiscutablement dominés par maintes formes d'antisémitisme traditionnel et acceptant sans problème la ségrégation des juifs, aient été réticents aux déchaînements de violence à leur égard et n'aient pas appelé à leur expulsion du Reich ou leur anéantissement physique. » Les « Allemands ordinaires » ne se sont fi-



Foule écoutant un orateur le 1^{er} mai 1932 à Francfort-sur-le-Main

nalement pas comportés bien différemment de bien des Roumains, Ukrainiens, Baltes ou Autrichiens qui ont été associés aux téniers collectifs de juifs, notamment à l'apogée du front de l'est après 1941.

Saul Friedländer estime, au vu des nombreuses sources disponibles (et notamment les rapports internes du SD, le service de sécurité de la SS), que l'antisémitisme « ne fut pas une force active au sein de la population dans son ensemble ». Certes, l'antisémitisme était largement répandu dans le pays. Même si la population juive ne représentait que 1 % de la population totale du Reich, son assimilation à la communauté nationale allemande était sans doute moins grande qu'ailleurs en Europe. « La menace juive apparaissait (...) comme l'accélération non

pas de la modernité (la majorité de la société allemande y adhéra avec enthousiasme), mais des maux de la modernité », écrit Friedländer.

De nombreux Allemands n'ont pas voulu, après l'arrivée des nazis au pouvoir, se priver du jour au lendemain des emplois offerts par les entreprises juives ou renoncer aux produits vendus par des commerçants juifs. En voulant par exemple empêcher les jeunes filles « aryennes » de travailler comme employées de maison dans de riches familles juives, l'Etat nazi privait bien des petites gens de milieu « aryen » d'un revenu vital.

Le livre de Friedländer donne des indications particulièrement intéressantes sur les régions rurales. Dans l'Allemagne de 1933, une grande partie du commerce de bestiaux était aux mains de familles juives. En tentant d'appli-

quer une politique de ségrégation à la campagne, les nazis remettaient en cause un système économique cohérent sans rien proposer en échange. De la même façon, et jusqu'à la Nuit de cristal du 9 novembre 1938 (que la France fut le seul pays occidental à ne pas condamner), des boutiques juives continuèrent à vivre et même parfois à être fréquentées par leur clientèle traditionnelle composée d'« aryens ». On se rend compte, à la lecture de Friedländer, que le boycottage des boutiques et des produits juifs, officiellement mis en place dès avril 1933, n'a pas bien fonctionné pendant les cinq premières années du régime.

Ces exemples rendent encore plus étonnante la rapidité avec laquelle la ségrégation put être appliquée dans les hautes sphères de la société : fonction publique, uni-

versité, milieu de l'art (théâtre, musique) ont été extrêmement rapides à appliquer, dès 1933, les ordres venus d'en haut. Très rapidement démis de ses fonctions, quelqu'un comme Albert Einstein ne remit jamais les pieds en Allemagne après 1933. A l'université, le départ d'un professeur juif rendait toujours service à un « aryen » en mal d'avancement dans la carrière.

Il y a donc une chronologie très complexe de la persécution, que Friedländer tente de saisir au plus près. Dès la prise du pouvoir par Hitler, des militants de base du parti nazi ou des SA s'en prennent sauvagement à des juifs. Assassinats, chicaneries et vexations ont lieu dans tout le pays. Au sommet de l'Etat, Hitler réfléchit encore à l'arsenal juridique qui doit priver les juifs des droits réservés à la population allemande. Certes, il a déjà écrit en 1919 que « le but final doit être l'élimination de tous les juifs », mais entre la prise de pouvoir en janvier 1933 et la radicalisation de la politique antijuive qui intervient après 1936, le chef de l'Etat nazi hésite entre la prudence et la brutalité.

Les lois raciales de Nuremberg, adoptées en 1935, respectent encore une pseudo-légitimité juridique afin de donner un « habillage » respectable à la ségrégation. Elles retirent le statut de citoyen à toute personne non allemande par le sang, et interdisent les mariages entre « Aryens » et « non-Aryens ». Saul Friedländer constate que « le gros de la population [allemande] répugnait aux actes de violence mais ne s'opposait pas au retrait des droits civiques des juifs ni à leur ségrégation. En outre, dès lors que la ségrégation reposait sur une base légale, la majorité de la population se sentit dédouanée à titre individuel des mesures concernant les juifs. L'Etat assumait désormais la responsabilité de leur sort ».

Au début, le régime est extrêmement attentif aux réactions étran-

gères que ne manquent pas de susciter les violences antijuives plus ou moins contrôlées par le sommet de l'Etat et du parti. Il attend également de savoir quelle sera l'attitude des Eglises. C'est seulement après avoir constaté la mollesse des capitales occidentales et celle des plus hauts représentants allemands des deux Eglises chrétiennes que les dirigeants du Reich osent, chaque fois un peu plus, renforcer leur volonté de mise à l'écart des juifs.

Saul Friedländer montre bien que le calendrier de la persécution des juifs avance parallèlement à celui des grands événements internationaux. Jusqu'aux accords de Munich en 1938, l'Allemagne monte en puissance et fait l'expérience du manque de réaction des grandes capitales. C'est seulement une fois qu'il se sent les coudées franches à l'extérieur que le régime, à l'intérieur, estime n'avoir plus de limites à respecter. Dès lors, la mise à l'écart des juifs est mise au service des ambitions internationales de l'Allemagne.

C'est autour de 1937 qu'Hitler thématise dans ses discours le thème de la lutte conjointe contre le bolchevisme (à l'extérieur) et les juifs, ennemis de l'intérieur. Et c'est seulement à partir de ce moment que le projet de chasser tous les juifs d'Allemagne prend réellement consistance, avant le passage progressif à l'idée de la solution finale. En 1939 encore, aucun plan d'extermination n'était en vue, mais une « soif inextinguible de mesures toujours plus dures contre les juifs s'empara à la moindre occasion de l'esprit d'Hitler et de ses acolytes ». On peut regretter que Saul Friedländer n'explique pas plus l'articulation entre le projet antisémite des nazis et la politique de ségrégation (puis d'extermination) menée à l'encontre d'autres minorités, comme les Tsiganes, les handicapés, les homosexuels.

Lucas Delattre

Enigmatique Sphinx

SPHINX LE PÈRE LA TERREUR
Histoire d'une statue
de Christiane Zivie-Coche.
Noëlis (12, rue de Savoie, 76006 Paris), « L'Œuvre », 160 p., 89 F.

Le Sphinx de Giza mériterait bien la monographie érudite que lui consacre Christiane Zivie-Coche. « Vision éfrayante », cette statue monumentale, qui « est aussi spectacle divin », selon les témoignages épiques, a traversé quarante-cinq siècles avec des fortunes diverses, sans cesse menacée d'être ensevelie par les sables - longtemps réemerge plus que la tête, figure terrible qui lui valut son nom poétique arabe : *Abu'Al-Hal* (« le Père la Terreur ») - et régulièrement restaurée dans sa majesté originelle. Il faut attendre les travaux de Mariette, dans les années 1850, puis de Maspero, qui vident les services de la science que l'intérêt du tourisme égyptien, pour que le monument soit durablement préservé.

Théâtre dans le corps même du plateau rocheux, le Sphinx de Giza est une énigme. Moins par la combinaison visage humain avec corps animal, qui inverse le principe ordinaire des hauts Empires - c'est par le biais de cette animalité que la figure royale participe du divin - que par sa destination. Avec une rectitude intellectuelle, l'auteur s'en tient à la plausible incarnation d'Horus, apparence divine du pharaon (Chéphren). Les vicissitudes historiques menagèrent encore d'autres heures de gloire au nouvel Empire. C'est alors que le Sphinx devient l'objet d'un culte propre, centre d'un sanctuaire à Har-machis, son nouveau nom. Témoin d'un passé prestigieux, il devint le protecteur des rois, en même temps qu'il était le « lieu de prières du peuple », visible et accessible à tous les exclus de la pratique rituelle des temples, où le naos est réservé aux seuls prêtres. Un cas exceptionnel de réinterprétation théologique d'une statue, image du dieu inventé à partir d'elle.

Philippe-Jean Cathelin

Le débat sur l'unicité de la Shoah

La concurrence entre les génocides, ceux d'hier et d'aujourd'hui, a-t-elle un sens ? La tentative d'extermination des juifs par les nazis peut-elle se comparer à d'autres tragédies ? Jean-Michel Chaumont analyse en profondeur les enjeux de cette polémique

LA CONCURRENCE DES VICTIMES
Génocide, identité et reconnaissance
de Jean-Michel Chaumont.
La Découverte, 380 p., 175 F.

Il est un débat récurrent, virulent, désolant, c'est bien celui-ci. De vivre en colloque, de soupçon en accusation, d'après controverses opposent les représentants des victimes du nazisme, les porte-parole des victimes d'une histoire antérieure et les défenseurs des populations aujourd'hui massacrées. Les organisations de déportés juifs, résistants, tziganes ou homosexuels s'affrontent, tandis qu'Arméniens, Noirs américains, Tutsis ou Bosniaques entendent, eux aussi, faire valoir la gravité des persécutions et destructions perpétrées. Ceux qui affirment l'unicité absolue de la Shoah résistent toute comparaison, perçue comme banalisation d'une catastrophe à nulle autre pareille. Les autres voient dans cette affirmation exclusive une prétention abusive qui aboutit à la minimisation de leur souffrance et cautionne l'indifférence. Faut-il s'arrêter à ce débat ? On peut considérer que l'essentiel est ailleurs, dans la rigueur du travail historique sur le passé et dans la vigueur de l'engagement éthique et politique au présent. Reste qu'entre les deux, les exigences et les usages de la mémoire reviennent, insistants. Plutôt que de les balayer avec bonne conscience en jugeant un peu indécemment la « concurrence des victimes » pour un prétendu « palmarès de la souffrance », mieux vaut, comme le fait Jean-Michel Chaumont, chercher à comprendre les attentes et les questions latentes que ces polémiques recèlent.

Avant d'être chercheur à l'université de Louvain, il a été collaborateur de la Fondation Auschwitz à Bruxelles, où il s'est trouvé pris dans les conflits opposant déportés

communistes et déportés juifs sur la visibilité qu'il fallait donner à leurs expériences respectives. Sa réflexion - minutieusement étayée et dont on ne peut que regretter les grands traits - naît d'un effort pour en sortir. S'il est parfois rattrapé par une agressivité intempestive ou la crainte excessive d'être, après ce livre, « également honni par les diverses parties qui s'opposent au sein de ces finesses débiles », il analyse en profondeur leur véritable enjeu : la valeur de la reconnaissance accordée aux victimes.

En France, dans les deux décennies de l'après-guerre, l'essentiel de la reconnaissance publique allait, on le sait, à la déportation politique. Le contexte s'y prêtait, la résistance était promise, les juifs rescapés rappelaient, par leur présence même, l'infamie de la collaboration dans un monde incapable d'entendre le récit de leur douleur. Mais il serait anachronique d'y voir un projet d'occultation délibérée du génocide, car il n'était pas envisageable alors de reproduire d'insupportables distinctions en accordant un sort et un statut à part aux déportés « raciaux » qui, eux-mêmes, ne le souhaitaient pas. Restent les distinctions opérées selon ces critères implicites à l'aune desquels se jauge la grandeur des victimes. Elles suscitèrent des questions, insidieuses et douloureuses : pourquoi se sont-ils laissés rattraper sans réagir ? A quel point se sont-ils dégradés pour survivre ? Posées sans malice, y compris en milieu juif, elles blessaient les rescapés et les enterrèrent dans la honte.

L'affirmation de l'unicité de la Shoah est d'abord une réaction contre cela. Jean-Michel Chaumont revient sur le moment inaugural où s'est opéré le renversement, du silence à la clameur, de la honte à l'honneur. C'était à New York, en mars 1967. Un symposium sur le thème « Valeurs juives dans le fa-

tur d'après l'Holocauste » réunissait notamment Emil L. Fackenheim, George Steiner et Elie Wiesel. « Pourquoi est-il admis que nous pensions à l'Holocauste avec honte ? Pourquoi ne le revendiquons-nous pas comme un chapitre glorieux de notre histoire éternelle ? », demandait Wiesel qui proposait « l'événement comme une source de fierté ». Fackenheim répondait en affirmant que l'unicité implicite qu'elle assigne aux juifs. Et, contre eux, Steiner d'insister : « Notre différence, c'est que nous proclamons qu'il n'y a pas de différence entre les hommes. » Tous les termes de la reconstruction mémorielle y étaient : la revalorisation, la sacralisation et la revendication d'un destin unique, nouée à une problématique identitaire. Et aussi, en germe, les débats et dérives à venir : pseudo controverses historiques, utilisations politiciennes et formules rituelles du « plus-jamais-ça », dont la valeur préventive et pédagogique est mise en cause par Emma Shmur dans un intéressant dossier de la revue *Le Débat* (1).

Les désastres du siècle réclament plus que des phrases incantatoires. Jean-Michel Chaumont s'efforce de clarifier les notions de génocide, d'éthnocide et leurs implications juridiques. Mais surtout, en remettant en cause les prismes à travers lesquels nous discernons, ou non, la dignité du persécuté, il va au fond d'une question éthique. « Puisque l'humanité avait convenu qu'il était plus beau de mourir les armes à la main, nous n'avons qu'à nous plier à cette convention », déclarait Marek Edelman, survivant de l'insurrection du ghetto de Varsovie. Et Robert Antelme, dans *L'Espèce humaine*, dénonçait ce dégoût spontané vis-à-vis du déporté mangeur d'épichlores, comme si l'apparence humaine conservée valait brevet d'humanité. La souffrance présentable, le beau geste du héros, font partie de ces

« cadres normatifs hérités » qui « gouvernent la reconnaissance de l'homme » et conduisent à la stigmatisation des victimes non conformes. C'est là un enseignement d'Auschwitz « qui ne mini-

mise pas le passé mais dramatise le présent ».

Nicole Lapierre

(1) N° 96, septembre-octobre (Gallimard).

DE BIÉVILLE

Le meilleur des mariages

roman

«... entre miss Blandish et madame Bovary.»

Etienne de Montety
Le Figaro Magazine

Denoël



Les maux endémiques de l'édition

Comment interpréter la crise qui frappe à nouveau le marché du livre ? Est-elle le seul fait d'une conjoncture défavorable, de défaillances structurelles ou d'un bouleversement culturel plus radical ? Face aux concurrences extérieures (audiovisuel, multimédia, etc.) ou intérieures (surproduction, photocollage, gratuité du prêt en bibliothèque) qu'on ne cesse d'incriminer, des libraires donnent leur analyse, ainsi que trois personnalités de l'édition : Olivier Bétaurné, directeur général d'une entreprise autonome au sein du groupe Hachette (Fayard), Ambroise Pujebet, directeur commercial d'une grande maison indépendante (Gallimard), et Jean-Pierre Sicre, directeur d'une structure de petite taille (Phébus)

« La crise de l'édition est une vieille rengaine. On peut lire depuis le XIX^e siècle des allusions au fait que les livres ne se vendent plus, et pourtant il semble qu'aujourd'hui le phénomène soit plus profond. La crise serait-elle cette fois plus culturelle que conjoncturelle ?

Olivier Bétaurné : Le phénomène est réel. Il n'est pas nouveau, mais prend depuis quelque temps un tour singulier. Pour le saisir dans la durée, comparez deux chiffres : en 1988, il a été vendu en France 350 millions de volumes, tous genres confondus. En 1991, ce chiffre est tombé à 300 millions et, depuis lors, il oscille entre 300 et 320 millions. Si l'on rapproche maintenant cet indicateur de trois autres constatations, le problème apparaît dans son ampleur : d'une part la baisse régulière des tirages moyens ; d'autre part la diminution relative de la part des forts lecteurs (les gens qui lisent plus de 25 livres par an) parmi les acheteurs ; enfin, la réduction constante de la part de la librairie traditionnelle dans le commerce du livre au profit des grandes surfaces, et plus récemment des magasins multimédias. Ces réalités, dont les causes sont à la fois économiques et culturelles, composent le paysage de ce qu'on appelle à tort ou à raison, depuis la fin des années 1980, la « crise de l'édition ». En revanche, d'autres signes nous invitent à ne pas conclure trop vite. Les tirages moyens sont à la baisse, mais nous avons aussi de magnifiques surprises avec certains livres de sciences humaines, le secteur le plus frappé par la crise. La part des forts lecteurs est certes en diminution, mais celle des faibles lecteurs (lisant moins de 9 livres par an) s'accroît régulièrement sous l'effet de la démocratisation de l'enseignement et de l'explosion du livre de poche. Quant à la diminution de la part relative de la librairie traditionnelle, on ne peut l'évoquer sans rappeler simultanément que les éditeurs de littérature générale font entre 60 % et 70 % de leur chiffre d'affaires avec trois cents libraires d'une qualité exceptionnelle. Bref, toutes ces données sont complexes et doivent être maniées avec prudence. Mais, dans ce contexte, je suis frappé par ce qu'on entend dire de plus en plus souvent, passée la porte des librairies : « Il y a trop de livres, on ne s'y repère plus ». Voilà, selon moi, un signe que la crise a pris un tour particulier.

— Voyez-vous à cela d'autres raisons que celle, abondamment documentée, de la surproduction éditoriale ?

— Je crois en effet que ce sentiment n'est pas étranger à l'ébranlement des fondements mêmes de notre société sous l'effet de la

mondialisation, cette intégration forcée des marchés et des comportements. Cette déferlante, conséquence, disent les spécialistes, de la révolution de l'information et de l'ouverture des frontières, a pour effet de bousculer les institutions traditionnelles, les hiérarchies, les repères, et a de ce point de vue une première conséquence sur la vie du livre : ses prescripteurs traditionnels (professeurs à l'école et à l'université, presse écrite, revues, etc.) sont sérieusement mis à mal. Le curieux sentiment de relativisme qui nous habite aujourd'hui n'y est sans doute pas étranger. Deuxième effet de cette révolution : la suraccumulation d'informations. C'est une banalité de le dire, mais il faut en comprendre les effets. La lecture suppose une disponibilité, un temps qui est celui de la mémoire, de l'intelligence, de l'imaginaire, du désir... celui de la vie de l'esprit, bien différent de ce fameux temps

de marché. Et aujourd'hui, alors que les comportements s'uniformisent à vive allure, l'esprit de marketing menace plus que jamais de dominer la production. Mais cette tendance n'est pas exclusive et je ne la crois pas fatale. On observe, par exemple, un double mouvement de la demande : d'une part une polarisation autour des best-sellers, résultat logique de la massification, de l'autre une extraordinaire diversification — sans compter que certains auteurs de livres dits « difficiles » se retrouvent parfois sur les listes des meilleures ventes. Autrement dit, la massification et le conformisme ne sont pas seuls à l'œuvre. A nous, éditeurs, de saisir les demandes profondes, non dites, et d'y répondre.

— Malgré tout, le rapport entre les livres de fonds et les nouveautés éphémères n'a-t-il pas de plus en plus tendance à s'inverser au détriment des premiers ?

— Encore faut-il pouvoir constituer ce fonds. Dans le contexte actuel de concentration, où la logique financière immédiate détermine les politiques d'édition et où la librairie fonctionne à flux tendus, un éditeur peut-il en avoir le temps ?

— Oui. La logique de concentration dont vous parlez n'est certes guère favorable au raisonnement à long terme. Mais regardez la stratégie d'Hachette-Livre aujourd'hui : les prises de participation minoritaires dans certaines maisons de petite et moyenne tailles s'accompagnent d'une valorisation de la création indépendante et de la constitution de fonds. Cette politique permet d'obtenir des résultats bien plus durables que la pure application des critères de gestion. Mais, plus important encore : cette stratégie vise à permettre aux éditeurs de littérature générale de consacrer 100 % de leurs efforts à leur spé-

chaque année leur entreprise pour tenter de mieux se vendre ailleurs, selon les offres d'un marché capricieux et souvent illusoire, aucune continuité n'est plus assurée. Cette dangereuse tendance semble aujourd'hui aborder nos rivages, mais elle n'est pas dominante.

— Parmi les conséquences de la mondialisation, ne faut-il pas prendre en compte les compétitions entre éditeurs pour obtenir quelques best-sellers étrangers à coups de surenchères d'avaloir, via les agents littéraires ?

— Cette évolution est négative pour tout le monde. Certains agents littéraires d'une espèce nouvelle, basés le plus souvent en Angleterre ou aux États-Unis, tournent comme des oiseaux de proie au-dessus de la tête des auteurs confirmés. Ils font miroiter des gains extravagants en cas de transfert vers d'autres maisons et prennent au passage une confortable commission, comme au football. Comment résister à ce mercantilisme qui transforme un auteur et un livre en « produits » ? En entretenant avec chaque auteur une relation de confiance et de fidélité fondée sur le travail, le respect de l'œuvre et de la personne. N'oublions pas que dans cette Bourse aux à-valoir, la « cote » d'un auteur monte quand son livre marche. Mais il suffit que le marché se retienne, et c'est la catastrophe. En France, la plupart des auteurs se méfient de ces pratiques.

— L'une des originalités de l'édition par rapport aux autres activités est que la quantité de produits nouveaux est énorme : plus de la moitié des livres qui seront vendus dans l'année n'existent pas au moment où commence l'exercice. La politique de fonds que vous préconisez est-elle aussi une réponse à cette inquiétude consubstantielle au métier d'éditeur ?

— L'inquiétude est réelle, et la vraie façon d'y répondre est en effet de considérer chaque livre comme faisant partie d'un fonds potentiel. Un manuscrit n'est pas une disquette que l'on remet anonymement à un éditeur qui lui-même la confierait aussitôt à un imprimeur anonyme. Pour qu'un livre existe, il faut s'entourer de lui toutes les compétences nécessaires, littéraires, techniques, commerciales et promotionnelles. Au cœur de ce dispositif, l'auteur doit se sentir comme chez lui. Pour en revenir au début de cet entretien, je dirais que si nous traversons une crise culturelle majeure, c'est l'exercice de notre métier tel que je viens d'essayer de le définir qui nous permettra d'en sortir.

Propos recueillis par Marion Van Renterghem

g l o s s a i r e

● **DIFFUSION** : Le diffuseur est un partenaire commercial des éditeurs. Ses représentants font connaître la production de chaque éditeur à un « porte-feuille » de libraires qu'il visite régulièrement et dont il enregistre les commandes.

● **TIRAGE** : Décidé par l'éditeur en fonction de la « mise en place » obtenue par le représentant auprès des libraires, le tirage est le nombre d'exemplaires imprimés.

● **DISTRIBUTION** : Prestataire de services des diffuseurs (et donc des éditeurs), ces structures stockent les livres en dépôt-vente, reçoivent les commandes des libraires (notamment par l'intermédiaire des représentants), leur expédient les ouvrages et tiennent le compte de ces opérations. Le distributeur est habilité à reconvenir les factures et fournit au diffuseur (qui les transmet à l'éditeur) des documents comme l'état des ventes par titre ou par collection.

● **OFFICE** : Accord passé entre le distributeur et le point de vente, celui-ci s'engageant à recevoir et offrir les nouveautés de tel ou tel éditeur. Le nombre d'exemplaires est fixé en vertu d'une grille préétablie par domaine, celle-ci pouvant être révisée à la demande du libraire.

● **RETOUR** : Le libraire peut retourner les invendus de l'office (ou de certaines opérations spéciales) à l'éditeur, dans un délai de quatre à douze mois. Les sommes correspondantes sont créditées sur son compte.

● **REASSORT** : Commandes passées par le libraire à l'éditeur pour entretenir son fonds ou répondre aux demandes spécifiques de ses clients.

● **REMISE** : Le distributeur peut consentir aux libraires une remise variant entre 33 % et 40 % sur le prix des ouvrages livrés. Le montant de cette remise est soumis à des critères quantitatifs (une grosse librairie bénéficie généralement de remises plus importantes) et qualitatifs (des points de remise sont octroyés aux libraires qui répondent à certains critères comme l'entretien du fonds ou l'accueil des représentants).

● **PILON** : Lorsqu'ils reviennent chez l'éditeur, les invendus sont triés. Les exemplaires en bon état peuvent éventuellement être remis dans le circuit s'il s'agit de livres dont le coût de production est élevé (livres d'art, par exemple). Les ouvrages défectueux ou à faible coût de production sont pilonnés et transformés en pâte à papier.

● **STOCK** : La plupart des éditeurs conservent des stocks, dont certains très importants, dans d'immenses silos où l'accès au livre est entièrement automatisé.

réel de la vie professionnelle et communicationnelle moderne. Or voilà que le livre est maintenant contesté sur son propre terrain, c'est-à-dire dans l'intimité du chez-soi, puisque les industries de programme s'y installent en promettant à chacun les séductions d'un accès illimité à l'imaginaire technologique. Au fond, la place du livre n'est plus clairement assignée au moment même où nos références semblent frappées d'obsolescence.

— La mondialisation n'a-t-elle pas pour effet une uniformisation de la production en fonction de certains critères qu'elle impose ?

— C'est une tendance naturelle du

— Non seulement je n'en suis pas sûr, mais il me semble que le réalisme commande le contraire. L'intérêt économique d'un éditeur est de privilégier le fonds et le long terme contre la logique financière à court terme. Le danger, aujourd'hui plus que jamais, c'est de produire des livres interchangeables, dont la forme ou le contenu peuvent être tout aussi bien divulgués par d'autres supports : la presse, la télévision ou le multimédia. La crise est à cet égard une école de rigueur.

D'autre part, lorsqu'au 1^{er} janvier, une part notable de votre chiffre d'affaires est virtuellement réalisée grâce au fonds, vous pouvez prendre des risques plus confortablement que si tout reste à faire... claité, à la différence d'autres maisons, indépendantes, qui sont contraintes de se diversifier pour satisfaire au besoin des logistiques de distribution.

— Cependant, certains groupes tendent à modifier cette donnée essentielle de l'édition qu'est la pérennité des personnes, en transférant les éditeurs comme des joueurs de football.

— Aux États-Unis, par exemple, la forte rotation des éditeurs de littérature générale a en effet des conséquences catastrophiques sur la mémoire et sur la politique d'auteur. Pour comprendre une maison, son fonds, son esprit, il faut des années ! Lorsque les responsables éditoriaux quittent

Une inflation irresponsable

Jean-Pierre Sicre, directeur de Phébus, analyse les méfaits de la surproduction favorisée par certains éditeurs

« De quoi souffre vraiment l'édition française ?

Jean-Pierre Sicre : D'un défaut de responsabilité qu'elle finira par payer cher. Pour l'instant les éditeurs (et je me mets dans le lot jusqu'à hier) se sont bornés à constater, disons depuis sept ou huit ans, la tendance décevante de la demande, et y ont répondu avec les moyens du bord : campagnes de promotion, efforts sur les prix, sur l'emballage. Certains hélas ont poussé le bouchon plus loin : puisque à nombre de titres égal il s'avérerait qu'ils vendaient, d'une année sur l'autre, de moins en moins de livres, ils se sont dit que le meilleur moyen de compenser le manque à gagner était de produire chaque année plus de titres. Leur trésorerie à très court terme y gagnait, et chacun sait que c'est sur le très court terme que les banquiers vous assassinent. Mais, quelques mois plus tard, la réponse prévisible arrivait : les libraires, submergés par cette inflation incoordonnée de livres, retournaient à l'envoyeur un nombre accru de volumes. A

quoi les auteurs de cette inflation répliquaient en faisant tourner un peu plus vite encore la planche à billets. Je ne dis pas que tous les éditeurs ont procédé ainsi. Mais ils ont été assez nombreux à le faire pour déstabiliser une « chaîne du livre » déjà fragile.

— Les conséquences de cet engorgement : pratiques d'abord (les libraires, étroitement logés dans les centres-villes, ne savent plus où mettre les livres qu'on leur envoie) ; financières et absurdes ensuite (le va-et-vient éditeur-libraire et retour se traduit par des frais de transport pour rien, qui réduisent encore les marges de deux professions pas au mieux de leur forme) ; enfin la pire des conséquences : la baisse de la valeur du livre, de sa valeur intrinsèque, baisse inéluctable comme la perte de valeur d'une monnaie en période d'inflation. Bref, une spirale en forme de gouffre.

— Quelle leçon en tirez-vous pour votre maison ?

— Phébus a décidé de diminuer sa production : -10 % d'ici à la fin

de l'année et -20 % en 1998 (sur la base de 1996). Cela n'a pas été facile car les premiers mois n'ont laissé d'abord apparaître qu'une baisse du chiffre d'affaires et notre trésorerie a commencé à par y perdre des plumes (au point que nous avons dû, pour ne pas être étranglés par les banques, faire appel à des lecteurs et à des amis à qui nous avons ouvert notre capital). Mais, les mois passant, et le marasme général ne faisant que s'aggraver, nous nous apercevons que les représentants, ayant plus de temps pour défendre notre production, la mettent en avant avec plus de ferveur et que les libraires, sensibles à notre effort, s'arrangent pour vendre autant de nos livres. En bref, ayant réduit notre production, mais ayant l'espoir de regagner assez vite le chiffre d'affaires perdu, ayant aussi, par force, fait baisser nos charges de fabrication, nous avons des chances, à moyen terme, d'améliorer nos marges, qui en ont bien besoin !

Propos recueillis par Florence Noiville

L'« office », le moindre mal

Ambroise Pujebet, directeur commercial de Gallimard, constata les dérives mais aussi les avantages de ce système de distribution

Le rythme de production et les pratiques modernes de distribution ont-ils leur part de responsabilité dans la crise du marché du livre ? Le système de l'« office », imposé comme « le moins mauvais des mauvais régimes », est désigné comme responsable lors de chaque crise éditoriale : à la fois par les libraires, qui se plaignent de recevoir, sans les choisir, plus de livres qu'ils ne sont capables d'en vendre, et par les éditeurs, qui subissent par le biais des retours l'incapacité des libraires à maîtriser l'énormité de la production. Un état de fait qu'analyse Ambroise Pujebet, directeur commercial de Gallimard.

— Ce qui est critiqué dans le système de l'office — où le libraire reçoit d'autorité un exemplaire minimum de chaque titre, le paie et peut le renvoyer —, ce sont ces aller-retours : les éditeurs font de la trésorerie sur le dos des libraires, les taux de retours viennent pénaliser toute la chaîne

du livre, tant le monde y perd à l'exception des transporteurs, chaque voyage défrayer les ouvrages et crée une obligation supplémentaire de les pilonner... Il n'en reste pas moins que le système de l'office est la seule occasion pour un auteur incertain d'émerger en librairie. D'autre part, sa pratique est plus souple que son principe : ce n'est pas toute la production d'un éditeur qui est imposée au libraire, mais un choix selon des grilles préétablies. Le tout est que chacun y mette du sien : car les métiers de l'édition, où rien n'est quantifiable à l'avance, reposent avant tout sur des personnes.

L'office ne résout pas pour autant la question du réassort à l'unité. Si un livre arrive aujourd'hui en moyenne 48 heures après le passage de la commande, on est encore loin du rythme de la distribution pharmaceutique, où le délai de livraison est de quelques heures. « La première raison, reprend Ambroise Pujebet, est que les

profits des laboratoires pharmaceutiques ne sont pas les mêmes, et c'est peu de le dire, que ceux de l'édition. D'autre part, la quantité de produits nouveaux, dans le domaine de l'édition, est sans équivalent, et le nombre de références immobilisées ne permet pas, comme dans la pharmacie, une décentralisation suffisante de la distribution. La Sadis (société de distribution du groupe Gallimard) gère 50 000 références. Non seulement le coût d'immobilisation est très lourd, mais l'organisation est un casse-tête : autant l'éclatement des stocks (nos huit dépôts sont censés contenir chacun 80 % à 90 % de notre catalogue) ne camoufle pas la gestion du dernier titre de Pennac au des pachés de forte rotation, autant il exige de jongler avec les livres dont le volume n'excède pas 100 exemplaires par an. Celo étant, il faut cesser de se plaindre de la surproduction : le fait qu'il y ait « trop » de livres, c'est aussi un signe de créativité. »

M.V.R.

e l'édition

هكذا من لامل

Diagnosics pour une crise

Depuis bientôt dix mois, tous les indicateurs de la profession sont au rouge. Mais, au-delà des chiffres alarmistes, la singularité de ce malaise tient à la difficulté d'en cerner l'ampleur et les causes

En économie, il y a des cycles, des *stop and go*, des *kondratieffs*. L'édition n'échappe pas à ces évolutions sinusoïdales. L'auscultation, d'ailleurs, d'en retrouver la trace dans la littérature même. La crise de l'édition, telle un serpent de mer, ondule et resurgit à chaque époque. En 1955, Céline était dans ses Entretiens avec le professeur Y. « La librairie souffre d'une très grave crise de mévente. Allez pas croire un seul zéro de tous ces prétendus tirages de 100 000 ! 40 000 L. et même 400 exemplaires !... at-trape-gogos ! (...) En vérité on ne vend plus rien... C'est grave. » Un siècle plus tôt, dans les Illusions perdues, Balzac peste contre les libraires (les éditeurs) de l'époque : « Plus le livre est beau, moins il a de chances d'être vendu. Tout homme supérieur s'élève au-dessus des masses, son succès est donc en raison directe avec le temps nécessaire pour apprécier l'œuvre. Aucun libraire ne veut attendre. Le livre d'aujourd'hui doit être vendu demain... »

Voilà qui conduirait à relativiser le malaise actuel si tous les indicateurs de la profession (malgré une amélioration en septembre), ne demeuraient au rouge depuis presque dix mois - alors même que la plupart des secteurs autres que le livre ont recoué avec la croissance -, et si l'on ne semblait enlisé dans une spirale négative qui aurait commencé en 1989 (voir la courbe du chiffre d'affaires en francs constants) et dont on n'apercevrait guère la fin.

Le plus singulier dans cette « crise » est d'abord la difficulté d'en cerner l'ampleur. Les statistiques du Syndicat national de l'édition (SNE) - les seules disponibles sur l'ensemble du secteur - fournissent bien des tendances, mais elles sont contestées par la profession elle-même. « C'est la vieille tradition française du secret, commente Jean-Pierre Sicre, directeur de Phébus. Pas facile, dans notre pays, de faire dire à un entrepreneur que ça va mal chez lui. » Ensuite, les estimations varient du simple au triple ! « La baisse réelle enregistrée depuis le début de l'année par les diffuseurs de livres, qui ont des compteurs très précis, n'est pas de 5 ou 6 % mais tourne autour de 15 % », estime le directeur de Phébus. Il ne s'agit d'aucun état d'urgence (« symptôme répondant à une agression conjoncturelle ») mais d'un « nouvel état du marché » dénotant une transformation en profondeur de la relation livre-public.

Or une autre particularité de ce malaise prolongé est son défaut

d'explication simple. Le mal est d'autant plus difficile à diagnostiquer que foisonnent les données absolument contradictoires.

Est-ce du côté de la demande que le bât blesse ? Oui, disent les uns. Le livre est moins désiré, donc moins acheté, donc dévalorisé aux yeux d'un lecteur noyé dans la surproduction. Et les librairies, surembourées, sont menacées de devenir les lieux de la « banalisation du plaisir ». Non, rétorquent les autres. Rien n'indique que la lecture fléchisse. Voyez l'évolution de la demande en bibliothèque : 60 millions de prêts il y a vingt ans, 137 aujourd'hui : c'est colossal rapporté aux 321 millions de livres vendus en 1996.

Est-ce un problème de pouvoir d'achat ? Le livre en France est-il trop cher ? Son prix un frein à la consommation ? Non, assurent les uns. « Malgré quelques distorsions de brève durée, le prix du livre a suivi une courbe comparable à celle des autres produits classiques de loisirs. Il y a quarante ans, pour la même somme, on pouvait s'offrir un

roman de 300 pages ou 3 places de cinéma. Le rapport n'a pas changé. » Et aucune étude n'a montré de corrélation probante entre le prix et les ventes... Oui, soutiennent les autres. Nous sommes en présence de « changements de mix », ce qui, en marketing, signifie une réorientation de la consommation au profit (ou aux dépens) de tel ou tel « produit ». Or, en l'espèce, les éditions courantes et de référence reculent face aux collections de poche, une clientèle de plus en plus nombreuse attend, pour acheter, l'édition de poche et, dans le « panier du lecteur », le prix moyen des ouvrages dégringole (de 45 à 43 francs en 1996).

Peut-on, pour autant, parler d'un « effet poche » ? Oui, si l'on considère globalement les performances de ce secteur, le seul à enregistrer, depuis 1991 (avec une exception en 1994), des variations continuellement positives en francs constants (+5,6 % en 1996). Oui, encore, si l'on considère l'envolée spectaculaire des livres à 10 francs (Librio a fêté son dix millionième

titre au printemps et Mille et une nuits, né il y a quatre ans, dépasse déjà les 7 millions d'exemplaires vendus). Mais non (ou pas exactement) si l'on regarde ce secteur à la loupe. Avec « des hauts et des bas », Folio connaît, depuis cinq ans, une stabilisation de ses ventes. Babel régresse au premier semestre 1997 par rapport à 1996. « Le poche, qui représente le tiers des exemplaires vendus chaque année, n'est pas une catégorie homogène, note Pierre Cohen-Tanugi, directeur général de Gallimard : certains secteurs (fantastique, science-fiction, horreur, pratique, sentiment...) semblent bénéficier d'une dynamique plus forte. Ils se prêtent en outre à un marketing plus ciblé en hypermarché. »

Et si, néanmoins, cet effet global de report impliquerait que l'on s'orientait, de toute façon, vers des livres moins chers ? Une nouvelle économie de l'édition, essentiellement fondée sur le poche ou le semi-poche, serait-elle viable ? Non, se récrient de nombreux éditeurs. A long terme, les ouvrages bon

marché, s'ils prennent le pas sur les éditions courantes, menacent la bonne santé de la chaîne du livre tout entière : celle de l'auteur qui voit fondre ses droits de moitié, celles de l'éditeur dont la marge s'effondre elle aussi, celle du libraire, enfin, qui encaisse un minuscule bénéfice pour un travail sensiblement équivalent. Plus grave : la création elle-même y laisserait des plumes. La faiblesse des marges, d'une part, interdirait de prendre des risques sur ce que Balzac appelle « ces livres substantiels auxquels il faut de hautes, de lentes approbations ». (Or n'est-ce pas sur cette persécution que repose le métier même d'éditeur ?) Par ailleurs, l'importance des tirages (11 500 exemplaires en moyenne en 1996), bien qu'en diminution eux aussi (ils dépassaient 20 200 en 1986), resteraient inadaptées à de nombreux écrivains dont le public ne dépasse jamais quelques milliers de fidèles.

Mais d'autres professionnels de l'édition sont moins catégoriques. Puisque « le poche est beaucoup

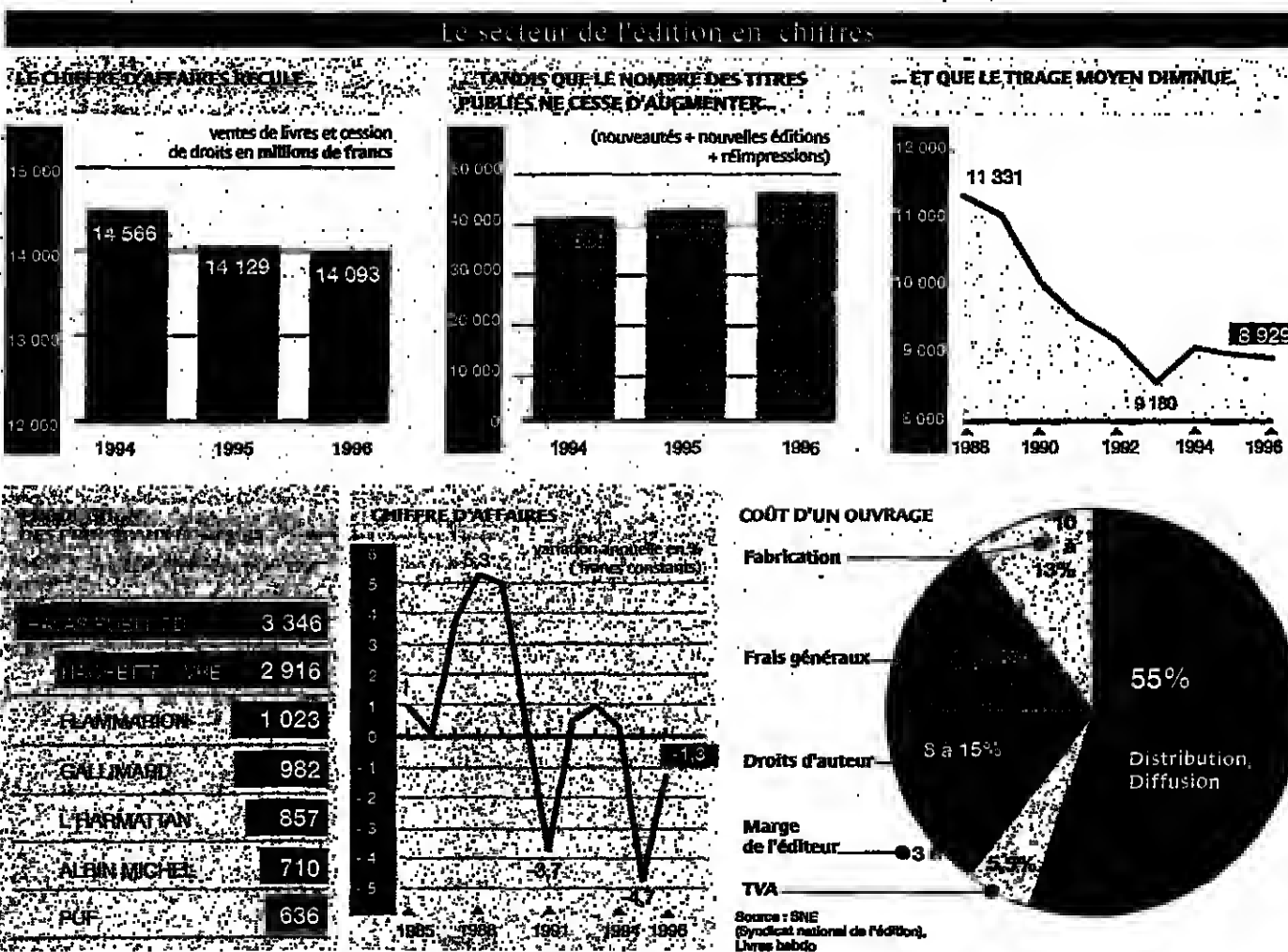
plus rentable, proportionnellement, que la moyenne des livres » (environ 3 francs de marge nette pour un livre vendu 30 francs prix public, soit presque deux fois la rentabilité moyenne du secteur) et comme l'effet volume compense - au moins partiellement - le manque à gagner par rapport à l'édition courante (on gagne moins d'argent sur chaque livre, mais on en vend plus), ils s'exclament pas que les collections de poche continuent à grignoter des parts de marché en devenant même, de plus en plus naturellement, le mode d'édition « premier ».

N'est-ce pas déjà le cas dans les pays anglo-saxons où le poche et le semi-poche absorbent directement bon nombre d'inédits (les éditions *hardback* étant largement destinées aux bibliothèques ou à la presse) ? Et les éditeurs de livres bon marché, comme les Mille et une nuits, n'ont-ils pas, déjà, élargi leur palette en proposant des inédits de contemporains - le dernier, un Tabucchi, doit sortir en novembre - qui n'ont pas (encore ?) assassiné la création ? « Il y a trois ans, on disait que nous allions tuer le livre, la lecture, la librairie, se souvient Olivier Rubinstein, leur directeur. On parlait d'opération publicitaire, de feu de paille. Tout cela fait sourire aujourd'hui. »

Analyses, contre-analyses : les arguments les plus contradictoires semblent recevables, retournables, démontables... Seule certitude : le mal et ses symptômes appellent des remèdes rapides et une régénération en profondeur. Au lieu de quoi prévaut, souvent, la procrastination. « L'édition, note Jean-Pierre Sicre, est comme ces molènes qui refusent d'appeler le médecin parce qu'ils savent que le régime sera terrible, et qui se donnent à bon compte quelques jours d'insouciance de plus... avant l'inévitable séjour à l'hôpital. »

Finrence Noiville

Selon les statistiques 1996, que publie ces jours-ci le Syndicat national de l'édition, le chiffre d'affaires du livre continue de s'éroder, parallèlement à la tendance inflationniste de la production (+2,6 %) et à la chute du tirage moyen (interrompue depuis 1988). L'évolution sectorielle par secteur est contrastée. Les encyclopédies et dictionnaires enregistrent le plus mauvais score avec un recul de quelque 20 %, mais il ne serait pas possible d'évaluer statistiquement la part du CD-ROM dans cette dégradation.



Librairie : à chacun ses remèdes

A l'autre bout de la chaîne du livre, les libraires ressentent fortement les effets de la crise. En fonction des situations, qui varient selon les types et les tailles de structures, chacun tente d'endiguer un mal de plus en plus tenace

Puis dans les remous d'une crise qui s'étend, les libraires tentent de faire face aux pesanteurs de la chaîne du livre, mais aussi à la modification des comportements d'achat du public. Au sein d'une profession où se côtoient des structures extrêmement dissimilaires, librairies indépendantes, hypermarchés ou magasins multimédias, chacun agit à sa manière pour s'adapter au marché. Parmi les responsables de librairies générales, ceux qui ont échappé aux faillites des dernières années s'efforcent de mieux orienter leurs choix d'ouvrages.

La morosité qui prévaut depuis plusieurs années s'est pourtant quelque peu dissipée durant l'été. D'après les chiffres publiés par le magazine *Livres Hebdo* début septembre, les ventes de livres auraient augmenté de 5,5 % en francs courants par rapport à juillet 1995. Cette embellie profite surtout aux magasins multimédias (+8 %) et aux librairies générales (+7 %), les hypermarchés enregistrant un score plus modeste (+5 %). Toutefois, la tendance annuelle est à 2 % d'augmentation en francs courants, soit une stagnation du marché en volume. Ce pessimisme de nombreux libraires se ressent fortement depuis deux ans, cer-

tains n'enregistrant presque aucune amélioration de leur chiffre d'affaires.

A L'Entre-Temps, la librairie parisienne du Bon Marché, le premier déclinisme s'est fait ressentir lors de la grève des transports publics de décembre 1995. De son côté, la librairie strasbourgeoise Kieher a vu ses flux de retour aux éditeurs augmenter de manière flagrante depuis le début de 1997. En revanche, Les Cahiers de Colette, librairie parisienne du troisième arrondissement, n'a ressenti qu'une légère baisse en juin. Les situations sont donc aussi diverses que les types de librairies, mais les responsables de points de vente s'accordent souvent à dire que les essais se vendent mieux que la fiction. En matière de romans, tant français qu'étrangers, « les grands lançements ne marchent plus automatiquement », remarque Colette Kerber, responsable des Cahiers de Colette. Les livres d'art souffrent aussi, « peut-être à cause de l'ouverture de librairies de musées », suggère Josette Vial, de la librairie Compagnie, dans le cinquième arrondissement de Paris.

Cette tendance à la baisse n'est pourtant pas générale, romans policiers et livres pratiques y échappant amplement. Et surtout, dans

un contexte économique difficile, les ouvrages à prix modique - livres de poche ou livres dits « à 10 francs » - tirent souvent leur épingle du livre mieux que les autres. Ce phénomène entraîne une baisse du taux de profit dont les libraires sont les principales victimes. En deux ans, la librairie parisienne Compagnie a vu son chiffre d'affaires augmenter de 5 % en valeur, contre 15 % en volume. L'évolution de son organisation spatiale illustre clairement la tendance du marché. Alors que le format du livre servait autrefois de critère de classement, la pochothèque était reléguée au sous-sol et le rayon « noble » occupait le premier étage, les poches sont désormais intégrés aux rayons des grands formats selon une organisation thématique. Certaines librairies comme Kieher ou Ombres blanches, à Toulouse, violent toutefois cette tendance récente à la stagnation dans ce secteur jusqu'alors préservé.

Conséquences des difficultés des libraires et de l'importance de leur travail, un certain nombre d'éditeurs cherchent à entretenir avec eux des relations de confiance mutuelle. Dina Doussot, de la librairie parisienne Le Carrefour de l'Odéon, a ainsi obtenu de payer ses commandes avec un certain

délai et profite de cette souplesse pour prendre des risques en ciblant une clientèle fidèle. Les libraires cherchent aussi à jouer un rôle plus actif dans l'organisation de la chaîne du livre. Face à la surproduction éditoriale, qui leur impose une rotation extrêmement rapide des ouvrages, ils essaient parfois de réguler les flux mis sur le marché par les distributeurs. « Alors que les libraires étaient souvent considérés par les éditeurs comme de simples dépositaires, ils se doivent maintenant de mieux maîtriser le système des offices », observe Josette Vial. Ces accords par lesquels un point de vente s'engage à recevoir d'office les nouveautés de tel ou tel éditeur, sont désormais assouplis à la demande de certains libraires. Ceux-ci ne veulent plus se trouver enlevés sous une masse d'ouvrages disproportionnée avec la place dont ils disposent et sans relation avec leurs propres choix commerciaux. A la librairie Compagnie, chaque représentant s'entretient désormais avec un responsable du rayon pour une meilleure appréciation des achats à effectuer. Christian Thorel, chez Ombres blanches, a carrément refusé les offices et voit systématiquement tous les représentants.

Face à la concurrence des

grandes surfaces, les librairies s'attachent aussi à la qualité du service et à la personnalisation de l'offre. Le libraire se veut « prescripteur moral, en conseillant la clientèle et en lui faisant partager ses enthousiasmes, ainsi que prescripteur silencieux, en présentant une sélection mensuelle sur des tables à thèmes », commente Laurence Legoupil. Certains libraires tirent aussi profit d'une spécialisation, comme c'est le cas du Carrefour de l'Odéon, riche en ouvrages philosophiques. Mais en dépit de leurs efforts, les petits points de ventes sont souvent dépassés par les moyens logistiques déployés par certains de leurs concurrents. La FNAC, qui se vante de proposer l'offre généraliste la plus importante de Paris, a ainsi mis en place un plan baptisé « Ariane » pour assurer une plate-forme de distribution autonome afin d'éviter toute rupture de stock. Un outil potentiellement efficace, puisque seules les ventes de nouveautés peuvent permettre à un point de vente d'entretenir un fonds important, dont la rotation est nécessairement lente. « C'est qu'il faut être maître chez soi », affirme Alain Declercq, responsable du livre à la FNAC de la rue de Rennes, à Paris. Le réseau complet de vente par correspondance géré par la FNAC

(téléphone, Minitel et Internet) représente aussi une réelle menace pour les librairies traditionnelles qui ne pourront s'adapter que très difficilement à ce nouveau type de commercialisation. Pour mieux se défendre, des libraires indépendants ont donc récemment décidé de se regrouper au sein du Syndicat national de la librairie française. Une structure nouvelle, qui entend essayer de limiter les marges de remise lors des ventes institutionnelles, de mieux protéger le livre du photocopillage et même de peser en faveur du prêt payant en bibliothèque.

Laurence Debray et Raphaële Rérolle

paringer
fabrique à vos mesures des copies de modèles de bibliothèques à COLONNADES ou à PILASTRES en vrai bois finement travaillé.

CREATION - FABRICATION - VENTE
121, rue du Cherche-Midi, 75006 PARIS
Tél. : 01.42.22.22.00
12, rue de la Chapelle, 75007 PARIS
Tél. : 01.45.44.10.44

Un nouvel élan chez Hachette

siasme généralisé pour les maîtres
à penser du structuralisme —, e-
face à ce que chacun s'accorde
aujourd'hui à déplorer comme
étant « la crise des sciences hu-
maines », Louis Audibert refusé
de se joindre au « *chœur des lo-
mentations* ». Son intention est
d'orienter Hachette Littérature
vers un avenir prometteur sans
négliger les évolutions du monde
de l'édition, « où l'on est de plus
plus attentif aux lois du marché ».

« La vie quotidienne », vaste
étude des civilisations, représente
cette volonté éditoriale de re-
nouer avec le projet d'une Ency-
clopédie moderne des sciences
humaines : *Les Paysans français au*
XVII^e siècle, *Les Femmes au Moyen*
Âge, *Les Charvons*, et prochainement,
de Philippe Berthier, une
« *vie quotidienne* » dans
La Comédie humaine de Balzac.

dition des *Lumieres*», réalise un rapprochement entre l'actualité de la littérature générale et les lecteurs, par l'intermédiaire d'ouvrages très accessibles mais sans esprit de vulgarisation pour des lecteurs en attente d'un réveil de l'intelligence. Il faut redonner le goût de la lecture à nos français, les faire tout à fait revivre, car il ne faut pas faire revivre ce qui leur dorme de vrais livres à lire dans une forme très accessible».

« Je parle sur l'intelligence et sur la sensibilité des gens », conclut Louis Audubert. L'enthousiasme et le dynamisme semblent la règle du jeu dans cette équipe. « Jeune, extrêmement sympathique et enthousiaste, à l'idée de recréer une maison d'édition », et qui désire par-dessus tout s'attacher à découvrir les ouvrages qui permettent une rencontre : « On ne peut-être pas assez les extraordinaires vertus de ce petit être misérable qu'on appelle un livre ».

Chloé Mary et Inge Rasmussen

● En raison d'une confusion de clichés à la Bibliothèque nationale, le document présenté ce page VII du supplément spécial consacré à Aragon (*Le Monde* du 24 septembre) comme un fragment des trois cahiers inédits, était en fait un extrait du *Libertinage* (Gallimard, « L'Imaginaire »). D'autre part, dans le même supplément, c'est Max Morise qui figure à gauche d'Aragon sur la photographie de la page V. Enfin, en page VI, l'article de Madeleine Rebérioux comportait plusieurs coquilles. Il fallait lire « le procès intenté contre le poète "Front populaire" » et non le poète « Front populaire », André Vailly et pas Vailly, Viollette Montherlant (et non Viollet).

**VOUS CHERCHEZ UN
LIVRE ÉPUISE ?**

Une seule adresse

LE TOUR DU MONDE

et son réseau de 250 correspondants

8, rue de la Pompe, 75116 PARIS
Tél. : 01.42.58.73.59
Fax : 01.42.58.40.57

La hausse un contexte d